Pour le nom de l'auteur,
voir le Dict. de Barbier,
N°. 8203.

Par l'abbé de
Longchamps

l'auteur,
...bier,

HISTOIRE IMPARTIALE DES ÉVENEMENS MILITAIRES ET POLITIQUES DE LA DERNIÈRE GUERRE, DANS LES QUATRE PARTIES DU MONDE.

TOME PREMIER.

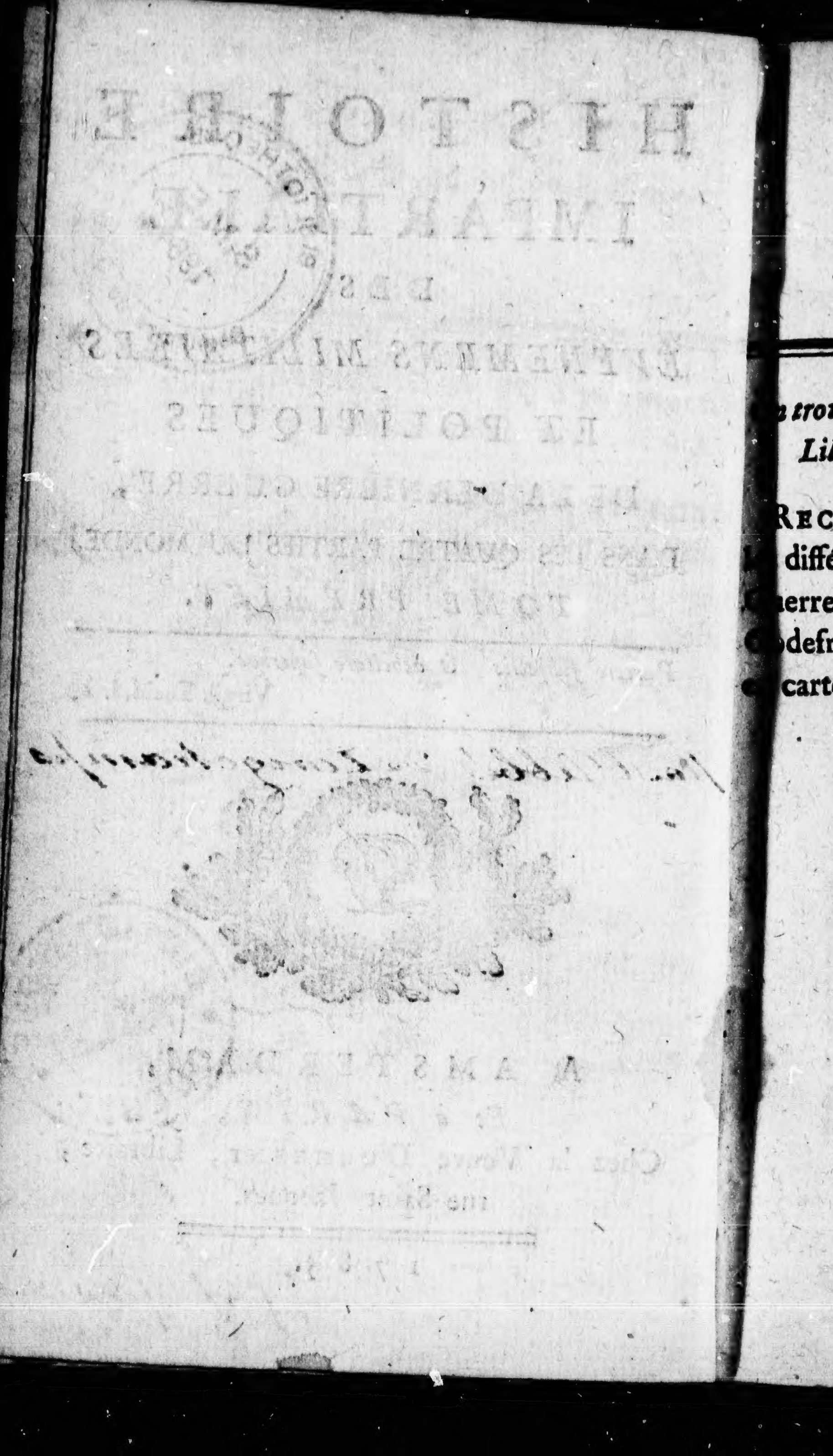
Parcere ſubjectis & debellare ſuperbos.

Virgil. Eneid. l. 6.

par l'Abbé de Longchamps

A AMSTERDAM,
Et à PARIS,
Chez la Veuve DUCHESNE, Libraire,
rue Saint-Jacques.

1785.



HISTOIRE IMPARTIALE DES ÉVÉNEMENS MILITAIRES ET POLITIQUES DE LA DERNIÈRE GUERRE, DANS LES QUATRE PARTIES DU MONDE.

TOME PREMIER.

A AMSTERDAM,

Et à PARIS,

Chez la Veuve DUCHESNE, Libraire, rue Saint-Jacques.

On trouve chez la Veuve DUCHESNE, *Libraire, rue Saint-Jacques,*

RECUEIL d'Eſtampes repréſentant les différents événements de la dernière Guerre, gravées par MM. Ponce & Godefroy, 1 *vol. in*-4° 24 liv. broché en carton.



HISTOIRE IMPARTIALE

Des Évènemens militaires & politiques de la dernière Guerre, dans les quatres Parties du Monde.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

L'AFFRANCHISSEMENT des Colonies Angloiſes eſt ſans contredit l'évènement le plus mémorable du dix-huitieme ſiècle. Cette révolution peut donner une face nouvelle à toute l'Amérique, y faire naître le bonheur ſous les auſpices de la liberté, affermir l'héroïſme & la vertu dans ces contrées, où la tyrannie a ſi long-tems établi ſon empire ſur l'abrutiſſement de l'humanité, y développer les talens & les

lumières étouffés jusqu'ici par le despotisme européen ; montrer enfin à l'univers surpris tous les arts de l'Europe empressés de régner sur le nouveau continent, de s'y faire une seconde patrie, d'y briller sur un plus vaste théâtre, & de partager ainsi leurs bienfaits entre les deux mondes.

« Il se passera encore bien des siècles, & l'on verra se renouveller bien des scènes de désolations, avant que l'indépendance des Treize Etats-Unis amène l'indépendance de toute l'Amérique : C'est du conflit des guerres entre les deux continents, que peut naître cette scission générale qui la rendra peut-être assez redoutable pour nous intimider un jour dans nos propres foyers. » Les fureurs & les dévastations des Européens en Amérique y produiront enfin une seconde révolution beaucoup plus décisive, & dont l'affranchissement de l'Amérique septentrionale n'est que le prélude. Heureuse la premiere nation libre qui, faisant chérir son gouvernement aux indigènes, leur fera quitter leurs retraites pour concourir à l'accroissement de la population du

Nouveau Monde, & partager la gloire de son affranchissement général ! Puisse l'Europe voir cette révolution sans jalousie, puisse-t-elle en favoriser les progrès, en sacrifiant des prétentions que lui donna la force, & que la force peut lui ôter dans un avenir plus ou moins éloigné ! Puisse une noble émulation de commerce & d'industrie, resserrer entre les Américains & la France des liens indissolubles, quoique toujours libres, d'amitié, de reconnoissance & de services mutuels ! Qu'ils n'oublient jamais qu'ils sont redevables aux François du premier pas que l'Amérique a fait vers la liberté.

Tels peuvent être un jour les effets de cette révolution nécessitée par les fautes de l'Angleterre, par les méprises de sa politique, & sur-tout par l'avidité de son ambition, dont les excès brisèrent enfin le ressort de sa puissance, déjà affoiblie à force de s'étendre. Le traité de Versailles, si avantageux en apparence, lui porta sans doute un coup terrible ; par ce traité, la Grande-Bretagne abusant trop de ses avantages, hâta

peut-être d'un siècle l'époque de sa décadence ; la France ne pouvoit faire à sa rivale un présent plus funeste. Mylord Chatam, cet implacable ennemi des François, ramené enfin aux vues d'une politique moins inconsidérée (1), prédit dans cette circonstance que la cession du Canada feroit perdre l'Amérique aux Anglois ; c'étoit annoncer la ruine de leur commerce, & l'anéantissement de leur prépondérance maritime. Un Anglois (2), non moins judicieux que Chatam, avoit écrit, long-tems avant cette époque : *Le Canada est la garde de nos Colonies ;*

---

(1) Dans les premieres ouvertures de paix, Mylord Chatam avoit insisté sur l'abandon général du Canada qu'il se vantoit *d'avoir pris en Allemagne.* Ce changement dans ses principes n'est-il pas un aveu que sa conduite fut long-tems pernicieuse à sa patrie ?

(2) L'Auteur anonyme des Lettres imprimées sous le nom de *Montcalm*, & faussement attribuées à ce Général. Quoique publiées pour la premiere fois en 1777, elles avoient été composées dès 1757. C'est le premier ouvrage où l'on trouve la révolution actuelle de l'Amérique, prédite d'un ton ferme, & ses causes clairement énoncées.

pourquoi notre miniſtre cherche-t-il à le conquérir ? En effet cette contrée une fois ſoumiſe à la domination Britannique, les autres Colonies Angloiſes devoient s'accoutumer à ne plus conſidérer les François comme leurs ennemis, & délivrées de la néceſſité de recourir aux forces de la métropole pour ſe garantir de leurs attaques, ſonger à s'affranchir d'une autre oppreſſion, ſecouer enfin le joug tyrannique d'une prétendue mere-patrie, dans laquelle elles ne voyoient plus qu'une injuſte marâtre. Et ce fut dans cette conjoncture que, pour mieux accabler les Colons Anglo-Américains, la grande-Bretagne eſſaya de les charger arbitrairement du fardeau d'une dette énorme contractée à leur inſçu ! C'en étoit aſſez pour ouvrir aux bons ſpéculateurs, le grand livre de l'avenir ; dès ce moment, l'affranchiſſement des Colonies fut annoncé comme une révolution néceſſaire ; mais elle étoit probable & même indiquée long-tems auparavant. A l'époque où les lumières & la philoſophie commencèrent à pénétrer dans l'Amérique ſeptentrio-

nale, l'Angleterre dut être préparée à cette grande cataſtrophe. Je ſais quels maux les arts & les ſciences peuvent entraîner après eux ; je ſais qu'ils ſont trop ſouvent l'aliment du luxe, cette ſource féconde de corruption & de déſordres ; mais dans un ſiècle philoſophique, où les progrès de l'eſprit ſe font par-tout ſentir, les lumières ſont néceſſaires, même à une République naiſſante, & il ne lui eſt pas impoſſible de jouir de leurs bienfaits, ſans en éprouver les abus. D'ailleurs les Américains ont l'exemple de l'Europe, & nos dépravations, nos malheurs, le vice de nos conſtitutions & de nos loix ne ſeront pas, ſans doute, une leçon infructueuſe pour l'Amérique.

Quoiqu'il en ſoit, la liberté eſt un beſoin des Nations éclairées, & les inventions de Franklin, ſes productions & ſon génie, pouvoient annoncer à des obſervateurs attentifs un évènement déjà prévu depuis nombre d'années. On a voulu faire honneur de cette prédiction à un philoſophe de nos jours (1) ;

(1) L'Abbé Raynal.

mais, comme on l'a dit, elle se trouve clairement prononcée dans les Lettres de Montcalm, dont la composition est antérieure de plusieurs années à la publication de l'Histoire Philosophique du Commerce des deux Indes. D'ailleurs il y a près de quatre-vingts ans que l'Abbé du Bos observoit dans un ouvrage (1) regardé comme un chef-d'œuvre, que l'Angleterre ne pouvant empêcher une infinité de contraventions à l'acte de navigation, relativement au commerce exclusif de ses Colonies, la guerre étoit un moyen bien périlleux de le faire respecter. Voici dans quels termes il s'exprime à ce sujet. » Les tentatives qu'il nous faudra faire dans » la suite, pour réduire ces Colonies » à la juste obéissance qu'elles doivent » à l'état qui les a établies, » n'aboutiront peut-être qu'à les » faire soulever, quand elles auront

(1) Les Intérêts de l'Angleterre mal entendus dans la guerre présente. (de la succession). 2[e]. édit. Amsterdam, 1704, pag. 73.

» appris qu'elles peuvent se passer
» de nous «.

Rien ne justifie mieux l'interprétation donnée à ce passage, que les frayeurs des Anglois eux-mêmes, à une époque assez voisine de la publication de l'ouvrage de l'Abbé du Bos. Ils craignoient dès-lors une révolution dans l'Amérique septentrionale, & ils proposèrent au Parlement, comme un moyen de la prévenir, de faire un bill, pour révoquer les chartes de la province de Massachuset. » Si on ne met pas,
» disoit-on alors publiquement, les
» Colonies dans la dépendance im-
» médiate de la Couronne, elles de-
» viendront avec le tems si puis-
» santes, qu'elles secoueront le joug
» de l'autorité «.

Quelqu'importance qu'on veuille donner à ces prédictions, la véritable gloire n'est pas d'avoir prévu la révolution de l'Amérique; mais d'avoir hâté l'instant de cette révolution, & d'en avoir affermi l'édifice sur une base solide & durable. Cette gloire n'appartient guère moins à la France qu'à l'Amérique elle-même. Il est beau, sans doute,

de lever l'étendard de la liberté, & de s'affranchir des vexations du deſpotiſme (1); mais il eſt dangereux

(1) Dans les principes d'un gouvernement purement monarchique, cette propoſition ſeroit téméraire & ſéditieuſe, parce qu'avant de l'établir, il eût fallu démontrer que c'eſt au Peuple qu'appartient le droit de juger des deſſeins ſecrets du Souverain, de ſes manœuvres & de ſes uſurpations; enſuite, que des deſſeins, des manœuvres, des uſurpations même démontrées ſuffiſent pour opérer un changement dans la conſtitution, & enfin, que, pour en venir à une telle extrémité, la tyrannie confirmée par la violence & par les plus grands excès d'un Deſpote, peut priver ſes Succeſſeurs d'une Couronne héréditaire; mais chez un Peuple qui partage la Souveraineté avec ſes Rois, chez un Peuple, dont l'hiſtoire offre une lutte continuelle de la liberté avec le pouvoir ſuprême, où l'on compte les victoires que l'indépendance a remportées ſur l'autorité; chez un Peuple enfin qui, ayant ſupprimé les pouvoirs intermédiaires, tomberoit, comme dit Monteſquieu, dans le plus dur eſclavage, s'il perdoit ſa liberté; une telle propoſition n'a rien de révoltant, & la déclaration du Congrès, dont elle eſt le réſumé, fut un acte légitime, ouvertement ou tacitement approuvé de toutes les Nations de l'Europe, & en particulier de la France, qui, ſans cela, n'eût pas été la

» de l'entreprendre, à moins qu'un
» sentiment intime de confiance,
» fondé sur la justice des réclamations,
» n'exalte dans l'esprit du Peuple le
» besoin d'une révolution préparée
» secrètement par la politique sage &
» réfléchie des chefs qui la méditent.
Alors cette effervescence devenant générale, on tenteroit en vain d'en étouffer les principes, & de soumettre un tel Peuple aux loix de l'ancien gouvernement, qu'il veut abjurer. Tel est le point de vue sous lequel on doit considérer la cause de l'Amérique, & le peu de succès des armes Britanniques dans cette partie du monde. Mais que de tems, de massacres & de travaux n'eût-il pas fallu pour consommer son affranchissement, sans la coopération de la France! Si la sagesse du Congrès, l'habileté de Washington, & le patriotisme courageux des Américains, étoient de sûrs garans de leur persévérance dans ce noble projet, au moins est-il probable
» que, sans l'entremise de l'Europe,

premiere à reconnoître l'indépendance de l'Amérique.

la génération présente n'eût pas joui du grand ſpectacle de la liberté triomphante en Amérique. D'ailleurs, quelqu'effrayant que ſoit le tableau des déſaſtres de la derniere guerre, ils ne ſont rien, ſans doute, en comparaiſon de ceux qu'eût entraîné l'interminable débat de la liberté & de la tyrannie abandonnées à elles-mêmes dans cette longue & ſanglante querelle. De ſorte qu'enviſagée ſous le point de vue de l'humanité, la participation de la France fut un bonheur pour l'un & l'autre continent; elle a ſans doute épargné bien du ſang aux deux Puiſſances déſunies.

Cette conſidération ſuffiroit pour juſtifier la conduite du Miniſtère François aux yeux des perſonnes inſtruites de la prérogative, dont nos Rois ſe ſont toujours montrés ſi jaloux dans les différentes périodes de la Monarchie. Le titre de protecteur, de vengeur, & d'ami des Souverains outragés ou méconnus par leurs Sujets, & des Sujets tyranniſés par leurs Souverains, titre ſi juſtement acquis à nos Mo-

„marques, autorisoit Louis XVI, leur „auguste successeur, à s'établir arbi„tre dans la fameuse querelle des Anglois & des Américains. D'ailleurs la France avoit à venger, contre l'Angleterre, l'abus de ses derniers triomphes (1); il leur falloit réparer des pertes, réclamer des usurpations, reprendre cet ascendant, dont ils paroissoient s'être désistés un moment; en un mot, l'équité, la politique, & le vœu des autres Puissances, appelloient Louis XVI à l'auguste mission qu'il vient de remplir avec tant de gloire. Cependant un intérêt plus cher balançoit dans son cœur paternel les sollicitations du Congrès Américain, & le suffrage des Nations qui les appuyoient plus ou moins ouvertement. La France, dont le bonheur lui étoit spécialement confié, n'auroit-elle point à souffrir du commun avantage de l'Europe & de l'Amérique, & de-

(1) Le Traité de 1763 enflâmera toujours le ressentiment de tout bon François, il étoit accablant, & le couroux s'augmente lorsque l'on compare ce Traité à ceux que Louis XIV, au milieu de sa gloire, imposoit à ses ennemis.

voit-il ſacrifier à des eſpérances, ſinon incertaines du moins encore éloignées, la tranquillité d'un Peuple chéri, dont la félicité ſuffiſoit à ſon ambition? Les Provinces ſaignoient encore des plaies de la dernière guerre, & les finances épuiſées ne ſe réparoient que lentement. Quels frais énormes n'alloit pas occaſionner l'accroiſſement néceſſaire de la Marine Françoiſe, ſi l'on ſe replongeoit dans une guerre maritime avec la Puiſſance navale la plus redoutable de l'Univers? A peine remis des longs déſaſtres de leur derniere querelle avec la Grande-Bretagne, les François ſupporteront-ils, ſans être accablés, les triomphes mêmes, dont la circonſtance eſt un aſſuré préſage? Cette incertitude arrêta dans les mains de Louis XVI les coups de la vengeance, & malgré le vœu de la Nation, plus jalouſe de la gloire du Monarque que de ſon propre bonheur, malgré les invitations réitérées de l'Amérique inſurgente, & celles des Puiſſances liguées ſecrètement contre les prétentions injurieuſes de l'Angleterre à la ſou-

veraineté des mers, les dispositions pacifiques de S. M. T. C. prévalurent dans le Conseil de Versailles. Ses premieres résolutions furent de garder la neutralité entre les deux Nations désunies. Mais ce parti n'obligeoit point Louis XVI à désapprouver la conduite des Américains. Treize Provinces séparées de la Métropole par une étendue de quinze à dix-huit cents lieues de mer, gouvernées par des Chefs de leur choix & d'une vertu éprouvée, soumises à toutes les loix des Peuples civilisés, confédérées pour le maintien de ces loix & de leurs privileges respectifs, lui parurent, quoiqu'affranchies de la domination Européenne, une Nation respectable, dont l'alliance & l'amitié ne devoient point être dédaignées. La France en accepta l'offre à des conditions, dont les Anglois n'avoient pas droit de s'offenser. Elle étoit résolue de s'en tenir à des liaisons de commerce avec l'Amérique septentrionale, lorsque des hostilités, de la part de l'Angleterre, forcèrent le Ministère François à demander satisfaction à la Cour de Londres.

Elle s'y refusa sous de vains prétextes, & cette agression manifestée par des actes répétés sur toutes les mers, ne laissa plus au Monarque François le choix de la modération. Il fallut entrer en guerre ouverte avec la Grande-Bretagne, & dès ce moment, sa querelle avec les Américains parut décidée en faveur de ces derniers.

On a de la peine à concevoir l'aveuglement qui la précipita dans cette démarche téméraire. Elle ne pouvoit se dissimuler qu'elle avoit besoin de toutes ses forces pour faire tête à l'enthousiasme républicain des Provinces nouvellement dégagées de ses fers. Ses Ministres n'ignoroient pas les dispositions pacifiques du Roi de France; & le vain prétexte des hostilités qu'ils nous imputoient, n'imposoit à personne; mais ils vouloient une guerre avec la France, sans songer que cette guerre seroit un obstacle à leurs succès en Amérique, & sans prévoir qu'elle entraîneroit une rupture avec l'Espagne. Le pacte de famille entre les différentes branches

de la Maiſon de Bourbon, ne laiſſoit point à la Cour de Madrid le choix des partis dans cette circonſtance, & la conduite des Anglois prouva bien qu'ils ne comptoient pas ſur la neutralité des Eſpagnols. Ils les provoquèrent par des entrepriſes faites pour décider Sa Majeſté Catholique, quand bien même elle eût pu balancer un moment à ſe montrer en cette occaſion, la fidelle alliée de Sa Majeſté Très-Chrétienne. De toutes les Puiſſances de l'Europe, la Hollande étoit la ſeule qui fît des vœux ſincères pour la Grande-Bretagne. Des intérêts particuliers auroient maintenu les Provinces-Unies dans ces diſpoſitions favorables aux Anglois; mais elles refuſoient de prendre part à cette guerre néceſſairement déſaſtreuſe; & dans l'unique vue de les précipiter avec elle dans l'abyme, dont elle commençoit à reconnoître la profondeur, après de vaines prieres & des négociations infructueuſes, l'Angleterre eut recours aux voies de fait, aux violences, aux outrages, & d'une Puiſſance diſpoſée à

la secourir secrètement, se fit une ennemie déclarée, & l'une des plus intéressées à sa ruine.

Depuis long-tems un esprit de vertige & d'illusion dirigeoit la politique Angloise. Au lieu de s'assurer dans l'Inde l'alliance des Nations Européennes, la confiance & l'amitié des Nababs, son despotisme avoit aliéné les uns & les autres, sans excepter le fameux Ayder-Ali-Khan (1), dont le génie, la

---

(1) Tous les papiers publics écrivent *Hyder* au lieu *d'Ayder*, qui est le vrai nom du Nabab. Nous avons cru devoir préférer cette derniere ortographe, qui est celle de M. de Bussy, comme on peut s'en assurer en consultant ses Mémoires. Ce Général ayant demeuré plusieurs années à *Ayder-Abad*, n'a pu se tromper sur ce nom, non plus que ceux qui ont servi dans l'armée *d'Ayder-Ali*, où la réponse au qui *vive*, fut toujours *Ayder-Ali-Khan*, *Nabad-Bahader*. Ce qui a induit les Gazetiers en erreur, c'est qu'ils copient les Anglois, qui ne peuvent dire *Ay* dans leur langue, qu'en écrivant *Hy*. Pour conserver aux noms le même son que dans la langue originale, les Anglois se croyent obligés d'en changer l'ortographe. Ils ont raison; l'écriture est l'art de

bravoure & les talens militaires ont effacé tout ce qu'il y eut jamais de Guerriers Indiens, & peut-être égalé les plus illustres de l'Europe. Depuis la paix de 1763, la tyrannie Angloise s'étoit particulierement signalée contre les François transplantés dans l'Inde. La ruine de Pondicheri en avoit réduit un grand nombre à la misere, & plusieurs d'entr'eux n'ayant pas d'autres moyens de subsister, étoient allés servir dans les troupes d'Ayder-Ali. Malheur à ceux qui tomboient entre les mains des Anglois; les cachots étoient la moindre peine qu'on leur faisoit subir, jusqu'à ce que le désespoir les eût enrôlés dans l'armée Britannique. Un autre excès de ce despotisme étoit d'interdire au François toute espece de liaison avec les Souverains de l'Inde, & tandis que les Anglois se permettoient avec eux le commerce même des munitions de guerre, & que les sept huitièmes des armes d'Ayder étoient tirés des

---

peindre la parole. En ce point nos Traducteurs devroient imiter les Traducteurs Anglois.

arsénaux d'Angleterre, ils faisoient aux François un crime de vendre quelques fusils aux Indiens, & se conduisoient en conséquence de ces infractions prétendues.

Tant de vexations n'avoient pu déterminer le Gouvernement François à prendre parti dans la guerre que leur fit bientôt Ayder-Ali-Khan. Quoique ce Prince l'invitât, au nom de la reconnoissance, à lui fournir secretement des secours qu'il avoit, en d'autres circonstances, prodigués ouvertement aux François, le Gouverneur de Pondicheri, fidèle aux ordres qui lui défendoient de se commettre avec ces fiers insulaires, écrivit au Nabab qu'il lui souhaitoit toutes sortes de prospérités dans la guerre prête à s'allumer sur la côte de Coromandel, & qu'il ne manqueroit pas de lui envoyer une ambassade pour le complimenter, mais qu'il ne pouvoit disposer d'aucunes forces contre les Anglois, avec lesquels il n'osoit rompre la paix, sans un ordre précis du Roi son Maître. Pour peu que l'on eût soutenu Ayder-Ali dans cette conjoncture, les évènemens qui arrêtèrent les

progrès de ce Conquérant n'auroient point eu lieu, il eût continué la guerre, & fait valoir à cette époque, les justes prétentions de son fils à la Nababie d'Arcate. Mais le Gouverneur François donna avis aux Ministres de l'invasion prochaine de la côte de Coromandel, en des termes faits pour intimider notre Compagnie des Indes; il leur communiqua ses craintes sur les évènemens de cette guerre. Un exposé des faits plus exact, eût sans doute inspiré des résolutions funestes à l'Empire Britannique dans cette contrée de l'Asie; trop de modération fut préjudiciable, & les Anglois continuèrent de molester impunément les François dans l'Inde jusqu'en 1778, que des hostilités ouvertes commencèrent entre les deux Nations Européennes.

Ayder-Ali-Khan, allié toujours fidèle de la France, étoit alors occupé sur la côte Malabare de la guerre contre les Marattes; il se hâta de revoler au secours des François, après avoir conclu une trève de six ans avec cette Nation, qui lui laissa toutes ses conquêtes; mais le grand

éloignement ne permit point au Nabab d'arriver à tems, pour empêcher la prise de Pondicheri, qui se rendit au mois d'Octobre de cette année. Le Souba Nizam-Daulla devoit se joindre à lui contre les Anglois, les attaquer dans le nord de Mazulipatnam, & rentrer, s'il étoit possible, dans les quatre Provinces qu'ils lui avoient extorquées: mais soit pusillanimité de la part de ce Prince Indien, soit intrigues de la part des ennemis d'Ayder, Nizam le laissa courir seuls les hasards de la guerre, & le Nabab ne partagea avec aucun autre Souverain, la gloire d'être le libérateur de l'Inde.

Tout ce qu'on peut assurer de cette guerre, c'est qu'elle fut ruineuse pour les Anglois. Quant aux détails des opérations militaires, il en est peu qu'on ose garantir: la plûpart des relations parvenues en Europe ont été fabriquées sur la côte de Coromandel, par des Anglois intéressés à tromper le Gouvernement d'Angleterre, encore les a-t-on souvent arrangées à Londres, suivant les circonstances & le

besoin d'en imposer à la Nation. C'est donc avec la plus grande retenue & des précautions scrupuleuses qu'on fera usage des mémoires relatifs à la guerre de l'Inde. La discrétion qu'on s'est imposée dans toute cette partie de notre histoire, pourra surprendre ceux de nos Lecteurs qui, faute d'examen, adoptent sans restriction, tous les récits hasardés dans les gazettes de quelques Cours étrangeres ; on les prévient que la plûpart des faits concernant Ayder-Ali-Khan y sont plus ou moins altérés, & qu'on ne sauroit les employer avec confiance. On s'est fait une loi d'écarter tous ceux, dont les relations n'ont pu être soumises aux discussions de la critique, & je ne crains pas de le répéter, les évènemens qui, dans les quatre dernieres années de cette guerre, ont eu pour théâtre la presqu'isle de l'Inde, sont ordinairement dans ce cas. Il n'en est pas ainsi des évènemens de l'Europe & de l'Amérique ; comme ils sont mieux constatés, on s'est permis de leur donner quelqu'étendue, & de les présenter quelquefois avec des circonstances

conſtances qui paroîtroient minutieuſes & ſuperflues dans une hiſtoire moins récente ; on parle dans celle-ci à des contemporains, pour qui ces détails ſont importans, duſſent-ils ne pas l'être pour la poſtérité ; tous les faits qu'on y préſente ont intéreſſé l'Europe & l'Amérique, & l'on ne pouvoit en ſupprimer aucun, ſans donner à la génération actuelle un ouvrage imparfait & tronqué. A meſure qu'on s'éloignera de l'époque de ces événemens, il eſt à craindre qu'ils ne perdent de leur prix, & cette hiſtoire peut n'avoir pas le même intérêt pour les générations ſuivantes. Cependant elle offre le tableau d'une révolution telle qu'on n'en trouve point dans les faſtes d'aucune Puiſſance. J'oſe dire que la liberté recouvrée par les Américains eſt non-ſeulement le plus beau ſujet d'hiſtoire, mais qu'elle ouvre une nouvelle carriere au génie de l'Epopée. Il n'eſt point de Nation civiliſée qui n'ait eu des rapports avec l'Amérique eſclave ; il n'en eſt point ſur qui la deſtinée de l'Amérique affranchie ne doive influer

plus ou moins dans la ſuite des ſiècles ; cette révolution intéreſſe le monde entier. Mais de toutes les Puiſſances de l'Europe une ſeule doit y prendre autant de part que l'Angleterre. Si l'indépendance des Treize Etats-Unis enleve à cette Nation une partie de ſon exiſtence, elle ajoute infiniment à la gloire de l'Empire François, & quoiqu'oppoſés, ces deux effets ſont les ſources du plus grand intérêt pour les deux Peuples rivaux. Les acceſſoires d'un événement de cette importance ne ſauroient être indifférens aux Anglois, dont ils développent les fautes ; les déſaſtres & l'humiliation ; des raiſons contraires les rendront toujours chers à des Lecteurs François. Il n'eſt donc pas à préſumer que ces détails, intéreſſans pour la génération préſente, ceſſent de l'être dans les ſiècles à venir. Tant que les Anglois conſerveront leur caractere, ils déploreront la révolution, dont je prétends eſquiſſer le tableau ; l'Angleterre ſe plaira toujours, qu'on me paſſe cette expreſſion, à *ruminer* ſa douleur & ſes regrets, par de

fréquens retours ſur la perte de l'Amérique, & c'eſt la ſorte d'intérêt qui doit réſulter pour elle d'une Hiſtoire détaillée de la révolution préſente. Tant que la France ſera ce qu'elle eſt, jalouſe de ſa gloire & non moins avide d'en connoître les anciens titres que d'en acquérir de nouveaux, elle ne ſe plaindra jamais qu'on ait multiplié les monumens de ſes triomphes, & comme l'affranchiſſement de l'Amérique ſeptentrionale lui paroîtra toujours la plus belle victoire qu'elle ait remportée ſur l'Angleterre, elle ne ſe laſſera point d'en parcourir les détails, & bénira peut-être l'auteur qui lui en aura tranſmis les circonſtances.

Tels ſeroient pour une Hiſtoire de la dernière guerre les titres à l'indulgence des générations à venir, ſi, au mérite de n'avoir rien omis d'important pour la gloire des Nations confédérées contre la Grande-Bretagne, elle joignoit le mérite ſi rare d'en tranſmettre les événemens avec l'éloquence propre à ce genre, & ſans laquelle les vérités hiſtoriques les plus intéreſſan-

tes arrivent difficilement à la postérité. On n'ose se flatter de réunir ce dernier avantage à l'exactitude, à l'impartialité, à la bonne foi qui caractériseront un ouvrage où l'on s'est fait une loi de sacrifier à la vérité tous les intérêts de parti, tous les préjugés de Nation, & de se garantir des illusions d'un patriotisme mal entendu. Si les Anglois n'y sont pas toujours représentés sous des couleurs favorables, ils s'en prendront aux événemens de cette guerre, & non pas à notre manière de les interprêter ; il est rare qu'on se permette à ce sujet, des réflexions toujours déplacées, quand elles ne tournent pas à la plus grande clarté de l'histoire. On se les interdit scrupuleusement toutes les fois qu'elles peuvent ressembler à la déclamation, ou laisser soupçonner d'injustes acceptions. Mais encore une fois, notre premier devoir est de prévenir les méprises du lecteur, & dans l'exposé de certains faits, d'avoir moins égard aux prétentions de l'Angleterre, & aux interprétations de ses apologistes, qu'au jugement de toute l'Europe impar-

tiale. Au reſte, nous rendons juſtice à cette Nation d'ailleurs eſtimable à tant d'égards, dans toutes les occaſions où l'intégrité de l'Hiſtoire nous preſcrit cette loi. Il eſt aiſé de voir qu'en obſervant les erreurs, pour ne pas dire les infractions & les excès d'une Puiſſance rivale, nous avons moins conſidéré cette rivalité, que la morale de toutes les Nations policées. D'ailleurs, notre attention à relever les écarts des autres Puiſſances belligérantes prouve ſuffiſamment notre impartialité à l'égard des Anglois. Nous ajouterons que les torts de la Grande-Bretagne ne ſont point enviſagés dans cet Ouvrage comme le crime de la Nation, mais comme un égarement du Miniſtère Britannique. Il parut oublier, dès la naiſſance de la guerre, les loix impreſcriptibles du droit des gens, & s'attira, dans les quatre parties du monde, le reproche grave de l'avoir dirigée ſelon les principes d'une politique frauduleuſe & ſanguinaire. On ne peut trop répéter que cette conduite hautement improuvée même en Angleterre, ſe trouve dévelop-

pée dans notre histoire par une longue ſuite de faits énoncés ſans altération, & toujours dépouillés de ces vaines diſcuſſions qui les ſurchargent ſans les éclaircir. On a ſur-tout pris ſoin d'écarter les déclamations vagues & puériles, qui, loin de faire valoir la vérité, la rendent ſuſpecte de menſonge ou d'exagération.

Quelques lecteurs nous reprocheront ſans doute que ces faits ne ſont pas toujours préſentés ſuivant l'ordre des temps, & qu'il s'en faut bien ſouvent de pluſieurs mois, qu'ils ne ſoient placés à leurs véritables dates. Pour excuſer & même juſtifier ces prétendus anachroniſmes, il ſuffit d'enviſager l'étendue prodigieuſe du théâtre de cette guerre, dont les limites embraſſent, pour ainſi dire, la moitié du globe, de conſidérer que des ordres expédiés à la même époque, pour des lieux ſéparés par des eſpaces immenſes, ont dû n'avoir leur exécution reſpective qu'à des termes très-éloignés les uns des autres, & que ces ordres & leurs effets étant le réſultat d'un même plan & le complé-

ment d'un même ſyſtême de combinaiſons, les iſoler dans notre ouvrage, ce ſeroit donner le Journal & non l'hiſtoire de la derniere guerre, & manquer par conſéquent au vœu du lecteur curieux d'y trouver des faits grouppés entr'eux, de l'enchaînement & des rapports, des maſſes en un mot & non de ſimples articles de Gazettes. De cette attention ſervile aux dates préciſes des événemens, s'enſuivroient des changemens de ſcènes continuels; & le lecteur tranſporté, à chaque minute, d'un théâtre de la guerre ſur un autre théâtre, par des tranſitions plus ou moins forcées, ne pourroit ſoutenir ces paſſages faſtidieux à force d'être répétés; il en réſulteroit pour cette Hiſtoire une forme hériſſée, maigre & découſue qui ſeroit tomber le livre des mains.

En évitant autant qu'on l'a pu les inconvéniens d'une Hiſtoire ſurchargée de dates, on ne s'eſt pas cru diſpenſé d'aſſigner les époques des grands événemens, & dans ce nombre, pluſieurs ne ſemblent mériter ce titre que par leurs réſultats. Vus iſolés, ils ne ſont rien

moins qu'importans ; mais envisagés dans leurs rapports avec les faits postérieurs, ce sont des causes souvent très-fécondes de prospérités ou de désastres, qu'un historien philosophe se garde bien de négliger. Avant que de prononcer sur le degré d'importance de certains faits peu décisifs au premier coup-d'œil, on supplie le lecteur d'observer leur liaison avec d'autres faits plus imposans ; il saisira facilement la dépendance de ces derniers, & sera forcé de convenir que de petites causes produisent souvent de grands événemens. Mais les moindres faits de cette Histoire, n'eussent-ils d'autre prix que d'avoir avancé ou reculé de quelques jours l'étonnante révolution de l'Amérique, seroient dignes d'être consacrés dans les fastes des deux continents.

Ce que je dis des actions de guerre, tant de la part des Anglois que de celle des Américains & de leurs Alliés, on peut l'affirmer des actes émanés du Congrès, des constitutions de la nouvelle République, de sa déclaration d'indépendance, des articles de confédération entre

ſes différens Etats, de leurs traités d'amitié & de commerce avec les Puiſſances de l'Europe, & ſpécialement de leur alliance avec Sa Majeſté Très-Chrétienne. Tous ces actes d'une légiſlation encore imparfaite, ont dû ſeconder puiſſamment les opérations militaires de la nouvelle République; tous les détails en ſont puiſés dans le droit naturel & modelés ſur le caractere des peuples auxquels ce nouveau Code eſt deſtiné. Ces loix faites pour des hommes libres, reſpirent la liberté républicaine, ſans manquer de cette ſévérité qui ſeule peut en prévenir les abus. Il eſt aiſé de voir qu'elles ſont l'ouvrage d'une confédération naiſſante, dont tous les membres concourent de bonne foi au bien de la grande République. C'eſt par-tout l'expreſſion naïve & vraie, de l'amitié, de l'union, de l'aſſiſtance réciproques. L'acte d'indépendance eſt un chef-d'œuvre d'énergie; les motifs qui ont forcé les Américains à changer la forme de leur gouvernement y ſont énoncés avec le ſentiment profond de la dignité de l'homme. On y peint

l'excès du pouvoir & l'abus de l'autorité avec des couleurs faites pour intimider le despotisme & déconcerter les ministres de la tyrannie. Malheur aux vils instrumens de l'oppression qui s'étendroit sur des peuples, dont les vices n'ont point altéré l'énergie, que le luxe & la mollesse n'ont point encore façonnés à l'esclavage ! Les actes du Congrès ou l'on considère les treize Etats Unis dans leurs rapports avec les Puissances Européennes, sont une expression vive & naturelle des pacifiques dispositions de la république naissante C'est par-tout le langage de l'humanité, de la bienfaisance & des égards pour tous les peuples en général, & celui de l'affection & de la reconnoissance envers les Puissances ses alliées, qui ont coopéré au grand ouvrage de son indépendance. (1) En un mot, si le

(1) Des intérêts particuliers ont déterminé des Gazetiers infidèles à falsifier ces pièces, & on les trouve altérées dans quelques papiers publics. La Gazette d'Amsterdam, du 26 Août 1777, a voulu faire entendre que dans l'instruction donnée aux Armateurs, le Congrès leur insinuoit de

nouveau Code Américain n'eſt encore qu'un eſſai de légiſlation politique, civile & religieuſe, cet eſſai annonce des vues profondes, beaucoup de ſageſſe & de prévoyance, autant d'amour pour la juſtice, que d'enthouſiaſme pour la liberté. La ſolidité des baſes ſur leſquelles cet édifice eſt établi, promet un corps de droit public également précieux aux Philoſophes, aux Politiques & aux Souverains. Cet ouvrage perfectionné doit réaliſer ou détruire bien des idées métaphyſiques, bien des ſyſtêmes haſardés ſur l'origine & l'établiſſement des ſociétés politiques, offrir un modele à pluſieurs Etats défectueux des autres parties du monde, montrer les côtés foibles de leurs conſtitutions, & leur indiquer les réformes à faire dans leur Gouvernement. Mais

ſemer l'eſprit d'indépendance dans les ports des Nations Etrangeres, & de faire eſperer aux Iſles de la Martinique & de la Gouadeloupe, une alliance particuliere avec les Etats-Unis. Les Hollandois ont bien prouvé depuis, qu'ils n'avoient aucune part à cette mauvaiſe foi de leur Gazetier.

l'exemple d'un peuple vertueux & citoyen eſt ordinairement perdu pour les nations corrompues, & le ſeul effet indiſpenſable de la nouvelle légiſlation Américaine, ſera de conſolider l'édifice de la liberté recouvrée par la force des armes, pourvu que la politique des treize Provinces s'étudie conſtamment à maintenir les loix de leur confédération, à reſſerrer les nœuds de leur dépendance réciproque, à dédaigner les avantages illuſoires d'une ſouveraineté partielle & morcelée, à la concentrer toute entiere dans l'auguſte aréopage de Philadelphie, à faire revivre d'âge en âge, par une pratique conſtante & ſoutenue, les ſublimes leçons du ſage Washington, ce Héros de l'Amérique, ſi digne d'en être le Légiſlateur. Telles ſont les conditions auxquelles l'Empire du Nouveau-Monde eſt aſſuré aux vengeurs de la liberté en Amérique. Conditions ſans leſquelles l'étonnante merveille de la nouvelle révolution ne ſera qu'un éclair brillant, un grand projet échoué, une tentative impoſante où nos neveux verront plus d'audace

& de témérité, que de ſageſſe & de combinaiſons.

Le deſpotiſme ou l'anarchie une fois établis dans les Provinces ſeptentrionales du Nouveau Monde, que les générations ſuivantes ne ſe flattent pas d'y ramener l'ordre & la liberté, de renouveller, aux yeux des Nations, le grand ſpectacle de la révolution préſente. Les circonſtances qui l'ont produite renaiſſent difficilement, & l'on ne voit pas deux fois toutes les Puiſſances de l'Europe intéreſſées au ſuccès d'une même entrepriſe, réunir leurs efforts ou leurs vœux contre une ſeule Puiſſance, la combattre ou l'abandonner en ſe laiſſant conduire chacune en particulier par des intérêts communs à toutes les Nations en général. Pour opérer ce miracle de la politique Françoiſe, il falloit qu'il ſe rencontrât un Miniſtre, dont la ſageſſe reconnue dans toutes les Cours y fît reſpecter ſes conſeils & ſes lumieres, comme dans celle de Verſailles, & qui, par l'aſcendant de ſon génie & l'art ſuprême & rare de concilier la politique avec la vertu, ſût gagner la confiance de

tous les Souverains, diriger leurs opérations au gré de la France, mettre à profit jusqu'à leur inaction, & pour assurer le triomphe de la liberté en Amérique, isoler l'Angleterre en Europe, en lui opposant les armes de trois grandes Puissances, & la neutralité de toutes les autres.

Les Anglois abandonnés à eux-mêmes dans une circonstance aussi critique, ne pouvoient se promettre de leur position, que de grands désastres & beaucoup de gloire. Car on ne doit pas le dissimuler; s'il y eût eu plus d'équité dans leurs prétentions, moins d'infractions dans leurs hostilités, plus d'égards pour l'humanité dans leurs divers procédés de guerre, cette époque seroit en même tems la plus malheureuse & la plus glorieuse de leur histoire. Ce fut un spectacle bien imposant de voir la seule Angleterre, dont la nature & peut être la politique avoient marqué le rang entre les Puissances du second ordre, lutter avec persévérance contre l'héroïsme de la liberté naissante en Amérique, contre la valeur Françoise qu'irritoit

encore l'aiguillon d'une juste vengeance, contre la bravoure tranquille des Espagnols, dont la fierté naturelle aime à se signaler au milieu des combats, contre la patience & l'industrie des Hollandois, ce peuple commerçant & navigateur, chez qui l'ambition & le talent de s'enrichir ont souvent les procédés & l'énergie de la valeur guerriere, contre la fortune & l'intrépidité du célèbre Ayder Ali Khan, le dernier & le plus grand des Héros modernes de l'Asie. Mais cette constance vraiment héroïque quand l'équité la motive & que le succès peut la couronner, dégénere en opiniâtreté destructive, & ressemble moins au dévouement du patriotisme qu'à l'aliénation du désespoir, lorsqu'elle compromet l'existence de la patrie, & laisse présager sa ruine absolue. Tel fut l'abyme où l'état politique de la Grande-Bretagne devoit s'anéantir, si la modération n'eût présidé à la vengeance même de ses généreux Adversaires. En usant de leurs forces & de leurs droits, les Puissances victorieuses pouvoient terminer la guerre par une leçon

bien effrayante pour les Nations téméraires & follement ambitieuſes; elles pouvoient réduire l'Angleterre à ſes bornes naturelles, la dépouiller de toutes ſes poſſeſſions extérieures, la concentrer dans ſon Iſle, & ne laiſſer que de foibles débris de ſa grandeur évanouie. Mais dans tous les temps la gloire de la France fut d'uſer modérément de la victoire, & ſa fiere rivale, quoiqu'aſſez déchue pour ne plus inquiéter ſes voiſins, eſt pourtant encore une des grandes Puiſſances de l'Europe. Si l'énormité de ſa dette nationale lui permet de ſe maintenir (1) dans le rang où la derniere cataſtrophe vient de la

(1) De toutes les Puiſſances de l'Europe, l'Angleterre fut celle qui tira le parti le plus avantageux de ſes Colonies. En 1771, elle exporta pour l'Amérique juſqu'à 4,706,768 liv. ſterl. de marchandiſes. Quelle perte immenſe pour ſon commerce, & de quelles reſſources elle ſe voit privée! Si, à ce *deficit*, elle joint les frais énormes de cette guerre, elle ne peut enviſager ſans frémir, les circonſtances affreuſes qui peuvent en être la ſuite. Cet exemple eſt frappant: puiſſe-t-il devenir ſalutaire aux autres Nations de l'Europe!

placer, ſon exiſtence n'en ſera déſormais que plus aſſurée, & ſa deſtinée plus heureuſe. L'impuiſſance de nuire & de provoquer l'envie, eſt, pour les Etats, comme pour les Particuliers, le ſûr garant d'une félicité durable. Cette heureuſe impuiſſance doit aſſurer le bonheur de l'Angleterre, tant qu'elle fera préſider à ſes conſeils la modération, la prudence & l'équité; tant qu'elle enviſagera ſa poſition favorable ſur l'Océan, comme un moyen de réparer ſes pertes par le commerce, & non d'y ſuppléer par des conquêtes; tant qu'elle verra dans la révolution d'Amérique un devoir impoſé par la néceſſité de vivre en paix avec ſes voiſins, d'abjurer tout ſyſtême d'agrandiſſement & de prépondérance, & de renoncer à la chimérique prétention de régner ſur un élément qui ne reconnoît d'autres Souverains que les vents. Qu'elle n'oublie point que cette ſciſſion briſe à jamais dans ſes mains le ſceptre des mers qu'elle avoit uſurpé.

Ces conſeils haſardés avec les égards toujours dus, même aux

Nation déchues, nous ont été dictés par les meilleurs Citoyens d'Angleterre, & nos obſervations ne ſont bien ſouvent dans cette Hiſtoire, qu'un réſumé de leurs diſcours publics. Pour donner plus d'aut[illegible] à nos réflexions, & même aux re[illegible] de l'Hiſtoire, nous adoptons, en certains cas, juſqu'à la forme de ces diſcours patriotiques. Nous leur oppoſons quelquefois, toujours avec la même précaution, les déclamations & les ſophiſmes des fauteurs de l'ancien Miniſtère Britannique. On s'eſt particulierement aſtreint à la marche des idées, & autant qu'on l'a pu dans une traduction, au caractere d'éloquence des uns & des autres, dans l'expoſé des débats parlementaires. C'eſt-là ſur-tout qu'on voit jaillir du choc des opinions contraires, la vérité qui trop ſouvent s'enveloppe & ſe cache dans les relations contradictoires des événemens de cette guerre. Un autre avantage de ces dialogues politiques où le caractere des interlocuteurs, leurs préjugés & leur ambition ſe dévoilent aux yeux d'un véritable obſerva-

teur, c'eſt de peindre dans le jeu des prétentions diverſes & des intérêts oppoſés, les reſſorts incertains d'un gouvernement vacillant, dont ils ſont les interprêtes, en croyant n'être que ſes détracteurs ou ſes apologiſtes. De cette forme dramatique, il réſulte d'ailleurs plus de mouvement & d'action, plus de cette chaleur vivifiante qui eſt l'ame de l'Hiſtoire. On s'eſt particulierement impoſé la loi de faire parler les Anglois, & de les mettre en ſcène, toutes les fois qu'on avoit à produire des faits non ſuſpects, mais conteſtés par eux ; c'eſt de leurs aveux même que nous tirons ainſi la preuve de ces faits, & de leur propre bouche que nous faiſons ſortir la vérité qui les condamne. On ſuit la même regle à l'égard de leurs Adverſaires, & les torts de la France, ſes erreurs & ſes mépriſes s'y préſentent quelquefois avec cette évidence qui tire ſa force de l'aveu des François les plus intéreſſés à diſſimuler leurs fautes.

Quelqu'un a dit qu'une Hiſtoire eſt un long drame, dont l'intérêt

doit croître de ſcène en ſcène, qui demande une expoſition, une intrigue, un dénouement, &c. On ne commande point aux faits, & cette définition ne ſauroit convenir à toute ſorte d'Hiſtoire; mais s'il en étoit quelqu'une qui pût juſtifier cette idée biſarre, ce ſeroit l'Hiſtoire de la Révolution de l'Amérique. La guerre d'Europe n'en fut que l'acceſſoire, & peut être conſidérée comme un épyſode inhérent au ſujet de cette longue tragédie. Comme tout drame exige une expoſition, & comme cette Hiſtoire ſe rapproche beaucoup du drame, j'ai cru devoir en préſenter le ſujet avec quelque détail, mais autant qu'il eſt poſſible, je mets ce tableau en action, & c'étoit l'unique maniere de prévenir l'ennui du Lecteur. J'y comprends tous les événemens de cette guerre, depuis la naiſſance des troubles de Boſton, juſqu'en 1779, époque où les rapports s'établiſſent d'une maniere ſenſible, entre les différentes parties de l'enſemble, où tous les perſonnages agiſſent de concert, où la confédération des cinq Puiſſances réunies

(1) contre l'Angleterre, ſimplifie, pour ainſi dire, le ſujet de cette Hiſtoire, en dirigeant toutes leurs opérations vers un même but, en établiſſant entr'elles cette unité d'action d'où réſulte toujours le plus grand intérêt du drame, & quelquefois celui d'un ouvrage hiſtorique. A cette époque, l'Hiſtoire de la derniere guerre ſe débarraſſe de tous les détails ſuperflus déſormais, & qui ne l'étoient pas lorſque ces Puiſſances balançoient à ſe réunir, ou ne ſe concertoient point encore ſur les moyens de rendre leur union déciſive. De cet accord, mieux combiné dans les opérations & les conſeils des Nations liguées, doivent naître la préciſion & la

(1) Les Etats généraux de Hollande ne s'étoient point encore déclarés par des actes hoſtiles ; mais ils écoutoient les Négociateurs de Franklin & faiſoient des préparatifs de guerre. La continuité des inſultes Britanniques éclairoit dès-lors tous les bons ſpéculateurs ſur l'objet de ces préparatifs, & l'on comptoit déjà la Hollande parmi les Puiſſances confédérées. Ses lenteurs mêmes étoient ſans doute concertées entre les Chefs de cette guerre politique.

netteté qui diſtingueront ſur-tout la ſeconde partie de cet Ouvrage. Quoique plus abondante que la premiere, qui n'eſt, à proprement parler, qu'une expoſition néceſſairement un peu compliquée, elle doit avoir une marche plus ſûre, plus rapide & moins gênée ; les faits y naiſſent les uns des autres ſans embarras & ſans obſcurité, & ne forcent plus à ces redites, ſouvent inévitables, quand on ne veut pas ſacrifier l'avantage d'être entendu, à la vaine gloire de paroître laconique. Au reſte on a tâché de concilier dans cet Ouvrage les qualités d'où peuvent réſulter l'agrément & l'utilité d'une Hiſtoire ; mais dans l'expoſé de certains détails, cet accord n'eſt pas toujours poſſible, & l'on eſt bien forcé de s'en tenir quelquefois au ſeul mérite de l'exactitude & de la vérité. On croit s'être acquis des titres à la confiance du Lecteur par une attention ſcrupuleuſe à ne point haſarder de faits équivoques, & quant à leur choix, on oſe ſe flatter de n'avoir négligé que les moins importans ; on range dans cette claſſe tous les faits impo-

ſans qui ne produiſent rien. Les perſonnes inſtruites des événemens de la derniere guerre, jugeront à notre maniere d'apprécier les hommes & leurs actions, qu'on s'eſt piqué dans cette Hiſtoire d'une impartialité toujours incorruptible. Un Hiſtorien impartial & vrai nous paroît mériter l'indulgence des Lecteurs, & c'eſt à ces deux titres que nous oſons la réclamer.



Coup-d'œil ſur l'Amérique ſeptentrionale, pour ſervir d'introduction à l'Hiſtoire de la derniere Guerre.

LE continent ſeptentrional de l'Amérique fut l'objet & le principal théâtre de la derniere guerre ; il eſt donc indiſpenſable, pour faciliter l'intelligence de cette Hiſtoire, de jeter un coup d'œil préliminaire ſur cette partie du globe ; d'en déterminer les longitudes & les latitudes, d'indiquer quelques-unes de ſes productions, d'effleurer les progrès de ſon commerce & de ſon induſtrie, d'eſquiſſer le tableau des anciennes Colonies Angloiſes depuis leur origine & leur premiere formation, juſqu'à l'inſtant de la révolution préſente ; en un mot de faire connoître, au moins ſuperficiellement, les Peuples que la Grande-Bretagne vouloit rendre tributaires de ſon gouvernement, & retenir pour toujours dans une tutelle politique. Cet expoſé ſera court, lumineux, rapide, & tel que doit être une légere introduction

tion à l'Hiſtoire de la derniere Guerre.

Diviſion de l'Amérique du nord.

L'Amérique ſeptentrionale eſt ſéparée du nouveau continent méridional par l'Iſthme de *Panama*, dont la moindre largeur eſt d'environ ſept lieues. Elle comprend, du Nord au Sud, ſoixante-treize degrés de latitude, & s'étend juſqu'au quatre-vingtième. Les Apalaches qui la diviſent dans cette direction, ſe rapprochent plus ou moins de l'Océan. Leur moindre éloignement des côtes eſt de cent cinquante milles, ils n'en ſont jamais à plus de cent vingt lieues. Au-delà de ces monts eſt un déſert immenſe, dont on a parcouru juſqu'à huit cens lieues, ſans en trouver la fin. On conjecture, avec beaucoup de vraiſemblance, qu'à l'extrémité de ce déſert, il y a des fleuves qui vont ſe jeter dans la mer du ſud.

Le *Continent* ſe diviſe en dix grandes parties, ſavoir.

Du Nord au Sud.

		Longitud.		Lat. sept.	
La Nouv. Bretagne.	Où est *le Fort York.*	307.	16.	55.	26.
Le Canada.	*Quebec.*	307.	47.	46.	55.
	Montreal.	305.	30.	47.	44.
L'Acadie.	*Annapolis.*	312.	20.	44.	48.
	Cap-de-Sable.	312.	10.	43.	24.
	Port de Canzeau.	316.	45.	45.	20.
La Nouv. Anglete.	*Boston.*	307.	3.	42.	25.
	New-Cambridge.	306.	30.	42.	25.
	Salem.	307.	15.	42.	35.
La Virginie.	*James Town.*	300.	5.	37.	0.
La Caroline.	*Charles Town.*	297.	55.	32.	50.
La Floride.	*Saint-Augustin.*	298.	30.	30.	0.
	Pensacola.	290.	50.	30.	55.

De l'Est à l'Ouest.

La Louisiane.	*Nouvelle Orléans.*	287.	30.	29.	58.
Le Vieux Mexique.	*Mexico.*	277.	0.	20.	0.
Le Nouv. Mexique.	*Santa-Fé.*	271.	0.	35.	32.

Les *Isles* de l'Amérique septentrionale se divisent en cinq corps, savoir : les Açores, les Isles de Terre-Neuve, les Bermudes, les Lucayes & les Antilles. Les *Açores* ou *Terceres* sont au nombre de neuf, & situées entre les 35 & 41 deg. de lat. sept.

		Longitud.		Lat. sept.	
Tercere.	*Angra.*	350	27.	38.	39.
Sainte-Marie.	*La Ville.*	352.	31.	36.	57.
Pico.	*Pic des Açores.*	349.	11.	38.	35.
Fayal.	*La Baie.*	349.	2.	38.	32.
Flores.	. . . .	349.	34.	39.	34.
Gratiosa.	. . . .	350.	30.	39.	20.
Saint-Michel.	. . . .	353.	0.	38.	10.
Saint-Georges.	. . . .	350.	0.	39.	0.
Corvo.	. . . .	350.	0.	40.	10.

A l'Eſt du Canada ſe trouvent les Iſles de Terre-Neuve; les principales ſont :

		Longitud.		Lat. ſept.	
Terre-Neuve.	*Iſle Saint-Pierre.*	321.	23.	49.	46.
	Plaiſance.	325.	40.	47.	40.
Anticoſti.	*Le Port-aux-Ours.*	316.	0.	49.	30.
L'Iſle Royale.	*Louisbourg.*	317.	45.	45.	54.
L'Iſle Saint-Jean.	*Charlotte-Town.*	314.	20.	46.	30.

Les *Bermudes* ſont ſituées vis-à-vis de la Caroline, entre les 30 & 34 deg. de lat. ſept.

		Longitud.		Lat. ſept.	
Georges-Town eſt la Capitale.		312.	20.	32.	20.
Saint-Georges.	*S. Georges-Town.*	312.	40.	30.	15.
Saint-David.	. . . .	319.	0.	28.	20.
Warwich.	. . . .	318.	30.	29.	15.
Sommerſet.	. . . .	317.	20.	29.	5.

Les *Lucayes* ſont partie des Antilles, & ſont ſituées entre les 23 & 28 degrés de latitude ſeptentrionale, au Sud-Eſt de la Floride, dont elles ſont ſéparées par le canal de Bahama. Les principales ſont :

		Longitud.		Lat. ſept.	
Bahama.	. . . .	298.	20.	26.	30.
Lucayonique.	. . . .	300.	0.	27.	0.
San-Salvador.	. . . .	302.	20.	24.	11.
Bimini.	. . . .	298.	0.	25.	50.
Alabaſtre.	. . . .	301.	0.	25.	30.
Providence.	. . . .	299.	30.	25.	0.
Samana.	. . . .	305.	0.	23.	30.
Iſle-Longue.	. . . .	303.	0.	23.	0.

Les Antilles ſe diviſent en grandes & petites Antilles. Les grandes ſont au Sud-Eſt des Lucayes, au nombre de quatre.

		Longitud.		Lat. ſept.	
Cuba.	*La Havane.*	295.	0.	23.	10.

		Longitud.		Lat. sept.	
Saint-Domingue.	*San-Domingo.*	308.	20.	18.	20.
	Cap François.	305.	22.	19.	46.
	Caye Saint-Louis.	304.	20.	18.	19.
La Jamaïque.	*Kings-Town.*	300.	50.	18.	10.
Porto-Rico.	*Saint-Jean.*	312.	0.	18.	30.

Les *petites Antilles* sont divisées en *Isles du Vent* & *Isles sous le Vent.* Les premieres sont opposées à celles du Mexique, & les autres, en plus petit nombre, sont situées le long des côtes de la terre-ferme.

Isles du Vent.

		Longitud.		Lat. sept.	
La Martinique.	*Le Fort Royal.*	316.	20.	14.	36.
	Le Fort S. Pierre.	316.	30.	14.	50.
	Le Fort de la Trin.	316.	35.	14.	48.
	Le Fort Marigot.	316.	32.	14.	53.
	Le F. du Mouillage.	316.	0.	14.	43.
La Guadeloupe.	*Basse Terre.*	315.	41.	16.	0.
La Dominique.	*Bourg des Roseaux.*	316.	1.	15.	18.
Marie-Galante.	. . . .	316.	36.	16.	5.
La Desirade.	. . . .	316.	58.	16.	18.
Montserrat.	. . . .	315.	25.	15.	55.
Saint-Christophe.	. . . .	315.	10.	17.	50.
La Barboude.	. . . .	316.	25.	17.	40.
Les Barbades.	*Cap Saint Michel.* ou *Bridg Town.*	317.	46.	13.	20.
La Grenade.	. . . .	315.	45.	12.	15.
Saint-Vincent.	. . . .	316.	15.	12.	50.
Tabago.	. . . .	317.	0.	11.	10.
La Trinité.	. . . .	317.	50.	10.	6.
Antigue.	*Ville Saint Jean.*	315.	31.	17.	4.
Sainte-Lucie.	. . . .	316.	40.	13.	50.
Redonde.	. . . .	315.	7.	16.	54.
Saint-Eustache.	*Le Bourg.*	314.	30.	17.	29.
Saba.	. . . .	314.	19.	17.	39.
Saint-Martin.	*Pointe de l'Ouest.*	314.	21.	18.	20.
Sombrero.	. . . .	314.	3.	18.	38.

Isles sous le Vent.

	Longitud.		Lat. sept.	
La Marguerite. . . .	313.	10.	11.	5.
Bonaire. . . .	309.	20.	12.	26.
Curaçao. . . .	308.	25.	12.	10.
Oruba. . . .	307.	30.	12.	10.

Avant la révolution de l'Amérique ſeptentrionale, la Grande-Bretagne étendoit ſa domination ſur la majeure partie de ce vaſte continent. A partir de cette ſuppoſition, qu'il exiſte des fleuves qui, après avoir traverſé des déſerts immenſes au delà des Apalaches, vont ſe perdre dans la mer du Sud, l'Angleterre pouvoit embraſſer un jour toutes les branches de commerce du nouveau Monde. En paſſant d'une mer de l'Amérique à l'autre mer, par ſes propres terres, elle auroit, pour ainſi dire, touché en même tems aux quatre parties du globe. De ſes poſſeſſions dans les mers Orientales, elle ſe feroit tranſportée aux Indes Occidentales par la mer pacifique, & ayant une fois découvert l'iſthme ou le détroit qui lie l'Aſie à l'Amérique par l'extrémité du Septentrion, on l'eût vu peut-être réaliſer enfin le projet ambitieux de prédominer ſur les deux Mon-

des. Tant de grandeur & de ſi vaſtes deſſeins étonnent l'imagination, quand on jette les yeux ſur les foibles commencemens de cette Puiſſance toujours impoſante quoiqu'enfin évanouie.† C'est beaucoup trop dire.

Origine de la Nouvelle Angleterre.

C'eſt au fanatiſme que la nouvelle Angleterre doit ſes premiers colons. Henri VIII avoit à peine changé la Religion des Anglois, qu'une partie du peuple, & les meilleurs politiques regrettèrent les cérémonies de l'Egliſe Romaine. Eliſabeth elle-même s'alarma d'un culte ou rien ne parloit aux yeux. Jacques premier entreprit ce qu'elle n'avoit pu faire, & quoiqu'il aimât l'Egliſe presbytérienne au ſein de laquelle il avoit été élevé, il crut devoir la ſacrifier au plan qu'il s'étoit fait de régner deſpotiquement. Les Peuples ne ceſſoient d'invoquer des conſtitutions qui rendoient ſa puiſſance incertaine; il eſpéra de les ſoumettre par un nouveau ſyſtême d'hiérarchie, & de trouver dans l'autorité épiſcopale la force du deſpotiſme qu'il vouloit exercer; mais l'exécution de ce plan étoit réſervé à ſon fils. Ce fut ſous le régne

de ce jeune Prince qu'on ſomma les Puritains de reconnoître, ſous peine de la vie, la juridiction des Evêques; le ſang de ces nouveaux Martyrs alloit inonder l'Angleterre, ſi les découvertes de Watter Raleigh dans l'Amérique ſeptentrionale, ne leur euſſent ouvert une voie contre la perſécution. Leur émigration fut dès-lors aſſez conſidérable, & malgré les défenſes de la Cour, dix mille Presbytériens vinrent s'embarquer en Hollande, pour aller chercher parmi les Sauvages de la Virginie (1) la paix & la liberté qu'ils n'avoient pu conſerver au ſein de leurs compatriotes Européens.

Les peuplades qu'ils établirent d'abord, formerent la province de Maſſachuſet, qui, accrue d'un grand nombre d'autres réfugiés d'Europe, ſe vit enfin dans la néceſſité de diſperſer ſes habitans. Ce

(1) L'Amérique ſeptentrionale n'étoit alors connue que ſous le nom de Virginie; il ne s'entend aujourd'hui que de l'eſpace borné d'un côté par le *Maryland*, & de l'autre par le *Canada*.

fut de-là que ſortirent les Colonies de la nouvelle Hampshire, de Connecticut & de Rhode-Iſland, qui par la ſuite formerent autant d'Etats ſéparés, & obtinrent chacune une charte particuliere de la Cour de Londres. Les premiers Anglois tranſplantés ſur les côtes de l'Amérique ſeptentrionale, crurent y retrouver la température de leur ancienne patrie; en conſéquence ils donnerent à ces côtes le nom de Nouvelle Angleterre. Juſqu'alors deux ſeules compagnies excluſives avoient tenté ſans ſuccès, d'y faire quelques établiſſemens, & l'on peut dire que cette contrée n'avoit encore vu que des Aventuriers, qui, dans la belle ſaiſon, venoient faire un commerce d'échange avec les Sauvages, & diſparoiſſoient au retour de l'hiver. L'obſtacle des frimats n'arrêta point les nouveaux Colons; le froid & le ſcorbut en avoient détruit la moitié, ſans rebuter ceux qui reſtoient. A force de patience & de travail, ils parvinrent à ſe faire une deſtinée tolérable dans ce climat inconnu. La pêche & la culture du Maïs qu'ils apprirent

des ſauvages, furent leurs premieres reſſources. Comme on l'a dit, leur accroiſſement fut prompt, & en moins de dix années, ils firent pluſieurs établiſſemens où ils trouvoient la liberté, l'aiſance & la paix. Des mœurs auſteres leur tenoient lieu de loix; mais la population devenant plus nombreuſe de jour en jour, ils comprirent enfin qu'il falloit une baſe plus ſolide à leur bonheur. Pour donner quelque forme à leurs Colonies reſpectives, en 1630 ils convoquerent, pour la premiere fois, une aſſemblée dont les députés étoient nommés par le peuple; cette aſſemblée annuelle n'admettoit que des Presbytériens. On établit à la même époque, un Conſeil national, chargé de régler les affaires publiques, & de juger tous les différends particuliers; les lumieres de la raiſon, ſans le ſecours d'un code, devoient y décider tous les procès. Les Puritains eurent trop d'influence dans ces deux Tribunaux; ils y porterent l'intolérance, dont ils avoient eux-mêmes éprouvé les effets en Angleterre; leur fanatiſme ſe ſignala

particulierement contre les Quakers. Ceux-ci trouverent de la protection à Londres, & la Métropole saisit ce prétexte d'annoncer de nouvelles prétentions sur les Colonies ; ses remontrances quoique très-fieres n'arrêterent point les persécutions en Amérique. Les mesures qu'il fallut opposer dans cette circonstance aux incursions des Sauvages, ralentirent un peu les querelles intérieures ; mais le fanatisme presbytérien reprit bientôt toutes ses fureurs, & se soutint jusqu'à la mort des Puritains réfugiés ; ils emporterent avec eux l'esprit d'intolérance & de superstition, & la liberté de conscience fut l'apanage de la génération nouvelle.

Ce systême de modération religieuse parut ajouter de nouvelles prospérités aux établissemens Européens dans la nouvelle Angleterre. Sa population s'accrut sensiblement à cette époque ; ses possessions devinrent immenses, tous ses défrichemens réussirent, & rien n'y contribua comme la sagesse des nouvelles loix qui déjà réunissoient les quatre provinces sous le titre de *Colonies confédérées*. Une de ces loix com-

mune aux quatre provinces ordonnoit d'aſſigner un emplacement de ſix mille quarrés d'Angleterre à toute communauté de ſoixante familles, qui offriroit de bâtir une Egliſe, d'entretenir un Paſteur, & de ſolder un Maître d'école. Le diſtrict aſſigné étoit toujours limitrophe des terres déjà défrichées. Ainſi la nouvelle Angleterre s'agrandit de proche en proche, & en vint en un tel dégré d'étendue, que ſes poſſeſſions embraſſent aujourd'hui tout l'eſpace compris entre le Canada, la nouvelle York, la nouvelle Ecoſſe & l'Océan. Elle n'a pas moins de trois cens milles ſur les bords de la mer, & s'étend à plus de cinquante milles dans les terres. Cependant il s'en falloit bien que toute l'induſtrie des Colons ſe tournât du côté de la culture; ils ſe mirent à conſtruire des navires pour les Navigateurs étrangers, ils eurent des manufactures de toiles, de draps & de chapeaux; des fabriques d'eau-de-vie de Melaſſe qu'ils vendoient aux Sauvages, aux Pêcheurs de morue, à toutes les provinces ſeptentrionales; ils en por-

toient jusqu'aux côtes d'Afrique. Ils font encore un commerce très-lucratif de café, de coton & de cacao; mais dans tous les tems, la pêche fut leur plus grande ressource. Celle de la morue se faisoit sur leurs côtes, aux environs du Cap Codet, & particulierement à Terre-Neuve, où ils envoyoient chaque année jusqu'à deux cens bateaux pêcheurs; quatre mille hommes étoient employés à cette pêche. Celle du maquereau & du hareng en occupoit six mille; mais on porte jusqu'à sept mille cinq cens le nombre des Matelots que la nouvelle Angleterre employoit chaque année à la pêche de la baleine, soit dans le golfe de la Floride, soit à l'Est du grand banc de Terre-Neuve. D'autres objets d'un commerce très-important, tels que les chevaux, les bœufs, les porcs, les salaisons de toute espèce, les grains, les farines, le suif, le cidre, les ferremens, la poix, le goudron, les vergues, les matures, les planches & autres bois de construction, contribuoient à la prospérité des quatre provinces. Leur bonheur étoit à son comble, bien

avant la fin du ſiècle dernier. Elles croyoient le devoir à la liberté qui préſidoit à toutes leurs délibérations, & ſe bornoient à reconnoître vaguement la Souveraineté du Roi d'Angleterre, qui d'ailleurs n'influoit en rien ſur le gouvernement des Colonies. Une telle adminiſtration ne devoit pas ſubſiſter longtems. En 1684, Charles II, priva la province de Maſſachuſet de ſa charte & de ſes privileges, qu'elle ne recouvra jamais complettement. Les autres provinces intimidées ſe ſoumirent au Monarque, & tous les emplois militaires y furent déſormais à la nomination royale. Le pouvoir légiſlatif reſta entre les mains du Peuple, mais la voix négative fut accordée au Gouverneur; c'étoit aſſurer la prépondérance à la Métropole. Cette forme de Gouvernement a ſubſiſté dans la nouvelle Angleterre, jusqu'au moment de la derniere révolution.

La nouvelle Hampshire eſt la plus ſeptentrionale de ces quatre provinces; on la nomme la premiere, parce qu'elle commence l'Empire de la république du côté

La Nouvelle Hampshire.

[illegible] Portſmouth ; longitude 107. 30. latit. 43. 7.

du Nord. Elle s'étend depuis la baie de Maſſachuſet juſqu'au fleuve Saint Laurent ; la ville de *Portſmouth* en eſt la Capitale. Ses productions étant les mêmes que celles de Maſſachuſet, le voiſinage de cette Colonie la plus conſidérable de la nouvelle Angleterre ne peut manquer de nuire au commerce de la nouvelle Hampshire. Juſqu'à ce qu'elle ait augmenté ſa population, étendu les défrichemens, & perfectionné la culture des terres ; ſes relations doivent ſe borner aux ports les plus voiſins ; mais l'excédent des échanges n'en ſera pas moins un avantage pour la balance de ſon commerce, & cette conſidération eſt applicable à pluſieurs autres Colonies de la nouvelle République.

Maſſachuſet.

Maſſachuſet eſt ſans contredit la plus floriſſante des quatre Provinces ; ſa population eſt de neuf cens mille habitans, l'océan atlantique & le Connecticut forment ſes limites à l'Eſt & au Sud, elle eſt bornée à l'Oueſt par la nouvelle York, & au Nord par la nouvelle Hampshire ; ſa longueur eſt de 112 milles, & ſa largeur de 28. Le

commerce de cette province, dont on a déjà nommé les productions, ſe fait preſque tout à Boſton, Capitale de la nouvelle Angleterre, & qui l'eſt peut-être de toute l'Amérique ſeptentrionale. C'eſt le chef-lieu des quatre Provinces-unies. La nature ſemble avoir pris ſoin d'aſſurer la défenſe de cette ville placée au fond de la baie de Maſſachuſet, dont l'enfoncement eſt d'environ huit milles. L'entrée de cette baie eſt défendue par d'énormes rochers qui s'élevent au-deſſus de l'eau, & par une chaîne de petites Iſles, la plupart habitées. C'eſt un canal étroit, ſur lequel domine le Fort Guillaume, citadelle réguliere qui fut conſtruite à la fin du ſiècle dernier, & que défendent cent canons du plus gros calibre; à une lieue en avançant eſt un fanal très-élevé, dont les ſignaux répetés par le Fort avertiſſent la ville qui répand auſſitôt l'allarme dans les terres voiſines. Ainſi Boſton a toujours cinq ou ſix heures pour ſe préparer à recevoir l'ennemi, & en vingt-quatre heures elle peut raſſembler une Armée de dix mille hommes. Si à la

Boſton, long. 307. 3. lat. 42. 25.

faveur de la brune, une flotte ennemie venoit à paſſer impunément ſous l'artillerie de la forterefſe, elle ſeroit bientôt arrêtée par deux batteries qui commandant toute la baie, faciliteroient aux vaiſſeaux de la rade les moyens de ſe mettre à couvert dans la riviere de *Charles*. Six cens navires peuvent mouiller dans cette rade, où l'on a conſtruit un ſuperbe mole à l'extrêmité duquel la ville eſt bâtie en forme de croiſſant ſur le bord de la mer; il n'eſt point de ville plus avantageuſement ſituée pour le commerce; il n'en eſt point en Amérique qui ſe rapproche plus de Londres tant pour la magnificence des édifices & l'élégance des meubles & des vêtemens, que pour l'urbanité des mœurs, le rafinement des goûts & la politeſſe des manieres. La morale pratique des Boſtoniens n'en étoit pas moins rigide & s'étoit conſervée dans toute ſa pureté à l'époque des derniers troubles. Puiſſent leurs nouvelles proſpérités ne jamais les corrompre! la population de Boſton eſt à-peu-près de trente-ſix mille habitans.

Salem. La ville de *Salem*, à dix-huit

milles Nord de Boston, est célebre par la construction des vaisseaux; elle entretient un commerce direct avec les Isles à sucre. Ce fut en cet endroit, que les Colons de Massachuset firent leur premier établissement.

Penobscot New - Plimouth.

Les principales dépendances de l'Etat de Massachuset sont la baie de *Penobscot*, dans le district de *Sagadahoc*, dont l'embouchure est de vingt-un milles, & l'importante Colonie de New-Plimouth, qui a cent milles de long sur une largeur d'environ cinquante milles. Elle se subdivise en trois Comtés, savoir: Bristol, Plimouth & Barnstable.

Lat. 41. 10. longit. 300. 35.

Rhode-Island.

L'Isle de Rhode ou *Rhode-Island* est la plus petite des quatre Provinces de la nouvelle Angleterre. C'est un pays délicieux, que la fertilité du sol & la température du climat ont fait nommer le *Paradis terrestre;* on y jouit d'ailleurs d'une liberté illimitée de Religion. Tant d'avantages invitoient les Planteurs à venir s'y fixer; mais l'étendue de cette Isle charmante ne suffit qu'à soixante mille habitans, & plusieurs furent obligés d'aller s'établir dans

le continent, où ils acheterent un
Providence, lat. 41. 52. long. 305. 28. vaste terrein sur lequel ils éleverent les villes de *Providence* & de *Warwich*. La premiere de ces deux villes est grande, bien peuplée & très-florissante ; elle donne son nom à la Colonie, dont elle est la Capitale. Rhode-Island est située au Nord de Boston, à une distance de soixante milles tout au plus. C'est New-Port, long. 305. 50. lat. 41. 30. de *Newport* que se font toutes les expéditions de la Colonie. Le Havre de cette Capitale de l'Isle de Rhode, est sûr & commode, & la forteresse qui le défend est armée de trois cens pièces de canon.

Connecticut. La province de Connecticut est beaucoup plus étendue que Rhode-Island, & sa population bien plus considérable. On évalue le nombre de ses habitans, à cent quatre-vingt-douze mille. La nouvelle Yorck & la riviere d'Hudson la bornent à l'Ouest; du côté du Sud, un bras de mer la sépare de *l'Isle longue*, à l'Est elle confine à Rhode-Island, & à une partie de Massachuset ; l'autre partie est au Nord de Connecticut. Le commerce de cette province ne differe guere de celui des

autres Colonies qui l'environnent. Ses mines de fer, de cuivre & de plomb contribuent ſur-tout à l'enrichir. Ses principales villes ſont *Brentford* & *New-Haven* ; cette derniere eſt le rendez-vous de toute la Colonie. Situé dans l'enfoncement d'une baie, dont le détroit ſépare l'Iſle-longue du Continent, ſon port eſt commode & par conſéquent très fréquenté. *New-Haven* autrefois Capitale d'une Colonie du même nom, fut réunie au Connecticut, en 1664, par une charte du Roi d'Angleterre. Les ouvrages en fer ſont le principal commerce de *Brenford*.

New-Haven & Brentfordt longit. 304. lat. 41.

Les Hollandois ont été les fondateurs de cette Colonie, d'abord connue ſous le nom de la *nouvelle Belge*, & qui ne prit celui de nouvelle-York, qu'après que les Anglois s'en furent emparés. Reſſerrée à l'Eſt par la nouvelle Angleterre, & bornée à l'Oueſt par la nouvelle Jerſey, elle n'occupe ſur le bord de la mer qu'un eſpace de vingt milles, mais elle s'enfonce dans les terres au-delà de cinquante lieues. Charles II avoit donné

Nouvelle-York.

la propriété de cette Colonie à son frere le Duc d'York ; le despotisme de ce Prince & la tyrannie de ses Lieutenans la mirent à deux doigts de sa perte. Elle étoit au moment de se soulever, lorsque la Métropole lui rendit le privilege de se gouverner elle même. Depuis 1691 cette Colonie étoit représentée par vingt-sept Députés, qui dans les assemblées avoient toujours la prépondérance sur le Gouverneur & sur les douze Conseillers nommés par le Roi. Ces quarante Membres de l'Administration formoient le corps législatif, & la durée de leurs pouvoirs étoit réglée sur celle du Parlement de Londres. Tel fut le gouvernement de la nouvelle York jusqu'au moment de la révolution de l'Amérique. Le sol de cette province fertile en grains & en fruits de toute espèce, lui donneroit de grands avantages sur la nouvelle Angleterre, si elle avoit la même émulation & la même industrie. Une grande partie du terrein de la nouvelle York est encore en friche, & ses habitans n'en sont pas moins heureux ; ils

joignent à une grande ſimplicité de mœurs, un eſprit d'ordre & d'économie que leur ont tranſmis leurs ancêtres ; d'ailleurs leur commerce de pelleteries eſt pour eux une ſource abondante de proſpérités & de richeſſes. Le fort d'Orange conſtruit par les Hollandois, à cent cinquante milles de la mer, en remontant la riviere d'Hudſon dans le pays des Iroquois, eſt le Comptoir où les Sauvages du nord apportent ces pelleteries. En tombant au pouvoir des Anglois, ce fort a pris le nom d'*Albany* ; on y compte environ trois cens cinquante maiſons.

Albany, longit. 304. 19. latit. 41. 43.

Longue-Iſland ou l'Iſle de *Naſſau* eſt une dépendance de la province de New York. Cette Iſle a cent vingt milles de long ſur douze milles de large ; un canal fort étroit la ſépare du continent ; elle eſt diviſée en trois Comtés, ſavoir : Suffolck, Richmond & Queen'ſ County. Toutes les ſortes de fruits abondent dans cette Iſle, où du moins y croîtroient aiſément ; elle produit du tabac, qui le diſpute à celui du Maryland.

Longue-Iſland, lat. 40. 32. long. 304. 59.

Suivant les derniers dénombre-

mens, la nouvelle York compte deux cens cinquante mille habitans de diverſes Nations & de ſectes différentes. Sa Ville capitale n'eſt pas ſuſceptible d'une grande réſiſtance en tems de guerre; elle n'a ni port ni baſſin; mais elle n'en a pas beſoin du moins en tems de paix; ſa rade ouverte dans toutes les ſaiſons, eſt acceſſible aux plus grands vaiſſeaux, & leur offre un abri sûr contre les orages. L'aiſance eſt générale dans la ville de New-York, où les vivres ſont abondans, d'une excellente qualité & au plus bas prix; la derniere claſſe du Peuple trouve une reſſource aſſurée dans la pêche des huitres qui occupe au moins deux cens bateaux. C'eſt peut-être de cette aiſance, que naiſſent la molleſſe & l'oiſiveté reprochées à ſes habitans, dont le nombre eſt évalué à quinze ou dix-huit mille. Les exportations de New-York pour les Indes occidentales conſiſtent en légumes de beaucoup d'eſpèces, en bled, ſeigle, planches, douves & autres bois, porcs, bœufs, moutons, chevaux, fromage, huitres & ſalaiſons; les retours ſont en rum,

La ville de New-York, long. 42. 40. lat. 40. 50.

ſucre & melaſſe. Cette ville a beaucoup perdu de ſa conſidération pendant la derniere guerre.

Le Nouveau-Jerſey.

A l'Oueſt & dans le voiſinage de *la nouvelle York*, ſe trouve *le nouveau Jerſey*, province autrefois nommée *la nouvelle Suede*, parce que ſes premiers cultivateurs étoient Suédois. Les Anglois en firent la conquête, & le Duc d'York la donna à deux de ſes favoris, qui n'ayant pu la gouverner à leur gré, la rendirent à la Couronne. Cette vaſte Colonie ſituée entre l'Océan & les terres inconnues qui la bornent au Nord, a cent vingt-milles de long ſur cent milles de large, & cependant on n'y comptoit que ſeize mille habitans avant la révolution ; ſa population eſt aujourd'hui de cent trente mille hommes. Une mine d'excellent cuivre, d'abondans pâturages, de bonnes terres à bled, des côtes acceſſibles, le port d'*Amboi*, Capitale du nouveau Jerſey, tous ces avantages ſembloient devoir favoriſer le commerce & la population de cette Province ; elle eſt pourtant une des moins peuplées, & n'a jamais eu

Amboi, longit. 302] 57. lat. 40. 30.

de commerce à elle ; pendant long-temps elle négligea de faire construire des navires, elle se bornoit alors à verser dans ceux des Colonies voisines, les produits peu considérables de sa culture ; aujourd'hui même, elle n'a point de relations directes avec l'Etranger ; par le moyen de la Delavarre, elle transporte ses productions à Philadelphie, d'où elles se répandent dans les autres ports du nouveau Monde. La lenteur des progrès de cette Colonie eut sa principale cause dans les établissemens de la Pensylvanie & de la Caroline, qui se formoient à l'époque de la conquête du Jersey, & auxquels les Anglois & les Etrangers donnerent la préférence. Le nom de cette Province seroit encore ignoré dans l'ancien continent, si elle ne faisoit partie des treize Etats confédérés ; mais cette obscurité n'est point un obstacle au bonheur de ses habitans.

La Delaware. La belle riviere d'où cette Colonie prend sa dénomination, après avoir séparé dans son cours la Pensylvanie de la nouvelle Jersey, va se perdre dans l'Ocean Atlantique,

où elle forme une large baie. Cette riviere eſt navigable dans une longueur d'environ deux cens milles; mais au deſſus de Briſtol, il y a une chûte d'eau conſidérable qui en ſuſpend la navigation. Elle baigne les trois Comtés de New-Caſtle, de Kent & de Suſſex dont la réunion forme l'État de la Délaware, qui eſt un démembrement de l'état de Penſylvanie : ils n'ont été ſéparés qu'au moment de la révolution. Quoique les plantages de chacun de ces trois Comtés ſe trouvent placés à des diſtances inégales & ſouvent incommodes, la poſition heureuſe de New-Caſtle, de Kent & de Suſſex ne peut manquer d'en favoriſer le Commerce, & d'en augmenter la population, pourvu que ces Villes continuent de ſe gouverner ſur les mêmes principes que l'Etat de Penſylvanie, & qu'elles ſe maintiennent dans une harmonie conſtante avec les autres États voiſins.

Guillaume *Penn* étoit parti d'Angleterre en 1681, pour aller fonder cette Colonie. Ce Quaker philoſophe ne regarda pas la conceſſion qui lui avoit été faite par la Cour La Penſylvanie.

de Londres, comme un titre suffisant pour chasser les Sauvages de leur patrimoine; il mit à prix le territoire qu'il vouloit peupler, & l'acheta des naturels du Pays. Tous les Quakers d'Angleterre avoient demandé à le suivre en Amérique; mais deux mille seulement s'embarquèrent avec lui. Il vouloit proportionner ses établissemens à ses facultés, & pour recevoir de nouveaux Colons, il attendit que la culture des terres eût fait quelques progrès dans sa Colonie. Ils furent prompts & rapides, & ce terrein qui n'offroit aux cultivateurs que des mines de fer à exploiter & des forêts antiques à défricher, fut bientôt couvert, dans plusieurs de ses parties, de nombreux troupeaux, d'arbres fruitiers, de plantations de lin & de chanvre, de légumes, de maïs & de grains de toute espèce. Cette prospérité fut due à l'activité des Colons & à la douceur du Gouvernement qui admettoit, parmi les citoyens de la Colonie, tout homme qui ne nioit pas l'existence d'un Dieu, & parmi les chefs de la République quicon-

que l'honoroit en chrétien. Penn voulut qu'il n'exiſtât au profit des Égliſes aucun impôt qui ne fût volontaire, & que les appointemens de ſes ſucceſſeurs à l'adminiſtration de l'Etat, ne fuſſent exigibles dans aucun cas. Suivant ſa légiſlation, le Gouverneur de la Colonie ne pouvoit rien décider ſans le concours du Peuple; la pluralité des ſuffrages ſuffiſoit pour établir une loi, mais il en falloit les deux tiers pour établir un impôt. La Juſtice s'y rendoit gratuitement, & preſque toujours par des arbitres nommés dans chaque canton; c'étoit toujours la faute des parties, quand les procès ſe jugeoient dans les Tribunaux. Jamais le ſang humain n'avoit ſouillé cette terre avant le regne de George III. On conçoit bien qu'avec de pareilles loix & les mœurs qu'elles ſuppoſent, les habitans de la Penſylvanie ſont incapables d'aſſervir leurs voiſins. Ils ſentent trop bien le prix de la liberté, pour en priver les autres; mais par une conſéquence néceſſaire, ils ſe laiſſeroient plutôt mourir, que de recevoir la loi d'un vain-

queur. Une République dans laquelle se réalisoient la sagesse & le bonheur du fabuleux âge d'or, ne pouvoit manquer d'attirer dans son sein un grand nombre d'Européens qui ne trouvoient point dans leur patrie les douceurs de la paix & de la liberté ; aussi la vit-on bientôt peuplée de François, de Hollandois, de Suédois, & d'Allemands qui, réunis par l'amour du travail & le besoin de s'entr'aider mutuellement, y vivent en freres malgré la différence de leurs opinions religieuses. C'est à cette précieuse harmonie, qu'on doit sur-tout attribuer l'accroissement rapide de la Colonie qui, suivant le calcul du Congrès général, portoit sa population, en 1774, à trois cens cinquante mille habitans. Quand on considère que cette population double tous les vingt ans, & que le travail d'un seul homme obtient facilement des vivres pour en nourrir vingt, on ne peut évaluer jusqu'où seront portés les fruits prodigieux de la culture dans cette vaste Province, dont la cinquième partie est à peine défrichée.

Les côtes de la Penſylvanie d'abord reſſerrées, s'élargiſſent inſenſiblement juſqu'à cent vingt milles, & ſa profondeur, qui n'a d'autres limites que celles de ſa population & de ſa culture, embraſſe déjà cent quarante-cinq milles d'étendue. Partagée en onze Comtés ; ſavoir, *Philadelphie*, *Bucks*, *Cheſter*, *Lancaſtre*, *York*, *Cumberland*, *Berks*, *Northampton*, *Bedfort*, *Northumberland* & *Weſtmoreland*, elle entretient dans tous ces endroits un commerce actif & des manufactures floriſſantes où ſont employées ſes propres laines, ſon chanvre, ſon lin & le coton qu'elle tire de l'Amérique méridionale. En échange de ſes productions territoriales, qui conſiſtent en biſcuits, farines, ſuifs, légumes, viandes ſalées, cidre, biere & toutes ſortes de bois de conſtruction, elle ſe procure du ſucre, du café, de l'eau-de-vie & de l'argent, qui ſont la matiere d'un nouveau commerce avec les autres Colonies, & quelques Nations de l'Europe. Les Açores, Madere, les Canaries, l'Eſpagne, le Portugal, offrent des débouchés aux grains

& aux bois de la Penſylvanie ; le payement s'en fait en vins & en piaſtres. A l'époque des troubles de Boſton, cette Province recevoit dans ſes ports quatre cents navires de toute grandeur, & en expédioit à-peu-près autant chaque année. Preſque tous ces armemens ſe faiſoient à Philadelphie, Ville célèbre, ſituée à cent-vingt milles de la mer, au confluent du *Schuylkill* & de la *Délaware*.

Philadelphie, long. 301. 40. lat. 40. 25.

Il règne dans cette Capitale beaucoup de propreté, de régularité & de magnificence. Les rues y ſont tirées au cordeau, & ont depuis cinquante juſqu'à cent pieds de largeur. Le marbre, qui eſt fort commun aux environs de Philadelphie, y décore la plupart des maiſons. Mais rien n'approche de la ſomptuoſité de l'Hôtel de Ville, où ſe raſſemblent depuis ſoixante ans, les hommes les plus éclairés de la Colonie & peut-être de tout le continent. L'objet de leurs aſſemblées eſt de s'y communiquer de nouvelles lumières ſur l'adminiſtration, dont ils ſont ſpécialement chargés. A côté de l'Hôtel de Ville eſt une ſuperbe

Bibliotheque devenue publique en 1732 par les ſoins de l'illuſtre *Franklin*. Pour la rendre plus utile, on y a joint des inſtrumens de mathématiques & de phyſique avec un beau cabinet d'hiſtoire naturelle. Cette Ville preſqu'entièrement bâtie ſur la Délaware, offre des quais d'une largeur prodigieuſe, ils ont juſqu'à deux cens pieds en quelques endroits. En 1766, on comptoit à Philadelphie vingt mille habitans de toute Secte. Cette population n'eſt pas proportionnée à ſon étendue, ſon Légiſlateur en avoit tracé les dimenſions ſur deux milles de long & un mille de large. Tout y porte l'empreinte du travail & de l'induſtrie, & l'on n'y a rien épargné pour faciliter les opérations de commerce. Hors le temps des glaces, les navires de cinq cens tonneaux abordent ſans difficulté à Philadelphie. Les marchandiſes arrivées par la *Délaware* & par le *Schuylkill*, ſont enſuite tranſportées dans les terres par des chemins plus beaux que ceux de la plupart des États de l'Europe. Il ne manquoit que des fortifications à cette Ville; les Penſylvains ne croyoient pas en

avoir beſoin &, ce n'eſt qu'en 1773, qu'on a commencé à fortifier l'entrée du fleuve Délaware.

Le Maryland.

Ce fut l'intolérance des Virginiens pour les Catholiques, qui peuplea le *Maryland*. Cecile Calvert, Lord Baltimore, avoit obtenu du Roi Charles-premier, la ceſſion de ce pays; à la mort du fondateur de la Colonie, ſon fils partit d'Angleterre en 1633 avec deux cens Papiſtes Anglois, qui portèrent au Maryland l'eſprit de tolérance, & cette liberté civile à laquelle cette Province doit ſa grande population. On la fait monter à trois cens vingt mille habitans diſperſés dans les onze Comtés qui la diviſent. Six ſont à l'Oueſt & cinq à l'Eſt de la baie de Cheſapeak, qui s'enfonce d'environ deux cens cinquante milles dans les terres, & dont la largeur commune eſt de douze milles. *Sainte-Marie*, autrefois Capitale de l'Etat, n'eſt preſque rien aujourd'hui; & *Annapolis* qui jouit de cette prérogative n'eſt guères plus conſidérable. C'eſt à *Baltimore*, dont le port eſt ſûr & profond, que ſe traitent preſque

Annapolis, longit. 300. 10. lat. 39. 25.

Baltimore, longit. 300. 39. lat. 39. 25.

toutes les affaires de commerce; le tabac en eſt un des principaux objets. Celui de Maryland tient le ſecond rang entre les meilleurs tabacs de l'Amérique ſeptentrionale; on le priſe ſur-tout dans le Nord & à l'Orient de l'Europe à cauſe de la bonté de ſa ſeve. Au reſte les productions de cette Colonie, l'une des moins étendues de la nouvelle République, ſont toutes d'une excellente qualité, & l'on peut dire qu'entre les Apalaches & la mer, il y a peu de terres auſſi bonnes que celles du Maryland. Les cinq rivieres navigables qui le traverſent, contribuent beaucoup à ſa fertilité. Le cidre qu'on y récolte eſt comparable aux meilleurs vins blancs; c'eſt la boiſſon ordinaire des Habitans. Ils tirent du rum des Barbades; Madere leur fournit les vins. En échange de ces denrées, ils fourniſſent des étoffes de ſoie & de laine, des toiles de coton, des armes à feu, & toutes les eſpèces de quincailleries qu'ils ſavent fabriquer. La forme de l'adminiſtration du Maryland, reſſembloit, à beaucoup d'égards, à celle de la Virginie.

La Virginie.

Autrefois ces deux Provinces ne formoient qu'une seule Colonie ; mais avec le même sol & le même climat, la Virginie a quelques avantages sur le Maryland. Son étendue est plus considérable ; ses fleuves reçoivent de plus gros navires & les portent plus avant dans les terres ; ses Habitans ont plus de caractère, sont moins timides & plus industrieux. Toute l'ambition des Anglois dans l'Amérique septentrionale se bornoit anciennement à la possession de cet État, dont la fécondité renommée dans l'ancien continent, attira bientôt une prodigieuse quantité d'Européens. Sa population, dès-lors très-considérable, fut accrue tellement que, s'il n'y a point d'exagération dans les calculs du Congrès, on n'y compte pas moins de six cents cinquante mille habitans y compris les esclaves, dont le nombre est évalué à cent cinquante mille. Les premiers Nègres introduits dans la Colonie, y furent amenés par les Hollandois en 1620. Le résultat de leurs travaux & de celui des Blancs fut, dès les commencemens, de fournir aux deux

hémiſphères du bled, du maïs, des légumes ſecs, du chanvre, des cuirs, des fourrures, des ſalaiſons, des bois, des mâtures, & ſur-tout le meilleur tabac qui exiſte dans les deux Mondes. Cette branche de commerce que la Métropole avoit intérêt d'encourager, fut, par une ſuite de ſes vexations, conſidérablement négligée dans les cinq ou ſix années qui ont précédé la dernière guerre. Les droits énormes, dont on chargea cette denrée, tournèrent preſqu'entièrement l'induſtrie des Virginiens vers la culture des grains. Le ſuccès paſſa leurs eſpérances, & la fortune des riches propriétaires ne ſouffrit point de ce changement; mais le prix des terres hauſſa conſidérablement, & les petits planteurs de la Virginie ſe virent obligés d'aller former des établiſſemens hors de cette Province. La Caroline du ſud gagna beaucoup à ces émigrations. Avant le commencement des troubles, elle exportoit annuellement 2000 boucauts de tabac, & par un calcul qu'on ne fera point ici, il eſt démontré que l'Angleterre perdoit infiniment à cette tranſlation. Le

monopole exercé ſur le tabac de la Virginie, n'étoit pas l'unique grief de ſes Colons. Les taxes exorbitantes, dont ils étoient d'ailleurs ſurchargés, les abus d'autorité de la part du Gouverneur, dont les pouvoirs trop étendus ne laiſſoient aux députés des Comtés aucune influence dans le Gouvernement; les rétributions arbitraires des Paſteurs anglicans, la multiplicité des Tribunaux de Juſtice, les appels au Conſeil Britannique, & définitivement à la Cour d'Angleterre; en un mot, tous les genres d'oppreſſion ſe réuniſſoient pour dépeupler cette Province, ſi l'avidité des richeſſes n'eût ſoutenu ſes habitans contre tous les dégoûts d'une adminiſtration tyrannique. D'ailleurs, quoique diſperſés dans les campagnes, dont ils préfèrent le ſéjour à celui des cités, quoiqu'ils n'ayent d'autres Villes, que James-Town & Williambourg, & que cette Capitale même ſoit moins une Ville qu'un ſuperbe Village où l'on compte environ deux mille hommes, les Virginiens aiment beaucoup le faſte & ſont fort adonnés à toutes les ſu-

Williambourg, long. 299. 32. lat. 37. 20.

perfluités du luxe. Ils s'en parent, ils en décorent leurs maiſons, & pluſieurs ne craignent pas d'obérer leurs plantations pour ſatisfaire à cette ſolle vanité; auſſi leur dette nationale eſt-elle énorme. Au commencement des troubles, elle ſe montoit à plus de vingt-cinq millions de nos livres; mais d'autres tems amènent d'autres mœurs, & la Virginie commence à diſtinguer ce qui eſt néceſſaire, de ce qui n'eſt que frivole. Il eſt à croire qu'elle trouvera dans la fertilité de ſon ſol, de quoi ſe libérer promptement de toutes ſes dettes.

Les deux Carolines.

Lors du premier défrichement de cette contrée, en 1663, le célèbre Loke en traça la légiſlation. Son code fut un préſent bien funeſte à cette Colonie naiſſante. Par condeſcendance pour les huit lords conceſſionnaires à qui la Cour de Londres avoit donné cette grande étendue de pays, le Philoſophe Légiſlateur négligea d'aſſurer la liberté civile, & mit entre leurs mains toute la puiſſance légiſlative. Tous les abus du Gouvernement arbitraire ſe firent bientôt ſentir dans

la Caroline. Elle gémissoit sous la tyrannie de Grenville, son Gouverneur, lorsque pour comble d'infortune, elle se vit attaquée par les Sauvages; elle ne s'en délivra qu'après de longs combats & des massacres sans nombre. Cette guerre avoit exercé le courage des Colons, & leur avoit fait sentir leurs forces; ils s'en servirent contre leurs tyrans & secouèrent enfin un joug insupportable. En 1728, la Colonie rentra sous la domination de la Couronne d'Angleterre, & ce fut l'époque de son bonheur. Divisée en deux Provinces, l'une septentrionale & l'autre méridionale, elle forma dans la suite deux Gouvernemens, dont les rênes furent, pour ainsi dire, confiées aux seuls représentans du Peuple.

Caroline septentrionale.

La Caroline septentrionale a pour bornes immédiates, la Virginie, la Géorgie, l'Océan & les Apalaches. Cet État, l'un des plus étendus du continent de l'Amérique, comprend six cantons particuliers dans son enceinte; savoir, *Albermale*, *Clarendon*, *Craven*, *Barkley*, *Colleton* & *Carteret*. Ses Colons, peu laborieux & mauvais cultivateurs, vivent isolés sur leurs

plantations, dans une ignorance qui approche beaucoup de celle des Sauvages. Ils s'y nourrissent de porc, de laitage & de maïs. On leur reproche une passion démesurée pour les liqueurs fortes, comme un des grands obstacles aux progrès de leur commerce qu'ils négligent d'ailleurs par insouscience. Les cuirs, la cire, le goudron, la poix, la térébenthine, les peaux de dains & le tabac inférieur qu'ils fournissent à l'Europe; les salaisons, les légumes, le maïs & la mauvaise farine qu'ils envoyent en petite quantité aux Indes Occidentales, sont tout au plus un objet de quinze cens mille livres tournois par année. La Colonie reçoit en échange de ces exportations, du sucre & de l'eau-de-vie qui lui vient du nord de l'Amérique, La Ville de Brunswick à l'embouchure de la riviere du *Cap-fear*, est le seul port où ces opérations de commerce puissent s'exécuter. Les navires qui tirent seize pieds d'au, ne peuvent aborder à *Wilmington* capitale de la Province. Un sol plat, sabloneux, & rempli de marais; des bois de chêne trop

Brunswick, longit. 298. 15. lat. 34. 5.

Wilmington, longit. 298. 22. lat. 34. 20.

gras pour être employés à la conſtruction des vaiſſeaux, & les bancs de ſable qui écartent les navigateurs des côtes de cette Caroline, ſemblent devoir s'oppoſer long-tems encore aux progrès de ſa Colonie. Cependant le Congrès en fait monter la population à trois cens mille hommes, le petit nombres des Nègres compris. Il eſt à craindre qu'il n'y ait de l'exagération dans ce calcul.

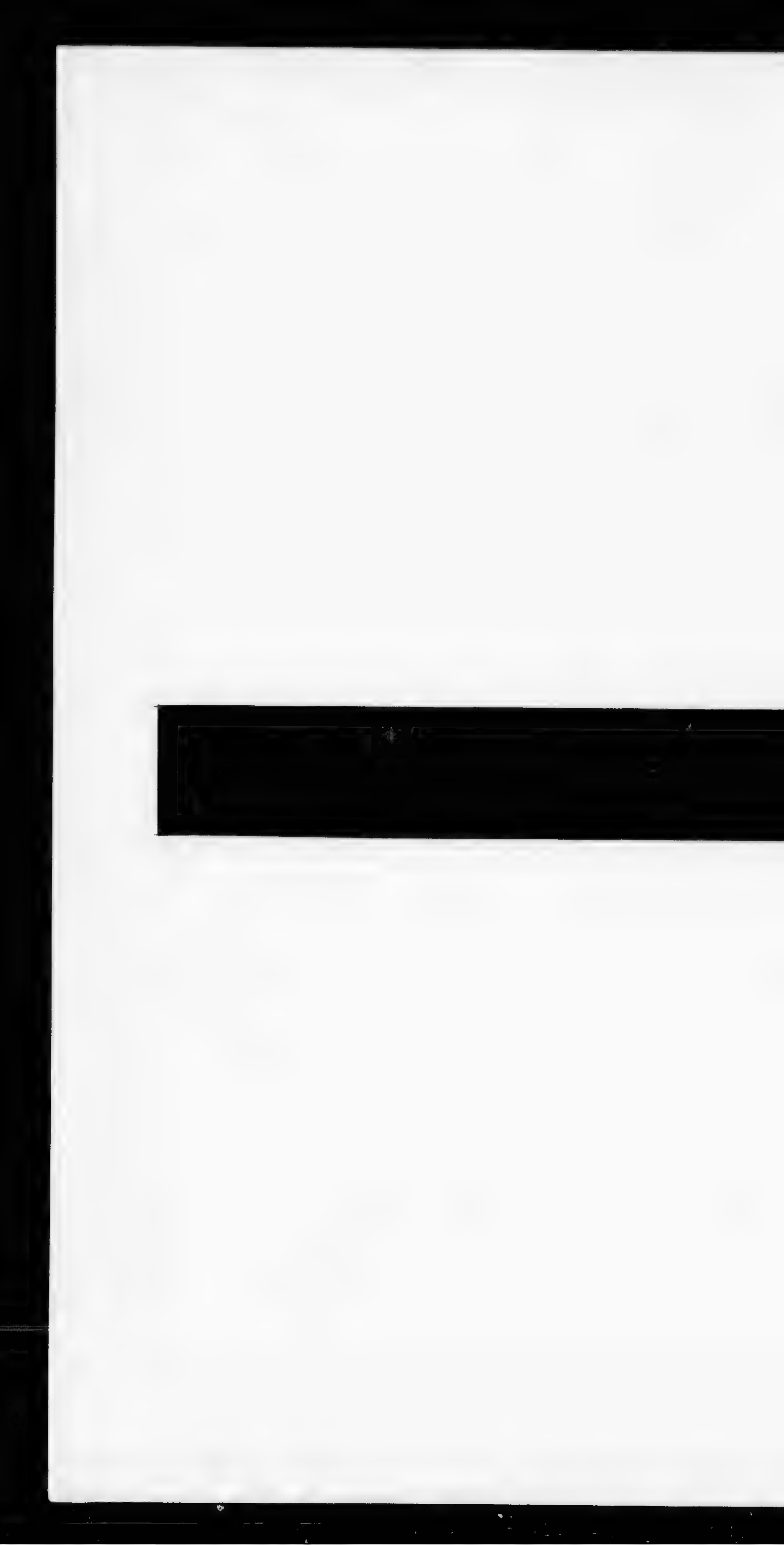
Caroline méridionale.

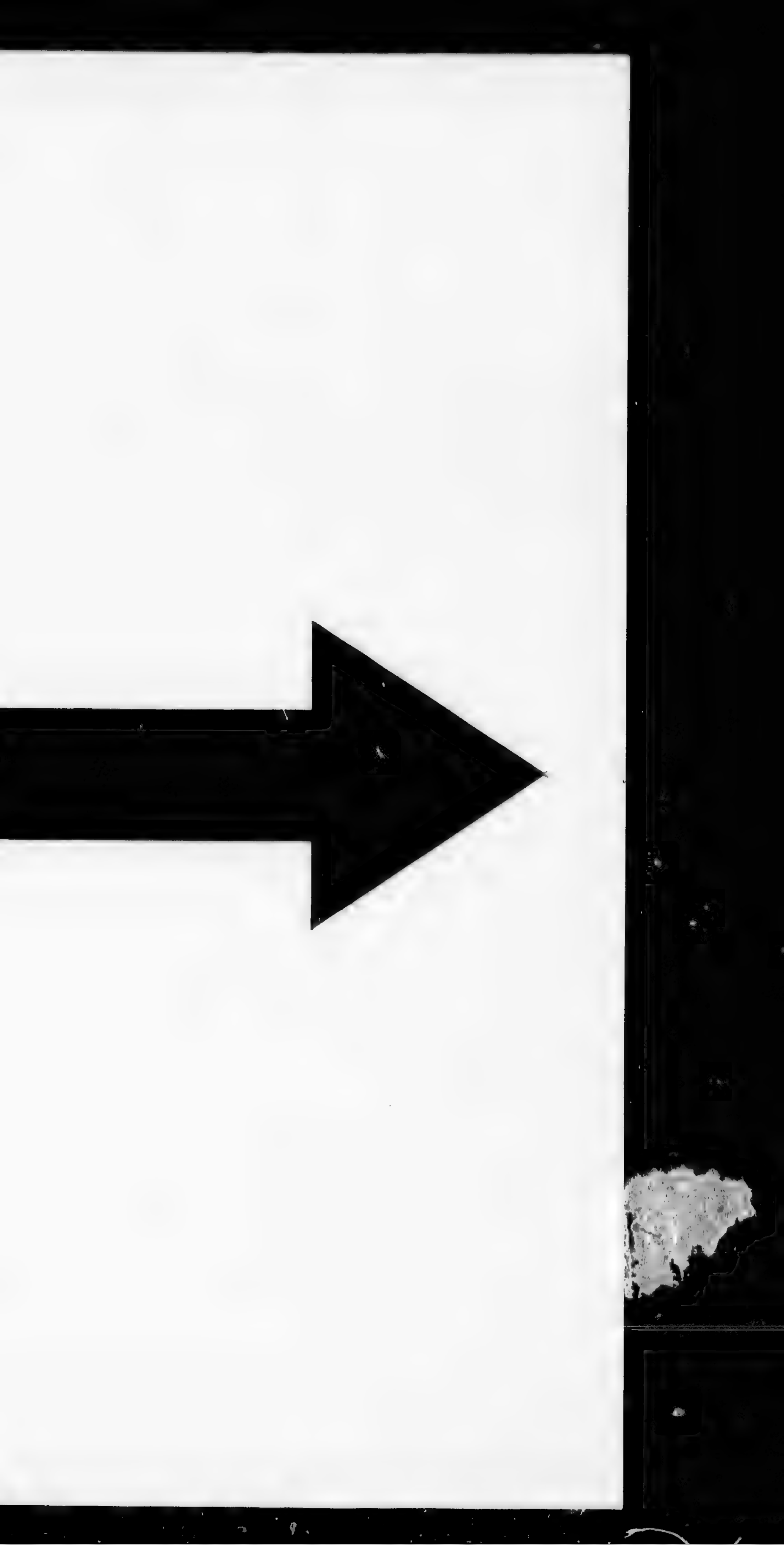
Outre les productions indiquées à l'article précédent, la Caroline du ſud cultive le riz & l'indigo, & ce ſont les principaux objets de ſon commerce. Cependant les quatre cinquièmes de cette Province ſont encore en friche. Lorſque ce pays ſera plus découvert, les plants de vigne & d'oliviers ne peuvent qu'y réuſſir, & particulièrement ſur les côteaux, au pied des montagnes & dans les terreins ſablonneux. La Colonie a déjà fait les eſſais les plus heureux en ce genre de culture. Celle des mûriers avoit été négligée anciennement ; depuis les troubles, le beſoin l'a fait reprendre avec ſuccès en pluſieurs endroits. Charles-Town eſt l'entrepôt de

toutes les productions de la Caroline méridionale. Cette Ville occupe un grand eſpace au confluent de *l'Aſthey* & de la *Coper*, deux rivieres navigables. On y compte deux mille maiſons & quelques édifices publics qui ſeroient remarqués même en Europe. Elle peut recevoir dans ſon port juſqu'à trois cens cinquante navires avec leur chargement. Les deux autres Villes de cette Province *Georges-Town* & *Beaufort* (ou *Port Royal*), ſont encore peu de choſe; mais leur ſituation peut les rendre un jour conſidérables. On commence à fabriquer dans cette Colonie des étoffes mêlées de laine & de ſoie; elle en fait des envois aux Colonies voiſines. Sa population eſt d'environ deux cens cinquante mille habitans, dont la moitié ſont des noirs; elle n'eſt point proportionnée à ſon étendue. Les deux Carolines réunies occupent un eſpace de deux cens milles dans les terres, & s'étendent bien au-delà de quatre cens milles ſur la côte. L'élévation du ſol ne commence qu'à cent milles de la mer, & devient toujours plus

Charles-Town, long. 297. 28. lat. 32. 45.

Georges-Town & Beaufort, longit. 296. 55. lat. 32. 7.





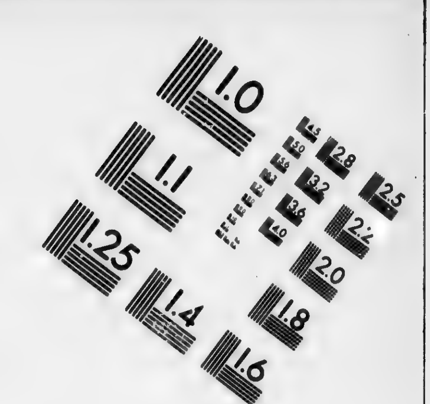
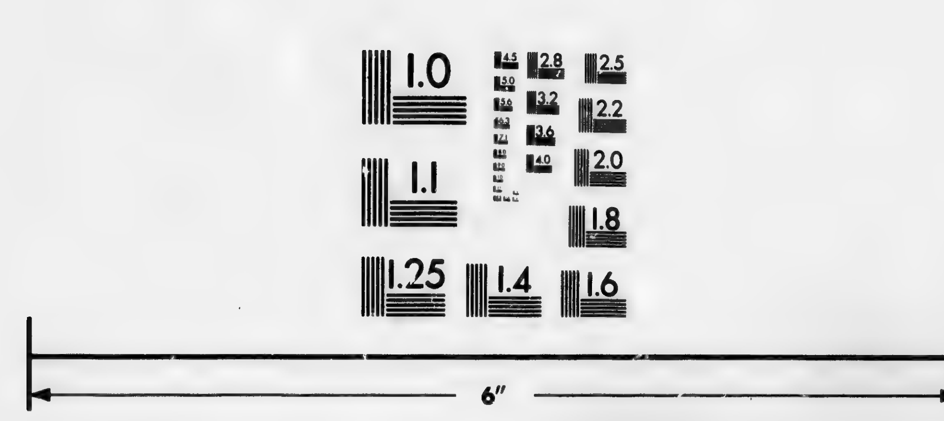
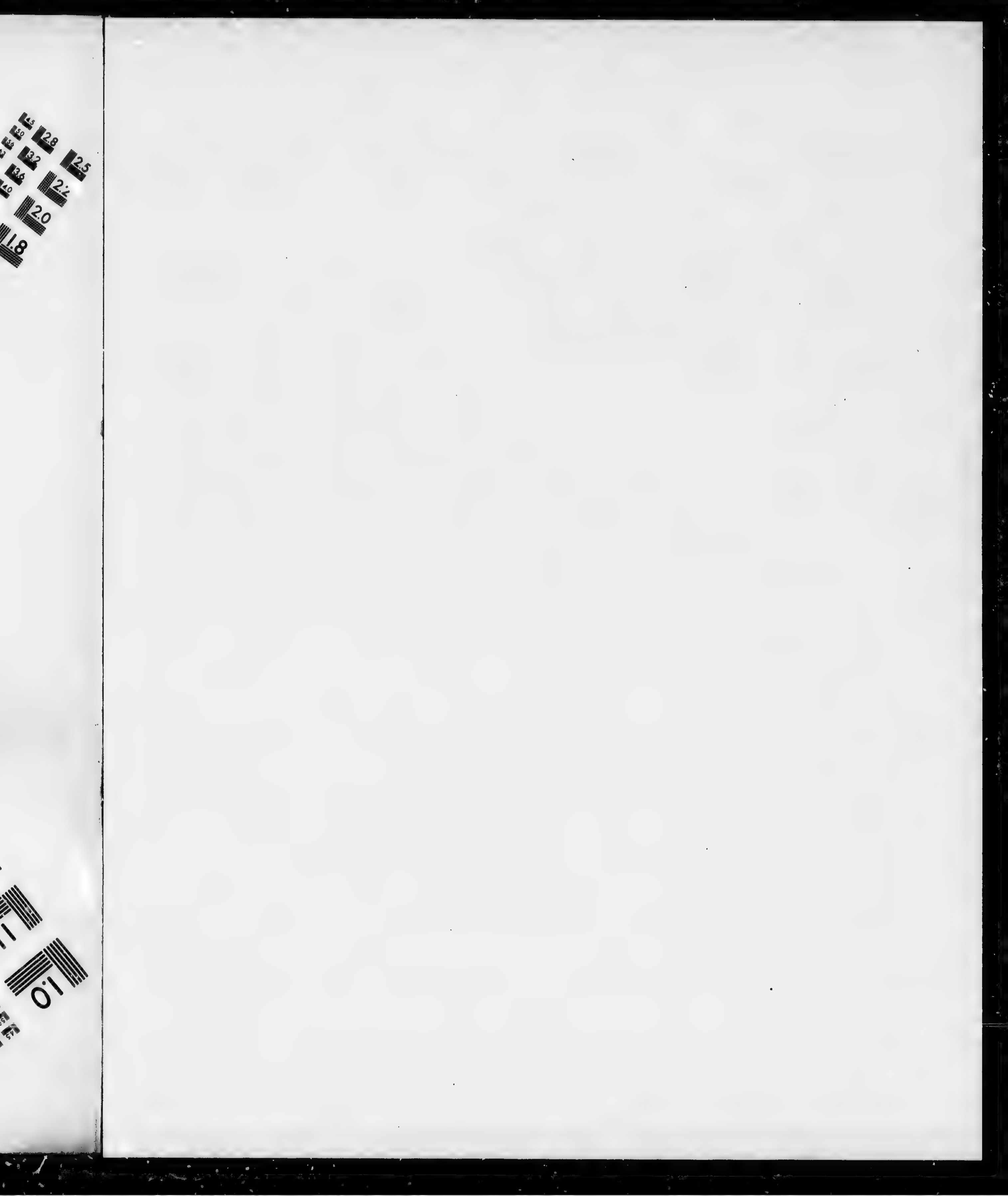


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)





ſenſible juſqu'aux monts Apalaches.

La Georgie. Une langue de terre de ſoixante milles tout au plus le long de la mer, mais qui s'élargit juſqu'à trois cents milles en approchant des montagnes, forme la Province ſituée entre la Caroline & la Floride; elle a pour bornes la riviere de *Savannah* du côté du nord, & celle d'*Alatamaha* du côté du midi. Fondée en 1735, cette Colonie reçut le nom de Georgie, pour faire honneur au Souverain qui gouvernoit alors la Grande-Bretagne. Son établiſſement fut l'ouvrage de la bienfaiſance d'un ſimple Citoyen Anglois. Il voulut qu'après ſa mort, les biens immenſes dont il étoit poſſeſſeur, fuſſent employés à la délivrance des priſonniers détenus pour dettes. Le Gouvernement qui ſongeoit à peupler une nouvelle terre en Amérique, mit pour condition à leur liberté qu'ils ſe tranſporteroient dans cette terre inhabitée. Le parlement ajouta 325000 liv. ſterling au legs ſacré du Citoyen, & une ſouſcription volontaire produiſit des ſommes encore plus conſidérables. Ces nouveaux Colons partirent au nombre de cent quarante, ſous la

Son origine.

conduite d'un Citoyen vertueux, nommé *Oglethorpe*. Arrivés ſur les bords de la *Savannah*, ils jetèrent à dix milles de la côte, les premiers fondemens d'une ville qui prit le nom de cette riviere. En moins d'un an, la peuplade s'accrut juſqu'au nombre de mille ſix cens dix-huit perſonnes; & l'on compte aujourd'hui plus de trente mille ames dans cette Colonie. Quels progrès n'eût-elle point fait, ſi la tyrannie ne les avoit ralentis? Elle fut la derniere à s'en affranchir; mais enfin elle jouit comme les autres Etats-Unis de l'Amérique, d'une liberté ſans entraves qui aſſure ſa proſpérité. Située avantageuſement pour le commerce des Antilles, elle y porte du riz, des planches & des beſtiaux. Les productions de la Georgie ſont à peu près les mêmes que celles de la Caroline méridionale, mais ſeulement dans la proportion d'un à trois. Son riz & ſur-tout ſon indigo ſont d'une excellente qualité & bien préférables à celui des Provinces voiſines. Avant la derniere guerre, le produit de ſes exportations montoit annuellement à plus de 120000 liv. ſterling.

Savannah, longit. 295. 45. lat. 31. 55.

Ce qui étoit prodigieux dans une Colonie, dont l'exiſtence ne datoit pas de quarante ans.

Lors de la révolution, chacune de ces Colonies devoit à peu près une année de ſon produit au commerce de la Métropole; le Parlement évalua cette dette à cent huit millions de nos livres.

L'affranchiſſement des treize Provinces confédérées a, ſans doute, privé l'Angleterre du plus vaſte Empire dont il ſoit fait mention dans l'Hiſtoire; mais il lui reſte encore de grandes poſſeſſions dans le continent de l'Amérique ſeptentrionale, & la puiſſance des Anglois y ſeroit toujours impoſante & redoutable, ſi les deux Florides, l'Acadie, le Canada & Terre-Neuve, ne devoient pas naturellement ſubir l'aſcendant & ſuivre la deſtinée des Colonies nouvellement érigées en République. Quoi qu'il en ſoit, les Provinces encore ſoumiſes à la domination angloiſe, ont été comme les autres, le théâtre de la derniere guerre, & il nous paroît indiſpenſable d'en donner une notion légere & ſuperficielle. Elle ſera par-

+ il veut dire, proportionnée à son objet.

tie & ſera le complément du tableau qu'il nous reſte à tracer de l'Amérique ſeptentrionale.

Pendant que les Eſpagnols & les Portugais découvroient des Mondes, la France ennemie des conquêtes éloignées, reſtoit ſimple ſpectatrice de ces grands événemens. Enfin, elle conſentit à y prendre part, & en 1562, l'Amiral de Coligny envoya *Jean Ribaud* dans la Floride; cette premiere tentative échoua faute de ſubordination, & nos autres entrepriſes dans le nouveau Monde, ne furent pas plus heureuſes jusqu'à l'année 1608, que *Samuel de Champlain* remonta le fleuve Saint-Laurent, & jeta ſur ſes bords les fondemens de Quebec, aujourd'hui la Capitale du Canada. Cette Province, en y joignant la Baie d'Hudſon, Terre-Neuve & l'Acadie, formoit l'immenſe Pays connu ſous le nom de *Nouvelle-France*, dont une partie fut cédée aux Anglois vers la fin du regne de Louis XIV. Le Canada, proprement dit, ne leur appartient que depuis le 10 Février 1763, époque préciſe du Traité de Verſailles.

Le Canada.

Quebec, longit. 307. 47, lat. 46. 55.

Cette contrée eſt bornée à l'Eſt par l'Océan, à l'Oueſt, par le Miſſiſſipi, au Sud, par les Colonies indépendantes, & au Nord, par des Pays inconnus. Quebec, ſa Capitale, eſt bâtie en emphithéâtre à cent vingt lieues de la mer ſur une péninſule formée par les deux fleuves Saint-Laurent & Saint-Charles. Elle domine, d'un côté, ſur de vaſtes & riches campagnes; de l'autre, ſur une rade très-ſûre, ouverte à plus de deux cens vaiſſeaux. Son enceinte eſt de trois milles, & l'on y comptoit environ dix mille habitans au commencement de 1759. Le fleuve Saint-Laurent, dont on ignore la ſource, traverſe la Province du Sud-Eſt au Nord-Oueſt &, après un cours de huit cens lieues, va ſe jeter dans la mer du Nord; il a plus de quatre-vingt mille pas géométriques de largeur à ſon embouchure; ſa profondeur ordinaire eſt d'environ deux cens braſſes. Les pelleteries ſont le principal commerce du Canada. La Colonie Françoiſe en avoit établi le premier entrepôt à *Tadouſſac*, port ſitué à trente lieues au-deſſous de Quebec. La ville des

Trois-Rivieres, bâtie à vingt-cinq lieues plus haut que la Capitale, partagea cet avantage avec Tadouſſac; enfin, ce commerce paſſa tout entier à Montréal, qui dut cette préférence à ſa poſition avantageuſe dans une iſle du fleuve d'environ dix lieues de long & de quatre lieues de large. Quebec eſt ſitué à ſoixante lieues de Montréal, la ſeconde ville du Canada. Cette Province fournit d'excellents bois de conſtruction, pourvu qu'on s'attache aux arbres des montagnes, & non pas, comme on faiſoit autrefois, à ceux des marais, dont l'humidité rend leur tiſſu gras & lâche. Depuis l'établiſſement de cette grande Colonie, le génie militaire a preſque toujours formé le caractère diſtinctif de ſes habitans. Tant qu'ils conſerveront cet eſprit ennemi de la paix & de toute occupation ſédentaire, on ne peut ſe flatter d'y voir proſpérer la culture. « Le pouvoir abſolu qui gouverne le Canada n'eſt point compatible avec le bonheur des hommes paiſibles & laborieux; ſous un tel Gouvernement, il n'y a de ſuccès & de diſtinctions à eſpérer,

« Montréal, longit. 305. 30. lat. 45. 47.

»que pour les exécuteurs de ce pou- »voir arbitraire. Les Canadiens n'ont » d'espoir que dans une révolution ; » & la Politique Angloise n'a d'autres » moyens de la reculer qu'une promp- » te réforme dans l'administration de » cette grande Province.

Cap-Breton ou Isle-Royale.

Le sol du *Cap-Breton* est froid & stérile ; d'épaisses forêts rendent cette isle presqu'inaccessible aux rayons du soleil. Ses bois de chêne seroient excellents pour la construction, & cependant elle borne son commerce à la pêche. Les François en prirent possession au mois d'Août 1713, & changerent son nom en celui de l'*Isle-Royale*. Louisbourg en est la Capitale. Son port est large & profond, & la Ville de figure oblongue peut avoir une demi-lieue de tour; les rues en sont larges & régulieres. Cette isle placée à l'entrée du golphe Saint-Laurent est à quinze ou seize lieues Est de Terre-Neuve.

Louisbourg, longit. 317. 47. lat. 45. 53.

» A son couchant est un détroit de » quatre lieues qui la sépare de l'Aca- » die. Elle a trente-six lieues de long » sur vingt-deux de large. Tous ses » ports sont ouverts à l'Est en tournant » vers le midi.

L'isle

L'isle Saint-Jean, plus avancée dans le même golphe, n'a qu'une lieue dans sa plus grande largeur; sa longueur est au moins de vingt-deux lieues. Les François négligèrent long-temps cette isle féconde en gibier, & très-favorable à la pêche. Quoiqu'il y règne un froid excessif, le sol extrêmement varié s'y prête à la culture de toutes les espèces de grains. Ces avantages reconnus firent naître le double projet de défricher l'isle Saint-Jean, & d'y établir une grande pêche de morue; mais les prohibitions & les privilèges exclusifs y découragèrent l'industrie. Lorsque les Anglois s'en emparèrent, ils eurent la mauvaise politique d'en chasser trois mille François, & de partager le sol de Saint-Jean à de nouveaux Propriétaires, qui bientôt las de ces possessions, les cédèrent presque gratuitement à des émigrans d'Irlande & d'Ecosse. La Colonie ne prospéra pas mieux entre les mains de ces derniers, & l'on n'y compte pas plus de douze cents Colons. Ils n'ont point de relations directes avec l'Europe, & Isle Saint-Jean.

font tout leur commerce avec Halifax & Quebec. Jusqu'en 1772, cette isle fut une dépendance de la Nouvelle-Ecosse ; mais à dater de cette année, elle forme un Etat particulier. Le port *Lajoye*, maintenant *Charlotte Town*, est le chef-lieu de la Colonie.

La nouvelle Ecosse.

La Nouvelle - Ecosse, autrefois l'*Acadie*, embrasse trois cents lieues de côtes depuis les limites de la Nouvelle - Angleterre, jusqu'à la rive méridionale du fleuve Saint-Laurent. Au milieu de ce vaste espace, est une grande peninsule de forme triangulaire qui semble faite exprès pour servir d'asyle aux bâtimens des Antilles. Elle leur montre de loin un grand nombre de ports excellens, où l'on entre & d'où l'on sort par tous les vents. Il y a beaucoup de morue sur ses rivages, & la bonté des terres intérieures invite à toutes sortes de cultures. Cependant la Nouvelle-Ecosse n'est point une contrée florissante, sur-tout depuis que les Anglois en ont expulsé les anciens Habitans, qui, sous le nom de *François Neutres*, vivoient heu-

reux & paisibles sur la foi des conventions faites avec leurs vainqueurs; c'est un des traits de la Politique Angloise qui en caractérise le mieux la cruauté réfléchie. En 1769, parurent dans l'Acadie de nouveaux Colons, la plupart Officiers ou Soldats à qui la Cour de Londres avoit fait des concessions de terres proportionnément à leur grade. Ceux-ci, rassemblant les anciens Cultivateurs, sous prétexte de leur faire renouveller le serment de fidélité au Roi George, les embarquèrent de force sur des vaisseaux qui les transportèrent en différentes contrées de l'Amérique. Tous, sans excepter les vieillards, les femmes & les enfans, se virent contraints d'abandonner leurs riantes cultures, pour aller périr de misère dans les établissemens où l'oppression Britannique se faisoit le plus ressentir. Le cabinet de Londres avoit prononcé de sangfroid l'arrêt de leur déportation. A dater de cette époque, la Nouvelle Ecosse n'a fait que se dépeupler. Elle est absolument inhabitée depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'à la peninsule. La ville d'Anna- Annapolis.

polis (1) est presque détruite, & malgré le caractère laborieux des Allemands, le nouvel établissement de Lunebourg ne fait point de progrès. Hallifax, l'entrepôt des forces destinées à l'oppression de l'Amérique septentrionale, n'a pu devenir malgré ses fortifications, une place de guerre respectable. Sa pêche est d'un foible rapport, & les cultures des environs sont presque nulles. L'entretien de sa Garnison & son Amirauté, sur-tout ont coûté des sommes énormes à l'Angleterre. C'est d'Hallifax que sont parties les flottes & les armées venues de Londres pour conquérir l'Amérique ; c'est-là qu'elles se sont réfugiées après leurs défaites.

Lunebourg.

Hallifax, 44. 39. 4. de lat.

Terre-Neuve.

Ce ne fut qu'après bien des voyages infructueux, & sous le règne d'Elisabeth, que les Anglois firent attention à la pêche de Terre-Neuve. Cette Princesse envoya dans ces parages, le *Chevalier Hampshrée* avec

En 1582.

(1) Elle s'appelloit autrefois Port-Royal. Quand les Anglois en eurent pris possession, ils la nommèrent *Annapolis*, en l'honneur de la Reine Anne.

cinq navires, pour aſſurer aux Pêcheurs la partie de la côte qu'ils auroient choiſie. Les expéditions pour cette iſle, ſe multiplièrent très-rapidement, & dès 1615, on y vit juſqu'à deux cents cinquante navires Anglois, dont la totalité pouvoit former quinze mille tonneaux. Les Pêcheurs eurent des habitations fixes à différentes diſtances les unes des autres, & ils choiſirent l'iſle Saint-Jean pour leur point de réunion; ils y trouvoient des Armateurs venus de la Métropole, qui, en échange des produits de la pêche, fourniſſoient à tous leurs beſoins.

L'iſle de Terre-Neuve avoit été découverte en 1497, par un Vénitien nommé Jean Cabot. Sa forme triangulaire a plus de trois cents lieues de circonférence. Son intérieur eſt preſqu'inacceſſible, & par conſéquent très-peu connu. Ce ſont des rochers eſcarpés, des montagnes couronnées de mauvais bois, des vallées étroites & ſablonneuſes. Ce pays n'eſt habité que par des bêtes fauves que les Eskimaux viennent chaſſer dans certaines ſaiſons de l'année; on n'y connoît point d'au-

tres Sauvages. La côte de cette isle est semée de cailloux où l'on fait sécher la morue qu'on destine au commerce. Elle est infiniment plus abondante à Terre-Neuve, que dans les mers du nord de l'Europe; elle est aussi plus délicate quoique moins blanche. On la séche, on la sale pour l'usage de l'Europe, & d'une grande partie de l'Amérique. Celle qui n'est que salée se nomme morue verte, & se pêche au grand banc, l'une de ces montagnes formées sous les eaux des débris du continent; cette bande de terre à laquelle on donne communément cent soixante lieues de long sur quatre-vingt-dix de large, a ses extrêmités terminées en pointe, & il n'est pas aisé d'en marquer les bornes avec exactitude. La morue n'abandonne le grand banc de Terre-Neuve, & les petits bancs voisins, que depuis la mi-Juillet jusqu'à la fin du mois d'Août: la pêche s'y fait abondamment dans les dix autres mois de l'année. Le détroit de Belle-Isle est un canal de médiocre largeur qui sépare cette grande isle de la côte de Labrador, démembrée du Canada depuis 1764,

& qui eſt maintenant annexée à *Terre-Neuve.* On connoît peu le Labrador, cette vaſte contrée, dont la partie occidentale touche à la baie d'Hudſon.

Cette baie, formée par l'Océan dans les régions éloignées du Nord de l'Amérique, a cent cinquante lieues de profondeur. Son entrée, d'environ ſix lieues de large, n'eſt praticable que depuis le commencement de Juillet juſqu'à la fin de Septembre, encore n'eſt-ce pas ſans danger pour les Navigateurs, à cauſe des montagnes de glace, qui ſouvent ont juſqu'à dix-huit cents pieds d'épaiſſeur. Henri *Hudſon* donna ſon nom à ce pays qu'il découvrit en cherchant au Nord-Oueſt un paſſage pour entrer dans la mer du Sud. La ſtérilité de la nature ſous cette zone glaciale, n'y permet aucune eſpèce de culture fructueuſe, & la baie d'Hudſon n'eſt, à proprement parler, qu'un entrepôt de commerce de pelleteries. Quoique les fourrures y ſoient bien ſupérieures à celles des contrées moins ſeptentrionales, on ſe les procure à beaucoup meilleur marché. Les

La baie d'Hudſon.

En 1607.

Eskimaux qui habitent tout le pays compris entre la pointe de Belle-Isle, & les régions les plus enfoncées dans le nord de l'Amérique, y donnent huit à dix castors pour un fusil, & deux castors pour une hache ou pour une livre de tabac.

La Floride.

Ce beau pays, aujourd'hui resserré dans la peninsule que la mer a formée entre la Georgie & la Louisiane, avoit long-temps appartenu aux Espagnols. Par le traité de 1763, il fut cédé aux Anglois, qui partagèrent cette acquisition en deux Gouvernemens. Le bourg de Saint-Augustin devint le chef-lieu de la Floride orientale, & Pensacola celui de la Floride occidentale. Ce dernier établissement offre un havre excellent, dont les Négocians Anglois, & ceux de l'Amérique septentrionale avoient fait un entrepôt avantageux pour leur commerce interlope avec les terres Espagnoles; mais le cours du commerce ayant été détourné pendant la dernière guerre, les vaisseaux marchands de cette Colonie furent changés en corsaires, qui s'emparèrent quelquefois des navires de la Georgie & des deux Caro-

Saint-Augustin, long. 298. 30. lat. 30.
Pensacola, longit. 290. 30. lat. 30. 55.

lines, mais qui plus ſouvent devinrent la proie des Armateurs Anglo-Américains. Le ſaſſafras & l'indigo ſont les productions les plus abondantes de l'une & l'autre Floride.

Le tableau qu'on vient de préſenter des établiſſemens Anglois dans l'Amérique ſeptentrionale, paroîtra ſans doute incomplet & trop reſſerré, ſi l'on conſidère l'étendue & l'importance du ſujet; mais notre intention n'étoit pas de le traiter; d'autres que nous ont rempli cette tâche difficile, & nous renvoyons à leurs ouvrages ceux de nos Lecteurs, qui, pour bien entendre l'Hiſtoire de la dernière guerre, regardent comme un préliminaire indiſpenſable d'approfondir celle des Colonies Anglo-Américaines. Les détails que nous leur épargnons dans cette courte expoſition, ſont préſentés ailleurs avec tout l'intérêt dont ils étoient ſuſceptibles; mais ils ſeroient déplacés dans une Introduction où il ſuffit de préparer le Lecteur à l'intelligence des évènemens de cette guerre, ſans l'inſtruire à fond des évènemens qui l'ont précédée. Cette lé-

gère esquisse remplit notre objet, & si elle est inutile aux personnes qui savent déjà l'Histoire de l'Amérique septentrionale, nous la croyons nécessaire & suffisante à ceux qui nous liront avant que d'avoir étudié cette Histoire.





HISTOIRE

IMPARTIALE

Des Évènemens militaires & politiques de la dernière Guerre, dans les quatre Parties du Monde.

1764. Origine des troubles de l'Amérique.

IL eſt dans l'ordre des choſes que de petites iſles ſoient ſoumiſes à un grand Royaume, qu'elles obéiſſent à ſes loix, qu'elles faſſent une portion de ſes vaſtes domaines ; mais il répugne à la nature, à la raiſon, à la politique qu'une iſle aſerviſſe un continent, qu'elle y exerce une autorité long-temps reſpectée, que ſa domination s'y propage ſans contradiction & ſans obſtacles. Un état ſi violent ne ſauroit durer, & ſi l'Hiſtoire moderne n'en fourniſſoit un exemple, on auroit de la peine à

1764. concevoir ce prodige du dix-huitième ſiècle. Quinze cents lieues de mer ſéparoient l'Angleterre de l'Amérique, & une partie conſidérable de ce vaſte continent n'en reconnoiſſoit pas moins la puiſſance de l'Angleterre ; les loix de la Métropole étoient reçues, promulguées, exécutées paiſiblement dans toutes ſes Colonies, & au grand étonnement de l'Europe, cette bonne intelligence ſe maintenoit depuis cent ans. Si l'on excepte la révocation de la première chartre des Boſtoniens en 1684, aucun abus de la Souveraineté n'avoit provoqué les murmures de l'Amérique Angloiſe. Les ſubſides que payoit chaque Colonie, tant en hommes qu'en argent, ſe régloient fidèlement ſur ſa population & ſur ſes moyens ; encore avoit-elle le droit de ſe taxer elle-même, de diſcuter dans ſes aſſemblées la réalité des beſoins qui motivoient les demandes de la Mere-Patrie. Une autre condition des ſubſides étoit qu'ils ſeroient employés dans le Continent même. Ce fut à leur propre milice, & à cette eſpèce de don gratuit, que les Colons de

gouvernement des Colonies Angloises.

l'Amérique ſeptentrionale durent la conquête de l'Iſle-Royale, de Terre-Neuve & du Canada, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Grenade & des Iſles-Caraïbes. Perſonne n'ignore combien ces acquiſitions pouvoient favoriſer le commerce & la navigation des Anglo-Américains; cependant quelqu'avantage qu'ils duſſent y trouver, la Cour de Londres ne leur en témoignoit pas moins ſa reconnoiſſance. A la requête du Roi George III, la Chambre des Communes avoit cru devoir leur accorder une indemnité de deux cents mille livres ſterling; mais à la paix de 1763, bien loin d'effectuer ces magnifiques promeſſes, la Métropole fière de ſes ſuccès, pour acquitter les charges de l'Angleterre, jeta les yeux ſur les tréſors de l'Amérique, & s'exagérant les reſſources & la docilité des Anglo-Américains, les ſomma impérieuſement de contribuer ſur nouveaux frais, aux dépenſes d'une guerre ſi glorieuſement terminée. Le 4 Avril 1764, il parut un bill à l'effet de taxer les Colonies. La dette natio-

1764.

L'angleterre veut taxer les colonies

nale étoit de cent cinquante millions
1764. ſterling, & dans le nouveau ſyſtême de gouvernement, tous les Ordres de l'Etat s'accordèrent à demander que l'Amérique acquittât la moitié de cette dette. Les circonſtances n'étoient point favorables à ce projet ; les Américains avoient ſenti leurs forces, & leurs Milices aguerries dans les glaces du Nord, commençoient à mépriſer des ſtipendiaires recrutés dans la fange de Londres. La dernière guerre les avoit mis à portée de ſe comparer & de ſe préférer ſans doute à ces recrues de bandits enrôlés ſous les drapeaux de la Mere-Contrée. Les Négocians, les Navigateurs, les grands Propriétaires, murmuroient hautement des entraves réelles ou ſuppoſées que leur dépendance de l'Angleterre mettoit à l'activité du commerce, au progrès de la navigation, au ſuccès des plantations & de la culture des terres. Un certain enthouſiaſme républicain s'étoit emparé de toutes les têtes ; les enfans eux-mêmes apprenoient, en naiſſant, à répéter le cri de la liberté, & leur première éducation

les préparoit de longue main, à s'affranchir un jour de la domination des Européens. 1764.

A ces dispoſitions naturelles à un grand peuple ſéparé de la Métropole par une vaſte étendue de mer, ſe joignirent des accidens qui les fortifièrent. Au lieu de faire acheter la paix à la France & à l'Eſpagne, & d'y mettre un prix capable d'acquitter en partie la dette de l'Angleterre, la Cour de Londres avoit eu la mauvaiſe politique de retenir la Floride & le Canada. Par ces acquiſitions elle renverſoit les ſeules barrières capables de retarder l'affranchiſſement de ſes Colonies. Les Canadiens ſur-tout étoient pour la Nouvelle-Angleterre, des voiſins entreprenans contre leſquels elle ne ceſſoit de réclamer la protection de la Mère-Patrie. Le Gouvernement tout Militaire de ces ennemis naturels des Anglo-Américains, ne pouvoit faire ombrage à la Métropole ; c'étoit, pour ainſi dire, une Colonie de Soldats moins faite pour établir une rivalité dangereuſe d'agriculture ou de commerce, que pour exercer au profit

des Anglois, le courage & l'industrie des Anglo-Américains. Par
1764. la nature du Gouvernement qui leur interdisoit en quelque ſorte la culture & ſes travaux, l'intérêt des Canadiens étoit de faire la guerre aux Colonies Angloiſes, & l'intérêt de celles-ci de la repouſſer avec les forces de la Mère-Contrée. En les affranchiſſant de cette dépendance par la conquête du Canada, la Cour de Londres avoit rompu le dernier nœud qui les aſſujettiſſoit au Gouvernement d'Europe; & ce fut dans cette circonſtance qu'elle oſa propoſer des taxes, étendre les prohibitions, parler en Souveraine, eſſayer, en un mot, d'effectuer un projet d'aſſerviſſement, dont le ſuccès étoit impoſſible.

En demandant des impôts, les Miniſtres prévoyoient un refus, & n'attendoient que ce prétexte, pour introduire des Soldats dans les Colonies. La Province de Maſſachuſet-Bay, fut la première à témoigner ſon mécontentement : ſuivant ſa chartre, elle avoit le droit excluſif de porter dans ſon aſſemblée les loix de taxation. Pour empêcher le

Roi & le Parlement d'attenter à ce droit, elle fit, de concert avec d'autres Colonies, les plus vives réclamations : le Roi n'en tint aucun compte, & le 22 Février 1765, il fut ordonné par un bill, auquel Sa Majeſté Britannique donna ſanction de loi, » que les contrats paſſés » dans les Colonies ne pourroient être » faits à l'avenir que ſur du papier » timbré. Le réſultat de cet acte fut de ſoulever Boſton, & peu s'en fallut que le diſtributeur de ce papier, ne fût maſſacré dans une émeute populaire. On démolit ſa maiſon; & celles du Lieutenant de Roi, du Greffier & du Contrôleur de la douane, ne furent pas plus épargnées. Le Procureur-Général n'oſa rendre plainte contre les auteurs du déſordre; & le Conſeil décida, malgré le Chevalier François Bernard, Gouverneur de la Province, que les Troupes, commandées par le Général Gage, ne ſeroient point employées contre les révoltés; dans une aſſemblée générale de la Province, il fut arrêté que *nonobſtant* l'acte du parlement, il ſeroit légal de contracter ſans papier timbré.

1765.

Acte du timbre.

1766. A ces troubles, dont la nouvelle parvint jusqu'à Londres, presqu'aussitôt que les remontrances des Bostoniens, la Cour n'opposa qu'une extrême rigueur. Les Gouverneurs reçurent ordre de réprimer la sédition par la force, & de rendre " publique la décision du Parlement " qui, dans tous les cas possibles, " accordoit au Roi, assisté des deux " Chambres, le droit d'assujettir les Colonies Anglo-Américaines. Sa Majesté Britannique ne daignoit pas répondre aux représentations sur le bill du 22 Février ; ce silence hâta le projet d'une résistance passive de la part des Bostoniens, & il fut résolu qu'ils s'interdiroient, jusqu'à la révocation du bill, le commerce & l'achat des marchandises importées de la Grande-Bretagne.

Suppression de cet acte. Cependant, le 15 Mars 1766, l'acte du timbre fut révoqué par un autre, non moins fait pour jeter l'alarme dans les Colonies. On disoit dans le préambule que l'objet de ce dernier acte étoit *de mieux assurer au Roi & au Parlement, la dépendance des domaines de Sa Majesté en Amérique*; on enjoignoit

d'ailleurs aux aſſemblées de recevoir dans leurs Villes les Troupes Britanniques qu'il plairoit à la Métropole de leur envoyer; de leur fournir des logemens, du bois, de la bierre, &c. Cet attentat contre la liberté des Colons parut intolérable à ceux de la nouvelle Angleterre. Dans quelques autres Colonies, l'abrogation de l'acte du timbre favoriſa la réception de l'acte pour le logement des Soldats; elles ne croyoient pas que ce fût le moment d'éclater; mais l'Angleterre ſembloit vouloir hâter cet inſtant fatal à ſa puiſſance. Des conteſtations élevées dans la Nouvelle-York, au ſujet des troupes Britanniques, dont cette Province étoit ſurchargée, donnèrent lieu à des nouveaux bills, où les intérêts des Colons furent viſiblement ſacrifiés. Une obéiſſance aveugle & muette leur parut trop dure dans cette circonſtance; ils osèrent ſe plaindre, & furent privés de tout pouvoir légiſlatif. La Cour de Londres mieux conſeillée, n'auroit point fermé les yeux ſur les inconvéniens d'un Gouvernement inflexible avec des hommes libres,

1766.

1767.

N.Y.

1767. ou qui se croyoient faits pour l'être. Elle espéra de les soumettre par la rigueur, & ne fit que les aigrir, sans les réduire.

Autres Actes non moins tyranniques. Soulèvement dans la Province de Massachuset.

1768.

De nouveaux actes concernant les Douanes, les prohibitions, les confiscations & les amendes, soulevèrent tellement la Province de Massachuset, qu'il s'y forma une sédition, dont les suites humiliantes pour l'Angleterre, auroient dû l'éclairer sur l'inutilité de ses prétentions. Deux Régimens, arrivés d'Hallifax, avoient osé faire feu sur le peuple de Boston; cette imprudence excita une révolte générale. Pour se dérober à la fureur des Bostoniens, les Troupes Royales furent obligées de se réfugier dans le Fort Guillaume, & le Conseil exigea qu'elles sortissent de la Colonie. Les Officiers de la Douane coururent le même danger; heureux de s'y soustraire par la fuite, ils n'osèrent plus se montrer dans la ville. Le Gouverneur voulut proposer de nouvelles mesures relatives à l'administration; la réponse des Bostoniens fut que l'Angleterre n'avoit aucune autorité législative sur l'Amérique, dont ils ne laisseroient jamais

uſurper les privilèges; que la grande aſſemblée de leur Province avoit ſeule droit de régler la forme des levées d'argent pour le ſervice de la Couronne ; que ces contributions devoient être libres, & que leurs prérogatives à ce ſujet, étoient clairement énoncées dans l'acte de ſucceſſion au Trône d'Angleterre. 1768.

Création des Comités.

Ce triomphe des Boſtoniens les enhardit à de nouvelles réſolutions, & ſous le nom de *Comité*, ils formèrent un Conſeil ſpécialement chargé de leurs affaires; mais où les Députés des différentes villes de la Province devoient être admis en cas de beſoin. Une lettre circulaire à toutes les Colonies, fut le premier acte de ce Comité. Il y expoſoit les griefs de la Province de Maſſachuſet; s'y plaignoit des meſures oppreſſives du Miniſtère pour y introduire le deſpotiſme ; les exhortoit à faire cauſe commune avec les Boſtoniens; invitoit chaque ville à leur envoyer les Députés, & les rapports de leurs Comités reſpectifs.

Tels furent les premiers fondemens de la confédération des Colonies Anglo-Américaines. Le Parle-

ment informé de ces nouveautés qu'il
1768. traitoit d'usurpation téméraire sur l'autorité du Gouvernement, déclara que l'exécution des loix, dans la province de Massachuset, étoit désormais impraticable sans le secours de la force militaire. En conséquence le Gouverneur Bernard reçut ordre d'informer contre les criminels de *haute trahison*, & d'envoyer les noms des coupables au Secrétaire d'Etat chargé du département des Colonies. Ces résolutions violentes & l'envoi des Troupes ne firent qu'augmenter la fermentation devenue générale. On continua de proscrire les marchandises d'Angleterre, & les ordres émanés du Comité de convention, furent des loix respectées dans toute la Colonie.

En vertu de ces arrêtés, une as-
1769. semblée générale ouverte à Boston, le 30 Mai, enjoignit au Gouverneur d'éloigner de la ville les forces de terre & de mer pendant le temps des séances, alléguant que l'approbation des peuples donnoit seule la sanction aux loix, & que le Gouvernement dérogeoit à ses propres maximes, en s'appuyant de la force mi-

litaire, pour donner de la vigueur à leur exécution. Plusieurs délibérations intéressantes signalèrent cette assemblée. La plus importante concernoit les procès criminels; il y fut décidé qu'ils seroient instruits & poursuivis désormais sur les lieux où le délit auroit été commis, attendu l'inconvénient qui pouvoit résulter du transport des accusés au-delà des mers. 1769.

Cependant les Américains ne cessoient de solliciter une renonciation formelle aux taxes qui depuis trois ans n'avoient pu être perçues ; le Gouvernement crut devoir se relâcher de ses prétentions, & ils recouvrèrent le droit de payer librement & sans contrainte ; mais la confiance étoit bannie de tous les cœurs, & l'on n'ajoutoit point de foi à des promesses dont la sainteté pouvoit être violée à la première occasion. On continua d'insulter les Officiers préposés à la levée de certains impôts. Le Gouverneur voulut se plaindre de ces violences ; on lui répondit qu'on ne connoissoit point en Amérique de Commissaire du Roi en cette partie.

1770. Modération tardive du Gouvernement. au sujet des taxes.

confiance perdue —

1771.

1772.

1773. Effet des nouveaux impôts sur le thé, &c.

le papier les cartes &c

Telles étoient depuis quatre ou cinq ans, les dispositions de la Nouvelle-Angleterre, lorsque le Ministère, aveuglé par les faux rapports de ses Délégués, imposa de nouveaux droits sur le papier, les cartes, les couleurs, le plomb & les ouvrages de verre. Il en mit d'exorbitans sur les thés, dont il permit l'exportation à la Compagnie des Indes Orientales. Ces taxes indirectes révoltèrent toutes les Provinces. Plusieurs vaisseaux chargés de cette denrée arrivèrent à Boston, & il fut résolu dans une assemblée, que les cargaisons ne seroient point débarquées, & que les Capitaines les reporteroient en Angleterre. Le Gouverneur fut sommé de tenir la main à l'exécution de cet arrêté; sur son refus, le peuple s'attroupa, vint à bord des vaisseaux, & jeta les cargaisons à la mer. Les habitans de Philadelphie, de Charles-Town, de New-York adoptèrent les résolutions violentes des Bostoniens que cette approbation enhardit à d'autres voies de fait, non moins inquiétantes pour le Gouvernement. Il crut les réprimer par des menaces & des préparatifs

paratifs de guerre. Ces précautions imprudentes ne firent qu'aigrir le mal. Les Boſtoniens ſe diſposèrent à repouſſer la force par la force, & ſe portèrent à des entrepriſes encore plus audacieuſes. Un Officier des Douanes, nommé Jonh Malcom, avait témoigné publiquement ſon mépris pour les jugemens du Peuple; en punition de ce délit, il fut d'abord expoſé, pendant trois jours, aux huées de la populace, & comme Relaps, traîné enſuite ſur une charrette dans les principaux quartiers de la ville, la tête godronnée & le corps emplumé, conduit de-là au pied de la potence, attaché au gibet, fouetté de verges, & contraint de remercier le Peuple de ce qu'il lui faiſait grace de la vie. Les habitans des campagnes, irrités contre le Gouverneur Hutchinſon, le dénoncèrent au Comité comme traître & délateur, & il fut ordonné que ſon effigie ſeroit promenée ſur un tombereau, expoſée pendant deux heures ſur la place publique, & brûlée au pied d'un gibet.

1773.

1774.

Interdit du Port de Boſton.

Malgré ces éclats & les menaces en partie effectuées d'une confédé

1774. ration générale des Colonies Anglo-Américaines, la Cour de Londres s'obstinoit à vouloir les soumettre par les voies de rigueur. La Chambre des Communes n'étoit point de cet avis; mais le parti de Lord North l'emporta dans la Chambre des Pairs, & après de longues discussions, le Parlement ordonna qu'il seroit dressé un Bill pour interdire le port de Boston. C'étoit punir la Mere-Patrie des torts, dont elle inculpoit les Anglo-Américains, & livrer à l'indigence cent mille familles qui vivoient du commerce des Manufactures angloises. Toutes les remontrances à ce sujet, n'empêchèrent pas George III de donner sanction de loi à ce funeste Bill, qui venoit de passer à la pluralité des voix.

Interdiction du port de Boston.

En fermant le port de Boston, les vues politiques de la Métropole étoient de porter la division dans l'Amérique septentrionale, d'humilier la Nouvelle-Angleterre aux yeux des autres Provinces jalouses de son commerce & de ses richesses, de détruire l'accord qui régnoit entre ses Villes & ses Comtés, de séparer leurs intérêts, & de prévenir ainsi la

confédération à laquelle plusieurs Colonies s'invitoient mutuellement. 1774.
La Cour de Londres se trompoit sur les dispositions de ces Provinces; leur prétendue jalousie n'étoit qu'une émulation louable, & les Bostoniens opprimés ne trouvèrent que des amis dans tout le continent. La nouvelle de l'interdit de Boston excita une indignation générale; on ne rejeta aucun moyen de la manifester. Dans leur malheur, les Bostoniens montrèrent beaucoup de courage & de fermeté; ils retinrent les vaisseaux anglois qui étoient dans leurs ports, en ouvrirent l'entrée à toutes les Nations, l'Angloise exceptée, & se préparèrent à une vigoureuse résistance. Le Général Gage, leur nouveau Gouverneur, s'étoit chargé d'exécuter l'acte de punition; il s'annonça comme l'ange exterminateur; mais la fière contenance des Bostoniens lui fit comprendre que pour les réduire, il falloit une guerre civile, dont le succès étoit au moins incertain. Gage vouloit faire du bruit, n'importe à quel prix, & cette effrayante perspective ne devoit point l'arrêter. Gén. Gage.

1774. Translation de l'assemblée de Boston à Salem.

Cependant plusieurs Provinces s'étoient déclarées pour les Bostoniens. De ce nombre furent le Maryland, la Virginie, la Nouvelle-York, le Jersey & les deux Carolines : elles attendoient, en frémissant, le premier Juin, jour marqué pour l'interdit de Boston. Ce jour arrivé, Gage fit bloquer le port, distribua ses Troupes dans les environs, transféra la Douane à Plimouth, & les Assemblées à Salem, petite ville dévouée à Boston ; mais dont le zèle éclata d'une manière assez bizarre : elle fit déclarer aux Bostoniens qu'elle refuseroit des logemens à quiconque auroit la lâcheté d'abandonner la place investie. Ceux du Comté de Worcester osèrent d'avantage, & ne craignirent pas d'offrir à la même ville dix mille hommes pour l'affranchir de la tyrannie. Qu. que les chartres de la Nouvelle-Angleterre fussent annullées depuis l'interdit, & qu'elle eût rompu tout pacte avec la Métropole, les Bostoniens n'acceptèrent point ces secours; ils essayèrent encore les voies de douceur auprès du Général Gage. Cependant ils réclamoient sans res-

triction les droits de Citoyens Anglois, & firent ſentir au Gouverneur 1774.
que, pour s'y maintenir, il n'étoit point de moyens que leur ſituation ne rendît légitimes. Gage étoit naturellement iraſcible; il répondit à cette propoſition par des emportemens & de nouvelles menaces. Les Boſtoniens ne virent plus de reſſources que dans l'activité d'une réſiſtance ouverte. Malgré leurs repréſentations, l'Aſſemblée de la Province venoit d'être convoquée à Salem, & cette entrepriſe contre la liberté de ſes membres, les avoit indignés ſans les effrayer. Le projet d'une Aſſemblée générale des Comités de toutes les Colonies fut le réſultat de la premiere ſéance tenue à Salem. Ils nommèrent enſuite un Comité repréſentatif de la Province, & votèrent une ſomme pour le mettre en état de remplir ſes obligations. Comme l'aſſemblée ne pouvoit tenir ſecrettes toutes ſes délibérations, & qu'elle prévoyoit ſa diſſolution prochaine, elle ſe hâta d'indiquer au Peuple la ſorte de réſiſtance qu'il convenoit d'oppoſer aux actes oppreſſifs du Parlement. La néceſſité

1774. d'encourager les Manufactures d'Amérique, fut la plus importante de ces inſtructions.

Au lieu de diſſoudre cette Aſſemblée, la politique du Général Gage auroit pu lui ſuggérer d'en faire enlever les Membres, & de les tranſférer à Londres. Cette violence eût peut-être conſervé pour quelque tems l'Amérique à la Couronne d'Angleterre, & pouvoit tout au plus hâter une révolution déſormais inévitable; mais les pouvoirs du Gouverneur ne s'étendoient pas juſques-là, & la Métropole ignoroit à quel point les eſprits étaient aigris & les réſolutions bien affermies. Déjà chaque Province avoit ſon Congrès particulier, déjà l'on régloit dans le Comité de Boſton, les conſtitutions & la forme d'un Congrès général. Pour empêcher cette confédération, Gage employa tour à tour la ſéduction, les menaces, les promeſſes & la terreur. Toutes ces tentatives manquèrent également leur effet. L'indignation étoit à ſon comble, & la guerre alloit décider cette grande querelle.

Progrès de Le Comité de Boſton où ſe trou-

voient plusieurs Députés des Provinces, venoit de produire un acte sous le titre de *Conventions solemnelles*, par lequel les Bostoniens & ceux de leur parti rompoient tout commerce avec les États Britanniques, à dater du 30 Août 1775, & menaçoient d'une rupture quiconque refuseroit de s'engager dans cette ligue. Le nouvel acte circula dans tout le continent septentrional, échauffa de plus en plus les têtes Américaines, & décida la formation d'un Congrès général. Le lieu de l'Assemblée fut indiqué à Philadelphie, & l'on ne pouvoit mieux choisir à cause de la position de cette ville placée au centre du continent, & pour ainsi dire, sous la garde des Colonies, dont elle est environné. Dès qu'on eut fixé le mois du rendez-vous, les Confédérés procédèrent à l'élection de leurs Députés, qui, pour chaque Province, ne pouvoient aller à plus de sept; mais, quel qu'en fut le nombre, chaque Colonie ne devoit avoir qu'une voix dans les délibérations. L'ouverture du Congrès se fit au mois de Septembre de cette même année, dans la grande salle

1774.

la confédération. Congrès général.

30 août 1775.

1774. de l'Hôtel-de-Ville de Philadelphie, où Peyton Randolp, dont le patriotisme s'étoit signalé, fut élu Président de l'Assemblée. Après son élection, il se fit apporter une couronne, la rompit en douze parties égales, & la distribua aux Représentans des douze Provinces confédérées. Les premieres délibérations eurent pour objet l'emploi des armes & l'importation des marchandises britanniques; le Congrès autorisa les voies de fait & proscrivit l'importation. Pour mieux juger des forces de l'Amérique confédérée, il fut fait un dénombrement général de ses habitans réunis sous la direction du Congrès. Il se montoit à trois millions d'hommes, & l'on régla sur ce nombre précis & bien constaté, les moyens de résistance active & passive.

Plan d'insurrection.

Tandis que les Chefs de la Confédération apprécioient ses forces & constatoient sa puissance, le Comté de Suffolk eut le premier la *gloire* d'offrir un plan raisonné d'insurrection, qui fut adopté par les autres Provinces. C'étoit un arrêté bien formel de protéger l'ancienne

administration des Colonies contre les entreprises du Parlement, de juger sur les Chartres de la légitimité d'un Tribunal, & s'il en étoit besoin, d'employer la force, pour en maintenir les droits & la compétence; d'autoriser les Officiers comptables à suspendre leurs payemens, jusqu'à ce que le Congrès en eût ordonné; d'assigner un terme aux Employés de la Cour, pour la démission de leurs Offices, passé lequel terme, ils seroient déclarés ennemis du Peuple; de changer la discipline des Milices; de soumettre à de justes représailles les Agens du Roi, en cas de violences exercées en son nom contre les Américains; d'établir une correspondance entre les divers Comtés, pour faciliter la réunion des Milices, le passage des renforts & la circulation des forces respectives. Cette convention provisoire du Comté de Suffolk, eut les suffrages unanimes du Congrès. 1774.

Cependant les troubles croissoient de plus en plus dans la nouvelle-Angleterre. D'une part les vexations, les injustices & tous les abus *Situation des Bostoniens.*

1674. d'une aveugle autorité; de l'autre l'indignation, l'impatience du joug, l'enthousiasme de l'indépendance faisoient régner tout-à-la fois les excès du despotisme & les désordres de l'arnarchie. Malgré les souscriptions ouvertes pour secourir les Bostoniens, & les contributions volontaires des Colonies, ils éprouvoient tous les malheurs qu'entraîne la présence d'une Armée ennemie. Le Général Gage avoit sous ses ordres dix Régimens, dont cinq investissoient Boston; il en avoit logé trois dans la ville, & les deux autres étoient allés renforcer la garnison de Salem. Dans cette affreuse détresse, les Chefs des Bostoniens n'osoient encore arborer ouvertement l'étendard de la révolte; ils craignoient le nom de Rebelles, & croyoient toucher le terme au-delà duquel l'insurrection n'est plus un usage légitime de la liberté, même dans la Constitution Angloise. Ils furent tentés un moment d'évacuer leur ville, & de l'abandonner aux Troupes royales. Le Congrès désaprouva ces vains scrupules, & les Bostoniens reprirent courage.

1774.

Aſſauts de Ports-Mouth.

Dans ce même tems, Charles Lée s'étoit mis à la tête des nouvelles Milices qu'il exerçoit à ne point redouter les Troupes réglées. Pour les aſſaillir, les nouveaux Soldats n'attendoient que l'occaſion d'un premier mouvement, & ſur le faux bruit que deux Régimens s'étoient mis en marche pour aller prendre poſſeſſion du fort de Ports-Mouth, trois cens cinquante Américains s'armèrent à la hâte & vinrent ſommer le Commandant d'en ſortir avec ſa garniſon. Le feu de trois pieces de canon n'effraya point les aſſiégeans, & le fort de Ports-Mouth fut pris d'aſſaut & ſa garniſon déſarmée. Mais rien n'encouragea les Confédérés comme la défection d'un corps de Troupes conſidérable que Lord Dunmore venoit d'employer avec ſuccès contre les Sauvages de la Virginie. Ces Soldats incorporés dans les Armées continentales, y portèrent leur diſcipline, & ce fut une acquiſition précieuſe pour les Colonies. Lord Dunmore ne ſe le diſſimuloit pas; il ſe vengea par des actes d'une barbarie ſans exem-

Défection d'un Corps de Troupes Royales.

ple ; mais les Américans étoient
1774. diſpoſés à tout ſouffrir pour la liberté, & cette réſolution étoit encore fortifiée par les circonſtances qui commençoient à leur devenir favorables même en Angleterre. Leur courage avoit intéreſſé les quatre parties du monde, & leur fit trouver des amis même au ſein de la Métropole ; la conduite du Parlement devoit en groſſir le nombre.

Contre l'avis des perſonnes les plus éclairées du Royaume, & malgré les repréſentations du Maire,
1775. des Aldermans & du Conſeil de Ville, le Bill pour l'adminiſtration militaire du Canada venoit de paſſer à la pluralité des voix. Cette loi funeſte aux Conſtitutions Britanniques faiſoient ſoupçonner un ſecret deſſein d'envahir la moitié des Provinces pour ſubjuguer l'autre moitié ; on croyoit déjà voir le Gouvernement arbitraire, le deſpotiſme & ſes chaînes paſſer du Canada dans les autres Colonies. Ce fantôme exalta les imaginations angloiſes, & donna de la conſiſtance & la plus grande énergie au parti de

Acte de Québec. Débats dans le Parlement.

l'oppoſition. William Pitt dans la Chambre des Lords & John Wilkes dans la Chambre des Communes firent tonner leur éloquence en faveur des Américains. Ils conjuroient la Mère-Patrie de tendre les bras à des ſujets aigris par l'injuſtice & ſoulevés par la tyrannie; ils préſageoient les ſuites de ces troubles funeſtes, & comparoient l'état préſent de l'Amérique ſeptentrionale à celui de la Grande-Bretagne avant le triomphe de la liberté. « Si nos » pères, diſoit Wilkes, ſuccombant » ſous les coups du pouvoir arbi- » traire, avoient vu périr leurs chefs » ſur des échafauds, ils ſeroient en- » core appellés des Rebelles; ils ont » détrôné, renverſé les tyrans, & » nous célébrons cette révolution » glorieuſe. 1775.

» L'Angleterre, » s'écrioit Lord Chatam, « cette Iſle ſi fiere de ſes » conquêtes & de ſa liberté, a donc » changé ſes loix civiles en ordon- » nances militaires? Comment ce » Peuple, qui tant de fois prodigua » ſon ſang pour éviter le deſpotiſme, » vient-il de courber ſa tête ſous le

1775. » joug, & de forger ses propres » chaînes »?

La voix imposante de cet ancien Ministre à qui l'Angleterre devoit sa grandeur, fit d'abord une vive impression, & l'on crut un moment, que les Troupes de Boston alloient être rappellées; mais les Royalistes en Europe, & le Général Gage en Amérique, mettoient d'éternelles barrieres aux voyes de pacification. Dix mille Bostoniens en état de porter les armes furent vingt fois à la veille d'en venir aux mains, avec les six mille Soldats qui, chaque jour, les insultoient dans leurs propres foyers; par l'imprudence du Gouverneur, peu s'en fallut que Boston ne devînt le théâtre d'un massacre général. Cependant tout sembloit devoir imposer à la fierté de Gage. On faisoit de tous côtés, & presque sous ses yeux, des préparatifs de guerre effrayans. Les Provinciaux s'étoient déjà procuré une artillerie formidable, & comme ils ne vouloient point rester dans la dépendance de l'Europe pour les munitions de guerre, ils avoient proposé des récompenses à quiconque

Dispositions & préparatifs des Américains.

produiroit tant de quintaux de poudre à canon, fabriquée avec les matériaux des Colonies. Gage informé 1775. qu'on préparoit à Salem un nouveau train d'artillerie, conçut le projet de l'enlever à l'inſçu des Habitans. Ses meſures étoient mal priſes, & le Régiment chargé de cette expédition, n'ayant pu réduire les Bateliers qui ſeuls défendoient la côte avec leurs perches & leurs avirons, fut obligé de ſe retirer au milieu des huées. Le Gouverneur comprit enfin qu'il avoit affaire à des hommes & non pas à des eſclaves *mutinés*, qualification injurieuſe qu'il s'étoit d'abord permiſe envers les Anglo-Américains, & dont ils lui faiſoient ſentir chaque jour l'indécence & l'impropriété. Il devoit ſur-tout regretter qu'un Miniſtère aveugle eût aſſocié toute la Nouvelle-Angleterre à l'interdit de Boſton. Cette imprudence venoit d'enchaîner les quatre Provinces à la même deſtinée, de reſſerrer les nœuds déſormais indiſſolubles de la ligue américaine, de ruiner en un mot toute eſpérance de conciliation. Le ſignal de la guerre civile, étoit

donné, & le ſang alloit couler pour
1775. la cauſe de l'indépendance ou de la tyrannie.

Journée de Lexington.

Le Chevalier Gage ſongeoit depuis quelques jours, à ſurprendre le Congrès provincial aſſemblé à Concord. Il fit embarquer pour cet effet, un détachement de huit cens hommes, dont il donna le commandement au Lieutenant Colonel Smith. Cette Troupe alla deſcendre à Philips-Farm, d'où elle ſe rendit à Lexington, où le bruit de ſa marche avoit déjà porté l'alarme. Une Compagnie de Milice attendoit le moment d'y paſſer en revue ; Smith la ſomma de mettre bas les armes, elle ne répondit que par des huées. Quelques Soldats anglois firent feu ſur cette poignée de Provinciaux, & à l'inſtant même, le Commandant irrité de leur bonne contenance, ordonna une décharge générale. Dix-ſept Miliciens furent renverſés & huit moururent ſur la place ; le reſte prit la fuite & vint ſe rallier à quelque diſtance. D'autres Milices raſſemblées à la hâte ſe joignirent à eux, & l'ardeur de la vengeance les précipita ſur les traces de

Smith qu'ils atteignirent aux portes de Boſton. Ils pénétrèrent dans la 1775.
Ville à ſon inſçu, & cent cinquante Américains ſe détachèrent pour lui en fermer l'entrée. Smith croyant n'avoir en tête que ce petit nombre, ſe flattoit déjà d'une ſeconde victoire, lorſqu'il vit accourir au ſecours du détachement une petite Armée avec laquelle il ne put ſe meſurer long-tems. Les Anglois ſe replièrent en déſordre vers Lexington; mais dans cette déroute, ils rencontrèrent le Lord Percy qui venoit les ſoutenir avec mille hommes & deux pièces de campagne. Malgré ce renfort, ils n'oſoient faire face à l'ennemi, & après avoir mis le feu à Lexington, Smith précipitoit ſa retraite, toujours harcelé par les Américains qui l'obligèrent enfin à accepter le combat. Il ſe flatta d'abord de les foudroyer avec ſon artillerie, mais quoique privés de ce ſecours, ils remportèrent la victoire, & pourſuivirent les Anglois juſques dans les fauxbourgs de Boſton. Cette action glorieuſe ne coûta que cent hommes aux Inſurgens. Il y eut du côté des Royaliſtes deux cents morts,

trois cents bleſſés & un grand nombre de priſonniers.

1775.

Camp devant Boſton. Avantages des Américains. Leurs forces.

La nouvelle de ce combat ſe répandit auſſi-tôt dans la Province, & la fureur s'empara de tous les Habitans ; ils coururent aux armes, & dans ce premier mouvement, ils vouloient ſe jeter dans la Ville & maſſacrer la Garniſon Angloiſe. Le ſage Arthemus Ward, leur nouveau général, arrêta cette impétuoſité, & ſaiſiſſant des moyens de vengeance mieux combinés, il vint aſſeoir un camp de vingt mille hommes aux environs de Cambridge. Le Colonel Putnam s'étoit déjà rendu maître d'un poſte avantageux à Roxbury d'où il interceptoit les convois deſtinés pour Boſton. Un détachement des Milices de Connecticut & de Maſſachuſet, venoit de s'emparer du fort de Ticonderago, qui ſous le nom de fort *Carillon*, ouvre la communication du Canada & de la Nouvelle-Angleterre. Le même détachement prit auſſi Cown-Point & Skenesboroug, deux Forts importans, dont la garniſon fut faite priſonnière. Dans ce même tems, on apprit à Boſton l'enlevement

d'un convoi considérable, que la garnison déjà mal pourvue attendoit avec impatience. Gage entouré d'ennemis toujours vainqueurs, & jamais las de vaincre, n'avoit d'espoir que dans les Troupes qui lui venoient d'Angleterre. Howe & Burgoyne s'étoient embarqués avec quatre mille hommes, cinq cens chevaux & cinq Compagnies d'artillerie. D'autres corps de Troupes devoient les suivre, & le Parlement offroit de rétablir les soixante mille hommes des Milices réformées depuis la dernière guerre. Pour mieux assurer la ruine des Anglo-Américains, on parloit dans les Chambres de ne pas se fier uniquement à des Soldats Anglois, & de soudoyer dix mille étrangers pour cette exécution. 1775.

A ces formidables projets, les Colonies opposoient des forces réelles. Un corps de six mille hommes des Milices de Rhode-Island, s'étoit joint à l'Armée d'Artemus Ward devant Boston. L'ordre étoit donné en Pensylvanie pour la levée de vingt mille hommes, dont la destination étoit de se porter en

1775. tous les lieux où les appelleroit l'intérêt de la cause commune. Quatre mille hommes de la même Province furent choisis pour veiller à la sûreté du Congrès général, qui venoit de r'ouvrir à Philadelphie les séances de la seconde année. On distinguoit parmi les Députés, Silas Déane, Samuel Adams & John Hancock qui fut élu Président à la place de Peyton Randolph. Une des premières opérations du Congrès, fut de procéder à la nomination d'un Commandant général de toutes les Troupes Américaines. Parmi les Officiers Généraux, Ward, Putnam, Gates, Schuyler avoient à faire valoir une bravoure éprouvée & des services récens; mais le fameux Lée l'emportoit sur eux par l'éclat de ses talens déjà signalés au Canada, en Allemagne & dans la moitié de l'Europe. Il est à croire qu'il eût obtenu ce premier rang, malgré sa qualité d'étranger, s'il en avoit eu l'ambition; il y renonça pour le bien du service, & remplit, alternativement & sans aucun titre, les fonctions d'Ingénieur, de Commissaire, de Com-

Seconde année du Congrès. Promotion d'Officiers Généraux Washington Généralissime.

mandant d'artillerie & de Général d'Armée. Le choix pouvoit être incertain, entre les quatre autres contendans ; il ne le fut point dès qu'on eut jeté les yeux ſur Washington, qui, livré à la culture de ſes plantations, oublioit dans la retraite ſa renommée & les lauriers, dont il s'étoit couvert au ſervice de l'Angleterre ; elle avoit à ſe reprocher le même oubli. Le danger de la Patrie réveilla l'ardeur martiale de Washington, & il n'eut qu'à ſe montrer pour réunir tous les ſuffrages. Le Congrès le nomma Généraliſſime de ſes Armées. Ward, Schyler & Putnam, eurent le titre de Majors Généraux, & Gates celui d'Adjudant général. Cette promotion faite, Washington & Lée ſe rendirent au camp devant Boſton, ou William Howe venoit de débarquer ſes Troupes. 1775.

Affaire de Bunkers'Hill

Ce Général Anglois qui, l'année précédente, avoit promis à ſes conſtituans, lors de ſon élection au Parlement, de voter en faveur des Colonies, brûloit maintenant de ſignaler ſon courage contre les

1775. Américains. Putnam lui en fournit l'occasion en plaçant deux mille hommes de l'armée de Cambridge sur les hauteurs de Bunkers'hill, poste avantageux auprès de Charles-Town, & dont le Général Gage avoit eu dessein de s'emparer. Cinq cents hommes de Milices de Connecticut venoient de renforcer le détachement de Putnam, qui travailloit à se fortifier dans ce poste. Howe ambitieux de l'en déloger, détacha trois mille hommes de l'Armée Royale, se mit à leur tête, passa *Charles-River*, & vint débarquer à cinq cents pas du retranchement. Il avoit divisé sa Troupe en deux corps; l'un marcha droit à l'ennemi, & l'autre tourna la montagne pour lui couper la retraite; mais les Anglois s'étoit trop avancés; les Soldats de Putnam firent sur eux une décharge qui les força de reculer. Ils revinrent à la charge, & leur seconde attaque fut tout aussi malheureuse que la première. Dans ce désordre Howe fut secouru par un renfort de mille hommes que lui amenoit le Général Burgoyne. Les deux

Troupes réunies pénétrèrent enfin dans les lignes, & les Américains se virent forcés de les abandonner. Mais quoique poursuivis assez vivement, ils trouvèrent le moyen de se rallier, & recommencèrent un combat qui se termina à leur avantage. Les Anglois y furent repoussés jusqu'à trois fois, & cependant ils s'attribuoient la victoire; mais si les Américains abandonnèrent leurs retranchemens, la liste des morts & des blessés attesta la supériorité qu'ils avoient eue sur les Troupes Angloises. D'ailleurs ils étoient de beaucoup inférieurs en nombre, & l'on ne peut contester à Putnam & à ses deux mille cinq cents Miliciens, la gloire d'avoir fait plier à trois reprises différentes, quatre mille hommes, l'élite de l'Armée Royale, & qui avoient à leur tête les deux plus grands Généraux de cette Armée. Cependant les membres de la Chambre haute, dont l'avis étoit de réduire les Colonies par la force, ne cessoient de motiver cet avis sur la lâcheté des Américains. Cette imputation injurieuse étoit bien démentie par 1775.

1775. les faits, & ne pouvoit être énoncée sérieusement dans les graves Assemblées des nobles Pairs ; rien ne prouve mieux, que la décence & l'équité ne présidoient pas toujours à leurs délibérations.

Manifeste du Congrès.

Les Membres du Congrès général mettoient plus de noblesse & de dignité dans leurs reproches, & le manifeste qu'ils publièrent pour justifier leur conduite aux yeux des Nations, offre de vigoureuses & fréquentes sorties contre les Anglois, & ne présente pas une injure directe. Un fragment de cette piece ne sera point déplacé dans notre Histoire, & peut justifier l'idée qu'on s'est faite de l'auguste Assemblée de Philadelphie. « Nous déclarons, » est-il dit dans ce manifeste éloquent & patriotique, « ne vouloir pas » laisser à nos enfans une indigne » servitude. Notre cause est juste, » nos ressources sont grandes ; nous » déclarons, à la face du ciel & de » la terre, que nous employerons, » avec une constance inébranlable, » les armes que nos ennemis nous » ont forcés de prendre, résolus » de mourir libres plutôt que de » vivre

1775.

» vivre esclaves. Nous ne combat-
» tons point pour faire des conquê-
» tes ; nous montrons au monde
» étonné, le triste spectacle d'un
» Peuple outragé sans aucun pré-
» texte, par des adversaires qu'il
» n'avoit jamais provoqués. Ils se
» vantent, ces Ennemis orgueil-
» leux, d'être humains & civilisés,
» & ils nous offrent la servitude ou
» la mort. Nous nous sommes armés
» pour la défense d'une liberté,
» dont nous reçûmes le bienfait avec
» celui du jour, & pour conserver
» des biens acquis par l'honnête
» industrie de nos ancêtres ; nous
» resterons armés tant que nos
» agresseurs continueront leurs hos-
» tilités, tant qu'il nous restera la
» moindre crainte d'éprouver de
» nouvelles insultes ».

Allarmes en Angleterre. La présence de Lord Chatam appaise les troubles.

Les résolutions manifestées dans cette déclaration, n'étoient point une vaine bravade ; elles s'effectuoient chaque jour sous les yeux des Gouverneurs Anglois, qui dissimuloient avec affectation les avantages de l'Ennemi, sans pouvoir étouffer le cri de la Renommée qui les portoit jusqu'à Londres. La nouvelle des

1775. derniers combats avoit jeté l'allarme dans le parti royaliste & dans celui de l'opposition. Le Conseil de ville osa présenter au Roi une adresse où la résistance des Colons étoit appellée un droit naturel qu'il falloit protéger, où les Ministres étoient qualifiés de Corrupteurs, accusés d'un infâme trafic des intérêts de la Patrie, inculpés de tous les excès où peut se porter l'esprit de subversion, de *Papisme* & de tyrannie. On y représentoit le Parlement comme un Sénat d'Esclaves vendus au parti qui mettoit le plus haut prix à leurs suffrages. Sa Majesté Britannique étoit suppliée de vouloir bien chasser ses Ministres & de dissoudre un Parlement qui, dès sa formation, s'étoit vu couvert du mépris national. Les allarmes du Ministère avoit un autre objet; il craignoit que George III ne cédât enfin aux clameurs des mécontens qui, dans leurs murmures, se prévaloient des premieres défaites de l'armée Royale, des formidables apprêts de l'Amérique insurgente, des frais énormes d'une guerre ruineuse & tyrannique, & sur-tout des bruits répandus alors sans fonde-

ment, que la France alloit prendre parti dans cette guerre. Pour prévenir un soulevement inférieur, des invasions étrangeres & l'inconstance de George, la ressource des Ministres fut de recourir aux lumieres du Comte de Chatam qu'ils venoient de proscrire, de ce même Pitt que trente-cinq Lords avoient condamné, qui auroit péri dans la tour de Londres, si la seule voix du Duc de Glocester n'avoit mis de son côté la pluralité des suffrages. On députa cinq Couriers à cet ancien Ministre, qui, comblé d'ans & de gloire, n'étoit sensible qu'aux malheurs de son ingrate Patrie. Il vole à son secours, & la présence de ce généreux Citoyen appaise les murmures. Le Ministere profite de ce calme & rejette les conseils de Chatam. On parloit de paix dans les Chambres du Parlement, & l'on donnoit des ordres pour mettre tout à feu & à sang dans les Provinces Américaines. 1775.

Ces ordres barbares trouvoient des exécuteurs ardents à remplir les vues du Ministère; & si les sept mille hommes qui restoient à peine, des seize mille soldats envoyés au Che-

Cruautés exercées contre les Américains.

valier Gage depuis l'interdit de Boſ-
1775. ton, ne pouvoient plus tenter d'entrepriſes bien meurtrieres, on ſe dédommageoit ſur les priſonniers Américains, du mal qu'on ne pouvoit faire aux Américains en liberté. Gage ſe porta contre eux à des excès d'inhumanité qui lui attirèrent de la part du Général Washington des reproches & des menaces. Il répondit qu'il devoit ce traitement à des Rebelles, & cette réponſe imprudente expoſa les Anglois à des repréſailles d'autant plus redoutables, que le nombre des priſonniers royaliſtes étoit le triple des priſonniers inſurgens. Lord Dunmore, ce tyran de la Virginie, dont il ſe diſoit Gouverneur, privé de ſes fonctions dans l'intérieur de la Province, s'amuſoit ſur les côtes à ravager & brûler des villages. Il avait fait une deſcente à Norfolk, & ſe propoſoit d'y fixer ſon Gouvernement; mais les Milices des environs le forcèrent bientôt à ſe rembarquer. Il ſignala ſa fuite par l'incendie de cette Ville qui fut embrâſée dans un inſtant; pluſieurs habitans périrent dans les flammes; on y comptoit beaucoup d'Anglois attaché par état au parti des Roya-

listes. Quant aux richesses, on porta le dommage jusqu'à trois cents cinquante mille livres sterling. Gui Carleton, Gouverneur du Canada, exerçoit des violences d'un autre genre contre tous ceux qui, mécontens du Gouvernement arbitraire, laissoient exhaler des plaintes contre la Loi martiale & les autres abus d'une administration toute militaire. En vertu de cette Loi tyrannique, il fit pendre comme rebelles plusieurs Colons, dont tout le crime étoit de soupirer après l'ancien Gouvernement.

1775.

Ces faits eurent lieu sous le Génl Murray.

Carleton régnoit en despote sur les malheureux Habitans de cette vaste Province; les pouvoirs qu'il avoit reçus de la Métropole ne connoissoient point de bornes. Comme il y joignoit beaucoup de talent & d'expérience dans l'art de la guerre, il étoit de l'intérêt des Provinces confédérées, de protéger les Canadiens contre ce Gouverneur non moins habile qu'entreprenant, & de faire ainsi diversion au projet qu'il avoit formé, disoit-on, de venir attaquer Philadelphie. Le danger paroissoit instant, & pour éviter toute

1775. ſurpriſe, le Congrès avoit déjà transféré ſes aſſemblées à Harfort. On craignoit une invaſion dans la Nouvelle-Angleterre, & il fut décidé qu'on tenteroit une invaſion dans le Canada. Ce projet imaginé par Washington, & dont l'armée Royale ne pouvoit gêner l'exécution, offroit d'un autre côté des obſtacles preſqu'inſurmontables. Il falloit traverſer des routes difficiles pour le tranſport des bagages & de l'artillerie; les préparatifs de l'expédition exigeoient des frais énormes; on ne ſavoit comment pourvoir à l'approviſionnement des Troupes en pays ennemi. Ces conſidérations firent changer d'abord l'objet de l'entrepriſe, & il ne fut plus queſtion d'envahir cette grande Province, mais d'y faire une diverſion utile. Il ſuffiſoit pour cela d'une très-petite armée, & les Généraux Schuyler & Montgommery, furent chargés de la conduire dans le haut Canada par la route des Lacs. Sur ces entrefaites, le Colonel Arnold, guerrier peu connu juſqu'alors, vint offrir un autre plan d'expédition plus hardi, plus déciſif &

Projet d'une invaſion dans le Canada.

d'une exécution encore plus difficile. Il s'agiſſoit de porter l'allarme juſqu'aux pieds des remparts de Quebec par un chemin regardé comme impraticable.

1775.

Marche d'Arnold.

Ce projet d'abord combattu, mais préſenté avec cette aſſurance qui préſage le ſuccès, fut approuvé de Washington, & le brave Arnold partit avec douze cents hommes pour Newberry, ſur la rivière de Merrimack. Il y embarqua ſes troupes, qui, arrivées à l'embouchure du Kenebec dans la Nouvelle-Hampshire, le remontèrent juſqu'à ſa ſource. Deux cents bateaux les reçurent à Gardenevtown ; mais les cataractes, la rapidité du courant & les gués de la riviere, néceſſitoient de fréquens portages qui accabloient les ſoldats; ils étoient obligés à tout moment de charger les bateaux ſur leurs épaules, & ils eurent à ſoutenir ce travail incroyable, pendant douze milles, dans un ſeul portage. Il leur falloit traverſer des montagnes, des rochers & des précipices juſqu'alors inacceſſibles aux hommes ; des bois non moins anciens que le continent, des marais bourbeux & profonds

1775. qu'ils affermissoient en les franchissant. Leurs plus fortes journées étoient de six milles, & ils n'avoient de vivres que pour un petit nombre de jours. Lorsqu'ils arrivèrent à la source du Kenebec, la disette, les maladies, la désertion avoient réduit la Troupe à six cents cinquante hommes. Dans cette marche digne d'Annibal, Arnold les animoit par son exemple; il soutint leur courage jusqu'au terme desiré de tant de fatigues. Les Canadiens les reçurent comme des frères, des amis & des défenseurs, & leur fournirent à crédit d'abondantes provisions. La garantie personnelle du Général Washington avoit paru suffisante aux Canadiens, pour assurer leur dette; mais l'invitation qu'il leur faisoit par une proclamation qu'Arnold se hâta de publier, ne put les déterminer à se ranger sous l'étendard de la liberté. L'influence du pouvoir arbitraire avoit déjà produit une partie de son effet; leur courage commençoit à s'énerver & il n'y en eut que trois cents qui osèrent s'enrôler dans la Troupe d'Arnold.

Montgommery fut plus heureux

à cet égard. Il étoit à peine arrivé au Fort Saint-Jean qui commande l'entrée du haut Canada, que deux mille habitans vinrent grossir sa petite armée. Cet habile Officier avoit déjà sçu débaucher un assez grand nombre de Sauvages; mais il venoit de perdre un détachement par l'imprudence d'un certain Allen qui, sans ordre du Général, avoit tenté de surprendre Montréal & s'étoit laissé battre par un parti de Royalistes. Cet Aventurier fut pris avec quarante de ses Compagnons, & le Général Prescot ne leur épargna pas les mauvais traitemens. Carleton les envoya pieds & mains liées en Angleterre, où l'on commença l'instruction de leur procès. Ils furent relâchés après quelques mois d'une prison rigoureuse, & ne durent leur salut qu'à la crainte des représailles.

1775.

Prise du Fort Saint-Jean.

Quoique privé de Schuyler qui étoit allé conclure un traité avec les Sauvages, Montgommery n'en poussa pas moins vigoureusement le siége du Fort Saint-Jean. Pour se procurer les provisions qui commençoient à lui manquer, il résolut d'attaquer le Fort Chambly; cette place ne

tint pas plus d'un jour. Il y trouva des
1775. vivres, du canon & cent vingt barils de poudre. Cet avantage décida la prise du Fort que Prescot défendoit courageusement en attendant les secours que lui amenoit Carleton; mais le prévoyant Montgommery avoit détaché de son armée un parti de cinq cents Braves, qui vinrent à la rencontre du Gouverneur, le joignirent à Longueil, dissipèrent sa Troupe qui étoit de mille hommes, & le forçèrent à se retirer avec les débris de son détachement. Montgommery avoit poussé les travaux du siége jusqu'aux ouvrages intérieurs du Fort Saint-Jean; il se disposoit à l'assaut, lorsque le parti vainqueur de Carleton reparut avec les prisonniers. Sans perdre de temps, les Assiégeans firent sommer Prescot de capituler, & comme cet Officier n'avoit plus d'espoir d'être secouru, il se rendit le 3 Novembre, jour auquel Arnold avoit pénétré dans la partie basse du Canada. Montgommery n'abusa point de ses avantages. Le Commandant du Fort sortit avec les honneurs de la guerre; les Officiers gardèrent leurs épées, &

il y a ici plusieurs erreurs de dates

la Garniſon emporta tous ſes bagages.

1775.

Dangereuſe poſition du Gouverneur Carleton.

Cependant Carleton étoit enfermé dans Montréal, & Montgommery ſe préparoit à former le ſiége de cette Ville, trop foible pour réſiſter long-temps. Les Habitans proposèrent une capitulation; le Général Américain en accorda tous les articles, hors un ſeul qui étoit la retraite du Gouverneur. S'il n'y avoit point de ſûreté pour lui dans la Ville, on s'étoit précautionné pour qu'il y en eût moins encore à bord des vaiſſeaux. Des batteries élevées au confluent de la rivière Sorel & du fleuve Saint-Laurent, leur fermoient tout chemin à la retraite, & des bateaux armés d'artillerie légère les forçoient de ſe porter ſous le feu de ces batteries. Il paroiſſoit impoſſible que le Gouverneur échappât; mais une nuit plus ténébreuſe que les autres, trompa la vigilance des Américains, & Carleton, déguiſé en Matelot, ſe ſauva dans un bateau & fut conduit ſans accidents à Québec.

Siége de Québec.

Depuis trois jours, Arnold échappé à mille dangers avoit campé

sa petite Armée aux environs de cette
1775. place où Montgommery devoit le joindre avec l'élite de ses Troupes & une bonne artillerie. La rigueur de la saison suspendoit les combats dans toute l'Amérique, & ces deux Généraux alloient assiéger la plus forte place du continent. Les neiges & les glaces ne ralentissent point l'ardeur de Montgommery, il arrive devant Québec avec une célérité incroyable, & tandis que la Troupe d'Arnold occupe les avenues de cette Ville & lui coupe toutes les issues, il fait ses dispositions pour une attaque générale. Avant que de rien entreprendre, il crut devoir écrire au Gouverneur pour le sommer de se rendre & de prévenir les suites d'un assaut. L'intrépidité de Carleton, incapable de céder à la force, ne fut pas sans doute ébranlée par des menaces; il fit tous les préparatifs nécessaires pour une belle défense. Sa bravoure en inspira même aux plus timides, & sans excepter le Clergé Catholique qu'il protégeoit, tous les Habitans de Québec ambitionnèrent de se montrer courageux dans cette journée.

De leur côté les assiégeans se flattoient d'arborer incessamment l'étendard de la liberté sur les remparts de la place assiégée. Montgommery étoit résolu de périr ou de réaliser l'espoir de ses Concitoyens. Pour choisir un genre d'attaque conforme à cette résolution, son premier dessein avoit été de forcer la haute Ville, que les Assiégés croyoient imprenable. Dans cette confiance, ils s'étoient portés avec toutes leurs forces dans la basse-Ville, & le succès eût couronné l'entreprise du Général Américain, si des traîtres n'avoient instruit Carleton de toutes les dispositions de Montgommery. Aux mouvemens de la Garnison, ce Général comprit qu'il étoit trahi. Il changea tout-à-coup l'ordre de ses attaques & fit semblant d'assiéger les deux Villes à la fois, quoiqu'il n'y eût que la basse-Ville d'assiégée réellement. Cette habile manœuvre jeta l'alarme dans Québec & favorisa les efforts d'Arnold, qui s'étant emparé de la première batterie alloit emporter la basse-Ville, lorsqu'un boulet de canon lui fracassa la jambe & le força d'abandonner 1775.

le combat. Montgommery redoubla d'effort, & pendant quelques heures ſoutint tout le poids du commandement avec un ſang-froid qui le diſputoit à ſa valeur. Il s'étoit déjà ſaiſi d'un poſte & alloit s'emparer du ſecond; mais il ne devoit point entrer dans Québec. Un boulet de canon l'arrêta dans ſa courſe triomphante, & ſa mort ſauva la Ville. Les Compagnons d'Arnold ignoroient ce malheur, & quoique privés de leur Chef, pendant trois heures, ils diſputèrent la victoire contre une Garniſon raſſurée par leur petit nombre qui n'étoit plus que de trois cents. Ils furent obligés de céder, & ſe rendirent priſonniers de guerre. Les Soldats de Montgommery n'eurent pas la conſolation de rendre à leur Général les honneurs de la ſépulture; (1) Carleton avoit

1775.

Mort de Mongommery.

(1) Le Congrès fit ériger à ce Héros de la liberté, un Mauſolée dans la Salle d'Aſſemblée Générale de Philadelphie. Montgommery fut pleuré même des Anglois. Les plus fameux Orateurs du Parlement jeterent des fleurs ſur ſa tombe, & Lord North fit ſon éloge. « Je conviens, diſoit» il en parlant de Montgommery, que

ſait enlever ſon corps, & il ſe chargea de ce ſoin en ennemi généreux. 1775.

Le brave Arnold toujours arrêté par ſa bleſſure, gémiſſoit de ce déſaſtre & pleuroit la mort d'un Héros ſon ami, ſon compagnon & ſon maître dans le métier de la guerre. Il voyoit avec douleur l'armée Américaine réduite à huit cents hommes. Quoique malade, il raſſembla ces 1776. foibles débris, ſe mit à leur tête, & vint attendre à trois milles de Québec des renforts que le Congrès négligea de lui envoyer. Cette Aſſemblée avoit trop compté ſur le patriotiſme, l'énergie & le mécontentement des Canadiens; elle croyoit d'ailleurs tout poſſible à la bravoure d'Arnold, qui fut élevé au grade de Brigadier Général en récompenſe de ſes glorieux efforts. Cette Campagne digne des tems héroïques, l'avoit déjà comblé de gloire, & dans ſes défaites mêmes, il s'y montra toujours un excellent

---

» c'étoit un Guerrier brave, généreux, » humain; mais avec toutes ces belles » qualités, ce n'étoit pourtant qu'un re- » belle ».

1776. homme de guerre. Ne comptant plus ſur les ſecours du Congrès, il n'avoit de reſſources que dans la Garniſon de Montréal, où Woſter commandoit à ſa place. Il manda cet Officier, avec ordre de lui amener cinq cents hommes & toute ſon artillerie ; ce foible renfort lui paroiſſoit ſuffiſant pour tenter de nouvelles entrepriſes. Il réſolut de changer le ſiége de Québec en blocus, & ſut rendre ainſi ſa petite Armée formidable, même au cœur de l'hiver. Elle intercepta des convois, brûla les Fauxbourgs de Saint-Roch & de Saint-Jean, défit un parti de Canadiens envoyés au ſecours de la Ville ; mais tous ces ſuccès n'étoient point déciſifs, & les Américains redemandoient un ſiége. Arnold en fait les préparatifs, & n'eſt pas plus heureux que la première fois. Les renforts envoyés d'Angleterre arrivoient au ſecours de Québec, & déjà les frégates Angloiſes *la Surpriſe*, *l'Iſis* & *le Martin* paroiſſoient à l'embouchure du fleuve Saint-Laurent. Ces trois vaiſſeaux entrèrent dans le port le 6 Mai 1776, & Arnold ſe hâta de lever le ſiége pour aller établir

1776.

Affaires du poste aux Cèdres & des trois-Rivières. Retraite d'Arnold.

ſes Troupes dans quelque poſte d'où il pût tenir en échec les dix mille hommes qui alloient ſe trouver réunis par l'arrivée du Général Burgoyne.

Il fut réſolu dans un Conſeil de Guerre d'évacuer Montréal & de ſe retirer au Fort Saint-Jean ; mais la lâcheté du Major Butterfield qui céda ſans coup férir au Capitaine Foſter le poſte aux Cedres, & la priſe d'un renfort envoyé pour ſoutenir ce poſte, réduiſirent Arnold à une telle extrémité, qu'il ſe vit forcé de ſonger à la retraite. Il apprit en même tems que Burgoyne venoit d'arriver avec une Armée, & que des Régimens Anglois s'étoient mis en marche pour le bourg des Trois-Rivières où étoient le rendez-vous marqué par Carleton. Les Américains venoient enfin de recevoir quelques renforts ; ils formèrent le projet de ſurprendre les Troupes Européennes, & le Général Thompſon fut chargé de cette expédition ſecrète. Le projet ayant été découvert, la ſurpriſe n'eut pas lieu ; & il fallut combattre l'ennemi en raſe campagne. Thompſon n'avoit que

1776. douze cents hommes à oppoſer à quatre mille ; cependant les lignes Angloiſes furent rompues à la première attaque ; mais le feu de leur mouſqueterie & de pluſieurs canons chargés à mitraille, força les Américains à ſe retirer en déſordre. Ils eurent deux cents hommes pris dans cette déroute, & Thompſon fut de ce nombre. On le conduiſit aux Généraux Carleton & Burgoyne qui venoit de joindre l'Armée, & dès ce moment ils projetèrent ſon échange avec le Général Preſcot. Arnold n'avoit plus dans le Canada de poſte aſſez bien fortifié pour s'y pouvoir maintenir ; il ſe hâta d'effectuer ſa retraite, & ſur-tout de la rendre utile à ſon parti ; malheureuſement un de ſes moyens fut d'incendier les places qu'il étoit obligé d'évacuer.

Préparatifs pour la Campagne prochaine. Forces reſpectives des deux partis.

Tandis que la guerre régnoit, malgré l'hiver, dans les plaines du Canada, les hoſtilités étoient du moins ſuſpendues dans les autres Provinces de l'Amérique ſeptentrionale ; mais on y employoit ce tems de calme aux préparatifs d'une défenſe vigoureuſe & proportionnée aux

aſſauts dont les menaçoit la Grande-Bretagne. La Cour de Londres avoit traité, à l'inſu du Parlement, avec le Duc de Brunſwick, le Landgrave de Heſſe & le Comte de Hanau, qui lui prêtoient dix-ſept mille hommes pour faire la guerre aux Américains. Lord Germaine ne ceſſoit de répéter que ces mercenaires, réunis aux Troupes Nationales, alloient former un corps d'Armée ſuffiſant pour réduire, en moins d'une année, toutes les Provinces rebelles; & les autres Miniſtres, ſes fidèles échos, voyoient ou faiſoient ſemblant de voir dans les cinquante mille hommes qui devoient la compoſer, une Puiſſance invincible à laquelle les Colonies n'oſeroient oppoſer de réſiſtance. Les Antagoniſtes du Miniſtère qui avoient à leur tête les Ducs de Gloceſter & de Cumberland, regardoient cette Armée comme déjà vaincue, & déclaroient publiquement qu'il ne falloit attendre de ces Troupes mercenaires & par conſéquent infidelles & ſéditieuſes, que de l'indiſcipline, de la révolte & des trahiſons. Ils ne fondoient pas de meilleures eſpérances ſur les Troupes

1776.

1776. Nationales, qu'ils repréſentoient comme un ramas de bandits recrutés pour la plupart, dans les cachots & les mauvais lieux de la Capitale. Ils peignoient des mêmes couleurs les équipages de la flotte armée pour la grande expédition d'Amérique. Cet aveu de Lord Suffolk prouve bien qu'à cet égard, la Marine Angloiſe n'étoit pas ſans reproches. « J'entends, dit ce Miniſtre en pleine » Chambre, que l'on reçoive ſur » nos vaiſſeaux des vagabonds & » des gens repris de Juſtice. La » vertu des Matelots d'un vaiſſeau » de guerre eſt-elle donc aſſez pure » pour qu'on la puiſſe croire ſouillée » par une telle aſſociation ? »

Quoiqu'il en ſoit de ces reproches plus ou moins juſtifiés par la conduite des Troupes Angloiſes ou Allemandes, tranſplantées dans l'Amérique ſeptentrionale, n'étoit-ce pas trop préſumer d'une Armée de cinquante mille hommes raſſemblés ſans choix, que d'attendre de leur valeur, dans le court eſpace d'une année & ſous un ciel étranger pour eux, la conquête de treize Provinces unies pour la défenſe de la liberté, &

résolues de la faire triompher, ou de s'ensevelir sous les ruines de la Patrie. Rien ne prouve mieux cette résolution que le parti sans doute imprudent, mais vraiment courageux, qu'avoient pris tous les Habitans des Côtes, de transporter au camp devant Boston leurs effets les plus précieux, & de les garantir ainsi du pillage. L'ordre en étoit donné & l'exécution alloit le suivre, si les réflexions d'un Patriotisme mieux entendu ne l'avoient fait révoquer. En effet c'étoit exposer au hasard d'un combat les richesses de six cents lieues de Côtes, & d'après un calcul mieux raisonné des forces de la nouvelle République, il fut démontré que les Colonies pouvoient défendre leurs biens sans les déplacer. Leurs Milices se montoient à quatre cents vingt-huit mille hommes. Quoique peu excercées, ces Troupes ne manquoient pas de courage, comme on affectoit de le croire à Londres. Si tous les Officiers n'étoient pas des Washington & des Montgommery, tous étoient alors animés de cet esprit républicain qui exclut l'intérêt personnel & qui n'ad-

1776.

met ni trahiſon ni lâcheté ; à leur
1776. bravoure perſonnelle, ils joignoient cet enthouſiaſme qui la communique. Cinquante mille Européens ne pouvoient triompher conſtamment des forces de l'Amérique confédérée. Les ſeuls corps raſſemblés dans la Nouvelle-Angleterre formoient ſoixante mille hommes, dont vingt-huit mille avoient à leur tête le Général Washington ; il n'en falloit pas davantage pour faire face à l'Armée Royale. La Virginie & les deux Carolines avoient levé des Légions qui, au nombre de quarante mille hommes, apprenoient la diſcipline ſous le Général Lée. Schuyler devoit commander une Armée conſidérable dans la Nouvelle-York. La politique du Congrès étoit de n'employer à la fois que la moitié de ces Troupes ; l'autre moitié devoit ſe tenir diſperſée dans les Bourgs & dans les Villages, toujours prête à ſe raſſembler au premier ſignal.

Les Américains avoient des ports bien fortifiés ; mais leur Marine étoit foible en comparaiſon des forces de terre. Leurs grands bâtimens n'é-

toient que de cent trente pieds de quille & ne pouvoient porter plus de quarante canons; encore n'en avoient-ils que ſept à huit de cette force avec trente-cinq frégates, dont ſept de trente à trente-ſix canons, & les autres bien plus foibles. Il eſt vrai que l'échantillon de ces bâtimens étoit fort, & le même pour les vaiſſeaux de quarante canons, que celui de nos vaiſſeaux de ligne. L'Amérique n'avoit point de Conſtructeurs en état d'entreprendre des vaiſſeaux de ce rang, & ſes forêts trop âgées ne donnent pas des bois propres à cette conſtruction. On peut dire que ſes forces navales conſiſtoient dans un grand nombre de corſaires & environ trente mille Matelots. La ſeule Province de New-York en fourniſſoit dix mille & près de ſoixante bâtimens : le Jerſey, la Caroline ſeptentrionale, le Maryland, la Virginie, la Nouvelle-Hampshire, Rhode-Iſland & la Penſylvanie même étoient beaucoup moins riches à cet égard. Les Comtés de Newcaſtle, ceux de Kent & de Suſſex, & la Province de Connecticut n'avoient pas un matelot. Ce-

1776.

1776. pendant la Marine insurgente suffisoit dès-lors pour intercepter le commerce d'Angleterre; les flottes Royales ne pouvoient les garantir de cet essaim de corsaires qui venoient croiser jusques sur les côtes d'Irlande.

Telles étoient les dispositions & les forces respectives des deux Puissances, lorsque William Howe parut à Boston avec le titre & les pouvoirs de Général & de Gouverneur. Le désespoir & la famine régnoient dans cette ville, & de fréquentes désertions grossissoient chaque jour le camp général de Cambridge, où des Anglois pâles & défigurés venoient demander du pain aux Américains abondamment pourvus de vivres. Mais au milieu de cette abondance, ils avoient à combattre l'intempérie de la saison; leurs tentes & leurs vêtemens en lambeaux les défendoient mal contre les rigueurs d'un froid excessif qui en porta quelques-uns à dépouiller leurs prisonniers. Ce fut la matière d'un reproche long-tems rebattu de la part des Royalistes, à qui l'on opposa les traitemens exercés contre les

les Américains entassés dans des cachots affreux, livrés à la rage des Sauvages, ou massacrés par le fer des Allemands. 1775.

Siége de Boston.

Cependant le printems s'annonçoit, & la position des deux Armées alloit devenir bien différente. Howe plus habile que son prédécesseur le Chevalier Gage, n'étoit pas plus heureux; il avoit tenté plusieurs sorties, qui toutes lui avoient mal réussi. Sa derniere ressource étoit d'évacuer Boston, & de l'incendier conformément aux ordres de la Cour; il en étoit réduit à cette extrêmité, lorsque Washington prévint ce désastre par un autre. Il méditoit depuis quelques jours, le bombardement de la Ville; l'exécution de ce projet commença vers la pointe de Lechmore, d'où il fit jeter deux cens bombes en moins d'un jour. Pendant ce temps, il s'emparoit secrétement des hauteurs de Dorchester, ou le Général Thomas vint se retrancher avec trois mille hommes, après y avoir établi une batterie de canons qui foudroyoit l'Armée Royale. Jamais artillerie ne fut mieux servie, & les assiégés comprirent

qu'il y avoit des Artilleurs Euro-
1776. péens dans l'Armée de Washington.
De ſon côté, la garniſon faiſoit un
feu terrible ; mais Howe ne ſe
flattoit pas de ſoutenir long-tems
une attaque ſi vive. La poſition de
ce Général étoit cruelle ; il ne pou-
voit ſe maintenir dans Boſton, &
pour en ſortir, il ne voyoit que
des iſſues toutes également dange-
reuſes. Les poſtes des Américains
commandoient la Ville & la ſeule
grève où l'Armée put s'embarquer.
L'Amiral Suldham lui fit dire que
ſi l'on ne ſe hâtoit de les en déloger,
il faudroit lever l'ancre ou riſquer
de voir les vaiſſeaux anglois couler,
à fond. Howe ne pouvoit conſen-
tir au départ de la flotte, ſans ôter
à ſon Armée tout moyen de re-
traite. Il tint un Conſeil de guerre
où il fut réſolu qu'on attaqueroit
les hauteurs de Dorcheſter. Cinq
Régimens s'embarquèrent à ce deſ-
ſein, & les vents contraires firent
manquer deux fois l'entrepriſe. Ce-
pendant le feu de l'artillerie amé-
ricaine continuoit de foudroyer la
Ville ; pour ne pas ſe voir enſeveli
ſous ſes ruines, Howe fut d'abord

tenté d'y mettre le feu, & à la faveur de l'incendie, de gagner la flotte avec fon Armée; mais ce parti violent expofoit l'arrière-garde à la jufte vengeance de l'ennemi, & le Général Anglois fe conduifit plus fagement, en renonçant à l'incendie de Bofton, aux conditions qu'on ne troubleroit point fa retraite. Washington en donna fa parole; mais avec la claufe de ne rien détruire dans la ville, & de la remettre telle qu'elle fe trouvoit au moment de la convention. Le Général Anglois promit ce qu'on voulut, & ne fut pas de bonne foi fur tous les points. Voulant rendre inutile à l'ennemi la groffe artillerie, il effaya de faire crever les mortiers & les canons; Washington en fut inftruit, & força les Anglois à précipiter leur embarquement qui fe fit dans le plus grand défordre. Howe alla fe jeter dans le fort Guillaume, dont les Américains auroient dû s'emparer au moment de l'évacuation de Bofton; il en fit fauter la forterefle à la vue des ennemis, & rendit ainfi fa retraite sûre, tranquille & glorieufe. Quoi qu'on ait pu

1776.

Howe, eft forcé d'évacuer Bofton. Il fe retire à Hallifax.

dire ſur l'évacuation de cette Capita-
1776. le de la Nouvelle Angleterre, la conduite du Chevalier Howe avoit été celle d'un habile Général ; Boſton mal fortifié par la négligence ou par l'incapacité du Général Gage, ne pouvoit oppoſer une longue réſiſtance aux forces ſupérieures de Washington.

Celles des Anglois en Amérique ſe réduiſoient alors à huit ou dix mille hommes battus & découragés. Howe ne crut pas devoir les expoſer dans ce moment aux haſards d'une entrepriſe périlleuſe, & il dirigea ſa route du côté d'Hallifax, où devoit ſe faire la réunion des Troupes Angloiſes & Allemandes, que conduiſoit l'Eſcadre commandée par le Lord Howe ſon frere. Washington ignoroit que l'Armée Royale eût fait voile vers l'Acadie ; il craignit qu'elle n'allât porter la guerre dans la Nouvelle-York, & ſans perdre de tems, il envoya des renforts conſidérables à Lord Steiling, qui commandoit dans cette Province, & qui fit ſes diſpoſitions pour bien recevoir l'ennemi ; mais le démon de la guerre ſuſpendoit un moment

ſes fureurs dans l'Amérique ſeptentrionale ; ce moment de calme fut ſignalé par la reconnoiſſance des Boſtoniens. Dans l'ivreſſe de leur joie, ils délibérèrent qu'il ſeroit élevé un monument public en mémoire de leur délivrance, & pendant pluſieurs jours, ce ne fut qu'illuminations, feſtins & danſes militaires où de jeunes gens couronnés de lauriers chantoient des vers à la louange de Washington le Héros de toutes ces fêtes. Les noms de Patrie, de Liberté & d'Indépendance étoient répetés dans toutes les bouches. La levée de l'interdit de Boſton fut un événement célébré par des réjouiſſances publiques dans les douze Provinces confédérées, & l'effet le plus heureux que produiſit cette nouvelle, fut de hâter l'aſſociation de la Géorgie. Elle envoya ſes députés au Congrès, refuſa des vivres aux Royaliſtes, leur brûla des vaiſſeaux, & pour leur interdire tout accès dans ſes ports, fit combler l'entrée de la riviere Savannah.

1776.

Réjouiſſances publiques

Cependant le plan de la Campagne tracé dans le cabinet anglois ſembloit

Plan de la Campagne.

être au moment de ſon exécution.
1776. Suivant ce plan moins ſage qu'imposant, après l'arrivée de la grande Eſcadre de Lord Howe, William ſon frere devoit ſe porter, avec ſes huit mille hommes, dans le Jerſey, où il trouveroit d'abondantes ſubſiſtances. Tandis que les vaiſſeaux ſeroient employés à rompre les communications de cette Province avec la Penſylvanie, qu'une partie des Troupes envahiroit la Nouvelle-York, & que trente mille hommes commandés par le même William feroient une conquête aiſée de toutes les Provinces du milieu, Burgoyne à la tête de douze mille hommes, & Carleton avec ſes Canadiens & ſes Sauvages, traverſeroient les lacs, & parcourant & ſaccageant l'intérieur de l'Amérique ſeptentrionale, iroient ſe joindre aux dix mille hommes des Cornwalis & de Clinton, & ſe porteroient avec eux juſqu'à New-York. L'inveſtiſſement de toute l'Amérique ſeptentrionale ainſi effectué, il ne ſeroit pas difficile de réduire les Provinces rebelles du Midi. On attendoit les plus heureux effets des intelligences que les Gouver-

1776.

neurs Martin & Dunmore continuoient d'entretenir avec les faux freres du parti républicain.

Ils étoient encore en assez grand nombre dans la Caroline du Nord, & le 27 Février de cette même année, leur Capitaine Mc-Donald avoit opposé trois mille Torys à douze cents Insurgens, commandés par le Colonel Coswel. Ces derniers n'en furent pas moins victorieux; ils tuèrent aux ennemis quarante-deux Officiers, & leur enlevèrent leur caisse militaire qui étoit de quinze mille livres sterling. Cet échec, dont la nouvelle avoit été portée à Londres, ne fit rien changer au plan de conquête générale, & il fut décidé qu'on la commenceroit par une invasion dans les deux Carolines. Après de longs débats où l'avis de Lord Germaine prévalut contre celui de Lord Sandwich, on étoit convenu d'attaquer Charles-Town, & d'armer pour cette expédition une flotte sous les ordres du Chevalier Parker. Les préparatifs de cet armement avoient duré plus de cinq mois en Angleterre, & la navigation de Parker, ne fut pas

1776. heureuſe ; il arriva trop tard, & les Caroliniens s'étoient mis en état de le bien recevoir. Cependant le Général Clinton l'attendoit avec la plus grande impatience ; depuis deux mois il avoit à ſoutenir de fréquentes eſcarmouches de la part des Inſurgens, & ſes Troupes affoiblies ſe montoient tout au plus à trois mille cinq cents hommes ; mais le renfort que lui apportoit la flotte étoit composé de Soldats accablés de fatigues, & pour long-tems hors d'état de ſoutenir les travaux d'un ſiége.

Projet d'attaque contre Charles-Town.

Deux vaiſſeaux de cinquante canons, ſix frégates, une galiote à bombes & pluſieurs bâtimens armés compoſoient l'Eſcadre Angloiſe, & ç'en étoit bien aſſez pour forcer Charles-Town, ſi elle avoit été puiſſamment ſecondée par les Troupes de terre, & qu'elle eût eu en tête des ennemis armés pour une autre cauſe que celle de la liberté ; mais de toutes les Provinces confédérées, la Caroline méridionale étoit la plus impatiente du joug, & ſes Milices aguerries ſous la diſcipline du Général Lée, avoient appris à combatre, &, s'il le falloit,

à mourir pour les intérêts de la Patrie. Douze mille de ces Républicains formoient la garniſon de la Ville, & ſe préparoient à la plus vigoureuſe réſiſtance, lorſque l'Eſcadre parut devant l'Iſle de Sullivan, à l'entrée de la riviere d'Aſley, ſur laquelle eſt ſituée Charles-Town. Dix-neuf canons défendoient l'accès de la principale fortereſſe de l'Iſle; mais le Chevalier Parker en avoit trois cents, & pour fortifier ſes équipages, il avoit tiré des vaiſſeaux de tranſport un grand nombre de Volontaires. Son deſſein étoit d'inveſtir le Fort tant par mer que par terre, & pour favoriſer le débarquement des Troupes, il commença l'attaque avec les deux vaiſſeaux, la galiote & trois frégates. Un des baſtions étoit déjà battu en ruines; & comme il étoit important de couper la retraite aux aſſiégés & d'empêcher toute communication avec Charles-Town, les trois autres frégates reçurent ordre de ſe fixer à la pointe occidentale de l'Iſle. Elles y échouèrent par l'ignorance du Pilote, & il fallut brûler l'*Actéon*.

1776.

Attaque du Fort de Sullivan, le 28 Juin.

1776. La galiote continuoit de jeter des bombes, dont la forteresse n'étoit que foiblement endommagée. Les Américains n'avoient pas encore fait usage de leur artillerie; ils dirigèrent enfin tout leur feu sur les deux vaisseaux, le *Bristol* & l'*Expériment*.

Cependant Parker avoit beau répéter les signaux, l'Armée de terre ne secondoit point l'Escadre. Clinton avoit débarqué ses Troupes dans une Isle qui, à la marée basse, communique par un gué avec l'Isle de Sullivan, & où il trouva sept pieds d'eau lorsqu'il voulut tenter le passage: faute des préparatifs nécessaires, il se vit forcé de rester dans l'inaction, tandis que Parker essayoit de suppléer au défaut de l'Armée, en faisant attaquer les retranchemens avec des Soldats de marine qui n'étoient point exercés à cette espèce de guerre. Ils furent repoussés trois fois avec perte, & la communication qu'un pont de bateaux entretenoit du Fort au continent, ne fut point interrompue. Les assiégés fatigués de combattre étoient remplacés par de nouvelles Troupes

1776.

qui, après un feu de neuf ou dix heures, forcèrent enfin le Chevalier Parker à regagner le mouillage avec ses vaisseaux désemparés. Le *Bristol* avoit perdu deux de ses mâts, & il étoit percé jusqu'à l'eau dans toute sa longueur. Il y eut trois cents cinquante hommes tués ou blessés sur l'Escadre Angloise, & l'on en compta tout au plus trente-six du côté des Insurgens.

Mort héroïque du Capitaine Morris.

Parmi les quinze Officiers tués à bord des vaisseaux, on ne peut trop distinguer le Capitaine Morris, commandant le *Bristol* sous le Chevalier Parker. Dès le commencement de l'action, il avoit reçu deux blessures dangereuses, dont une l'obligea sur le champ de se laisser couper le bras. Deux Chirurgiens étoient occupés de cette opération douloureuse, lorsqu'un boulet rouge perça les bordages & vint les frapper à côté de Morris. Ce brave Officier impatient de reprendre le commandement, se fait reporter sur le tillac, & laisse couler le sang, dont l'amputation commencée augmentoit l'effusion. Sa présence double les forces & ranime

1776. le courage des combattans ; dans cet état, il donne ses ordres avec un sang froid admirable ; mais il est frappé d'un troisième coup qui le renverse ; il meurt, & n'a que le tems de répondre à un Officier qui lui parle de sa famile : *Je la remets à la merci de Dieu & de mon pays.*

Proclamation de l'Amiral Howe.

La défaite de l'Escadre Angloise venoit de porter la joie & l'encouragement dans les Provinces confédérées, lorsque l'Amiral Howe parut sur les côtes de Massachuset avec le titre de *Vengeur inexorable, ou de conciliateur tutélaire.* Il fit publier le 20 Juin une proclamation qui manifestoit ses pouvoirs & ceux de William son frère. Il y parloit de grace & de pardons, de punition & de vengeance, de repentir & de soumission indéfinie. Cette proclamation irrita le peuple au lieu de le calmer. Le Docteur Francklin, sur la médiation duquel l'Amiral avoit trop compté, lui fit sentir qu'il n'y avoit point de réconciliation à espérer, & qu'il convenoit à des Vainqueurs d'imposer la loi & non de la recevoir. En effet,

1776.

les circonſtances étoient moins favorables que jamais aux prétentions du miniſtère. On venoit d'apprendre que le 8 Juin un nouvel échec ſur la rivière Chriſtiana avoit contraint le *Roebuck* & la frégate le *Liverpool* à fuir devant treize chaloupes du Fort Iſland, qui les avoient mis hors de combat ; mais rien n'affermiſſoit les Colonies dans leur réſolution d'indépendance, comme l'exemple de la Caroline méridionale qui venoit de changer ſa conſtitution & de promulguer de nouvelles loix. On apprenoit d'ailleurs que la Province de Maryland avoit diſpenſé ſes Officiers du ſerment au Roi, & que dans toute la Colonie de Rhode Iſland, il venoit d'être ſtatué que les nouveaux actes juridiques, & les commiſſions d'emplois, tant civils que militaires, ſeroient déſormais intitulés au nom de l'aſſemblée générale de la Province, & qu'on y ſupprimeroit le nom de George III.

La Caroline méridionale fait de nouvelles lois.

Enfin, le Congrès avoit arrêté le 15 Mai le fameux acte qui déclaroit indépendans les Etats Unis d'Amérique, acte ſolemnel que rien ne pouvoit révoquer, & qui fut pro-

Arrêté du fameux acte d'indépendance.

Indépendance.

1776. 4. juillet.

clamé le 4 Juillet de cette même année. La déclaration d'indépendance fut reçue dans toutes les Provinces avec des transports d'alégresse; elle excita sur-tout de vives acclamations dans la Nouvelle-York qui, menacée d'une invasion prochaine, n'en montroit que plus d'enthousiasme pour la liberté. Washington s'y étoit transporté avec son Armée, & cet acte y fut lu à la tête de chaque brigade. Dans son délire le peuple de New-York se porte en foule à la place publique, insulte la statue de George III, & par un excès qu'on ne sauroit approuver, la renverse de son piédestal, la met en pièces, en rassemble les parties mutilées, & demande que la matière en soit convertie en instrumens de mort. On en fit des balles, dont chaque Soldat des Milices continentales fut jaloux de garnir sa cartouche. Cette scène indécente qu'il fallut tolérer dans ce moment d'ivresse, fut regardée en Europe & même en Amérique, comme un outrage fait à la Majesté des Souverains. La nouvelle République avoit intérêt de les ménager, & le

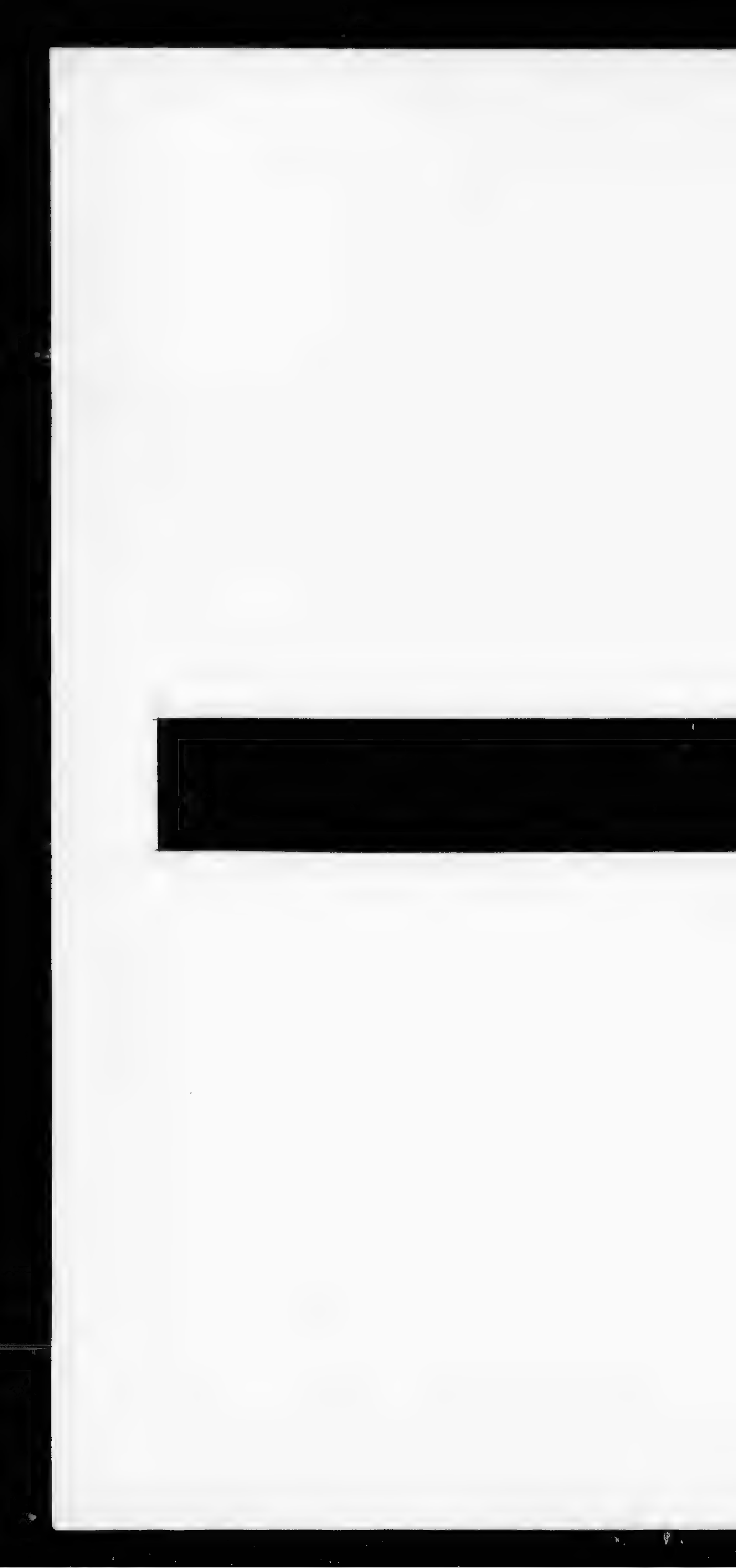
Insulte faite à la statue du Roi George.

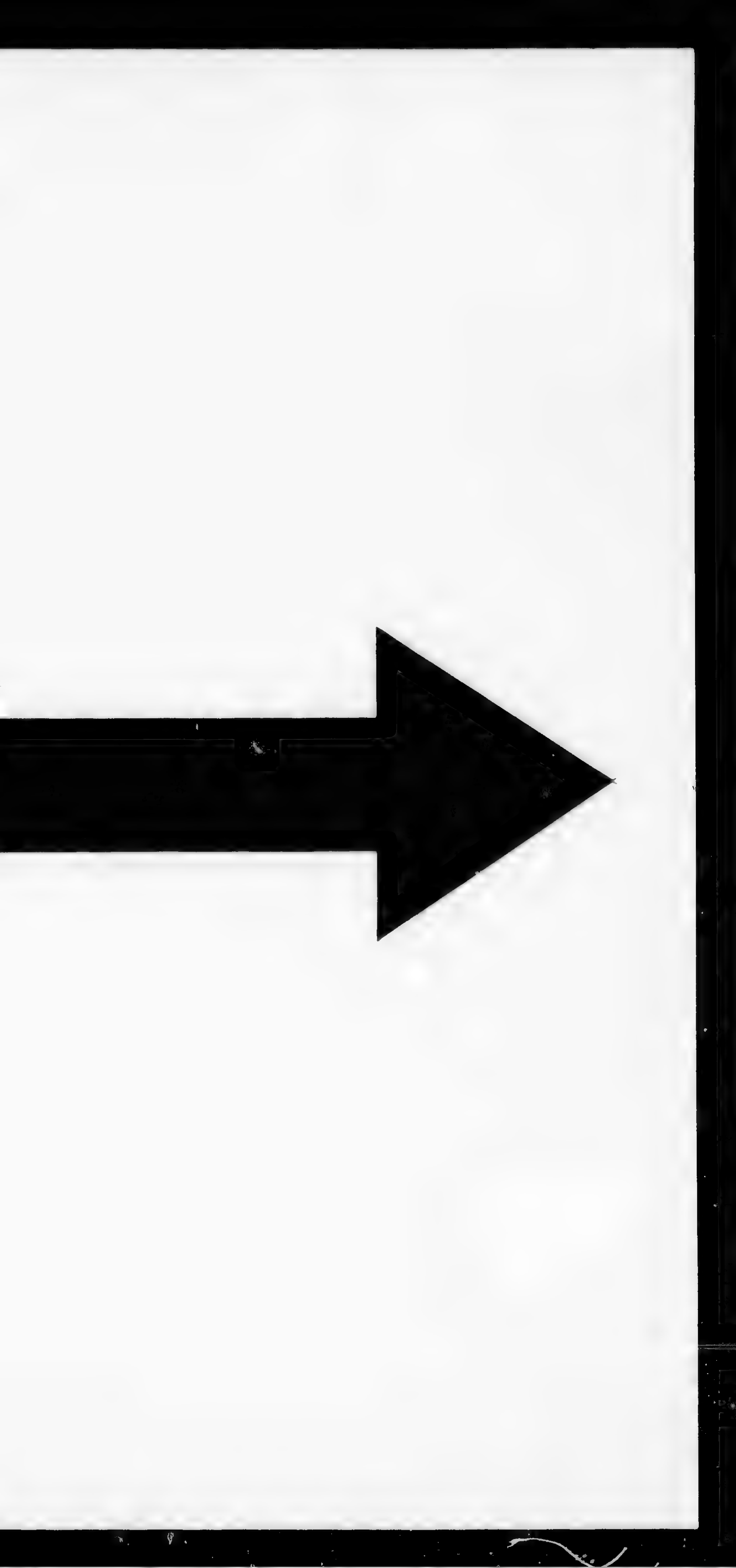
Congrès dut improuver la conduite des habitans de New-York. Il n'ambitionnoit rien tant que le ſuffrage & l'alliance des Puiſſances Européennes, & ſon premier acte de Souveraineté fut de nommer des Délégués à la Cour de France & à celle de Madrid. Silas Déane, & Artur Lée, partirent avec ce titre, & eurent la gloire d'entamer une négociation, dont le ſuccès a décidé la révolution d'Amérique.

1776.

Délégués du Congrès à la Cour de France, & à celle d'Eſpagne.

Cependant les forces de l'Angleterre s'y trouvoient raſſemblées vers l'embouchure de la rivière d'Hudſon à Staten-Iſland, d'où le Général Howe ſe diſpoſoit à partir inceſſamment pour l'expédition de New-York; il donnoit à ſes Troupes le tems de ſe remettre des longues fatigues d'une navigation pénible. La dyſſenterie faiſoit des ravages affreux dans ſon Armée, & lui enlevoit chaque jour un grand nombre de Soldats. Les Allemands ſur-tout réſiſtoient difficilement aux atteintes de cette maladie, & ceux qu'elle épargnoit, montroient en général beaucoup de penchant à la déſertion. Le Chevalier Howe avoit peu





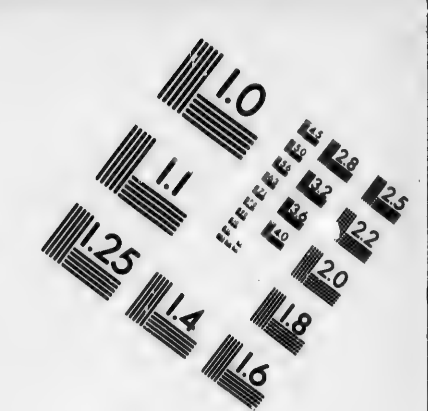
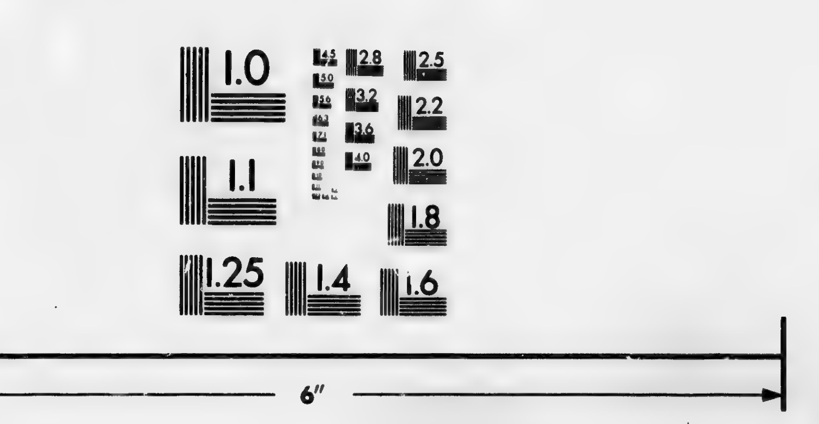
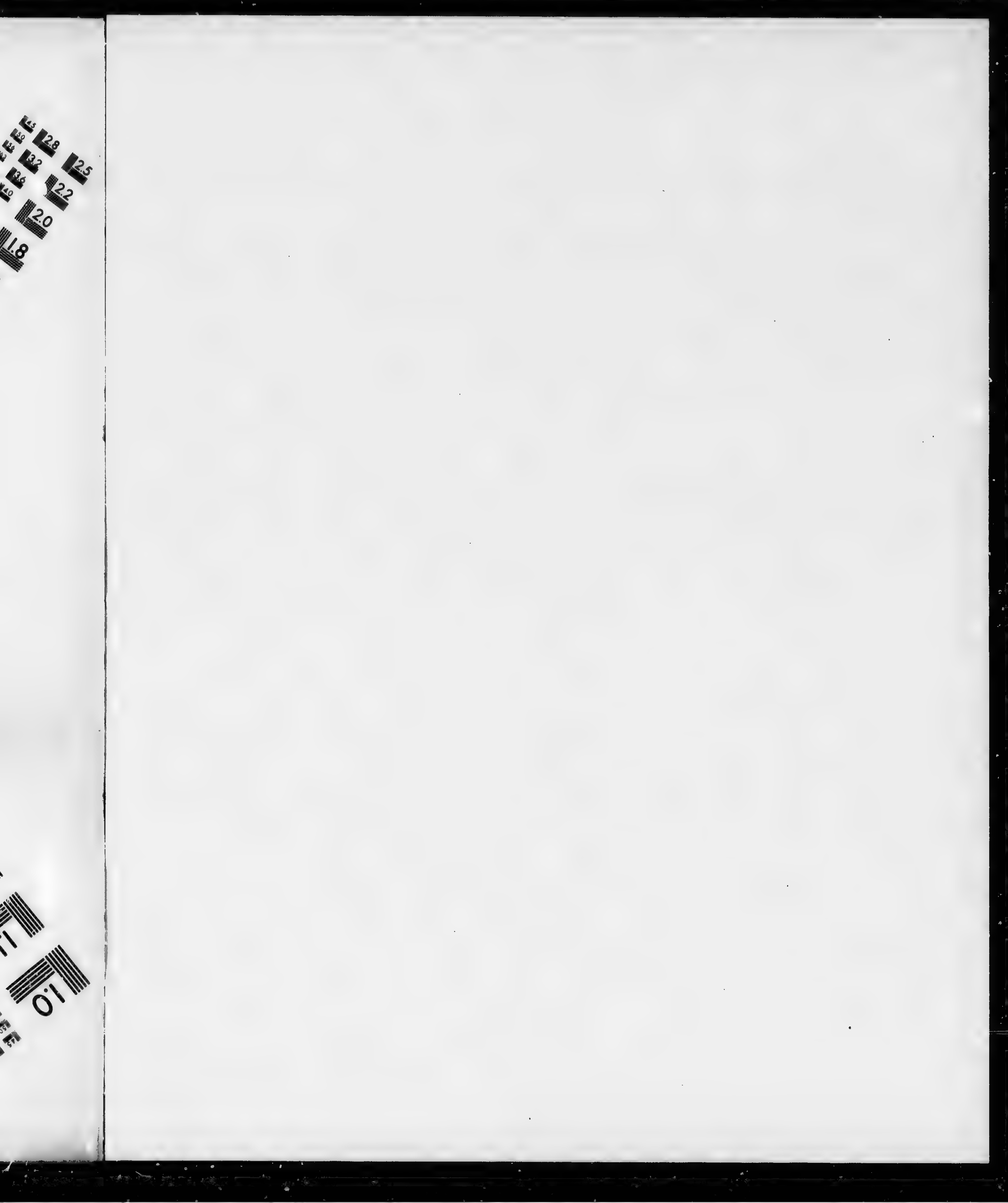


**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**





1776. de confiance en ces mercénaires ; mais il entretenoit à New-York des intelligences qui le rassuroient.

Conspiration à New-York.

Il y avoit un complot formé dans cette Ville ; & le Maire devoit la lui livrer, après avoir fait sauter les magasins, encloué les canons, & massacré les officiers supérieurs. La conspiration étoit sur-tout dirigée contre Washington ; on avoit déjà gagné quelques-uns de ses Domestiques ; & rien ne pouvoit le sauver, si l'affection du peuple, de toutes les gardes la plus surveillante, n'eût fait découvrir quelques indices de ce complot. Un certain Gilbert Forbes, Armurier de New-York, fut arrêté sur de simples soupçons ; il n'avoua rien de positif, mais on trouva dans ses papiers les traces d'une conjuration bien concertée entre le Maire David Mathews, le Gouverneur Tryon, & William Franklin, Gouverneur de New-Jersey. On se saisit du Maire, & l'on se mit à la découverte des autres conjurés. Tous furent arrêtés, à l'exception d'un seul qui tenoit un rang supérieur dans l'Armée de Washington, & dont le nom fut

toujours un ſecret qu'emportèrent ſes complices. De ce nombre étoit une jeune veuve nommée Gibbon, maîtreſſe infidèle du Commandant, dont elle trahiſſoit l'amour & les ſecrets. Non contente de lui préférer un jeune homme appelé Clayford, elle livroit à cet amant favoriſé les papiers qu'elle pouvoit dérober à la vigilance du Général. Clayford en prenoit des copies que le Maire faiſoit paſſer au Gouverneur Tryon, ſur la flotte de Howe; ainſi les meſures les plus ſages de Washington, étoient ſouvent déconcertées. De tous les conjurés, Franklin étoit le plus coupable aux yeux du Congrès. Cet indigne fils du célèbre Docteur de ce nom, fut déclaré ennemi de la Patrie, & relégué dans les priſons de Wallingfort. Jacques Clayford, & quelques autres Conjurés ſubirent le dernier ſupplice. David Mathews avoit été condamné à la même peine; mais il fut surſis à l'exécution de la ſentence; le Congrès crut devoir ces ménagemens aux circonſtances. L'infidèle Gibbon ne fut pas même jugée, & l'on borna ſa peine à un

1776.

1776. simple exil ; les loix encore mal affermies de la nouvelle République ne s'offensèrent point alors des égards accordés aux foiblesses d'un grand homme, qui les rachetoit chaque jour par des services signalés. Washington étoit le salut de l'Amérique, & pour la subjuguer, il falloit le gagner ou le faire périr ; les Royalistes furent accusés d'avoir tenté l'un & l'autre. Quoi qu'il en soit, ce généreux Américain ne pouvoit céder à la séduction, & l'unique fruit de cette lâche trame, fut de le rendre plus cher à ses concitoyens. William Howe se vit donc obligé de recourir à des moyens de conquête plus légitimes ; & ces moyens lui réussirent d'abord au-delà de ses espérances ; car depuis son arrivée en Amérique, il avoit pris du courage des Insurgens, une idée bien supérieure à celle que le Ministère Anglois s'efforçoit d'accréditer.

Défaite des Américains à Long-Island.

Il y a près de New-York une Isle d'environ trente lieues de long sur huit de large, & c'est la raison qui la fait nommer Long-Island. Le Congrès y avoit fait élever des redoutes dans tous les endroits où

l'on pouvoit craindre un débarquement. Dix mille hommes en défendoient l'accès; mais dispersés sur différens point de la côte, ils ne pouvoient veiller par-tout. Le Chevalier Howe s'y jeta avec quinze mille des siens, dont il cacha la majeure partie dans les bois. Au premier bruit de ce débarquement, Lord Stirling & le Général Sullivan s'avancerent avec leurs Troupes, & rencontrèrent un piquet de quarante hommes, qui disparut en gagnant les terres. Les Américains, persuadés que l'ennemi n'avoit débarqué qu'un foible détachement, hâtèrent leur marche pour lui couper la retraite, & au même instant cinq mille hommes sortis de l'embuscade les prennent en flanc, font sur eux une décharge terrible, & les renversent les uns sur les autres. Lord Stirling vouloit faire tête à l'ennemi; mais il fut entraîné dans la déroute générale. Les Américains, poursuivis & massacrés par les Allemands, eurent près de mille hommes tués ou blessés. Howe n'en perdit que trois cents; & s'il eût su profiter de la victoire, en

1776.

1776. coupant le passage aux Troupes de Long-Island, il s'en fût rendu maître à peu de frais; il donna le tems à Washington d'évacuer l'Isle pendant la nuit, & elles se sauverent à New-York.

Cette Ville, ouverte de tous côtés, ne pouvoit faire une longue défense, & l'intention du Général Américain n'étoit pas d'exposer ses habitans aux suites malheureuses d'une résistance inutile. Il avoit rassemblé ses forces à Kingsbridge, poste avantageux & bien fortifié, qui n'est séparé de New-York que par une langue de terre; & tandis que le Chevalier Howe faisoit débarquer ses Troupes à Manahatan, & que le feu de ses vaisseaux dispersoit un petit nombre d'Américains qui s'opposoient à son débarquement, toute la garnison évacua la Ville, & vint occuper le poste de Kings-Bridge, avec ses munitions & son artillerie. Après de légères escarmouches où les Royalistes eurent l'avantage, Howe prit possession des ouvrages de New-York, exigea le serment des habitans, & rejoignit le gros de son Armée à Ma-

Prise de New-York.

nahatan où les Américains vinrent l'attaquer dès le lendemain. Ils furent encore repouſſés avec perte, & ces divers échecs leur coûterent quinze cents hommes & ſoixante-dix pièces de groſſe artillerie. La priſe de New-York avoit été l'occaſion de ces pertes, & n'en parut point une aux Américains ; ils ſe flattoient de la reprendre au premier moment ; mais l'incendie de cette Ville fut un véritable malheur, & voici comme il arriva. 1776.

Incendie de cette Ville.

Quelques habitans, dont toute la fortune conſiſtoit en maiſons, s'étoient portés à cet excès de fureur d'y mettre le feu, pour que l'ennemi n'en profitât pas. Un vent impétueux ſecondoit leur déſeſpoir, & la Ville ſe vit bientôt menacée d'un embrâſement général. Pour en arrêter les progrès, on diſperſa les Troupes dans les différens quartiers ; mais tandis qu'on éteignoit le feu d'un côté, ces furieux l'entretenoient en d'autres endroits. Pluſieurs des incendiaires furent maſſacrés par les Soldats, & la crainte d'un pareil ſort n'arrêtoit point les

1776. autres. Les femmes sur tout montroient une ardeur incroyable pour la destruction de leur anciens foyers. On les voyoit courir avec des torches allumées, & porter la flamme dans les magasins & les chantiers publics; elles s'applaudissoient des funestes effets de leur désespoir, on les entendoit s'écrier : *J'ai vu brûler nos maisons, les tyrans ne les auront pas.* Un tiers de la ville fut consumé dans cet incendie, & si de nouvelles Troupes détachées de l'Armée de Howe n'étoient venues à son secours, ç'en étoit fait de New-York.

Affaire de Kings-Bridge. Prise des Forts Lée & Washington.

Cependant les succès de ce Général ne lui ouvroient point encore d'accès dans le continent. Les Américains, maîtres de Kings-Bridge, avoient étendu leurs ouvrages des deux côtés de ce poste, & quelques détachemens de l'Armée Royale essayoient en vain de les y forcer; le Général Anglois vint les y attaquer avec toutes ses Troupes. Il avoit trente mille hommes sous ses ordres; Washington n'en avoit plus que vingt mille, & ils étoient consternés par les revers précédens;

ils cédèrent aux premiers assauts de l'Armée ennemie. Le Chevalier Howe les chassa du poste de Kings-Bridge & des bords de la rivière d'Hudson ; il s'empara successivement des Forts Lée & Washington où ils s'étoient réfugiés. Toutes ces pertes ébranloient la fermeté du peuple Américain ; & il est à croire que si la déclaration de l'indépendance n'avoit précédé les opérations désastreuses de cette campagne, le Congrès n'eût jamais trouvé le moment de la proclamer avec quelque apparence de succès ; mais cet acte avoit eu lieu, & il étoit de l'honneur des Américains de le soutenir ; d'ailleurs la liberté, dont ils éprouvoient déjà l'influence, sut leur inspirer un courage auquel ils n'auroient jamais pu s'élever avec le sentiment de leur dépendance. Ce fut dans cette conjoncture que le Congrès général, toujours plus affermi dans ses résolutions républicaines, entreprit de rédiger les articles de la confédération des treize Provinces. Les nouvelles de Long - Island & de New - York n'influèrent point sur

1776.

1776. les délibérations de l'Aſſemblée, & les articles arrêtés le 4 Octobre 1776, parurent en ce moment de terreur & de conſternation, un monument auguſte de ſageſſe, de politique, & ſur-tout d'héroïſme.

Le congrès envoie des Députés à l'Amiral Howe. Motifs de cette députation.

L'Amiral Howe profitant du trouble de l'Amérique étonnée de ſes dernières défaites, eſpéra d'y jeter la diviſion, & fit publier à ce deſſein, qu'il étoit chargé de la part du Miniſtère, de nouvelles propoſitions tendantes à la paix. Le Congrès ne pouvoit s'aveugler ſur la nature de ces propoſitions, & dans toute autre circonſtance, il les auroit rejetées ſans les entendre; mais quoique diſpoſés à tout ſouffrir pour la cauſe de la liberté, les Colons n'en ſentoient pas moins les inconvéniens de la guerre; un refus trop formel de ſe prêter aux voies de conciliation, pouvoit mécontenter le peuple, exciter des murmures, & favoriſer des ſéditions; l'Amiral ne ſe promettoit pas d'autre fruit de ſes offres inſidieuſes. L'Aſſemblée de Philadelphie ſut éviter le piège; elle députa Benjamin Franklin, Samuel Adams

Adams & John Rutledge pour aller conférer avec l'Amiral. Staten-Isſland étoit le lieu choiſi pour la conférence. Lord Howe y reçut les trois Commiſſaires non-ſeulement avec les égards dûs à leurs titres, mais avec cet air affectueux qui prépare à la ſéduction ; il affecta la tendreſſe d'un frère pour les Colons d'Amérique, pleura ſur l'affreux abîme qu'ils s'étoient creuſé, leur tendit les bras au nom de la Mère-Patrie, leur parla de clémence, de repentir & de ſoumiſſion. A ces derniers mots, les Députés répondirent fièrement que les humbles pétitions du Congrès avoient été rejetées avec mépris, que l'indépendance étoit proclamée, & que les Colonies reconnoiſſoient de nouveaux gouvernemens. En même-temps ils prirent congé de l'Amiral, & regagnèrent Philadelphie. 1776.

Le Congrès inſtruit des offres de Howe, les rendit publiques ainſi que la réponſe des Commiſſaires ; & le Peuple ſatisfait de la condeſcendance de ſes Chefs, mit tout ſon eſpoir dans la guerre ; il jura d'en

1776. braver les périls, jusqu'à l'entière destruction de la tyrannie ; mais cette ardeur ne fut pas si générale, qu'il n'y eût encore beaucoup à craindre du découragement des Troupes. L'Armée de Washington, la mieux disciplinée & la plus aguerrie de toute l'Amérique, lui manqua au moment le plus décisif. Dix-huit mille Provinciaux abusant de leur droit, avoient quitté ses drapeaux au terme d'un engagement de six ou sept mois ; & l'on venoit d'apprendre que le Chevalier Howe faisoit des mouvemens vers le Jersey, que seize mille hommes, tant Hessois qu'Anglois, s'étoient emparés de tous les postes jusqu'à la Délaware ; on disoit même, & ce n'étoit pas sans quelque vraisemblance, que l'intention de ce Général étoit de prendre ses quartiers à Philadelphie.

Dans ce moment de crise, Washington ne désespéra point du salut de la Patrie. Avec les trois mille hommes qui lui restoient, il vint se placer sur les bords du fleuve, bien résolu d'attaquer ou du moins

d'arrêter dans leur marche les six mille Hessois qui s'acheminoient vers Philadelphie. Heureusement, le Congrès informé de sa situation, lui fit passer trois mille hommes de nouvelles Troupes, & ce renfort calma les alarmes de cette Capitale. 1776.

A la vue de l'ennemi qui s'approchoit de leurs murailles, les Habitans consternés avoient d'abord formé le projet d'évacuer leur Ville, après y avoir mis le feu. Le plus grand nombre commençoit à désespérer du succès de la révolution, & dans ses murmures, il se reprochoit son adhésion précipitée à l'acte d'indépendance. Les prédicateurs évangéliques tonnoient en vain contre cette multitude effrayée, qui, disoient-ils, se refusoit aux vues de la Providence, dont les décrets éternels avoient marqué cette époque de l'affranchissement de l'Amérique; ils l'exhortoient à concourir à l'œuvre de Dieu, & traitoient de révolte & d'impiété la défiance qu'elle montroit dans les promesses de la Religion & de ses Ministres. Toute leur éloquence n'auroit pu

rassurer les Habitans de Philadelphie,
1776. si au moment qu'ils espéroient le moins, un renfort amené par le Général Lée & plusieurs autres corps de nouvelles Troupes enrôlées pour trois ans, n'étoient venus se ranger auprès de Washington, & lui composer une armée capable de faire tête aux ennemis. A ces motifs d'encouragement se joignit un nouveau Manifeste du Congrès, d'où il résultoit, sur un exposé succinct des forces respectives de l'Angleterre & de la nouvelle République, que cette dernière n'avoit besoin que de courage & d'unanimité pour opposer aux tentatives Britanniques, une résistance constamment victorieuse. On n'y dissimuloit pas ses espérances du côté de l'Europe; & le concours des Puissances étrangères y fut annoncé pour la première fois, comme un secours prochain, qui devoit hâter le triomphe de la liberté en Amérique. Le Congrès ne craignoit pas d'ajouter que des services effectifs avoient déjà signalé la générosité de ces Puissances.

En effet les Villes de Nantes &

de Bordeaux venoient d'ouvrir leurs ports aux corsaires de Boston ; & les finances & le crédit de l'Angleterre commençoient à souffrir beaucoup de leurs riches captures. La Cour de Londres, informée que Rhode-Island étoit le principal dépôt de ces richesses, fit passer des ordres secrets au Général Howe, & par une feinte heureuse, il s'empara de cette Isle presque sans coup férir. Il y trouva cinq mille boucauds de sucre ; mais cette perte fut bientôt réparée par de nouvelles prises ; toute la vigilance des Gouverneurs de la Jamaïque, de la Grenade & des autres Isles Angloises des Antilles, ne pouvoit assurer la navigation contre les corsaires Américains.

1776.

Modération des Américains. Les Royalistes contrefont leur Papier-monnoie.

Si la petite guerre de mer n'étoit point favorable aux Royalistes, on a vu qu'ils étoient plus heureux dans leurs expéditions de terre. Déjà maîtres de New-York, de Rhode-Island & de New-Jersey, ils menaçoient la Pensylvanie, & cette Province justement alarmée, s'étoit crue à la veille d'une entière

ſubverſion. La rapidité de leurs
1776. progrès n'étoit pas due ſeulement à la valeur des Troupes Européennes ; la férocité des Nations Sauvages les ſecondoit puiſſamment, & la nouvelle République n'oſoit tourner contre eux les haches de ces barbares ; une telle repréſaille lui faiſoit horreur ; elle ſe contenta de l'employer contre les Sauvages ennemis, & ne demanda que la neutralité des autres. Six Nations des plus aguerries s'y engagèrent, & leur fidélité à cet égard ralentit un peu les ſuccès de l'Angleterre. Le détail de cette Hiſtoire juſtifie le reproche tant de fois répété, que les Anglois peu généreux, dès qu'ils ont les armes à la main, ne ſe piquent point d'imiter à la guerre, la délicateſſe & l'humanité des Nations civiliſées. Tous les moyens de nuire leur paroiſſoient légitimes dans la guerre de l'Amérique, & l'Europe impartiale jugea qu'ils avoient ſur-tout négligé les intérêts de leur gloire, en ſe permettant de contrefaire les papiers-monnoie des Américains. Ils les

multiplièrent à tel point, qu'il en résulta le plus grand désordre dans les finances de la République : l'avilissement de ces richesses idéales crut en raison de leur quantité devenue prodigieuse par cette fraude, qui sembloit devoir entraîner l'extinction totale du papier-monnoie. Pour prévenir un malheur sur lequel la Grande-Bretagne fondoit l'espoir de ses succès en Amérique, le Congrès osa déclarer traîtres à la Patrie tous ceux qui ne recevroient pas ce papier avec la confiance due aux espèces d'or & d'argent ; & cette déclaration violente, mais nécessaire, fut regardée comme l'acte d'un despotisme inconnu dans les régions même les plus façonnées à la servitude. Les membres du Congrès sentoient l'injustice de cet acte ; mais le choix des moyens leur manquoit, & pour éviter un plus grand désordre, ils se dévouèrent eux-mêmes, & consentirent à se voir soupçonnés un moment de mauvaise foi, d'avidité, d'extorsions & de tyrannie. Le discrédit du papier-monnoie, mit

1776.

1776. peut-être les Etats-unis à deux doigts de leur perte, & l'on ignore qu'elles eussent été les suites de cet acte frauduleux de la politique angloise, si le zèle de la justice & de l'humanité n'eût fait trouver aux Américains de la protection & des ressources en Europe.

Premiers succès du séjour de Silas Déane & de Franklin à Paris.

Silas Déane, Délégué du Congrès, étoit arrivé à Paris dans l'unique vue d'entamer une négociation avec la Cour de Versailles ; mais ce premier pas étoit difficile, & il craignit d'abord de ne point réussir dans ses tentatives. Déjà il se disposoit à passer en Hollande où ses compatriotes avoient des relations de commerce aussi bien qu'en France. On ne parloit dans le grand monde que des Colonies Angloises, de Congrès & de Mère-Patrie. Le cabinet de Versailles s'occupa des intérêts de l'Amérique insurgente, & Beaumarchais fut autorisé secrétement à faire des armemens de commerce avec les Colonies Angloises. Elles durent en partie à son crédit, à son activité, à sa discrétion, l'avantage inespéré de se procurer

les approviſionnemens néceſſaires pour la Campagne prochaine. Mais l'arrivée du Docteur Franklin à Paris décida la révolution dans les eſprits déjà prévenus pour la nouvelle République. Ce Docteur célèbre dans toute l'Europe par ſes découvertes en phyſique, avoit ſignalé, dans pluſieurs négociations à la Cour de Londres, ſon zèle patriotique pour les intérêts des Colonies. Il vint en France avec l'intention ſecrète de faire valoir leurs droits méconnus ou ſacrifiés par la Métropole. Il ſe montra d'abord comme un citoyen accablé des malheurs de ſa Patrie, & qui vient les déplorer ſous un ciel étranger, mais paiſible. Il avoit choiſi ſa retraite à Paſſy, Village ſitué aux portes de la Ville; il y vivoit dans une ſimplicité philoſophique qui retraçoit les mœurs patriarchales. Le bruit s'étoit répandu que dans cet aſyle champêtre, il cauſoit de l'inquiétude au Miniſtère Britannique; & l'intérêt qu'il inſpira d'abord fut celui de la vertu perſécutée & de l'innocence en butte aux traits d'une 1776.

1776. politique ombrageuse. Un cortège nombreux d'honorables proscrits, victimes comme lui de la corruption de l'Angleterre, l'accompagnoit ordinairement dans ses promenades, & dans ces doctes licées où il venoit offrir le spectacle imposant & toujours si couru d'un étranger vénérable par ses vertus & par ses lumières, on se portoit en foule sur son passage; le nom de *Franklin* voloit de bouche en bouche, & des épithètes flatteuses accompagnoient ce nom déjà respecté dans les dernières classes du Peuple. Il n'y avoit pas trois mois qu'il étoit à Paris, & les Arts, interprêtes de l'enthousiasme général, lui payoient déjà leur tribut d'admiration; le portrait de Franklin s'offroit de tous côtés dans un costume grotesque aux yeux de la frivolité; mais d'où la vénération publique avoit écarté le ridicule. On conçoit aisément qu'il ne suffisoit pas aux vues du Philosophe Américain d'inspirer aux Parisiens une estime oisive pour ses talens & sa personne, l'intérêt de la Patrie présidoit à ses moindres pensées;

& ſous les dehors de la ſimplicité & les apparences de l'inaction, il faiſoit agir tous les reſſorts d'une politique adroite & profonde. Il entretenoit des correſpondances ſecrètes avec Silas Déane & Arthur Lée, dirigeoit leurs démarches, étoit l'ame en un mot des négociations du Congrès dans les Cours de France & d'Eſpagne, dans celles de Vienne & de Berlin. Le myſtère préſidoit à toutes ſes opérations; & la Cour de Londres étoit encore bien loin de ſoupçonner la France de vouloir favoriſer la révolution d'Amérique; elle oublioit que dans tous les tems, les Rois de France ont mis leur gloire à protéger les Etats opprimés. Mais n'anticipons point, & reprenons la chaîne des événemens qui ont précédé cette révolution. 1776.

L'Angleterre avoit triomphé pendant toute cette Campagne, & ſa poſition lui promettoit de nouveaux ſuccès. Outre les trente-quatre mille hommes de troupes réglées qu'elle tenoit encore diſperſées dans les Provinces conquiſes, elle comptoit

Défection d'Arnold. Le Général Lée eſt fait priſonnier.

1776. ſur la fidélité de cent mille Torys diſpoſés à trahir leurs concitoyens & la plupart en état de les combattre. Douze vaiſſeaux & un nombre prodigieux de frégates compoſoient la flotte avec laquelle elle embraſſoit pour ainſi dire toute l'Amérique ſeptentrionale. Pour comble d'infortune, les Inſurgens avoient fait deux pertes irréparables : Ce brave Arnold qui s'étoit couvert de gloire au ſiége de Québec, venoit de quitter l'Armée du Nord & d'abandonner les intérêts de la République, pour ſe venger de quelques membres du Congrès qui lui refuſoient le grade de Major-Général que méritoient ſes ſervices, mais dont il s'étoit rendu indigne par ſes exactions à Montréal. Un événement encore plus funeſte privoit l'Amérique d'un Officier juſques là plus fidèle & non moins habile qu'Arnold. Charles Lée étoit venu ſe joindre à Washington dans le Nouveau-Jerſey. Occupé à choiſir des poſtes avantageux d'où il pût retarder la marche des Anglois vers Philadelphie, & ne ſachant pas que des Partis royaliſtes

y battoient la campagne, ſouvent il s'écartoit ſans précautions de Moriſtown, où il avoit poſté le gros de ſa Troupe. Le quatrième jour de ſon arrivée, ce guerrier trop confiant, s'éloigna juſqu'à deux milles, n'ayant avec lui que douze hommes. Une poſition favorable à ſes vues, l'arrêta pluſieurs heures dans un hameau où la nuit vint le ſurprendre. Il falloit y coucher ou s'expoſer à de fâcheuſes rencontres; l'événement fit voir qu'il auroit dû préférer ce dernier parti. Le Colonel Harcourt rodoit dans les environs avec un détachement de cavalerie légère. Lée avoit imprudemment écrit à Mariſtown une lettre qui fut interceptée; Harcourt inſtruit de ſa retraite, l'inveſtit ſur le champ. La petite Troupe de Lée eſt faite priſonnière avant même qu'il ait ſoupçonné le danger. Huit Dragons pénètrent dans ſa chambre, ſe précipitent ſur lui, le chargent de fers, & le conduiſent en cet état à Lord Cornwallis qui le menace du dernier ſupplice. Le Général Howe à qui il eſt renvoyé

1776.

fous bonne garde, le condamne à la plus dure captivité.

1776.

Les Américains reprennent courage.

La fermeté du Congrès, fes manifeftes encourageans, fon dévouement patriotique, & fur-tout l'efpoir d'intéreffer les Puiffances de l'Europe à la caufe de l'Amérique infurgente, avoient enfin ranimé l'ardeur & réveillé le premier enthoufiafme des Provinces confédérées. Elles ne voyoient plus dans les défaftres de la derniere Campagne qu'un obligation indifpenfable de les réparer; & loin de fe laiffer abattre par les profpérités de l'Angleterre, elles prirent les mefures les plus hardies pour y mettre un terme décifif & prochain. Le Congrès avoit décidé que les froids de l'hiver ne fufpendroient point les hoftilités, & cette faifon rigoureufe fut marquée pour la guerre offenfive. En conféquence de ce plan combiné à l'avantage des Américains, le Général Schuyler prit le commandement des quinze mille hommes de l'armée du Nord & fe difpofoit à rentrer dans le Canada; les circonftances y paroiffoient favorables

pour une expédition. La rivalité des Généraux Carleton & Burgoygne qui s'y disputoient la préséance, avoit occasionné des troubles dans cette Province, & fait naître parmi les soldats des acceptions toujours préjudiciables au bien du service, au maintien de la subordination, à la vigueur de la discipline. Burgoygne étoit allé faire juger ses prétentions à Londres, & Carleton se voyoit seule chargé du commandement dans une saison qu'il savoit être favorable aux armes des Américains.

1776. differens entre Carleton et Burgoygne.

D'un autre côté, Washington qui, jusques-là, s'étoit tenu sur la défensive, crut pouvoir entreprendre, sans risquer cependant une bataille générale, de resserrer l'armée ennemie, dont le large front annonçoit la confiance d'arriver sans obstacle jusqu'à Philadelphie. Divers postes avancés dans le Nouveau-Jersey, favorisoient la marche de cette armée; Washington entreprit de les forcer, & il y réussit. Pour fermer à l'ennemi le passage de la Délaware, il avoit cantonné ses Troupes sur le bord de cette

Washington force les postes avancés de Tremown.

riviere. Sa manœuvre obligea les
1776. Royalites à se cantonner eux-mêmes, & par conséquent à diviser leurs forces. La nuit du vingt-cinq Décembre, le Général Américain passa la Délaware, marcha vers les postes avancés de Trentown, mit en fuite ceux qui les défendoient, & s'étant emparé de toutes les avenues, surprit les quinze cents Hessois qui s'étoient rendus maîtres de la Ville. Quatre cents échappèrent; les autres furent pris & envoyés à Philadelphie. Le vingt-huit du même mois, le poste de *Mont-Mouth-Court*, dans le Bas-Jersey, fut enlevé aux Royalistes par le Général Mifflin qui leur fit beaucoup de prisonniers; ces deux échecs les obligèrent à se désister, pour le moment, de leurs projets sur la capitale de la Pensylvanie. L'armée du Roi évacua ses postes avancés, & se replia jusqu'à Brunswick. Lord Cornwallis en recueillit une partie, & le reste vint prendre ses quartiers à New-York, où le Général Howe devoit passer l'hiver.

1777. Cependant Washington se disposoit à rassembler ses Troupes à Tren-

town; il avoit déjà repassé la Délawarre, lorsqu'il se vit surpris & presque assailli par Cornwallis qui venoit l'attaquer avec des renforts détachés de New-York. Le 6 Janvier les Gardes avancées des deux partis se trouvèrent en présence, & tout sembloit annoncer pour le lendemain une bataille générale; mais Washington avoit d'autres desseins, & ses mesures étoient prises pour éviter une affaire meurtrière dont rien ne lui garantissoit le succès. Il décampa secrétement pendant la nuit, & par une marche habile, quoique précipitée, il sut mettre à profit sa retraite, en se jettant sur le village de Princetown, dont il s'empara de vive force. Il y avoit dans ce poste un détachement des Troupes Hessoises & trois régimens Anglois qui, après une vigoureuse défense, se virent obligés de fuir & d'abandonner aux Américains leurs bagages, leurs munitions & trois cents prisonniers.

1777.

Belle retraite de Washington.

Pendant ce tems, les Anglois étoient sous les armes à Trentown, & se disposoient à marcher, lorsqu'un de leurs Chevaux-Légers

1777. arrivant à toute bride de Princetown, leur apprit que Washington venoit d'attaquer & d'emporter cette place. Ils se croyoient au moment de livrer l'assaut au camp des Américains; cette nouvelle déconcerta leurs projets, & Cornwallis prit à la hâte le chemin du poste enlevé.

La retraite de Washington est un de ces événemens extraordinaires que la postérité traitera de fable. Elle refusera de croire que deux armées ennemies, du sort desquelles dépendoient de si grands intérêts, se soient trouvées dans un aussi petit espace que Trentown, & que l'une de ces armées, à la veille d'un engagement, ait pu se dérober à l'autre, avec ses provisions, ses bagages & son artillerie, sans qu'un tel mouvement fût même soupçonné. Les Anglois furent si complétement trompés dans cette occasion, que lorsqu'ils ouïrent le bruit du canon & la mousqueterie de Princetown, ils crurent entendre le tonnerre, quoiqu'on fût alors au cœur de l'hiver.

Il prend ses quartiers-d'hiver à Moristown.

L'intention du Général Américain, après l'affaire de Princetown,

étoit d'aller tenter la délivrance de Charles Lée, détenu prisonnier à Brunswick, & de prévenir le retour de Cornwallis dans cette place affoiblie par son absence; mais les Troupes fatiguées demandoient du repos, & Washington vint prendre ses quartiers d'hiver à Moristown. Ainsi fut terminée, à l'avantage des Insurgens, une campagne qui, peu de jours auparavant, sembloit menacer leur parti d'une entière destruction. 1777.

Ruse courageuse du Général Mac Dougal.

Les Anglois craignant pour leur magasin de Brunswick, situé à dix-huit milles de Princetown, vinrent se renfermer dans cette Ville, d'où ils n'osèrent tenter aucune entreprise considérable, pendant près de cinq mois. Du poste inattaquable de Moristown, Washington commandoit ceux des ennemis. Témoins de tous leurs mouvemens, les Américains trouvoient de fréquentes occasions de leur nuire, & en moins de quinze jours, ils leur enlevèrent deux cents chariots chargés de vivres ou de munitions de guerre. C'étoit aux portes de Brunswick, &, pour ainsi dire, sous le canon de

1777. cette place, que ſe faiſoient toutes ces priſes. Cette petite guerre, à laquelle le Général Putnam & le Colonel Scott eurent la plus grande part, privoit chaque jour le parti Royaliste de quelques-uns de ſes ſoldats; il en perdit plus de cinq cents aux deux échecs de Quibleton & de Pont de Milſtone, où le Colonel Dikenſon ſe couvrit de gloire. Le Général Howe, dont l'armée s'affoibliſſoit d'ailleurs par les maladies & la déſertion, fit propoſer une ſuſpenſion d'armes juſqu'au mois d'Avril. Washington avoit trop à cœur de chaſſer les Anglois du Jerſey pour ne pas ſe refuſer à cette propoſition. Howe, offenſé de ce refus, eſſaya de s'en venger en faiſant attaquer le bourg de Pecks'hill, ſur la rivière d'Hudſon; ce poſte aſſez bien fortifié pouvoit favoriſer une entrepriſe ſur la Nouvelle-York. Le 23 Mars, deux frégates, deux galères & quatre vaiſſeaux de tranſport vinrent mouiller dans la baie de Pecks'hill, & quatre régimens débarquèrent ſous le canon des galères, à un mille & demi du bourg. Ils n'eurent qu'à ſe montrer

pour convaincre le Général Mac Dougal, qu'une longue résistance seroit inutile, & par conséquent désapprouvée du Congrès. Après un combat assez vif où il ne perdit qu'un seul homme, il se retira en bon ordre, emportant avec lui ses munitions & son artillerie. Les quatre régimens Anglois s'établirent dans ce poste, où ils firent quelque dégat; mais le lendemain ces mêmes Américains, divisés par piquets, reparurent successivement, & à des distances combinées qui, trompant les Anglois, leur firent craindre que Mac Dougal n'eût reçu de puissans renforts. Se voyant attaqués avec vigueur, ils se replièrent en désordre, descendirent la rivière & rentrèrent dans New-York avec la honte de n'avoir dû qu'à la force un avantage cédé presqu'aussi-tôt à la ruse courageuse d'un ennemi non moins intelligent que brave.

1777.

L'Angleterre ne soutenoit guère mieux la gloire de ses armes dans le Canada, que dans le Jersey. Vers la fin de l'hiver, il s'étoit élevé des querelles parmi les Troupes

Angloises & Allemandes; & dans quelques endroits la division avoit

1777. été jusqu'au soulèvement; pour les contenir dans le devoir, Carleton se vit réduit à la dangereuse extrémité de les opposer les uns aux autres.

Querelles entre les troupes angl. et les allemands.

Depuis le départ de Burgoyne, toutes les opérations du Gouverneur s'étoient bornées d'ailleurs à répandre sur les frontières de la Nouvelle Angleterre, cinquante Canadiens & quatre-vingt Sauvages qui les infestoient. Pour mieux irriter la férocité de ces derniers, on n'avoit pas rougi de mettre un prix de vingt livres sterling à la chevelure de chaque Américain. Cette conduite atroce avoit son prétexte dans la maxime barbare, *qu'on ne doit point de ménagemens à des Rebelles*, & sa véritable cause, dans le désespoir & l'impuissance de les réduire. Les États-Unis d'Amérique étoient visiblement protégés en Europe; l'*Amphitrite* & plusieurs autres vaisseaux chargés d'armes, d'habits & de munitions, venoient d'entrer dans la baie de Massachuset; & un grand nombre d'Officiers & d'In-

Incursions de Canadiens et de sauvages &c.

génieurs François, transportés en Amérique, justifioient par leurs services l'espérance dont les Insurgens s'étoient flattés dès le commencement de la guerre, que la France daigneroit leur tendre une main secourable. Les effets de cette protection bien sensibles pour les Généraux Anglois, avoient substitué à la confiance qu'ils affectoient encore dans leurs dépêches, un aveugle dépit, qui souvent leur suggéroit des procédés inhumains que désapprouvoit la politique. 1777.

Lord Chatam veut qu'on déclare la guerre à la France.

Cependant la Cour de Londres ne prenoit point encore d'inquiétude sur les intentions secrètes de la France. A la veille d'une campagne ruineuse, les débats se renouvelloient dans le Parlement, & Lord Chatam, qui, depuis deux ans, n'avoit point paru aux assemblées, s'y fit transporter le 30 Mai de cette année. Quoi qu'affoibli par la vieillesse & les infirmités, il y parla avec une éloquence qui fit trembler les Auditeurs Royalistes. « Ç'en est fait de l'Angleterre, » s'écria-t-il, si la réconciliation » la plus prompte avec les Amé-

1777. » ricains, n'arrête le coup ſuſpendu » ſur nos têtes ; & tout délai, ne » fût-il que de ſix ſemaines, rendra » cette réconciliation impoſſible ».

Mais dans les principes de Chatam, ce n'étoit point aſſez de faire la paix avec les Colonies ; il conclut à ce qu'on déclarât la guerre à la France. La politique avoit dicté la motion de cet ancien Miniſtre ; le Duc Grafton & les Lords Chambden & Shelburne l'avoient appuyée ; Lord Germaine le combattit, & elle fut rejetée. Lord Weymouth, Secrétaire d'État des Affaires Étrangères, s'étoit mis en frais de prouver que l'Angleterre n'avoit rien à craindre de la France, & tout le parti du Roi ſe rendit à cette prétendue démonſtration. Quant à la guerre d'Amérique, il fut décidé que la Métropole continueroit de s'écraſer pour la ſoutenir.

Arrivée du Général Burgoygne au Canada, au dépit de Carleton

Le Général Burgoygne venoit de partir avec le titre & les pouvoirs de Commandant en chef de l'armée du Canada. Ce guerrier courtiſan avoit ſu fermer les yeux des Miniſtres ſur l'intrépide activité de Carleton, à qui l'Angleterre devoit la

la conſervation de cette grande Province. Ses ſervices furent méconnus, & Burgoyne vint le ſupplanter avec le faſte d'un Général favoriſé de la Cour, & qui va combattre pour elle. Il apportoit avec lui près de ſept cents mille livres ſterling ; & l'approviſionnement de ſon Armée étoit immenſe. 1777.

La Cour de Londres ambitionnoit de voir les Colonies ſeptentrionales, ſéparées des Etats de l'Oueſt & du Midi, & d'établir par la riviere d'Hudſon une communication libre au Canada. Burgoyne fut chargé de cette expédition ruineuſe, dont le plan étoit de traverſer à la hâte la partie haute de l'État de New-York, de ſoumettre les poſtes fortifiés qui bordoient les lacs, & d'aller rejoindre Clinton & les neuf mille hommes qu'il commandoit à New-York ou dans les environs. Les forts Ticonderago, Crown-Point, Skenesborough, Edouard & Stanwir une fois ſoumis, Clinton & Burgoyne auroient enfermé toute la Nouvelle-Angleterre entre l'Océan & leurs Armées ; la flotte de l'Amiral Howe auroit enchaîné les rivages, ſon

1777. frère auroit ſoumis à la fois Boſton & Philadelphie, défait Washington & remis les Peuples ſous le joug de la dépendance; il ne manquoit à ce magnifique plan que la poſſibilité d'être exécuté. Pour le rendre impraticable, il ſuffiſoit des obſtacles de la nature, & Burgoyne avoit en même tems à vaincre & la réſiſtance du climat & celle des Habitans. Auſſi fut-il trois mois à ſe rendre de Montréal au Lac Champlain; il ne parut qu'au mois de Juillet devant Ticonderago. Le Général Saint-Clair commandoit dans ce poſte, & quoique ſa Garniſon fût de quatre mille hommes, il ne ſe crut pas en état de le défendre; il l'évacua ſans combattre, après s'être muni du ſuffrage d'un Conſeil de Guerre. Il eſſayoit de gagner le fort Edouard où con[illegible]it Schuyler; mais dans cette [illegible] de ſept à huit jours, les Anglois ayant attaqué ſon arrière-garde, lui prirent ou tuèrent environ douze cents hommes: la priſe de Ticonderago ouvroit tout le pays à l'Armée de Burgoyne, & lui aſſuroit une retraite en cas d'événement. Le Congrès juſtement indigné, crut

Priſe de Ticonderago.

voir de la lâcheté & soupçonna de la trahison dans la conduite de Saint-Clair, à qui il fit ôter le commandement. Il prit ensuite les mesures les plus sages pour arrêter les progrès de l'Ennemi & empêcher la jonction des deux Armées. Putnam eut ordre de partir avec quatre brigades, & vint se poster au-delà de Saratoga, dans un lieu également fortifié par l'art & par la nature. Gates alla remplacer Schuyler qui commandoit les Troupes chargées de couvrir Ticonderago, & qu'on accusoit trop légèrement peut-être d'une connivence honteuse avec le Général Saint-Clair. Arnold qui, rentré au service & dans les bonnes graces du Congrès, s'étoit signalé le 27 Avril à l'affaire de Dumbury dans le Connecticut, se rendit avec cinq mille hommes dans les mêmes plaines de Saratoga, où Gates essayoit de rallier les Troupes dispersées. 1777.

On ne pouvoit opposer à Burgoyne des Chefs plus braves & plus habiles, & Washington, quoiqu'absent, dirigeoit les principales opérations de la guerre dans cette Howe évacue le Jersey.

contrée de l'Amérique ; mais il
1777. n'osoit perdre de vue le Chevalier Howe, qui, par le retard des équipages de son Armée, n'ouvrit la Campagne qu'au commencement de Juin. Désespérant d'engager les Américains dans une affaire générale, il aima mieux évacuer le Jersey que de les attaquer dans la position avantageuse qu'ils occupoient, & s'exposer ainsi à une défaite qui lui fermeroit le passage de la Délawarre. Il résolut d'entrer dans la Pensylvanie par un autre côté, & d'après ce nouveau plan, il fit embarquer ses Troupes & s'embarqua lui-même pour l'Isle des Etats, où étoit le rendez-vous général. La Cour de Londres regardoit Philadelphie comme l'unique rempart de la Nouvelle-République ; elle s'étoit persuadée que la réduction de cette Ville entraîneroit la soumission des Rebelles. Il n'y avoit point à balancer sur cette expédition, & des considérations, dont la sagesse ne pouvoit être appréciée que sur les lieux, avoient décidé le Chevalier Howe à tenter l'entreprise du côté de la mer. Il s'étoit embarqué dans cette résolution ; mais les

vents qui la contrariroient, ne lui permirent d'arriver à la baie de Chesapeack, que le vingt-cinquième jour d'une navigation pénible; il remonta plus heureusement jusqu'à l'embouchure de la riviere d'Elck. Quelle fut sa surprise en débarquant son Armée, de voir que les Troupes de Washington l'avoient prévenue, que les Milices de Maryland bordoient les frontieres de cette province, & que le Général Levis s'approchoit avec celles de la Virginie! On avoit pris les mesures les mieux combinées pour faire avorter tous ses desseins.

1777.

Bataille de Brandiwine.

Cependant Washington tenoit en échec les trois Armées Royales. Tandis que les Troupes du Nord contenoient celles de Burgoyne, & que lui-même déconcertoit les projets combinés des frères Howe, il avoit concerté une attaque contre les Troupes de l'Armée de Clinton détachées pour la garde de Staten-Island. Deux mille hommes enlevèrent ce Fort le 22 Août, y firent trois cents prisonniers parmi lesquels on comptoit trente Soldats & deux Officiers Anglois, & em-

1777. menèrent avec eux tout le bétail de l'Isle; mais comme ils se rembarquoient, deux Régimens de l'Armée de New-York atteignirent leur arrière garde, leur tuèrent ou blessèrent cinquante hommes, prirent soixante Américains & délivrèrent vingt-trois Soldats Royalistes. Pendant ce tems, Washington rassuré sur la position actuelle de Howe, dirigeoit sa marche vers Philadelphie, d'où le Congrès faisoit transporter dans les terres les archives de la République. Le Général traversa cette Ville avec douze mille hommes, & vint camper près de Wilmington, sur le bord de la Délawarre. La flotte angloise avoit remonté ce fleuve, dont elle essayoit de forcer les passages. Dans cette position, le flanc droit de l'Armée Américaine étoit exposé, & elle ne couvroit point assez Philadelphie. Washington crut devoir transporter son Camp sur la rive gauche de la Creek de Brandiwine, dont les bords élevés favorisent l'Armée qui la défend. Howe, posté aux sources de l'Elk, ne pouvoit tenir longtems dans ce poste; il ne tarda pas

à se porter vers l'Armée continentale. A son approche, le Congrès allarmé envoya des ordres à Washington d'accepter la bataille. Ce n'étoit point l'avis du Général; mais il savoit obéir aussi bien que commander. Le 11 Septembre il y eut des canonnades de part & d'autre, & la plus grande partie du jour se passa en escarmouches. A trois heures après-midi, le Général Maxwel reçut ordre de traverser un gué de la Creek appellé le gué du Chadd, & d'aller se poster avec un renfort sur une éminence de l'autre côté de la riviere; il en fut chassé par un détachement qu'il avoit d'abord repoussé. Pendant ce tems-là un corps de l'Armée Royale se disposoit à tourner l'aîle droite de l'Armée Américaine, & un bois favorisoit cette manœuvre; Washington avoit cru voir dans les dispositions de Howe qu'il en vouloit à son aîle gauche. Le Général Sullivan qui commandoit l'aîle droite, étoit chargé de veiller de ce côté-là sur tous les mouvemens de l'Ennemi; mais Washington fut mal secondé dans cette 1777.

1777. circonstance. Cependant il eut quelque soupçon de feinte sur le peu d'empressement de Howe à passer le gué du Chadd ; pour épier les vues du Général, & la marche de Cornwallis qui commandoit la gauche de l'armée Royale, il dépêcha quelques Officiers, dont les rapports contradictoires tinrent longtems ses résolutions suspendues. On sut enfin que le Général Cornwallis marchoit à la hâte vers le gué de Jefferies. Sullivan s'y porta avec toute son aîle droite à travers des bois, dont l'épaisseur ralentit sa marche. Il en sortit pour gagner une éminence dont l'Ennemi venoit de s'emparer. N'ayant ni le loisir, ni la commodité de ranger sa troupe en bataille, il fut contraint de fuir dans le plus grand désordre, & de regagner un bois où les Royalistes le poursuivirent & lui tuèrent beaucoup de monde.

Suite de cette déroute.

Pendant cette déroute, un détachement de l'Armée de Howe, forçoit, dans un poste avantageux, deux brigades où le Marquis de la Fayette, nouvellement arrivé en Amérique, servoit en qualité de

1777.

volontaire, quoiqu'il eût déjà reçu du Congrès le Brevet de Major Général. Ce jeune Officier fit de vains efforts pour rallier les Troupes; il les encourageoit par ſon exemple, & les preſſoit de charger l'ennemi avec la bayonnette. Elles tinrent ferme un moment, & le Marquis de la Fayette alloit les ramener au combat, lorſqu'il reçut une bleſſure à la jambe, qui l'obligea de quitter le champ de bataille. Cet accident replongea la Troupe dans le découragement; les brigades lâchèrent le pied, & il ne fut plus poſſible de les rallier. Dans le même tems & preſqu'au même lieu, un corps de Virginiens plioit devant Cornwallis, & ces fuyards laiſſoient la droite de l'armée Américaine entièrement découverte. Ce moment critique fut celui que choiſit le Général Kniphauſen pour venir attaquer la gauche des Inſurgens. Il marchoit ſur deux colonnes, dont l'une tourna leur batterie, tandis que l'autre s'en emparoit. Ce dernier malheur obligea le gros de l'armée continentale à ſe précipiter dans le chemin de Cheſter, traînant avec elle &

dans le plus grand désordre ses blessés, son artillerie & ses bagages.

1777. La seule brigade du Général Waine, qui s'étoit repliée sur les hauteurs, garda sa position jusqu'à la nuit, soutint avec courage le feu de l'ennemi, & fit sa retraite en bon ordre.

Réflexions sur cette journée. La journée de Brandiwine justifie bien la répugnance que Washington avoit toujours eue pour les affaires générales : il savoit que les Américains, faits pour combattre avec supériorité dans les occasions où la bravoure personnelle décide le succès, n'avoient plus le même avantage dans une affaire où la victoire peut être le fruit de l'obéissance, de la discipline & des combinaisons de la Tactique. Dès soldats passionnés pour la liberté sont quelquefois trop dominés par ce sentiment, lorsqu'il s'agit d'exécuter aveuglément les ordres de leurs Officiers. Quoi qu'il en soit, cette victoire coûta cher aux Anglois ; ils eurent plus de mille hommes tués & un plus grand nombre de blessés. Quoique vaincus, les Américains ne perdirent en tout que douze cents hommes,

mais leur défaite ouvrit au Général Howe l'entrée de Philadelphie. 1777. Parmi les Officiers François qui partagèrent les dangers de cette journée, on distinguoit le Marquis de la Fayette & les Chevaliers de Fleury & du Plessis Mauduit. M. Tronson du Coudray, que le Congrès avoit élevé au grade de Major-Général, devoit y commander l'artillerie; mais la fortune envia cet excellent Officier au parti de la liberté. Comme il traversoit le Skuilkill pour rejoindre l'armée de Washington, un cheval fougueux qu'il montoit, le précipita du bateau dans la rivière, & le Chevalier du Coudray se noya, malgré les efforts de Roger son Aide de Camp, qui s'étoit jeté à l'eau pour le secourir. A cette même époque, un accident non moins tragique & plus touchant encore, intéressa toute l'armée au sort d'un jeune guerrier, dont l'amour & l'hymen venoient de couronner la bravoure. Plusieurs Écrivains ont déjà tracé l'aventure du jeune Seymours & de la belle Molly, & j'ai cru qu'on me sauroit gré de choisir dans tous ces

récits le plus intéressant & le moins étranger au ton de cette Histoire.

1777.

Aventure de Seymours & de Molly.

« Dans les habitations situées sur » les bords de la Délawarre, il » y avoit une jeune fille d'une » grande beauté, nommée Molly; » elle aimoit le jeune Seymours, » elle en étoit éperduement aimée: » Harvey, pere de Molly, étoit » riche; il avoit des champs fertiles » & de nombreux troupeaux; » Seymours étoit pauvre; Har- » vey ne pouvoit se résoudre à lui » donner sa fille. Les usages du pays » autorisoient les deux amans à se » passer du consentement d'Harvey; » mais le respect étoit plus fort, » ils n'osoient en venir à cette ex- » trémité. Seymours, dans son cha- » grin, résolut d'aller faire la » guerre; il partit pour la Caro- » line à la suite d'une troupe de » volontaires. Jaloux de rapporter » des lauriers aux pieds de sa maî- » tresse, il se distingua à la défense » du Fort Sullivan, & le com- » mandement d'une compagnie de- » vint bientôt sa récompense. Ayant » rejoint depuis, l'armée de Was- » hington, il desiroit revoir sa maî-

» treſſe ; il demanda & obtint un
» congé de trois jours. Le père de 1777.
» Molly le voyant Capitaine, le
» reçut avec attendriſſement, & ne
» crut pas devoir refuſer pour
» gendre un homme utile à la Pa-
» trie. Le temps preſſoit, il falloit
» que Seymours retournât dans les
» Camps ; le mariage ſe fit dès le
» lendemain. Après la cérémonie,
» les parens des jeunes époux ſe
» raſſemblèrent ſous des arbres en-
» vironnés de treillages, à deux cents
» pas de la maiſon d'Harvey. Ils y
» faiſoient un repas champêtre qu'aſ-
» ſaiſonnoit une douce joie, lorſque
» des Soldats de l'Infanterie légère
» du Général Howe, qui parcou-
» roient le pays pour y chercher
» des vivres, traversèrent l'habita-
» tion. Seymours & les témoins de
» ſon bonheur étoient dans la plus
» grande ſécurité ; l'Armée An-
» gloiſe campoit loin de là, & le
» pays étoit couvert par les déta-
» chemens de Washington qui te-
» noient la campagne. Cependant
» deux Soldats appercevant de loin
» à travers les arbres un uniforme
» Américain, s'avancèrent en appel-

1777. » lant leurs camarades. Ils surprennent Seymours au milieu de » la joie & dans l'ivresse du plaisir ; » ils veulent l'emmener prisonnier. » Il n'avoit point ses armes ; mais le » courage & l'amour ajoutant à sa » force, il saisit un des agresseurs, » s'empare de son fusil, & le renverse » d'un coup de bayonnette ; l'autre » Soldat prend la fuite, Seymours » le poursuit, & lâche son coup » après lui : il regarde & voit le piquet Anglois retourner sur ses » pas, dans la crainte sans doute de » s'engager au milieu de quelque » parti Américain. Alors Seymours » revole vers ses parens & ses amis. » Fier de sa victoire, il s'avance, » & n'entend que des cris & des » gémissemens ; il frémit, il approche : la balle a frappé son amante, » il la trouve baignée dans son » sang. Ne pouvant supporter ce » spectacle douloureux & terrible, » ni la voix d'Harvey qui lui redemande sa fille, Seymours retourne éperdu dans le Camp pour » se livrer tout entier à la fureur » & au désespoir. Il ne tarda pas à » trouver dans les combats la mort

» qu'il desiroit, & à suivre dans la » nuit du trépas celle qu'il avoit » tant aimée ». 1777.

Affaire de Germantown

Cependant le Général Howe avoit pris possession de Philadelphie le trente Septembre, & cette Ville, abandonnée du Congrès qui s'étoit transféré à York-Town, & de tous les partisans de la guerre qui l'avoient suivi dans cet asyle, n'offroit à l'insolence du Soldat victorieux que des victimes pacifiques, dont le dévouement oisif à la cause de la liberté, n'avoit jamais fait couler une goutte de sang. Cette considération arrêta le glaive du vainqueur, & les paisibles vertus des Quakers finirent par subjuguer la férocité d'une soldatesque inhumaine & sanguinaire. Le Général Anglois avoit d'ailleurs à craindre des représailles contre lesquelles sa position ne devoit pas le rassurer. S'il étoit maître de la Ville, Washington l'étoit de tout le pays. Il avoit fait ses dispositions pour empêcher les vaisseaux Anglois de remonter la rivière; tous les forts Américains étoient en bon état, & cet habile Général,

1777. toujours fidèle à ſon ſyſtême, ſongeoit à réparer les malheurs de la journée de Brandiwine par des combats particuliers, & des affaires de poſtes, eſpèce de guerre, dont le ſuccès eſt ſûr contre un ennemi, qui, pour ſe recruter, a beſoin de recourir à des renforts d'outre mer. Malgré la ſaiſon qui s'avançoit, le Congrès vouloit une action générale; les Officiers étrangers la conſeilloient, & Washington reçut ordre d'en faire naître l'occaſion. Elle ne tarda pas à s'offrir telle que l'événement le plus malheureux ne devoit rien produire de bien déciſif contre les Américains, & qu'une victoire perdoit ſans reſſource l'Armée Britannique. Il s'agiſſoit d'aller déloger les Troupes Angloiſes cantonnées dans Germantown, & cette attaque fut réſolue pour le 4 Octobre; l'Armée Américaine ſe mit en marche la veille à ſept heures du ſoir. Le Général Howe, averti de ce mouvement, accourut au ſecours de Germantown avec les dix mille hommes de troupes qui lui reſtoient; mais les quatre diviſions de Sullivan, de Waine, de

Greene & de Stephens, les Brigades de Conway & de Mac Dougal, le Corps de réſerve commandé par Lord Stirling, & les Milices de Penſylvanie, du Maryland & de Jerſey, formoient une Armée bien ſupérieure en nombre à celle des Royaliſtes. Les quatre mille hommes campés à Germantown opposèrent beaucoup de réſiſtance aux premières attaques de l'Armée continentale; cependant le nombre l'emporta d'abord, & les Américains pénétrèrent dans cette longue Ville qui n'a qu'une rue de trois quarts de lieue. Le Corps de réſerve y fut arrêté dans ſa marche vis-à-vis d'une maiſon de pierres où les Anglois avoient jeté des Soldats qui faiſoient feu de toutes parts. Au lieu de paſſer outre, les Américains s'obſtinèrent à vouloir forcer cette maiſon, dont les murs avoient trois pieds d'épaiſſeur; ils n'en vinrent point à bout. Ils eſſayèrent de l'incendier, & n'y réuſſirent pas mieux. Le Général Greene étoit plus heureux d'un autre côté; les Anglois attaqués, rompus & repouſſés devant ſa Troupe, commen-

1777.

1777. çoient à déſeſpérer de la victoire ; mais l'Armée qui avoit quitté le Camp de Skuylkill arriva ſur ces entrefaites, & redonna l'avantage aux Royaliſtes. Un brouillard épais venoit de s'élever ; les Américains ne ſe reconnoiſſant plus dans cette obſcurité, n'agiſſoient pas de concert, & tous leurs mouvemens étoient des mépriſes, dont Howe & Cornwallis ſurent profiter. Il faut convenir que dans une telle confuſion, la fortune dût avoir beaucoup de part au ſuccès de cette journée. Quoi qu'il en ſoit, Howe & Cornwallis plus heureux ou plus habiles que les Chefs Américains, remportèrent la victoire & forcèrent l'Ennemi à la retraite. Cependant l'Armée de Washington ſe retira en bon ordre, & ſut choiſir une poſition avantageuſe à quatre milles de Germantown.

Telle fut l'iſſue d'une expédition imprudemment conçue & malheureuſement exécutée. Elle ne tendoit à rien moins qu'à détruire l'Armée Royale, à remettre le Congrès en poſſeſſion de Philadelphie, à terminer, en un mot, la guerre d'Amé-

rique par une ſeule affaire générale & déciſive. Les circonſtances ne favoriſoient point ce projet mal combiné. Comme on l'a dit, la plus défavorable étoit l'indiſcipline des Américains ; mais il falloit éclairer la Nation ſur ſes propres déſavantages, & Washington, en ſe prêtant à cette expédition, avoit prévu qu'une défaite même ſeroit une leçon utile à ſa Patrie, & n'avanceroit pas de beaucoup les affaires de l'ennemi. En effet, il ne perdit que ſix cents hommes dans les divers combats de Germantown, & les Anglois en eurent plus de mille, tant tués que bleſſés. De telles victoires ſouvent répétées auroient anéanti l'Armée de Howe, déjà épuiſée par les déſertions que de foibles recrues levées parmi les Torys n'étoient point capables de réparer. 1777.

Suites de l'expédition de Burgoyne. Sa défaite.

Tandis que ce Général gagnoit des batailles qui ruinoient les forces de l'Angleterre en Amérique, Burgoyne pourſuivoit ſon expédition avec moins de gloire, & tout auſſi peu d'avantage. Depuis l'arrivée d'Arnold, & des cinq mille hommes qu'il commandoit, l'Armée du Nord

accrue presque de moitié, opposoit
1777. un obstacle invincible aux progrès du Général Anglois, & Burgoyne enflé de ses premiers succès, négligeoit des précautions indispensables, même dans une entreprise moins difficile. Il s'étoit engagé dans les terres, avant de s'être assuré des postes voisins de Ticonderago; des corps de Milices s'emparèrent de ces postes, qu'il n'étoit pas encore à huit lieues du Fort. Il lui avoit fallu seize jours pour faire ce chemin, tant les routes étoient impraticables ! Son aîle droite en avoit pris une moins pénible, sous la conduite des Sauvages; mais le Colonel Saint-Léger qui la commandoit, eut bientôt à se plaindre de l'infidélité de ses guides, & après avoir été battu par Alkerman, il fut trop heureux de ramener à Montréal les débris de son détachement. Burgoyne reconnut trop tard qu'il s'étoit imprudemment engagé dans le pays ennemi. Quelque dangereuse que fût la retraite, il n'y avoit de salut à espérer que dans une marche rétrograde; il préféra de risquer une action d'éclat en rase campagne, &

le 19 Septembre, il oſa ſe meſurer avec Arnold, qui lui enleva trois cents hommes, & une partie de ſon artillerie. Cet échec l'affoiblit ſans le décourager; il perſiſta dans ſon premier deſſein, & continua ſa marche vers Albany, à travers mille obſtacles. Pour comble d'infortune, il ſe vit abandonné des Sauvages, qui, dans ces routes ſemées de précipices, avoient été pour ainſi dire, les flambeaux de ſon Armée. Tant de revers l'accabloient, & ne l'effrayoient point; dans cette circonſtance même, il fit une tentative ſur Benington, où il perdit environ neuf cents hommes, par l'habile manœuvre du Colonel Stark qui commandoit dans ce poſte. Cependant Clinton agiſſoit de ſon côté, & beaucoup plus heureuſement que Burgoyne. Il remontoit la rivière d'Hudſon, & venoit de s'emparer du fort Mongommery, dont la priſe écartoit un des plus grands obſtacles à la jonction des deux Armées. Un nouvel effort pouvoit hâter cette jonction ſi deſirée; & l'intrépide Burgoyne oſa le tenter, malgré l'affoibliſſement de ſon Armée di-

1777.

1777. minuée d'un tiers, depuis ſon départ du Canada. Le 7 Octobre il vint attaquer avec toutes ſes forces l'Armée du Général Gates. Arnold, qui commandoit l'aîle gauche, ſignala ſa bravoure ordinaire, dès le commencement de l'action ; s'étant mis à la tête d'un parti de deux cents Braves, il marcha droit à une batterie de cinq canons qui foudroyoient cette aîle, enleva la batterie l'épée à la main, tailla en pièces le Régiment Anglois qui la défendoit, rejoignit l'Armée, & quoique bleſſé grièvement, ne ceſſa pas de combattre qu'il n'eût repouſſé les ennemis juſques dans leurs lignes. Les Américains les en chaſsèrent à coup de bayonnette, & les fuyards vinrent ſe rallier auprès de Saratoga, où Burgoyne s'étoit retranché de ſon mieux. Gates le pourſuivit dans cette retraite, où les Chaſſeurs Américains harceloient continuellement l'arrièré-garde & les flancs de l'Armée Royale, interceptoient ſes proviſions, & réduiſirent enfin cet imprudent & malhenreux Général à chercher ſon ſalut dans un mouvement

rétrograde. Mais cette ressource lui manqua comme les autres. Le Colonel Brown venoit de s'emparer d'un défilé avec un détachement de six mille hommes, qu'il falloit écarter pour sortir du Camp de Saratoga, & le Général Gates s'étoit placé de l'autre côté du Camp avec sa principale Armée. Dans cette extrêmité, il ne restoit à Burgoyne d'autre parti à prendre que de livrer ses Troupes à la discrétion de l'ennemi. Deux jours furent employés à dresser les articles de la capitulation. Le Général Anglois n'y fut point nommé; Gates n'avoit pas cru devoir refuser à son ennemi désarmé cette satisfaction qui ne tiroit point à conséquence; Burgoyne n'en fut pas moins tenu à l'exécution de tous les articles. Les Troupes Angloises sortirent du Camp le 17, au nombre de six mille quarante hommes, abandonnèrent leur artillerie composée de trente-sept canons de campagne, & ayant mis leurs armes en faisceaux, furent conduites sous bonne escorte à Boston, où elles devoient s'embarquer pour l'Angleterre, après le serment solemnel

1777.

Bourgoyne est forcé de capituler.

1777. de ne plus ſervir contre la Nouvelle-République.

Le Général Gates profitant de ſa victoire, dépêcha Starck avec quatre mille hommes, pour aller reprendre Ticonderago, & ſe porta lui-même, avec le gros de l'Armée, vers la rivière d'Hudſon, où Waughan & Wallace avoient pris la Ville d'Eſopus, ce malheureux théâtre de tous les excès que peut ſe permettre un vainqueur féroce & ſanguinaire. A l'arrivée du Général, il reſtoit à peine quelques veſtiges de cette place incendiée; les bourgs & les villages des environs n'étoient plus que des monceaux de cendres & de décombres, & leurs habitans diſperſés dans les forêts, éprouvoient toutes les horreurs de la faim, dont ils préféroient le tourment aux outrages affreux que le terrible Waughan exerçoit contre les malades, les enfans, les femmes & les vieillards que la fuite n'avoit pu dérober à ſa cruauté. La préſence du vainqueur de Burgoyne fit ceſſer les maſſacres, arrêta les incendies, & laiſſa reſpirer l'humanité dans ces campagnes déſolées. Les quatre mille

mille tant Allemands qu'Irlandois, dont Waughan & Wallace irritoient la fureur ſur les bords de la rivière d'Hudſon, diſparurent à l'approche du Général Gates. 1777.

Le Congrès Général crut devoir à ce Guerrier généreux & magnanime, des témoignages publics de ſa reconnoiſſance, & fit frapper en mémoire de ſon triomphe, une médaille d'or qui lui fut préſentée au nom de la République. Arnold & Lincoln avoient eu beaucoup de part à la victoire de Gates; ils partagerent avec lui ces témoignages de la gratitude des Etats; les noms de ces Officiers Généraux furent cent fois répetées par acclamation, dans toutes les Provinces confédérées; c'étoit le cri de joie convenu dans les fêtes publiques qui ſe donnèrent à l'occaſion de cet heureux évènement à Boſton, à Charles-Town, & dans pluſieurs autres Villes. Le Congrès applaudit ſur-tout à la modération avec laquelle les vainqueurs avoient uſé de la victoire.

Fêtes publiques à l'occaſion de cet évènement.

Cette aſſemblée fidèle aux principes de clémence & de douceur

Perfidie des Ecoſſois. Motion à ce ſujet.

que lui dictoient ſa politique & ſon
1777. inclination, parut vouloir y déroger un moment par un acte de rigueur que la perfidie des Ecoſſois avoit provoqué. Ces peuples abuſant de la neutralité jurée au commencement de la guerre, s'étoient montrés dans pluſieurs Provinces, les plus cruels agens des vengeances britanniques. Ils avoient tout récemment ſignalé leur mauvaiſe foi dans la Caroline, en favoriſant, à main armée, les tentatives de l'ennemi. Deux fois ces violences impunies avoient manifeſté leurs injuſtes acceptions & l'eſprit de clémence & de modération qui dirigeoit les aſſemblées de cette Province. De nouvelles trahiſons de la part des Ecoſſois laſsèrent enfin la patience de quelques Membres du Congrès, & l'un d'eux venoit de propoſer à l'aſſemblée de traiter les priſonniers de cette Nation avec une ſévérité proportionnée à la noirceur de leurs attentats. Cette motion fut rejetée à la pluralité des voix.

Beau trait du Chevalier du Pleſſis-Mauduit.

La clémence du Congrès étoit une leçon de généroſité que les Officiers employés au ſervice des

Provinces confédérées, & les François sur-tout, se faisoient gloire d'écouter même au sein du carnage. 1777.
La belle défense du fort de Redbanck, où le Chevalier Duplessis-Mauduit commandoit l'artillerie sous le Colonel Greene, fut encore moins honorable à cet Officier, par l'entière défaite d'un nombreux détachement de l'Armée Royale, que par les soins touchans & généreux qui signalèrent son humanité. Après la retraite des ennemis, il étoit sorti de la forteresse pour en visiter les ouvrages avancés; ses regards se portèrent sur un monceau de cadavres, & au même instant il entendit une voix qui lui crioit: *Au nom de Dieu tirez-moi d'ici.* C'étoit la voix du Colonel Donop, l'un des chefs de la Troupe Hessoise, envoyée à l'attaque de Redbanck. Le Chevalier Mauduit le fait transporter aussi-tôt dans une maison du voisinage, s'y renferme avec cet Officier, lui prodigue les soins du plus tendre frère, & ne s'en sépare qu'à l'instant de sa mort arrivée le surlendemain de l'attaque. Le Colonel Allemand avoit écrit

1777. au Comte de Saint-Germain son ami, pour lui recommander le Chevalier François ; il terminoit sa lettre par ces mots : *j'ai la consolation d'expirer entre les bras de l'honneur.*

Les services des François mal récompensés.

Peu de jours après l'affaire de Redbanck, le Fort Miflin, où commandoit le Lieutenant-Colonel Smith, fut attaqué moins vigoureusement, & conservé à moins de frais que Redbanck ; cependant Greene & Smith obtinrent les mêmes récompenses ; le Congrès leur fit présenter à chacun une épée. Le même honneur fut accordé au Commodore Harlewood, qui s'étoit signalé à la défense des passages où l'Amiral Howe, trop pressé de remonter la rivière jusqu'à Philadelphie, perdit trois vaisseaux de guerre, & vit sa flotte entièrement desemparée. Le Chevalier Mauduit n'avoit pas moins de titres à la reconnoissance du Congrès ; il fut oublié, & Washington s'en plaignit dans une lettre qui est un éloge bien flatteur du courage, des talens, & de la modestie de cet Officier François. Il n'avoit que le rang de

Lieutenant-Colonel, & ſes ſervices méritoient un autre grade ; mais la lenteur de ſon avancement, & l'oubli où l'on affectoit de laiſſer un grand nombre de ſes compatriotes, avoient une cauſe politique dans les murmures de quelques Officiers Américains ; ils s'étoient plaints au commencement de la guerre des préférences accordées aux étrangers, & de la manière peu ſatisfaiſante, dont quelques-uns répondoient à cet encouragement. 1777.

Victoire du Marquis de la Fayette.

Il ne falloit pas moins que les exploits brillans du Marquis de la Fayette, pour forcer l'envie à ſe taire ſur les hommages rendus à la valeur françoiſe dans un climat où le ſeul intérêt de l'honneur fit cueillir à cette nation tant de lauriers. Ce jeune Guerrier, toujours impatient de ſe ſignaler dans les champs de la gloire, avoit ſollicité le commandement d'un corps de Milice détaché pour aller reconnoître la poſition des ennemis dans le Jerſey. Il fut rencontré le 25 Octobre par un détachement nombreux d'Anglois & d'Heſſois, qui, à la ſupériorité du nombre joignoient l'avantage de la diſcipline,

1777. & se glorifioient d'avoir à leur tête Lord Cornwallis. Le combat s'engage, & ils sont vaincus & dispersés. Ce triomphe du Marquis de la Fayette eut des suites fâcheuses pour l'Armée de Howe, qu'il priva d'un renfort considérable, & des subsistances qu'il apportoit à Philadelphie, où les Troupes Angloises devoient hiverner. Washington avoit pris ses quartiers d'hiver à Walley-Forge, sur les bords du Skuylkill, d'où il pouvoit intercepter du côté de la terre les transports destinés pour l'Armée Royale. Des galères Américaines empêchoient que rien y pût arriver par la rivière, dont l'Amiral essayoit en vain de forcer les passages. L'Armée de Clinton étoit condamnée à l'inaction dans la Nouvelle-York, & les Troupes envoyées de Rhode-Island retenoient le Général Pigot dans ses retranchemens.

Fierté & perfidie du Général Burgoyne.

Telle étoit pour tout l'hiver la position respective des Puissances belligérantes dans le Nouveau-Continent ; & ce fut dans cette circonstance, que l'indomptable fierté

de Burgoyne ne craignit pas de braver des Républicains généreux qui mettoient à ſa liberté des conditions honorables. Après avoir donné le premier exemple en Amérique de ces défaites générales qui réduiſent une Armée à la diſcrétion du vainqueur, ſans laiſſer même aux vaincus la reſſource de ſauver l'honneur dans les haſards d'une ſeconde bataille; ce Général infidèle à ſa parole oſa déclarer, au moment de ſon départ pour l'Angleterre, qu'il ne ſe croyoit point engagé par une capitulation faite avec des rebelles. Cette audace inſultante trouva ſon excuſe dans l'excès de ſa témérité. Le Congrès fut plus choqué d'un projet inexcuſable de la mauvaiſe foi de Burgoyne, qui, s'il n'eût avorté, pouvoit avoir de terribles conſéquences. Par le dixième article de la capitulation, le Général Gates lui avoit accordé d'envoyer ſes dépêches aux principaux chefs du parti Royaliſte, en lui promettant ſous la foi publique, que ſes lettres ne ſeroient point ouvertes. Dans celles qu'il écrivit aux frères Howe, Burgoyne abuſa de cette généro-

1777.

1777. ſité, en concertant avec eux le projet de cacher ſix mille fournimens à fond de cale des bâtimens deſtinés au tranſport des Troupes priſonnières, d'armer les Soldats auſſitôt qu'ils ſeroient en mer, de rentrer pendant la nuit dans la baie de Boſton, & de tenter un coup de main, dont le ſuccès paroiſſoit immanquable. On découvrit à tems ce complot; & les priſonniers, cantonnés à Cambridge, furent contremandés; on s'empara des fournimens, & les vaiſſeaux de tranſport s'en retournèrent à vuide. La première réſolution du Congrès avoit été de retenir Burgoyne juſqu'à ce que le Roi d'Angleterre eût ratifié la capitulation de Saratoga; cependant on le laiſſa partir ſous la condition qu'il quitteroit l'Europe au premier ordre du Congrès. Les Membres de cette aſſemblée n'étoient pas fâchés de mettre ſous les yeux de la Cour, cette preuve vivante de l'impuiſſance de ſes armes en Amérique, & il y eut autant de politique que de modération dans le renvoi de Burgoyne, qui vint remplir à la Chambre des Com-

munes ses fonctions de représentant dans la session d'hiver.

1777.

Sa réception à Londres.

Cet infortuné Général fut d'abord pour le peuple de Londres un objet de curiosité, de haine & de malédiction. Les Ministres lui fermèrent tout accès auprès du Roi, & il ne put faire examiner sa conduite ni dans un Conseil de guerre, ni dans le Parlement, où les nouvelles du Nord de l'Amérique avoient tourné quelques esprits aux résolutions les plus décourageantes pour le Ministère. Les plus modérés du parti de l'opposition demandoient une prompte révocation de l'acte de Québec, qu'ils nommoient une loi cruelle & despotique, sous laquelle gémissoit le Canada, & dont la tyrannie justifioit le soulèvement des autres Provinces; quelques-uns opinoient à ce qu'on rappellât les Troupes de l'Amérique, puisqu'il n'y avoit plus d'espoir d'une heureuse réconciliation; le Duc de Richmond insistoit sur la nécessité de reconnoître sans restriction l'indépendance des Provinces confédérées. Quoique mourant, Lord Chatam s'étoit

L'opposition demandait la révocation de l'acte de la 14e année de Geo. 3.

Dernières tentatives de Lord Chatam, Sa mort.

1777. fait tranſporter à la Chambre des Pairs, avec l'intention d'appuyer cette motion; mais à peine eut-il commencé ſon diſcours, qu'il ſe trouva mal; il fallut le porter au Greffe de la Chambre, où il reſta juſqu'au lendemain. Il mourut peu de jours après, & fut enterré à Weſtminſter, avec les plus grands honneurs. Lord Chatam avoit donné la ſouveraineté des mers à ſa patrie, & élevé la Nation Angloiſe à un degré de puiſſance ſupérieure même à ſon ambition; il avoit dirigé vers l'Angleterre tous les canaux de l'opulence; & il mourut pauvre & endetté. Sa mort cauſa un deuil général; mais loin de porter le découragement & l'inertie dans le parti de l'oppoſition, elle ſembla lui donner une nouvelle vie.

Inquiétude du Miniſtère Anglois.

Ce fut un moment de criſe pour le Miniſtère, & Lord North ſe vit forcé de propoſer un bill conciliatoire qu'il ſavoit bien ne devoir rien concilier. Les Miniſtres tâchoient de raſſurer le peuple contre les bruits de guerre, dont il ſe croyoit menacé de la part de la maiſon de Bourbon, & ils n'étoient pas moins alarmés que le peuple. Tandis

qu'ils affectoient dans le Parlement beaucoup de sécurité sur les dispositions de la France, & sur le rétablissement de sa Marine, leur Ambassadeur à Versailles employoit tour-à-tour la hauteur & les supplications pour découvrir les intentions secrètes du Ministère François. Le séjour de Franklin à Paris, la considération dont il y jouissoit, ses fréquens entretiens avec les plus grands Seigneurs, tout faisoit craindre qu'il ne se ménageât des rapports avec les Ministres. Les Députés Américains venoient de conclure avec les Fermiers-Généraux un traité pour le tabac de la Virginie; cet accord, avoué du Ministre des Finances, ne supposoit-il pas d'autres traités. La Cour de Londres ne pouvoit d'ailleurs se dissimuler que, faite pour le second ordre, l'Angleterre s'étoit élevée au rang des grandes Puissances de l'Europe, par un tour de force qui en rompoit l'équilibre politique, que toutes les Cours avoient intérêt à son abaissement, & que dans les circonstances présentes, la France étoit plus intéressée qu'aucun autre à rétablir cet 1777.

1777. équilibre néceſſaire à ſon repos, à ſa gloire, à la dignité de ſon Empire.

La France provoquée par les hoſtilités des Anglois.

Cependant la politique de Louis XVI toujours ſubordonnée à la religion des traités, ne s'étoit rien permis qui juſtifiât les murmures & provoquât les entrepriſes hoſtiles de l'Angleterre. Ce Monarque ami de la paix avoit porté la modération & les égards juſqu'à refuſer d'abord à Silas Déane la qualité de Commiſſaire qu'il tenoit du Congrès. Sur les plaintes de la Cour de Londres, il fut enjoint aux Corſaires Américains de borner leur ſéjour dans les ports de France, au terme preſcrit par le traité d'Utrecht; & les Réfractaires à cette loi furent arrêtés & punis malgré les repréſentations des Agens du Congrès entretenus en Europe. Il eſt vrai que le Miniſtère François avoit fortifié les garniſons de Saint-Domingue & de toutes les Antilles; mais ces précautions n'avoient rien d'alarmant, puiſque ces Iſles reſtoient ouvertes de tous côtés, & qu'on n'entretenoit point des vaiſſeaux armés dans les parages de l'Amérique. Tant de ſécurité annonçoit

encore des intentions pacifiques, & ce fut à cette époque, où l'on voyoit sans inquiétude les frégates angloises croiser depuis Porto-Rico, jusqu'au canal de la Jamaïque, qu'elles osèrent insulter les ports, & brûler sur les côtes des Isles Françoises, des vaisseaux insurgens, qui s'y croyoient dans un asyle inviolable. Trente hommes détachés du *Maidstone* & du *Squirel*, étoient venus mettre le feu à un bâtiment américain échoué dans la baie de Jean Rabel, & poursuivant sur la côte ceux de l'équipage qui s'y étoient réfugiés, n'avoient pas craint de faire feu sur le corps de garde, & de renverser les canons des batteries. Les mêmes attentats se commettoient aux Isles du Vent, où l'on se plaignoit chaque jour de quelque violation de territoire. Les atterrages & les côtes de la Guadeloupe, ceux de la Martinique & de Sainte-Lucie furent tour-à-tour le théâtre de pareils excès. La Marine angloise se les permettoit jusques dans les mers de l'Europe, & vingt-deux navires américains avoient été pris à l'embouchure de la Garonne.

1777.

1777. Le Pavillon françois n'étoit guères plus reſpecté. La *Providence* & vingt autres bâtimens, forcés d'amener & de ſe rendre à des frégates angloiſes, furent conduits à la Jamaïque, confiſqués & vendus ſous prétexte que leur cargaiſon étoit à l'uſage des Provinces Inſurgentes. Ces violences atteſtées par trois cents Capitaines, dont les déclarations ſe trouvent conſignées dans les divers Greffes de l'Amirauté, autoriſoient une démarche que la ſeule raiſon d'Etat auroit juſtifiée. Cependant l'indignation de Louis XVI n'éclata point encore, & la Cour de Londres oſoit former des plaintes, Lord Stormont ſon Ambaſſadeur en France, les renouvelloit à chaque inſtant, & quelquefois en des termes peu meſurés, qui pouvoient laſſer la patience de l'auguſte Monarque, ſi la diſcrétion de ſon miniſtère, n'eût éloigné l'inſtant d'une juſte vengeance.

Tandis que l'Europe retentiſſoit des prétendus griefs de l'Angleterre, ſur la protection qu'elle accuſoit la France d'accorder aux Américains,

elle faiſoit répandre dans les papiers de la nouvelle-York, qu'ils n'éprouvoient en France, que des contrariétés & des refus, & que l'amitié des deux Puiſſances Européennes n'avoit jamais été mieux affermie. Ce piége ne trompa qu'un inſtant les Provinces confédérées, & le Cabinet de Verſailles s'éclairant de plus en plus ſur la politique inſidieuſe des Anglois, il fut réſolu qu'on oppoſeroit ſes griefs à ceux de la Grande-Bretagne, & l'on répondit aux nouvelles plaintes de Lord Stormont : que Sa Majeſté Très-Chrétienne avoit conſulté la juſtice & l'amitié dans ſes procédés avec Sa Majeſté Britannique, & qu'elle attendoit de ce Prince qu'il donnât, de ſon côté, les ordres les plus précis, pour arrêter des excès devenus trop fréquens de la part des Officiers de ſa Marine. 1777.

La France & l'Angleterre en étoient dans ces termes, lorſqu'on apprit à Londres la défaite du Général Burgoyne. Cette nouvelle y fit naître tout-à-coup une réſolution ſuggérée par le déſeſpoir de réduire l'Amérique ; & le Miniſtere pro-

Préliminaires du Traité avec la France.

1777. jeta de bonne foi une réconciliation avec les Etats confédérés, à condition que les deux Puissances réuniroient leurs efforts contre la Maison de Bourbon. Les Commissaires Américains résidens à Paris furent pressentis à ce sujet, & la France comprit enfin que c'étoit le moment de mettre un terme à son indécision. Le sieur Conrad Alexandre Gerard, Secrétaire du Conseil d'Etat, fut chargé d'aller conférer avec les Délégués du Congrès sur les préliminaires d'un traité de commerce & d'amitié entre la France & les Etats-Unis d'Amérique. Il fut déclaré dans cette première conférence que Sa Majesté Très-Chrétienne reconnoissant l'indépendance des Provinces confédérées, pouvoit traiter avec elles sans déroger à sa dignité; que pour rendre ce traité durable & l'éternel garant de l'amitié respective des deux Nations, l'intention de Sa Majesté étoit qu'on n'y tirât aucun avantage de leur situation actuelle, & que ce traité fût tel que les Etats-Unis pourroient le souhaiter, s'ils jouissoient de la plénitude de leurs forces &

de leur puissance ; qu'elle ne se dissimuloit pas l'avantage que la France devoit retirer de leur séparation d'avec l'Angleterre ; & qu'en prévoyant les frais, risques & dommages de la guerre, à laquelle ce traité exposoit, elle n'étoit pas moins résolue de les tenir quittes de toute espèce de dédommagement sur cet objet, qu'elle n'exigeoit pas même qu'ils se refusassent dans la suite aux propositions avantageuses d'une paix séparée, & que la seule condition exigée par l'auguste Monarque étoit que dans aucuns cas les Provinces confédérées ne se reconnoîtroient dépendantes du Gouvernement Britannique. 1777.

Ces propositions furent acceptées, & le 6 Février 1778, le sieur Gerard, chargé des pouvoirs du Roi, & Benjamin Francklin, Silas Déane & Arthur Lée, signèrent à Paris un traité d'amitié & de commerce entre la Couronne de France & les Etats nouvellement unis. Les Députés du Congrès insistoient sur la nécessité d'une alliance offensive & défensive d'après laquelle 1778.

1778. le Roi se seroit engagé à soutenir l'indépendance par la force des armes. Sa Majesté n'y voulut point entendre, & n'accorda qu'une alliance éventuelle & purement défensive en cas de guerre entre la France & la Grande-Bretagne. Ce dernier traité demeura secret pendant quelque tems, & n'eut de valeur & de réalité que par les hostilités de l'Angleterre; mais le 13 Mars de cette année, le Marquis de Noailles notifia le traité de commerce à la Cour de Londres, & cette notification fut le signal de la guerre entre les deux Couronnes.

Ingratitude de quelques Américains.

Cependant les Emissaires de la Cour de Londres avoient sçu par leurs manéges introduire la division parmi les Chefs de la Nouvelle-Angleterre; il s'y étoit formé un parti contre Washington lui-même. Les services de la France étoient méconnus de quelques Américains, à qui on avoit représenté les François comme un peuple d'aventuriers, dont il falloit redouter le commerce & la mauvaise foi; les désordres de plusieurs étrangers soudoyés

pour deshonorer la France, accréditoient cette opinion injurieuſe. On diſoit publiquement que le Docteur Franklin & les autres Délégués du Congrès venoient d'échouer dans leurs négociations. Les mal-intentionnés donnoient le plus grand cours à ces bruits ſemés en même tems dans les divers cantons de l'Amérique ſeptentrionale. Le Peuple s'y livroit à des ſoupçons injurieux pour les François, ſe permettoit contre eux des propos inſultans, s'emportoit juſqu'aux invectives, & dans quelques Provinces les voyes de fait mirent le comble à cet excès d'ingratitude. 1778.

Divers manéges de la Cour de Londres pour traverſer l'alliance entre les François & les Américains.

La circonſtance ſembloit être favorable aux vues de la politique Angloiſe, & la Cour de Londres ſe hâta d'envoyer ſes Commiſſaires avec des pouvoirs étendus pour faire accepter au Congrès des offres de réconciliation ; elle autoriſoit ſes Agens dans le Nouveau-Monde à tout offrir, excepté l'indépendance, à ces mêmes Américains, dont elle exigeoit, deux ans auparavant, une ſoumiſſion illimitée. Quoique les Bills conciliatoires

1778. arrêtés au Parlement le 17 Février, fussent postérieurs de quelques jours au traité conclu avec la France, on se flatta que l'arrivée des Commissaires Anglois précéderoit la ratification du traité en Amérique, & que Lord Carlisle, le Gouverneur Johnstone, & William Eden, chargés de cette mission, seroient d'assez habiles négociateurs pour mettre de leur côté la pluralité des voix dans l'Assemblée Continentale. A cette même époque les Ministres dépêchèrent à Paris leurs Emissaires, qui, sous prétexte de traiter avec le Docteur Franklin, avoient ordre de ne rien ménager pour le compromettre avec la Cour de France; mais tous ces artifices devenoient inutiles; Silas Déane, & le sieur Gerard, avoient quitté Paris pour aller s'embarquer à Toulon, sur la flotte du Comte d'Estaing.

Les offres des Commissaires sont rejetées.

L'opinion de toute l'Europe étoit que les Bills conciliatoires manqueroient leur objet en Amérique. En effet, quoique les Commissaires n'eussent rien négligé pour séduire les Membres du Congrès, & que le Gouverneur Johnstone eût abaissé son

caractère aux plus lâches manèges d'une intrigue insidieuse, la lecture de la Commission fut à peine entendue, & l'Assemblée ne daigna pas accorder une discussion publique aux propositions de la Cour de Londres. Ses offres étoient trop belles pour être sincères ; elles furent écoutées avec dédain, parce qu'on y vit de la crainte, de la foiblesse & sur-tout de la mauvaise foi. Comme on l'a dit, l'aveu de l'indépendance excepté, l'Angleterre ne se refusoit à rien ; mais cela même rendoit l'exception suspecte, & la faisoit regarder comme un titre qu'on vouloit faire valoir un jour pour ne rien accorder du tout. Les Membres du Congrès sentirent le piége, & pour ôter aux Commissaires l'espoir de les y attirer, ils déclarèrent qu'on n'entendroit à aucune proposition, avant le rappel des forces de terre & de mer, & la reconnoissance de la souveraineté indéfinie des Provinces confédérées. La lettre suivante contient un précis des ces offres remises tant de fois sous les yeux du Congrès Américain, & toujours rejetées par les Membres de l'Assemblée.

1778.

1778. *A son excellence* Henry Laurens, *Président*, *& aux Membres du Congrès.*

Précis de ces offres. « Messieurs, pénétrés du desir » sincère d'arrêter l'effusion du » sang & de mettre un terme aux » calamités de la guerre, nous » vous communiquons une copie » de la Commission, dont il a » plu à Sa Majesté de nous hono- » rer, ainsi que les Actes du Par- » lement sur lesquels elle est fon- » dée, en vous assurant de » notre vif empressement à réta- » blir la tranquillité de cet Empire » jadis fortuné, sur la base de la » liberté égale & de la sûreté » mutuelle. Vous voudrez bien » observer que nous sommes re- » vêtus de pouvoirs proportionnés » à l'étendue de l'objet, & tels » que les Annales de notre His- » toire n'en fournissent point » d'exemple.

» Quel que soit l'état actuel de » nos affaires, quoique nous y trou- » vions des objets de regrets mu-

» tuels, nous avons encore lieu » d'efpérer & de nous confoler, » en fongeant à la réconciliation » affectueufe & cordiale qui dans » cet Empire, comme dans beau- » coup d'autres, a fouvent ramené » le calme au fein des troubles & » des diffentions domeftiques. 1778.

» Nous éviterons de rappeller ici » des objets qui ne font plus dif- » putés, & nous remettons à d'au- » tres tems la confidération des » avantages & des maux récipro- » ques qui fondent nos efpérances » & nos craintes : confidération qui » doit naturellement contribuer, » dans ces circonftances impor- » tantes, à déterminer vos réfolu- » tions & les nôtres.

» Les actes du Parlement que » nous vous communiquerons, vous » prouveront fuffifamment quelles » font les difpofitions de la Grande- » Bretagne ; vous y reconnoîtrez » que les termes de conciliation » que Sa Majefté & le Parlement » ont en vue, font de nature à » remplir les vœux de l'Amérique » feptentrionale, relativement au » danger, dont elle a cru fa liberté

1778. » menacée. Afin de vous convaincre » plus efficacement de la droiture » de nos intentions, nous croyons » convenable de vous déclarer par » cette première ouverture, que » nous ſommes diſpoſés à concourir » dans tout arrangement, qui, » entr'autres objets, auroit en vue » ceux qu'on va détailler.

» Conſentir à une ceſſation d'hoſti» lités ſur mer & ſur terre.

» Rétablir une communication » libre ; faire revivre l'affection » mutuelle.

» Etablir l'avantage commun de » la naturaliſation dans toutes les » parties de cet Empire.

» Ne mettre à la liberté du com» merce d'autres bornes que celles » de notre intérêt mutuel.

» Convenir qu'on n'entretiendra » point de forces militaires dans les » divers Etats de l'Amérique ſep» tentrionale, ſans le conſentement » du Congrès ou des Aſſemblées » particulières.

» Concourir dans les meſures » qui auront pour objet la liquida» tion des dettes de l'Amérique ;

» hauſſer

» hausser la valeur & le crédit du » papier mis en circulation ». 1778.

« Perpétuer notre union par la » députation réciproque d'un » Agent ou de plusieurs Agents » qui auront voix délibérative & » droit de voter au Parlement de » la Grande-Bretagne & dans les » Assemblées des divers Etats au-» près desquels ils seront respecti-» vement députés ».

« En un mot, établir l'autorité » respective des Corps législatifs » dans chacun des Etats particuliers; » fonder leur revenu, leur établis-» sement civil & militaire, les » mettre en état d'exercer avec » une entière liberté toutes les » fonctions faisant partie de l'ad-» ministration intérieure, de sorte » que ces Etats britanniques dans » toute l'étendue de l'Amérique » septentrionale, jouissent irrévo-» cablement de tous les priviléges » qui ne supposent point une sépa-» ration totale d'intérêts, & qui sont » compatibles avec cette union » de forces qui fait la sûreté de » notre religion & de notre liberté » communes ».

1778. « Dans l'état d'anxiété où nous » jette le desir de préserver ces » intérêts importans & sacrés, » nous ne pouvons nous dispenser » de faire mention de l'interposi- » tion insidieuse d'une Puissance, » qui, dès le premier établissement » de ces Colonies, a été l'ennemie » de l'une & l'autre Nation. Mal- » gré la date prétendue, ou la » forme actuelle des offres de la » France, il est notoire qu'elles » ont été faites en conséquence » des plans de conciliation précé- » demment rédigés en Angleterre, » & dans la vue de prolonger » cette guerre destructive; mais » nous nous flattons que les Ha- » bitans de l'Amérique septen- » trionale, attachés à nous par les » nœuds étroits de la consangui- » nité, parlant la même langue, » professant la même religion, se » rappellant l'heureux échange » d'offices réciproques qui nous » unissoient, oubliant enfin tous les » sujets d'animosité récente, fré- » miront à la seule idée d'ajouter » un degré de force à la Puissance » qui, récemment encore, étoit

» notre ennemie commune, & » préféreront une union ſolide, » libre & perpétuelle avec la Mere-Contrée, à une alliance étrangere, momentanée & contraire » à la nature ». 1778.

. . . .

« Si après le tems néceſſaire pour » prendre cette ouverture en conſidération, & y répondre, les » horreurs & les dévaſtations de la » guerre continuoient encore, nous » prenons Dieu & l'Univers à » témoins, que les maux qui en » ſeront les ſuites inévitables, ne » doivent point être imputés à la » Grande-Bretagne, & c'eſt avec » la plus grande peine, que nous » jetons des regards anticipés ſur » les calamités que nous voudrions » prévenir ».

La lecture de cette Lettre ſignée *Carliſle*, *W. Eden*, *G. Johnſtone*, fut interrompue à cette phraſe.... *L'interpoſition inſidieuſe d'une Puiſſance qui dès le premier établiſſement de ces Colonies, a été l'ennemie de l'une & l'autre Nation.* On crut y voir une propoſition offenſante pour Sa Majeſté Très Chré-

1778. tienne, & il y eut une motion pour qu'elle ne fût pas continuée. Voici dans quels termes fut conçue la réponſe du Préſident aux diverſes Adreſſes des Commiſſaires.

Réponſe du Préſident du Congrès.

« J'ai reçu la Lettre de vos Excellences, ainſi que les papiers » qu'elle contenoit, & j'ai mis le » tout ſous les yeux du Congrès. » Le ſeul deſir d'arrêter l'effuſion » du ſang humain a pu le déterminer à lire un papier contenant » des expreſſions peu reſpectueuſes » envers Sa Majeſté Très-Chrétienne, le bon & le puiſſant allié » de ces Etats, & à conſidérer des » propoſitions dérogatoires à l'honneur d'une Nation indépendante. » Les Actes du Parlement Britannique, la commiſſion de votre » Souverain, & votre Lettre, ſuppoſent les Peuples de ces Etats, » Sujets de la Couronne de la » Grande-Bretagne; ces Actes ſont » fondés ſur une ſuppoſition entièrement inadmiſſible. On me recommande d'informer vos Excellences que le Congrès eſt enclin » à la paix, malgré les prétentions » injuſtes qui ont donné lieu à la

» guerre, & malgré la maniere » ſauvage, dont elle a été con» duite; il ne ſera donc point diffi» culté de prendre en conſidération » un traité de paix & de commerce » qui ne ſera pas incompatible » avec les traités déjà ſubſiſtans, » ſitôt que le Roi de la Grande» Bretagne y paroîtra ſincérement » diſpoſé. La ſeule preuve ſolide » de cette diſpoſition, ſera, ou la » déclaration formelle qu'il recon» noît l'indépendance de ces Etats, » ou le rappel de ſes flottes & de » ſes Armées ».

1778.

Le traité avec la France devoit être conclu à cette époque, & déjà le bruit ſe répandoit qu'un Miniſtre Plénipotentiaire de cette Cour venoit demander la ratification de ce traité; on attendoit chaque jour l'arrivée d'une flotte puiſſante armée pour la défenſe des Etats-Unis. En effet, l'Eſcadre du Comte d'Eſtaing compoſée de douze vaiſſeaux & quatre frégates, avoit appareillé de Toulon avec huit cens hommes d'infanterie. Il obtint du Miniſtre de la Guerre quelques canons de fonte, qu'il placa ſur le Gaillard

Le Comte d'Eſtaing met à la voile le 13 Avril.

du Languedoc qu'il montoit, qui n'étant que de quatre-vingt, se trouva par-là en état de donner plus de feu de chaque bord.

1778.

La Flotte de Ports-Mouth n'est point en état d'appareiller. Murmures à ce sujet.

L'objet de ce formidable armement étoit un mystere pour les spéculateurs anglois. Ils ne savoient pas que MM. Gérard & Déane s'étoient embarqués sur le vaisseau Amiral le Languedoc, & que par-conséquent on alloit tenter une expédition dans l'Amérique septentrionale. Les Ministres britanniques ne pouvoient l'ignorer, & tout sembloit leur montrer la nécessité de donner la chasse à cette flotte, qui, une fois arrivée à sa destination, pouvoit attaquer avec avantage, les vaisseaux du Général Howe, affamer son Armée & la forcer à la Capitulation; détruire les arcenaux d'Hallifax, ravager les côtes & les Isles Angloises des Indes occidentales, & porter tous ces coups, sans trouver de véritables obstacles dans la résistance des forces actuelles de l'Angleterre en Amérique. Mais par la négligence du premier Lord de l'Amirauté, la flotte de Ports-Mouth ne se trouva point en état, lors du

départ de M. d'Estaing. Le défaut d'approvisionnement avoit causé les premiers retards, & le vent n'étoit plus favorable, lorsque l'Amiral Byron voulut mettre à la voile. Ce tort du Ministère donna lieu à des murmures, qui, heureusement pour Lord Sandwich, dégénérèrent en plaisanteries. On répétoit dans les cafés de Londres que ces vents contraires au vœu de la Grande-Bretagne, souffloient au gré de la prévoyante Administration. Cette affaire se traitoit plus sérieusement dans la Chambre des Pairs, où le Duc de Richmond observa que si les forces navales de la Nation avoient cette supériorité respectable qu'il plaisoit aux Ministres d'exagérer, ils étoient inexcusables de n'avoir pas établi une forte Escadre en croisière sur la Méditerranée, pour observer les mouvemens de la flotte de Toulon; négligence qui dans cette occasion, faisoit perdre à l'Angleterre tout l'avantage qu'elle eût du se promettre des forteresses dispendieuses de Port-Mahon & de Gibraltar; & qu'après les octrois accor-

1778.

Murmures contre Lord Sandwich.

1778. dés pour l'usage de la Marine, si elle ne pouvoit détacher une partie de ses vaisseaux sans exposer les côtes, on devoit imputer au Ministère le crime grave au premier chef, d'avoir trahi ou du moins négligé les intérêts de la Patrie, dans une circonstance importante & critique. Le Comte de Sandwich voulut se justifier en disant que la premiere destination de la flotte angloise avoit été de servir sur le canal, qu'elle étoit munie de provisions en conséquence, lorsqu'on expédia l'ordre d'appareiller à Spithead; mais qu'autre chose étoit de croiser sur le canal, ou de faire voile pour.... La discrétion ministérielle ne lui permit pas d'en dire davantage, & il se tira de ce mauvais pas, à la faveur d'une reticence.

Inconvéniens de la constitution Angloise.

Pour excuser l'indolence ou l'inaction du Ministère, Lord North se rabattit, dans la Chambre des Communes, sur la nature & les inconvéniens de la Constitution Angloise, où rien ne peut être arrêté sans la concurrence des Corps publics. « Ailleurs, ajouta-» t il, un Gouvernement arbitraire

» rassemble ses forces d'un mot ; 1778.
» sûr du secret, il est déjà prêt à
» mettre ses desseins en exécution,
» lorsqu'il juge à propos de les dé-
» clarer. La preuve de cette diffé-
» rence est sur-tout frappante dans
» la maniere d'équiper les vaisseaux ;
» la nôtre, qui consiste dans la
» *presse*, indépendamment de ce
» qu'elle est précaire & lente dans
» ses effets, avertit l'Ennemi de nos
» intentions ou de nos craintes,
» tandis qu'à l'aide de leurs regis-
» tres, la France & l'Espagne peu-
» vent à leur gré & dans un terme
» assez court, faire passer à bord
» des vaisseaux tous les hommes
» qui, dans l'étendue de leurs
» Etats, sont propres au service
» de la Marine. Il est possible,
» que nous éprouvions, pendant
» quelque tems, l'effet de cette
» différence. Les commencemens
» de la guerre nous sont ordinai-
» rement peu favorables ; il n'en est
» pas ainsi du dénouement ; rare-
» ment nous est-il contraire ».

Les forces d'Angleterre exagérées par les Ministres Britanniques

Les Membres de la faction anti-ministérielle ne se payoient pas de ces vains subterfuges ; ils y oppo-

sèrent les promeſſes ſolemnelles du
1778. premier Lord de l'Amirauté, qui, même avant la vacance de Noël de l'année précédente, s'étoit engagé ſur ſa tête à produire des forces navales ſupérieures à celles de la France & de l'Eſpagne réunies. A l'en croire, la Marine Angloiſe avoit dès-lors trente-cinq vaiſſeaux de ligne complettement équipés & qui, pour mettre à la voile, n'attendoient que le premier ſignal; ſept autres vaiſſeaux, en commiſſion, devoient rentrer inceſſamment dans les Ports d'Angleterre, & un nombre proportionné de frégates la raſſuroit, diſoit-il, contre les entrepriſes des Puiſſances mal intentionnées. Quant aux forces de terre, les autres Miniſtres les exageroient avec une égale forfanterie; ſuivant les calculs qu'ils préſentoient, tout juſtifioit leur profonde ſécurité, tant pour l'Europe que pour l'Amérique. Cependant le Comité chargé d'examiner l'état de la Nation, trouva que la Grande-Bretagne avoit tout au plus vingt-huit vaiſſeaux de ligne, dont les équipages fuſſent complets; que

ces vaiſſeaux étant peu d'uſage ſur des mers étroites, elle n'auroit, 1778.
dans le cas d'une invaſion, d'autre reſſource pour ſa défenſe intérieure, que les onze frégates ſtationnées en Europe ; qu'il s'en falloit de ſix mille hommes, que les Troupes de terre y fuſſent ſur un pied convenable, même en tems de paix ; que le Canada & les Indes occidentales étoient abſolument dégarnis ; que les trente mille hommes de Troupes cantonnés dans Philadelphie & New-York, & les dix-huit mille matelots qui épuiſoient l'Angleterre en Amérique, y languiſſoient dans une ruineuſe inaction ; qu'enfin la moitié des forces tranſplantées dans le nouveau Continent, s'étoient déjà conſumées ſans rien exécuter, & qu'on ne devoit compter que ſur les débris d'une ſi belle Armée, ſi les beſoins de l'Etat le mettoient dans la néceſſité de la rappeller en Europe. Paſſant enſuite à la diſcuſſion des frais énormes de cette guerre, le Comité déclara qu'il ne voyoit pas comment la Grande-Bretagne pourroit jamais acquitter les dettes

1778. usuraires, dont elle étoit déjà surchargée.

Ce dernier article donna lieu dans la Chambre des Pairs à des réflexions bien indiscretes de la part du Marquis de Rockingham, qui, à l'occasion d'un nouvel emprunt de six millions sterling, ne craignit pas de mettre toute l'Europe dans le secret de l'épuisement des Finances Britanniques....

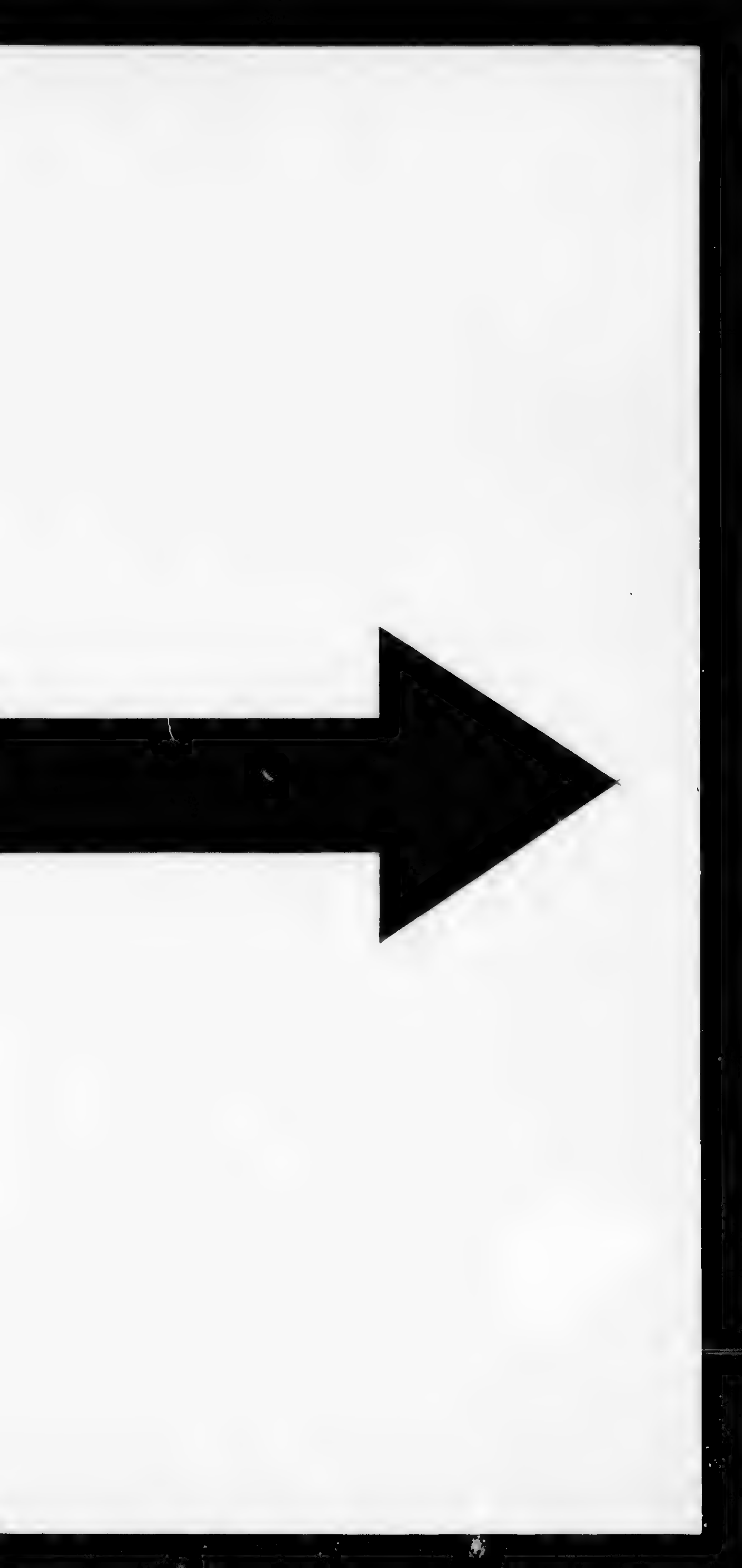
Aveux indiscrets du Marquis de Rockingham

« Rappellons-nous, dit-il, la » description majestueuse & formi» dable que les Ministres nous ont » faite de notre puissance navale; » n'oublions pas que jusqu'au dernier » moment, ils ont protesté qu'ils » ne feroient la paix avec l'Amé» rique qu'après l'avoir conquise. » Comparons cette conduite & ces » discours, avec ce que nous » voyons, ce que nous entendons » aujourd'hui. Ces hommes hau» tains sont donc réduits à la nécessité » de convenir que pour obtenir la » paix, il faut faire des concessions; » que nos Troupes de terre sont » foibles, que nous n'avons point » de Marine; qu'enfin, pour com» bler la mesure de nos maux, nous

» touchons au moment d'entrer en » guerre avec une Branche de la » Maiſon de *Bourbon*, & peut-être » avec les deux Branches. Tel eſt » le mal ; quel en eſt le remede ? » Nos Finances devroient naturel- » lement nous l'offrir : jetons donc » les yeux ſur l'état de nos Finan- » ces. La reſſource du moment eſt » un contrat uſuraire, un emprunt » de ſix millions ſterling, dont il » n'entre que cinq millions & demi » dans le Tréſor public, le reſte » eſt la proie du préteur ; il y a » plus, pour ces cinq millions & » demi, il faudra rembourſer à des » époques fixes, ſept millions trois » cens mille livres. Vous verrez, » ajouta-t-il, dans le tableau de » cette opération, que nous payons » l'intérêt de ce nouvel emprunt ſur » le pied de neuf pour cent.... Il » étoit naturel d'eſpérer qu'en offrant » de ſi grands avantages, l'argent » couleroit de tous les coffres dans » celui de l'Etat... Point du tout, » l'*Omnium* (1) eſt déjà d'un pour 1778.

(1) Nom des effets provenans du nouvel emprunt.





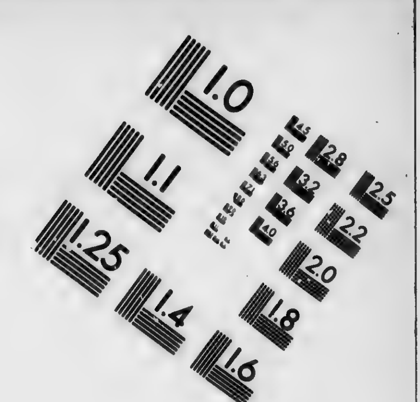
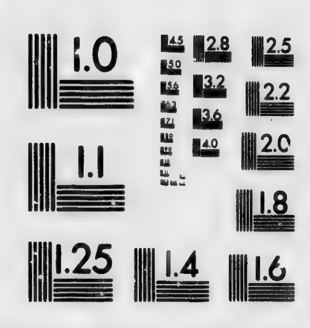
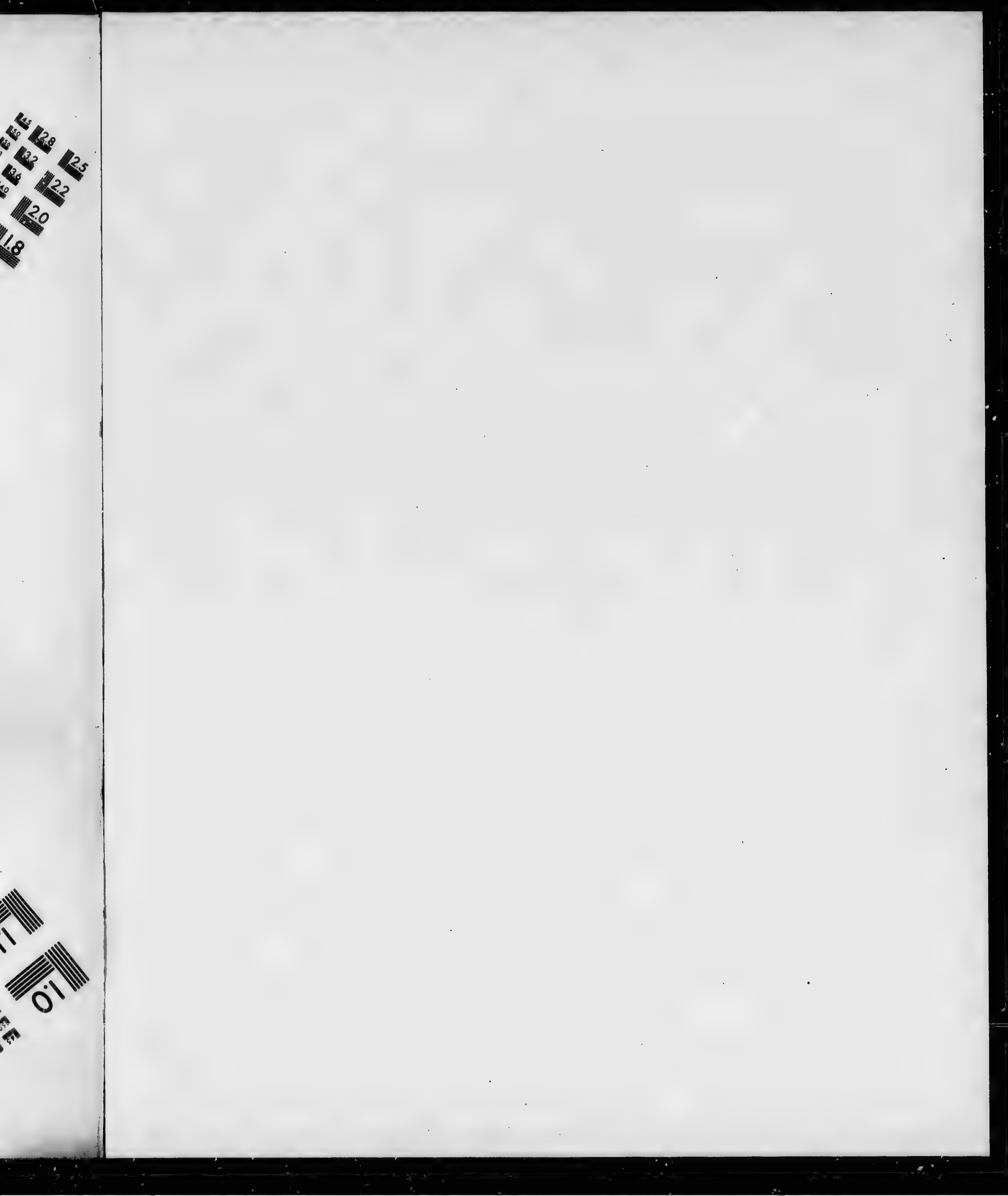


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"



1778. » cent au-dessous du pair. J'ignore » s'il est un indice plus certain de » l'épuisement absolu du crédit pu- » blic, & du peu de confiance que » les hommes à argent ont dans » l'Administration actuelle ; & c'est » cette même Administration qui » se flatte de regagner la con- » fiance de l'Amérique ! Ah ! je » conçois, que ces malheureuses » Provinces, ayant un choix à » faire, préféreroient l'alliance de » la Grande-Bretagne à toute autre; » mais ce n'est pas avec les Agents » qui se présentent qu'elles daigne- » ront traiter, ce n'est pas avec » des hommes dont la foiblesse & » l'irrésolution ont perdu leur pays; » dont les plans absurdes & cruels » ont ruiné une partie de l'Empire » & dévasté l'autre partie. Et tout » cela au nom du Roi ».

Les autres observations du Comité, furent également développées dans la même Chambre. On y produisit des états plus circonstanciés des pertes de l'Angleterre ; & il se trouva que le nombre des vaisseaux marchands pris ou détruits par les Armateurs Américains de-

Pertes de l'Angleterre.

puis le commencement de la guerre, 1778.
montoit à cinq cens ſoixante-trois, dont la valeur modérement évaluée à quatre mille livres ſterling par vaiſſeau, formoit pour le commerce de la Grande-Bretagne une perte effective d'environ deux millions ſterling. Dans une de ſes motions, le Duc de Richmond avoit prouvé qu'au mois d'Avril de cette année, la dépenſe extraordinaire ſe portoit dès-lors à vingt-quatre ou vingt-cinq millions: mais le tableau des hommes enlevés par le fer & le feu de l'Ennemi, par les naufrages ou la déſertion, motivoit ſur-tout les concluſions de ſon Adreſſe au Roi. Il y démontroit la néceſſité de faire la paix, même aux conditions les plus dures. Cette Adreſſe où les Miniſtres étoient repréſentés comme les ennemis de l'Etat, fut rejetée à la pluralité des voix, & vingt Pairs firent conſigner la proteſtation ſuivante dans le Journal de la Chambre.

Pertes du commerce anglais.

Adreſſe au Roi propoſée par le Duc de Richmond, & rejetée par la majorité.

« Sont d'un avis différent (ou » proteſtent contre), parce que,

Proteſtation de vingt Pairs

1778. » rejeter dans les circonſtances pré» ſentes l'Adreſſe propoſée, ſemble » indiquer que cette Chambre eſt » réſolue de favoriſer la continua» tion de ce plan d'ignorance, de » myſtere, d'artifice & d'illuſion, » qui a déjà expoſé le Souverain » & ſon Peuple à tant de calamités: » nous regardons comme abſolu» ment néceſſaire que le Souverain » & le Peuple ſoient détrompés, » qu'ils ſoient informés diſtincte» ment & authentiquement du vé» ritable état de leurs affaires, » tel qu'il eſt fidélement repréſenté » dans cette Adreſſe propoſée, » ſur-tout dans un moment où » notre exiſtence politique ſemble » dépendre de l'idée plus ou moins » exacte que nous pouvons nous » former de notre ſituation réelle » & du plus ou moins de ſageſſe » avec laquelle nous pouvons faire » uſage de cette information ».

(Signé) *Richmond*, *Abergavenny*, *Thanet*, *Abingdon*, *Harcourt*, *Ferrers*, *Fitz-William*, *J. St. Aſaph*, *Devonſhire*, *Bolton*, *Portland*, *Effingham*, *Radnor*,

Rackingham, *Stamfort*, *Manchefter*, *Ponfomby*, *Craven*, *Spencer*, *Herefort*.

1778.

Meffage de George III. Ses motifs & fon objet.

Cette proteftation des vingt Pairs ne dérangea rien aux projets de la Cour, & le Vicomte de Weymouht fut chargé de manifefter à la Chambre l'intention où étoit Sa Majefté de raffembler & d'incorporer les Milices du Royaume. La notification du traité de Commerce entre la France & l'Amérique ne fut pas l'unique motif allégué dans ce Meffage. George III infiftoit particulierement fur les préparatifs militaires de la France, & dans les débats élevés à ce fujet, les partifans de l'Adminiftration ne manquèrent pas d'obferver que M. de la Motte-Piquet nouvellement rentré dans le port de Breft, venoit de convoyer une flotte marchande, dont on ignoroit la deftination; que deux frégates munies de vivres pour fix mois étoient forties biens armées du port de Toulon, que cinq vaiffeaux venoient de fe réunir à la flotte de Breft, & que cette flotte feroit au moins de trente vaiffeaux de ligne. Ils appuyoient enfin fur

1778. l'ordre expédié nouvellement de ſaiſir tous les vaiſſeaux anglois ſtationnés dans les ports de France. Ils ſe gardoient bien d'ajouter que c'étoit une juſte repréſaille provoquée par les excès de l'Angleterre, & que tout récemment encore, on avoit mis en pièces dans un de ſes ports, le vaiſſeau François le Thamas-Koulikan, ſous prétexte d'y chercher une copie du traité conclu avec les Etats-Unis d'Amérique.

Que le traité entre la France & l'Amérique n'a rien de contraire au droit des gens.

Le Duc de Richmond & les autres Membres de ſon parti, ne diſſimulèrent point ces griefs dans leurs débats. Le noble Duc oſa relever comme trop aigres, certaines expreſſions, qu'il appelloit *inflammatoires*, du dernier Meſſage de Sa Majeſté Britannique, il déclara en propres termes que dans cette querelle, Louis XVI n'étoit point l'agreſſeur, & juſtifia la notification récente de ſon traité avec les Américains, par l'exemple de la Reine Eliſabeth, qui, dans un cas ſemblable, avoit prêté cent mille livres ſterling & ſix mille hommes aux Huguenots armés

Exemples de la Reine Eliſabeth.

contre le Roi de France, leur Souverain ; on fit des remontrances à ce ſujet, mais la paix ne fut point troublée. Le Duc de Richmond rappella, dans la même ſéance, un autre trait de l'illuſtre Reine, qui prouve encore mieux, que la notification d'un traité de la nature de celui-ci, n'eſt pas toujours une déclaration de guerre. Eliſabeth avoit fourni des ſecours d'hommes & d'argent aux Confédérés qui cherchoient à ſecouer le joug de la Monarchie d'Eſpagne ; elle notifia ce procédé à la Cour de Madrid, & le juſtifia, en diſant qu'elle s'étoit conduite ainſi par un motif d'affection pour le Roi d'Eſpagne, *ſon bon Ami*, & dans l'unique vue d'empêcher les Confédérés de ſe jeter dans les bras de la France. Le Monarque ne regarda point cette notification comme une injure ; il diſſimula du moins ſon reſſentiment, & pluſieurs années s'écoulèrent, ſans que la guerre éclatât entre les deux Royaumes. Quant à la démarche de Louis XVI, le noble Duc n'y vit rien qui contrariât les diſpoſitions pacifi-

1778.

ques de Sa Majesté Très-Chrétienne.
1778. En effet ce Monarque si cher aux François, redoutoit la guerre en général comme un obstacle à l'accomplissement de ses vues patriotiques & de ses projets de bienfaisance. Le Comte de Maurepas, en qui il avoit placé sa confiance, ne craignoit rien tant qu'une rupture ouverte avec les Anglois. Ce systême adopté par le Ministère de France, perçoit dans la rédaction même du traité qui provoquoit si fort le courroux de l'Angleterre; on avoit pris soin d'en écarter toute espèce de clause tendante à l'exclure des avantages d'un nouveau commerce entre l'Europe & l'Amérique. Au lieu d'ouvrir les yeux de la Cour & du Sénat Britannique sur la bonne-foi des procédés de la France, ces ménagemens enhardirent le Cabinet de Londres à des voies de fait d'autant plus imprudentes que toutes les circonstances concouroient à faciliter les représailles.

Quelqu'attaché que fût Louis XVI à ses principes de pacification, il ne pouvoit se dissimuler le sacri-

fice qu'il eût fallu faire, en renonçant aux avantages d'un traité qui ménageoit, à son cœur bienfaisant, de nouvelles ressources pour le bonheur de la Nation, qui ouvroit au commerce de nouveaux canaux d'opulence & de prospérité. Sans desirer la guerre, la France se vit donc forcée de la regarder comme un événement probable, & de se préparer, sinon à attaquer, du moins à repousser vigoureusement l'attaque. Ces dispositions manifestées dans les ports & sur les côtes par des armemens formidables, allarmoient l'Angleterre & ne l'éclairoient point sur les vrais moyens d'écarter l'orage, dont elle étoit menacée. Bien loin de s'en tenir aux précautions avouées de la Politique & compatibles avec l'équité, elle ne cessoit, par de nouvelles hostilités, de hâter l'instant d'une guerre ouverte ; & non contente d'insulter le pavillon de France sur les mers, elle osoit provoquer par des outrages encore plus sensibles à l'honneur françois. Dans la Chambre des Pairs, Lord Shelburne s'étoit emporté à cet excès

1778.

Propos outrageans de Lord Shel-

1778. burne contre les François.

d'irrévérence incroyable, d'avancer que la France eſt une Nation dégénérée, chez qui l'on ne retrouve plus cet amour de la gloire; cette prouesſe militaire, cette diſcipline ſupérieure qui caractériſoient le regne de Louis XIV; & pour combler l'injure: « Je connoîs, » avoit-il dit, tant de courage à » nos femmes, que, ſi nous leur » laiſſions le ſoin de nous défendre, » dans le cas où les François ha- » ſarderoient une deſcente, elles » ſuffiroient pour les chaſſer du » Royaume ».

Embargo ſur les vaiſſeaux, tant en France qu'en Angleterre.

Il falloit démentir Lord Shelburne, & malgré le mauvais état des Finances, une guerre politique de repréſailles avec l'Angleterre fut le vœu univerſel de la Nation Françoiſe. Déjà les deux Cours avoient rappellé leurs Ambaſſadeurs & mis un embargo général ſur les vaiſſeaux. Heureuſement, il ne ſe trouva que trois navires françois ſur la Tamiſe. Les Capitaines avertis à tems dans les autres ports des trois Royaumes, avoient prévenu le coup & mis à la voile; un jour plutôt, l'Angle-

terre pouvoit retenir ſoixante bâtimens, dont pluſieurs étoient richement chargés. La guerre ne tarda pas à s'allumer & devoit ſe continuer ſans déclaration publique; cependant cette déclaration avoit été réſolue dans un Conſeil extraordinaire tenu à Saint-James; des ordres furent expédiés aux Officiers que cet emploi regarde; mais cette réſolution tranſpira dans le public & produiſit une grande fermentation parmi les Négocians de Londres. Des Agioteurs, intéreſſés à ce qu'un pareil bruit s'accréditât, firent tapiſſer de placards le portique de la Bourſe. On y liſoit ces mots: « En conſéquence d'un » ordre du Conſeil qui m'a été » adreſſé, je fais ſavoir par ce pla- » card, que la guerre contre la » France ſera *proclamée* vendredi » prochain 24 du courant, (d'Avril) » au Palais Royal de Saint-James; » à une heure, les Pourſuivans & » les Hérauts d'Armes ſont priés » de s'y trouver ».

1778.

Déclaration de guerre projettée dans le conſeil de Saint-James.

A la vue de ces affiches, toute la Cité fut en combuſtion. Quelques perſonnes obſervèrent que le

Allarmes des Négocians de Londres.

mot *proclamée* n'étoit pas officiel, & que le terme propre étoit *declaré*; mais le vulgaire n'y regarde pas de si près, & l'allarme fut presque universelle. Le Lord Maire étonné de n'avoir pas été prévenu, dépêcha un exprès à Saint-James pour éclaircir le fait; on lui répondit que c'étoit une imposture. En conséquence il envoya ses Emissaires dans les principaux Cafés, pour désabuser le Public & sur-tout les Négocians. La déclaration n'eut pas lieu; mais la guerre n'en paroissoit pas moins décidée entre les deux Puissances rivales. Des ordres étoient expédiés depuis un mois à tous les Lieutenans-Généraux des Comtés de mettre sur pied & d'incorporer les Milices de leurs districts. Déjà Sa Majesté Britannique avoit passé en revue les Volontaires de *Manchester*, & ce Régiment venoit de s'embarquer à Portsmouth pour aller renforcer la Garnison de Gibraltar. On avoit chargé pour Terre-Neuve un train considérable d'artillerie, dont on avouoit publiquement la destination. Vingt vaisseaux mouilloient à Spithead, & l'Amiral

1778.

Préparatifs de guerre tant sur mer que sur terre, de la part des Anglois.

l'Amiral Keppel devoit commander cette forte Escadre. Enfin vers la mi-Mai de cette année, les forces navales se montoient à quarante-quatre vaisseaux de ligne, & bientôt elles furent portées à cinquante, dont quatorze se détachèrent de la grande flotte & mirent à la voile sous les ordres de l'Amiral Parker, pour aller joindre à Plymouth l'Amiral Byron qui devoit les commander. Il partit le 9 Juin pour sa destination, dont on ne fit point un mystere. Personne n'ignora que la mission de cet Amiral étoit d'aller à la poursuite du Comte d'Estaing, & de troubler ses opérations en Amérique. Le même jour l'Amiral Montagu fit voile pour Terre-Neuve avec son Escadre. Il restoit à l'Amiral Keppel environ trente vaisseaux; mais la plupart n'étoient point en état de mettre à la mer; il fallut d'incroyables efforts pour en compléter l'armement & les équipages. Enfin Keppel sortit de la rade de Saint-Helen le 12 Juin, & les Spéculateurs prétendirent que ses ordres étoient d'aller droit à Brest, & s'il rencontroit la flotte françoise,

1778.

Le 20 Mai.

1778. de l'attaquer, ſinon de s'approcher de la côte, & de bloquer les Eſcadres. Les Camps entretenus tant en Angleterre qu'en Irlande, & qu'on ſe propoſoit de multiplier juſqu'à dix, achevoient d'épuiſer les Finances & toutes les reſſources du Miniſtere; ces préparatifs d'attaque & de défenſe, annonçoient clairement qu'il perſiſtoit dans ſon ſyſtême d'agreſſion.

De la part des François. La France, toujours fidèle à ſon plan de guerre purement défenſive, prenoit de ſon côté les plus juſtes meſures pour ſe ménager de faciles repréſailles. Outre la flotte du Comte d'Eſtaing, qui, pour l'exécution, étoit regardé en Angleterre comme un des plus grands hommes de mer qu'elle eût à redouter, on venoit d'armer à Toulon une Eſcadre de quatre vaiſſeaux, d'un pareil nombre de frégates & de cinq chebecs ou corvettes, dont le commandement étoit confié au Chevalier de Fabry. Dans la rade de Breſt, vingt-cinq vaiſſeaux, dont un de cent dix canons, attendoient le moment de mettre à la voile ſous les ordres du Comte d'Orvilliers. On

achevoit dans ce port l'armement de six autres vaisseaux, dont quatre alloient se joindre à la grande flotte. 1778.
Vingt-quatre mille hommes devoient composer l'armée Navale, & M. le Duc de Chartres se disposoit à partir pour aller commander l'arriere-garde de cette formidable Armée.

Le bruit s'étoit répandu que Sa Majesté, sortie *incognito* de Versailles, alloit se rendre à Brest avec deux seules voitures de suite, & s'y donner le spectacle des évolutions navales, du simulacre d'une descente & du départ de la flotte, dont la destination étoit toujours un mystere. Pour mieux l'assurer, on avoit interdit l'entrée de ce port à toutes les personnes étrangères au service; il falloit même avoir des permissions du Ministre de la Guerre ou de la Marine, pour s'arrêter dans la Ville. Le génie du Ministère François étoit alors de conduire ses opérations avec un secret impénétrable, mais ce ne fut pas le seul motif qui fit écarter dans cette occasion les curieux & les inutiles; on vouloit sur-tout

1778. prévenir ce qui arrivoit alors à Ports-Mouth, où la foule innombrable qu'attiroient la présence du Roi d'Angleterre & l'attrait du spectacle naval, avoit pour ainsi dire affamé cette Ville.

Si les dispositions maritimes de la France étoient de nature à inquiéter les Anglois dans leur Isle, celles de terre n'étoient pas moins propres à rassurer contre leurs entreprises. Le Maréchal de Broglie avoit le commandement des Troupes destinées à défendre les côtes tant en Bretagne qu'en Normandie, & le choix des Lieutenans-Généraux ou Maréchaux de Camp qui devoient servir sous lui dans l'armée, inspiroit la plus grande confiance à cette armée composée de soixante bataillons & de quarante escadrons. Enfin, pour exciter l'émulation des Armateurs, on parloit de réunir la Marine Royale & la Marine Commerçante, d'associer les Officiers de l'une & de l'autre aux honneurs & grades Militaires, dont on avoit exclu si longtems la derniere. Mais pour mieux assurer les progrès de la Marine en

Projet de réunion de la Marine Marchande à la Marine Royale.

général, Sa Majesté crut devoir accorder une protection spéciale aux Officiers, Mariniers, Matelots & autres gens de mer. Les privileges, dont ils jouissoient en vertu de l'Edit du mois d'Août 1673, furent considérablement augmentés par une déclaration du Roi, donnée à Versailles le 21 Mars 1778. Le réglement concernant la course sur les Ennemis de l'Etat ne fut pas moins encourageant; mais de tous les motifs d'émulation donnés à la Marine, le plus décisif fut l'ordonnance du 28 Mars, concernant les prises. Par ce réglement, le Roi faisoit un abandon entier des bâtimens de guerre & corsaires enlevés sur l'Ennemi, en faveur des Commandans, Etats Majors & équipages des vaisseaux qui s'en seroient emparés; se réservant seulement un tiers de la valeur des navires marchands & de leur cargaison, pour être appliqué à la caisse des Invalides de la Marine.

1778.

Encouragement donné à la Marine en général.

Il suit de cet exposé des précautions respectives des deux Puissances rivales, que malgré les doutes apparens de la Grande-Bretagne sur

1778. la destination & l'objet des préparatifs de la France, les deux Puissances alloient effectivement être en guerre ouverte quoique non-déclarée ; & que s'il y avoit des hostilités projetées de la part de George III, la prévoyance de Louis XVI avoit tout disposé pour déconcerter ces projets. Le Gouvernement Britannique, réduit désormais à s'occuper de la défensive, renonça pour un moment à ses autres vues, & se contenta de mettre un nouvel embargo sur les vaisseaux dans toute l'étendue de la domination Angloise. Cette démarche précipitée jeta la désolation parmi les Commerçans, fit hausser le prix des denrées, & donna lieu aux conjectures les plus allarmantes. On débitoit dans tous les Cafés de Londres que le Gouvernement, informé du départ de la flotte françoise, avoit ordonné cet embargo comme l'unique moyen d'empêcher les vaisseaux Anglois de tomber au pouvoir de l'ennemi ; que les Troupes destinées à tenter une descente sur les côtes de la Grande-Bretagne s'étoient déjà rendues aux postes assi-

On craint une descente en Angleterre.

gnés tant en Normandie qu'en Picardie, & que la flotte de Brest avoit mis à la voile avec les transports néceſſaires pour recevoir ces Troupes. 1778.

Naiſſance des troubles d'Irlande.

Pluſieurs circonſtances venoient à l'appui de cette derniere conjecture, ou du moins contribuoient à l'accréditer dans l'eſprit du Public. La plus inquiétante étoit le mécontentement de l'Irlande, dont les troubles naiſſans pouvoient favoriſer ſur ſes côtes les entrepriſes des François, & motivoient ſuffiſamment aux yeux du Peuple allarmé la célérité de nos préparatifs de guerre. On nous permettra de remonter à la ſource de ces troubles, qui avoient leur principe dans la conduite tyrannique de la Métropole. Depuis long-tems elle accabloit ce Royaume de reſtrictions onéreuſes, & de réglemens oppreſſifs qui mettant à ſon commerce les plus rudes entraves, devoient enfin laſſer ſa patience & ſa fidélité.

Du Jeudi 9 Mars.

Dans une ſéance de la Chambre des Pairs, Lord Townshend venoit de repréſenter à l'Adminiſtration que la rigueur de ſes loix avoit

1778. déjà forcé plusieurs Habitans de cette Isle à passer en Amérique, & que les meilleurs Soldats de Washington étoient des émigrans Irlandois. Après avoir exagéré l'affection constante de cette fille aînée de l'Angleterre pour la Mere-Patrie, il avoit annoncé une motion à l'effet d'adoucir la rigueur du Gouvernement d'Irlande, & de resserrer ainsi les liens naturels d'attachement & de fidélité qui devoient l'unir à la Grande-Bretagne.

Motion en faveur des Irlandois à la Chambre des Pairs.

Lord Camden promit au Vicomte Townshend de le seconder de tout son pouvoir, lorsqu'il feroit cette motion : « Rien n'est plus juste, » ajouta-t-il, rien n'est plus pressant; » il y a long tems que je regarde » notre conduite à l'égard de l'Irlande, comme oppressive & tyrannique. Ce Royaume nous a » rendu tous les services possibles, » il a droit à tous nos égards; ce ne » sont point des graces qu'il doit » attendre de nous, ce sont des » devoirs que nous avons à remplir » envers lui; que le devoir strict » supplée du moins à la reconnois» sance, si nos cœurs sont fermés

» à ce dernier ſentiment ! A-t-on pu » ſe diſſimuler les avantages de toute » eſpèce que nous tirons de cette » Iſle ? J'eſpere que les vues étroi- » tes, les petits préjugés, qui ſi » long tems ont été la règle de nos » Conſeils à ſon égard, feront place » enfin à des idées plus nobles ; & » que pour prix de ſa fidélité, on » lui donnera un Gouvernement » plus doux, plus tolérable ; je ne » crains pas d'avancer que le Gou- » vernement ſous lequel elle multi- » plie les preuves de ſon attache- » ment, n'eſt ni gracieux, ni bien- » faiſant, à beaucoup près ; au lieu » de l'opprimer avec nos loix, au » lieu d'épuiſer les tréſors que lui » prodigue la Nature, il faut lui » donner tous les encouragemens » poſſibles, ouvrir ſes ports, rendre » ſon commerce libre : vous verrez » alors cette Iſle s'enrichir puiſſam- » ment, & ſes richeſſes refluer dans » la Métropole. La motion du noble » Vicomte lui fait un honneur in- » fini, & je le répete, je ſuis prêt » à la ſeconder ; occupons-nous, » Mylords, du bien-être de l'Ir-

1778.

1778.

» lande, c'eſt la fille aînée de l'An-
» gleterre „.

Motion à la Chambre des Communes, en faveur du Commerce d'Irlande.

La Chambre des Communes ne ſe montra pas moins favorable aux Irlandois. Le Comte de Nugent leur compatriote y mit en oppoſition les loix oppreſſives ſous leſquelles ils gémiſſoient, & les ſervices ſignalés, le dévouement & la loyauté qui leur donnoient tant de titres à la protection du Gouvernement qui les tyranniſoit. Il fit part enſuite à la Chambre, des réſolutions qu'il vouloit faire adopter au Comité. La premiere étoit, qu'à l'exception de la laine & des étoffes de cette matière, toutes les marchandiſes & choſes manufacturées du crû de l'Irlande, pourroient être directement exportées de ce Royaume, dans les diverſes Colonies de Sa Majeſté en Amérique, aux Indes occidentales, & dans les établiſſemens Anglois, ſur la côte d'Afrique.

En faveur des Catholiques Romains.

Deux ſeuls Membres, M. Pelham, & Sir *Thomas Egerton*, objectèrent contre cette réſolution, que les manufactures angloiſes auroient beaucoup à ſouffrir du traitement

proposé en faveur des Irlandois. La motion fut adoptée par tous les autres Membres, sans excepter Lord North, qui fit une excursion sur les loix pénales d'Irlande contre les Catholiques Romains, loix injustes & trop sévères, dont la crainte étoit le principe. Son avis fut de les modifier dans cette Isle; & quant à la liberté de son commerce, il déclara que l'intérêt de la Métropole étoit de l'accorder sans restrictions. M. Fox complimenta le Ministre sur la générosité de ses dispositions favorables aux Irlandois, & lui conseilla, pour donner au nouveau bienfait projeté toute l'étendue possible, d'indiquer au Parlement d'Irlande ce qu'il avoit à faire, en commençant par délivrer les Catholiques Romains d'Angleterre, de l'absurde tyrannie des loix qui les y persécutent. 1778.

M. Burke approuva les dispositions de la Chambre en général; mais il blâma les restrictions qu'elle mettoit à la liberté du commerce Irlandois. L'exception des laines dans l'exportation libre de ses marchandises, sembloit impliquer en

1778. effet une idée d'artifice, & l'honorable Membre prit de là occasion d'interpréter les intentions du Ministre. " Les Ministres, dit-il, » instruits par la leçon que vient » de leur donner l'Amérique, sentent la nécessité de paroître se » relâcher avec l'Irlande de leur » ancienne avidité ; mais avoir l'air » de donner, ou donner effectivement, sont deux choses. Que va-t-il résulter de ces concessions » simulées ? Elles apprendront aux » Irlandois le prix que l'Angleterre » met à leur patience & à leur soumission, tandis que ses Commissaires en Amérique leur apprendront d'un autre côté, ce que » peut dans certains cas une résistance déterminée.

Adresses au Roi de la part des Catholiques Anglois & Irlandois.

Quoi qu'il en soit, le malheureux préjugé qui jusqu'alors avoit condamné à l'oppression les Catholiques des trois Royaumes, sembloit être au moment de disparoître. Ceux d'Irlande avoient présenté au Roi une Adresse où ils offroient leur sang & leur fortune pour la défense de l'Etat. Le même patriotisme respiroit dans une autre Adresse des

Catholiques Anglois ; après avoir témoigné à Sa Majesté leur dévouement & leur zèle pour la gloire & la prospérité de son règne, & s'être étendue sur la bienfaisance qui caractérisoit son Gouvernement, dont l'esprit de douceur & d'indulgence s'étoit déjà relâché en leur faveur de la sévérité des anciennes loix, ils la supplioient humblement de leur ménager par de nouveaux bienfaits & de nouvelles concessions, des moyens plus décisifs de signaler leur attachement aux intérêts de la Mere commune. Ces protestations, soutenues par des témoignages effectifs de patriotisme & de fidélité, avoient touché le cœur du Monarque, & fait la plus favorable sensation dans les Chambres du Parlement. MM. Ambler, Charles Turner & George Saville, représentèrent à la Chambre des Communes la nécessité de révoquer des loix que le malheur des tems avoit peut-être justifiées à une certaine époque ; mais qu'il étoit honteux de conserver, depuis que les Catholiques Romains étoient d'excellens Chrétiens, d'excellens Citoyens, & les

1778.

1778. plus fidèles Sujets de Sa Majesté Britannique. Cependant, quoique M. Ambler ne leur fût pas contraire, il proposa de mettre quelques restrictions au Bill qui avoit pour objet leur soulagement. En approuvant que les Catholiques pussent transmettre à leurs héritiers de la même communion les biens dont ils jouissoient actuellement, il déclara qu'il voyoit un danger manifeste à leur permettre de nouvelles acquisitions, & l'accroissement de leurs possessions déjà considérables. L'avis de Charles Turner fut que sans distinction de Catholiques & de Protestans, de Conformistes & de non-Conformistes, tout citoyen anglois devoit être l'égal de ses concitoyens, & jouir des mêmes priviléges. Cet avis prévalut, & la seconde lecture du Bill fut accordée unanimement.

Suites des troubles d'Irlande.

On comprend aisément que dans les circonstances présentes, la justice & l'humanité n'étoient pas le seul motif de ces dispositions favorables aux Catholiques Romains. La politique entroit pour beaucoup dans ces projets de modération & de tolérance ; mais l'intérêt & l'avi-

dité mettoient à l'exécution des obstacles qu'on ne se hâta point d'écarter. Le Gouvernement de l'Irlande, la rigueur de ses loix, les entraves de son commerce, demandoient sur-tout une réforme prompte & décisive. La misere étoit à son comble dans ce Royaume, & le mécontentement général y faisoit craindre une fermentation dangereuse. Pour prévenir ce malheur, le Lord Maire de Dublin avoit assemblé les notables de la Ville, & ayant pris en considération l'état de détresse où se trouvoient les Manufacturiers, il avoit ouvert une souscription au profit de ces infortunés, dont les besoins pressans exigeoient des secours immédiats. Tandis que l'Irlande étoit réduite, par le déclin de ses manufactures, aux extrémités les plus déplorables, les réclamations de quelques Fabricans avides balançoient au Parlement la résolution d'abord unanime d'accorder les franchises au commerce Irlandois. Cependant des milliers d'infortunés attendoient avec impatience les Bills, dont la publication

1778.

1778. devoit mettre un terme à leur misere. Cette espérance les avoit contenus jusqu'alors ; mais si le Ministère cédoit aux clameurs de l'avidité, que n'avoit-il point à craindre d'une multitude au désespoir, & d'autant plus redoutable que de fausses promesses lui avoient donné l'avant-goût d'une satisfaction qu'on lui retiroit impitoyablement.

Le 20 Mai. Déjà l'on écrivoit de Dublin, que le tumulte croissant de jour en jour, présageoit une révolte ouverte & générale. Déjà le peuple s'assembloit en troupe, & demandoit du pain au son du tambour. Cet appareil effrayant annonçoit qu'on ne s'arrêteroit pas long-tems à de simples prières. Le produit des souscriptions ne suffisoit pas à la multitude des ouvriers sans emploi, qu'on portoit dès-lors à vingt mille. Il s'étoit déjà formé des Comités tumultueux, dans lesquels on avoit pris la résolution de ne plus recevoir aucunes marchandises des manufactures angloises. A cette époque, le Vice-Roi voulant prévenir de plus grands excès, fit appeler deux Négocians, dont il

connoiſſoit l'influence ſur le Peuple, & les ayant exhortés en conſéquence, à faire uſage de leur crédit pour arrêter le tumulte, il leur donna ſa parole que le bon ordre une fois rétabli, on verroit paroître l'un des Bills propoſés pour le ſoulagement de l'Irlande. Sans autre réponſe, les Négocians lui demandèrent ſi le Bill en queſtion étoit relatif à l'exportation des marchandiſes; & Son Excellence ayant répondu qu'il n'en ſavoit rien, ils ſe retirèrent en gardant un ſilence menaçant. Le Vice-Roi aſſembla le Conſeil immédiatement après, & de nouvelles dépêches furent envoyées au Gouvernement, qui dans ce moment de criſe, fit expédier à Dublin l'ordre d'incorporer la Milice, en attendant qu'on y fît paſſer des Troupes réglées. Ces meſures pouvoient effrayer quelques révoltés; le plus sûr étoit de les calmer, & le Parlement d'Irlande ſe hâta de paſſer le Bill en vertu duquel les Catholiques Romains peuvent acheter des biens immeubles, en jouir en toute propriété, & les tranſmettre à ceux 1778.

1778. qu'ils jugent à propos d'appeller à leur ſucceſſion. Cette nouvelle loi produiſit un bon effet dans la claſſe aiſée des mécontens : mais le peuple qui mouroit de faim faute de travail & d'emploi, demandoit du pain & la liberté du commerce, dont les entraves le réduiſoient à la plus affreuſe indigence. Comme on l'a dit, l'avidité des Villes privilégiées mettoit obſtacle au bonheur de tout un Royaume, & il étoit à craindre que leur oppoſition ne ſoulevât l'Irlande. L'eſprit de révolte s'étoit déjà communiqué de la Capitale aux Provinces ; on écrivoit d'Ardée qu'un nombre conſidérable de mutins venoit de s'attrouper à ſon de trompe, & que le Maire de la Ville, ayant fait arrêter les plus déterminés, la populace ameutée avoit enlevé de force les priſonniers, les avoit conduits en triomphe à Weſt-Gate, d'où elle avoit repris le chemin de la Ville, après avoir tenu conſeil, & s'être liée par des ſermens de confédération.

Tels furent les griefs, & telles étoient les diſpoſitions inquiétantes des Irlandois, lorſque le bruit ſe

répandit à Londres que la France se préparoit à faire une descente 1778. sur leurs côtes. Cette nouvelle porta l'allarme en Angleterre, & déconcerta pour un moment, les projets des Ministres. Il falloit préserver en même tems l'Irlande & la Grande-Bretagne des suites de cette invasion, dont la possibilité n'étoit plus contestée dans les débats du Parlement. Pour parer ce coup, l'Angleterre ne se dissimuloit pas qu'elle avoit besoin de toutes ses forces ; & pour les tenir en échec, la France n'avoit peut-être rien de mieux à faire que de prolonger la menace de cette descente, & d'en affecter les préparatifs. On s'attendoit au premier moment, à voir débarquer les François sur la côte de Kent ou de Sussex ; & déjà George III avoit déclaré que dans ce cas, il se mettroit à la tête des Troupes, & prendroit le commandement de toutes les forces du Royaume ; déjà l'on prenoit des mesures pour faire changer de résidence à la Reine, & l'éloigner de la Capitale avec son auguste famille.

1778.

Préparatifs de guerre en Espagne. Fausse sécurité des Ministres d'Angleterre.

A ces motifs d'inquiétude se joignoient les mouvemens de l'Espagne, dont la neutralité ne paroissoit pas devoir se soutenir long-tems. Vingt-trois vaisseaux armés à Cadix, sembloient n'attendre qu'un vent favorable pour mettre à la voile. Les hostilités une fois commencées entre la France & l'Angleterre, la destination de ce formidable armement ne pouvoit être long-temps douteuse. Les clauses si connues du Pacte de famille entre les différentes Puissances de la Maison de Bourbon, auroient dû suffire au Cabinet de Saint-James, pour l'éclairer sur les dispositions de la Cour de Madrid, & lui faire interpréter ses moindres démarches ; cependant il parut se flatter que les Espagnols resteroient jusqu'à la fin, spectateurs indifférens de cette grande querelle ; les Ministres affectoient de répéter que la neutralité de l'Espagne étoit au moins très-probable. Pour justifier leur sécurité apparente, ceux du parti ministériel faisoient valoir les plus frivoles circonstances. Le Comte de Grantham, Ambassadeur de la Grande-

Bretagne à Madrid, avoit eu le premier Avril, une longue conférence avec les Miniſtres de Sa Majeſté Catholique ; on obſerva qu'il en étoit ſorti fort ſatisfait, & comme ſi le viſage d'un Ambaſſadeur devoit parler vrai, on concluoit affirmativement de la ſérénité du Comte de Grantham, qu'il n'y auroit point de guerre entre les deux Cours. Ceux du parti contraire oppoſoient à cette apparence, la réalité des armemens Eſpagnols ; ils mettoient ſous les yeux du Miniſtère, la liſte effrayante des vingt-trois vaiſſeaux & des ſix frégates prêts à quitter la rade de Cadix ſous les ordres du Général Don Louis de Cordova ; ils demandoient qu'elle étoit la deſtination de cette formidable Eſcadre & de tant d'autres vaiſſeaux équipés ou prêts à l'être au Ferrol, à Cartagene, à Malaga & dans les divers ports d'Eſpagne. Tous les Politiques de l'Europe, attentifs à ces mouvemens, les interprétoient ſuivant leurs vues, leurs intérêts & leurs préventions. La conjecture la moins allarmante pour l'Angleterre, étoit que la Cour de Madrid ayant

1778.

reçu la nouvelle de l'arrivée de sa
1778. flotte de l'Amérique à la Havane, l'Escadre de Cadix avoit eu ordre d'appareiller sur le champ & d'aller à la rencontre de ce riche convoi, dont la cargaison étoit évaluée à vingt-quatre millions de piastres fortes; mais ce bruit hasardé sans fondement n'étoit point de nature à calmer les inquiétudes de la Grande-Bretagne. L'Ambassadeur de cette Puissance à la Cour de Madrid, témoigna quelqu'ombrage sur les préparatifs de guerre qui se faisoient, pour ainsi dire, sous ses yeux. Peu satisfait de la réponse vague du Ministre Espagnol, & plus mécontent encore de ses fréquens entretiens avec l'Ambassadeur de France, le Comte de Grantham comprit enfin qu'il y avoit entre les deux Maisons de Bourbon des intelligences relatives à l'Angleterre, & que son rappel à Londres suivroit de près celui du Consul général, dont le départ précipité fournissoit une abondante matière aux conjectures des Politiques. Ceux qui, pour donner quelqu'ombre de vraisemblance à la prétendue neutralité

d'Eſpagne, s'autoriſoient de la nomination d'un nouvel Ambaſſadeur à la place du feu Prince de *Maſſerano*, ne faiſoient point aſſez d'attention aux époques; lors de cette nomination, on ne pouvoit pas ſavoir encore à Madrid que Lord Stormont alloit être rappelé de France; mais rien ne dût allarmer le Conſeil de Saint-James, comme le bruit accrédité par divers Membres du Corps diplomatique, à qui M. le Comte d'Aranda, Ambaſſadeur à la Cour de Verſailles, avoit déclaré, diſoient-ils, que les diſpoſitions du Roi ſon Maître ne pouvoient être douteuſes, & que ſuivant le Pacte de famille, entre les diverſes Branches de la Maiſon de Bourbon, l'Ennemi de l'une de ces Branches, le devenoit néceſſairement de toutes les autres. 1778.

L'Angleterre abandonnée à elle même.

En cas de guerre avec la France, il falloit donc que l'Angleterre trouvât en elle-même de quoi faire face à trois puiſſances, dont une ſeule étoit capable de lui tenir tête. Sans parler ni des moyens de défenſe, dont ſe prévaloit l'Amérique, ni des forces de terre qui, dans

1778. la suppofition d'un tranfport, avoient de quoi faire trembler les Anglois dans leurs foyers; la France & l'Efpagne réunies pouvoient leur oppofer deux cens vaiffeaux fur les mers, dont ils fe difoient toujours les Souverains. Cette prétention injurieufe à l'Europe entiere, leur en avoit aliéné les Puiffances, & il n'en étoit pas une feule qu'ils puffent engager dans leur querelle; toutes ayant des vues relatives au commerce, devoient regarder l'indépendance de l'Amérique d'un œil de complaifance. L'opinion générale étoit qu'elles alloient régler leur conduite fur l'exemple de Louis XVI; que l'Empereur ne diffimuloit pas fes difpofitions à cet égard, & que le fieur Lée, un des Agens du Congrès venoit d'être reçu à la Cour de [illegible]one fous la protection de l'Am[illegible]deur de France (1); que le Roi

(1) Cette derniere nouvelle n'eut qu'un moment de faveur; elle fut bientôt contredite par un Avis, d'abord publié dans la Gazette de *la Haye*, & puis traduit avec emphafe dans tous les Papiers d'Angleterre. Cet Avis portoit que: *Sa Majefté* de

de Prusse avoit déclaré publiquement qu'après Sa Majesté Très-Chrétienne, il vouloit être le premier à reconnoître l'indépendance des Américains, & qu'il avoit fait refuser aux Troupes de Hesse & de Hanau, à la solde des Anglois, le passage sur les terres de sa domination. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'à cette époque, on trouve inséré dans les papiers publics ce fragment d'une lettre vraie ou supposée du Ministre de Prusse, à l'un des Plénipotentiaires de la nouvelle République. 1778.

---

l'Impératrice-Reine, par une suite de son attention scrupuleuse aux droits réciproques des Souverains, avoit fait informer ceux qui desiroient introduire le sieur LÉE, *que cet Agent du Congrès devoit s'attendre à n'être jamais admis en sa présence.* Cette déclaration fit beaucoup de sensation à Londres, & ce fut une espèce de triomphe pour les Anglois ; mais ils donnoient trop de valeur à l'énoncé de la résolution de l'Impératrice, qui, dans la circonstance des troubles relatifs à la succession de la Baviere, fit bien de rejeter la députation du sieur *Lée ;* mais qui n'étendoit point cette exclusion à tout autre Délégué du Congrès.

1778. « Quant aux renforts de Troupes » que la Grande-Bretagne peut recevoir des autres Puissances de » l'Europe pour la Campagne prochaine, je puis vous assurer, » Monsieur, que votre Nation n'a » rien à craindre, ni de la Russie, » ni du Danemarck, & que l'Allemagne ne fournira que quelques » centaines d'hommes que le Duc » de Brunsvick, le Landgrave de » Hesse & le Margrave d'Anspach » sont obligés, par une suite de » leurs traités, d'envoyer tous les » ans pour recruter les Troupes que » ces Princes ont en Amérique, à » la solde de l'Angleterre ; c'est » avec une satisfaction bien sincere, » que je vous fais passer cette information agréable ».

Neutralité de la Hollande.

L'Angleterre avoit pu fonder quelque espérance sur le Portugal; mais les deux Cours de Madrid & de Lisbonne venoient de signer un traité par lequel cette derniere s'obligeoit à ne point recevoir dans ses ports les vaisseaux d'une Puissance ennemie de l'Espagne. La Hollande avoit le plus grand intérêt à soutenir le crédit de l'Angle-

terre, & pour en prévenir la ruine, elle eût fait volontiers de nouveaux efforts & de nouveaux ſacrifices, s'ils avoient pu ſauver ſon alliée, ſans compromettre ſa propre exiſtence; mais le Conſeil de Saint-James exigeoit que les Provinces-Unies ſe dévouaſſent en pure perte. Elles avoient trop à riſquer en ſe déſiſtant d'une neutralité néceſſaire à leur ſûreté. On verra dans la ſuite comment le vœu des Puiſſances confédérées, la ſollicitation du Congrès & des outrages répétés de la part de la Marine Angloiſe, décidèrent enfin la Hollande à prendre parti dans cette guerre. 1778.

On ne peut trop s'étonner que dans l'état d'épuiſement & d'abandon où l'on voyoit l'Angleterre, elle oſât provoquer par de nouvelles hoſtilités l'orage prêt à fondre ſur elle, & qu'elle perſiſtât dans ſes projets de violence & d'agreſſion. Le Duc de Richmond avoit beau tonner dans la Chambre des Pairs, il avoit beau prouver qu'il n'y avoit de ſalut pour la Grande-Bretagne que dans une paix générale; qu'il falloit plier ſous le joug de la né-

Le Duc de Richmond eſt d'avis que l'Angleterre mette bas les armes.

1778. ceſſité, reconnoître l'indépendance des Colonies, déſarmer la France & l'Eſpagne par des égards, des réparations & des prieres; ſe déſiſter de ſes prétentions ſur les mers, rentrer de bonne grace, du moins pour quelque tems, dans le ſecond ordre des Puiſſances Européennes, ſacrifier l'Amérique, pour conſerver l'Angleterre, l'Ecoſſe & l'Irlande, ſupplier, s'humilier & mettre bas les armes, puiſqu'il ne reſtoit que ce moyen de conjurer la tempête & de prévenir une invaſion, dont la ſeule idée faiſoit trembler les Anglois les plus intrépides; cet avis que le Patriotiſme dictoit au plus grand homme qu'eut alors l'Angleterre, étoit combattu dans les Chambres par la pluralité des Membres. Le grand nombre affectoit de voir dans les allarmes du Duc de Richmond le découragement d'une ame livrée à des terreurs paniques; on taxoit de foibleſſe & peut-être de lâcheté, des conſeils ſuggérés par une ſage prévoyance & par ce courage réfléchi qui, dans certaines poſitions, conſiſte à tout ſacrifier pour ne pas

tout perdre. Lord Shelburne à qui l'on ſuppoſoit des intentions ambitieuſes & la prétention ridicule de remplacer Lord Chatham dans l'opinion publique, ne ceſſoit de répéter que pour remédier aux maux de l'Etat, il ſuffiſoit de renvoyer les Miniſtres, de leur choiſir parmi les Whigs un ſucceſſeur qui fût dans les principes de ce grand homme, & au lieu de s'amuſer à délibérer ſur les moyens de garantir les côtes d'Angleterre d'une invaſion peut-être chimérique, d'en effectuer une bien réelle ſur les côtes de France. A l'en croire, la Grande-Bretagne n'étoit pas dans une poſition fort inquiétante; elle ne manquoit ni d'hommes ni d'argent, & loin d'avoir à trembler pour ſes propres foyers, elle devoit ſe promettre des ſuccès d'une expédition en pays ennemi.

1778. Avis extravagant de Lord Shelburne.

Ces aſſertions extravagantes trouvoient des approbateurs, non-ſeulement dans les dernieres claſſes du Peuple, mais au Parlement & dans le Conſeil de Saint-James. D'une part cette confiance aveugle en des forces exagerées par le Miniſtère;

Le Parlement d'Angleterre prorogé à contre-tems.

1778. de l'autre, le découragement & la terreur qu'inspiroit la seule idée d'une descente, formoient un contraste de sentimens, d'opinions & de conduite qui ressembloit beaucoup au désordre. On ne craignoit rien tant que les représailles de la France, & l'on continuoit audacieusement les hostilités ; on se croyoit au moment d'une invasion, on n'avoit point de forces suffisantes pour la repousser, & l'on restoit dans l'inaction, ou l'on prenoit des mesures fausses & contradictoires ; rien n'alloit de concert, & la moitié de la Nation agissoit en sens contraire de l'autre moitié. Jamais l'Angleterre ne s'étoit trouvée en des conjonctures où le secours du Parlement lui fût plus nécessaire ; il n'en fût pas moins prorogé depuis le 5 Juin jusqu'au 14 Juillet, contre l'avis de plusieurs Membres, qui, dans leurs débats, supposèrent pour motif à cette prorogation, le dessein formé de la part des Ministres, de se soustraire aux regards vigilans des deux Chambres ; ils prirent de-là occasion de peindre leurs inquiétudes. « Le coup qui

» nous menace est instant, s'écria le
» Duc de Bolton, & chaque mo- 1778.
» ment peut voir éclorre un évé-
» nement décisif. Déjà l'allarme est
» répandue, le tocsin retentit dans
» mes oreilles; car n'est-ce pas son-
» ner le tocsin que de mettre un
» embargo général sur le commerce?
» Cette mesure extrême n'a jamais
» été prise que dans le cas d'une
» invasion immédiate; n'en doutons
» pas, les Ministres sont instruits
» que ce moment approche. Est-ce
» donc ce moment que vous choi-
» sirez, Milords, pour vous retirer
» dans vos terres? Votre présence
» au Parlement est l'unique espoir
» de la Nation..... Vous pouvez
» seuls repousser la ruine qui nous
» assiège ».

Terreur panique des Anglois.

Lord Camdem ajouta qu'il n'étoit plus tems de se déguiser les faits, & qu'il falloit songer à protéger leur Isle contre une invasion certaine. L'inaction des flottes angloises lui paroissoit une démonstration de la réalité de cette menace. Pour justifier la prorogation du Parlement, les Ministres avoient allégué le pouvoir qu'a le Roi d'assem-

bler les Chambres en quatorze
1778. jours ; le Comte de Briſtol rejeta cette excuſe, en diſant que la France pouvoit effectuer une deſcente en moins de quatorze heures. La terreur qu'inſpiroit cette poſſibilité, s'étoit communiquée des Chambres du Parlement dans les Cafés & les Coteries de la capitale. Elle gagna bientôt dans les dernieres claſſes de la Cité, & paſſant de la Ville aux Provinces, elle porta ſon trouble & ſon effroi dans les campagnes les plus ſolitaires. Rien ne le prouve mieux que ce fait poſitif, dont les Gazettes du tems ont égayé leurs relations.

« Un bataillon de la Milice de » *Kent*, étant en marche pour ſe » rendre de *Tilbury* au Camp de » *Walrey-Common*, ſe trompa de » chemin & s'égara dans la campagne. Des Villages voiſins on » découvrit une foule armée eſcaladant les paliſſades, franchiſſant » les haies, paſſant les ruiſſeaux » & les foſſés à gué : il étoit clair » que des gens qui connoiſſoient » ſi mal le pays, ne pouvoient être » que des étrangers, & par conſé-

» quent des Ennemis. En dix mi-
» nutes la campagne ſe trouva dé- 1778.
» ſerte à trois milles à la ronde ;
» hommes, femmes, enfans, tout
» diſparut ; l'air retentit des cris
» des fuyards, & l'allarme ſe com-
» muniquant de proche en proche,
» parvint juſques dans le Camp deſ-
» tiné à la repouſſer. On entend
» crier de toute part l'*Ennemi*...
» l'*Ennemi* ! Les Tambours battent
» l'aſſemblée.... On n'a pas le tems
» de tenir conſeil ; l'Ennemi appro-
» che, déjà il eſt en vue, on le
» diſtingue, c'eſt le bataillon de la
» Milice de *Kent* » !

Etat des affaires en Amérique.

Cette deſcente, dont le projet n'avoit d'exiſtence que dans les têtes angloiſes, abſorboit tellement l'attention des Politiques de Londres, qu'ils en donnoient à peine aux nouvelles de l'Amérique ; cependant rien n'y justifioit l'apparente tranquillité du Miniſtère. Il eſt bien vrai que l'hiver avoit forcé Washington à donner quelque relâche aux Troupes, & que depuis trois mois, il ne s'étoit rien paſſé entre les deux Partis, ſi l'on excepte quelques actions plus courageuſes

1778. que décisives, dont le récit paroîtroit superflu dans cette Histoire ; on se contentera d'en rapporter une seule dont l'intrépidité, nous a paru mériter cette distinction. Le 26 Janvier de cette année, le sieur Lée, Capitaine de Cavalerie, étant dans une maison située à seize milles de Philadelphie, se vit tout-à-coup investi par un Corps anglois de Cavalerie légère d'environ deux cens hommes, qui, pleins de confiance dans leur nombre, étoient venus le surprendre dans ce foible retranchement. La valeur du Capitaine, son sang froid & la bravoure de sa petite Garnison firent échouer le projet de l'Ennemi. Quoique *Lée* n'eût pas assez de monde pour placer un homme à chaque fenêtre de la maison assiégée, il força les deux cens dragons à se retirer honteusement, laissant derriere eux environ douze hommes tués ou blessés. A cette belle défense, le sieur Lindsay, Lieutenant de Lée, reçut une légere blessure, & ce fut tout le dommage qu'essuya la petite Troupe Américaine.

Intrépidité du Capitaine Lée.

Il n'est pas moins vrai que l'Ar-

1778.

Poſition fâcheuſe du Général Howe.

mée de Philadelphie avoit reçu des proviſions aſſez abondantes ; mais le commerce de ces denrées enrichiſſoit les Habitans de la cam pagne à plus de quinze milles à la ronde, & ne pouvoit ſe continuer ſans épuiſer les reſſources de Howe, en préparer à Washington, & rendre de plus en plus néceſſaires les ſecours d'argent qu'attendoit le Général Anglois. Ces ſecours n'arrivoient point, & les troupes Royales alloient ſe trouver réduites aux plus fâcheuſes extrémités de la diſette. Pour diſſimuler l'embarras de ſa ſituation, ou peut-être dans l'intention de s'en tirer, Howe parut s'occuper un moment des préparatifs d'une expédition & fit raſſembler quarante tranſports, à bord deſquels un détachement conſidérable devoit s'embarquer, diſoit on, pour aller ſurprendre les poſtes ennemis, gagner les derrieres de l'Armée de Washington & détruire ſes magaſins. Suivant la Gazette infidèle de New-York, cette Armée étoit dans un état déplorable ; la maladie y faiſoit les plus grands ravages, & plus de cinq mille hommes y languiſſoient

1778. ſans eſpoir de guériſon, faute de ſoins & de médicamens, dont les Hôpitaux étoient abſolument dépourvus. On ne diſſimulera pas que le Camp de Valley-Forge n'eût beaucoup ſouffert de la rigueur de la ſaiſon, & que les maladies ne l'euſſent conſidérablement affoibli; mais le 15 Mars, on comptoit encore huit mille hommes dans ce Camp, & ç'en étoit aſſez pour inquiéter le Général Howe, qui trembloit d'être attaqué dans Philadelphie avant l'arrivée des renforts de la Grande-Bretagne. Malgré les rapports conſolans de quelques Gazettes angloiſes, il ne falloit peut-être qu'un ordre du Congrès pour réduire l'armée royale à la cruelle alternative, ou de ſe laiſſer conſumer par la faim, ou de périr ſous le tranchant de l'épée ennemie. Les mêmes Papiers exagéroient avec une égale invraiſemblance, les avantages de l'Angleterre dans les mers d'Amérique. Vers la mi-Mai ces papiers faiſoient monter à deux cens trente-ſix vaiſſeaux les priſes faites par la ſeule Eſcadre de l'Amiral Gayton, & groſſiſſoient prodigieu-

ſement celles de l'Amiral Young; mais on a vu qu'à cette époque, il s'en falloit de cinq cens vaiſſeaux, que les Anglois fuſſent au pair des Américains. 1778.

Rapports infidèles & bientôt démentis.

La politique des Miniſtres autoriſoit ces rapports infidèles, & ce fut dans le même eſprit qu'ils eſſayèrent de répandre dans toute l'Europe, que le traité avec la France avoit trompé l'eſpoir des Rebelles, que la précipitation de cette démarche excitoit des murmures & de la fermentation dans la plupart des Colonies. Mais on ſut bientôt, qu'à la nouvelle de ce traité, l'enthouſiaſme général s'étoit manifeſté par des réjouiſſances publiques, & que huit Provinces informées de l'arrivée des Commiſſaires Anglois & de l'objet des Bills, dont ils étoient porteurs, avoient fait préſenter au Congrès par leurs Députés reſpectifs, des Mémoires où elles ſupplioient l'Aſſemblée de ſe refuſer à toute eſpèce de négociation avec la Grande-Bretagne, à moins qu'elle ne reconnût préalablement l'indépendance des Etats-Unis. M. Fitzpatrick nouvellement

1778. arrivé de Philadelphie, apprit en
même temps à la Chambre des
Communes, ce que les Miniſtres
craignoient de révéler ; il détailla,
en ces termes, le mauvais effet
que produiſoient ces Bills en Amé-
rique. « Il eſt impoſſible d'ex-
» primer l'indignation de l'Armée
» Royale ; elle étoit au point, que
» j'ai vu des Officiers de diſtinction
» arracher, de dépit, leurs co-
» cardes, les fouler aux pieds,
» maudire l'uſage qu'ils en avoient
» fait, & s'écrier qu'ils étoient ſa-
» crifiés indignement ! *Quoi*, di-
» ſoient-ils, *eſt-ce là le renfort des*
» *vingt mille hommes qui devoient*
» *nous mettre en état de porter un*
» *coup déciſif à l'ouverture de la*
» *Campagne : quoi, après nous avoir*
» *engagés dans une guerre qui nous*
» *répugnoit, après tant de périls,*
» *tant de ſang infructueuſement ver-*
» *ſé, au lieu des renforts promis,*
» *on nous envoye une* LIASSE *de*
» *Bills qui nous couvrent de honte !*
» Les Américains, continua-t-il,
» n'ont pas cru devoir s'indigner ;
» ils n'ont montré que du mépris
» pour de tels Actes, qui, ſans

» aucun caractère d'authenticité, 1778.
» & sans être adressés aux Officiers
» supérieurs, ont été placardés au
» coin des rues, ou distribués par
» des gens sans aveu. Dans plusieurs
» cantons on les a regardés comme
» une imposture, dont l'objet étoit
» de semer la désunion & de soustraire le Peuple à l'allégeance
» jurée au Congrès; les copies qui
» en sont parvenues à l'Armée ont
» paru renfermer des propositions
» insidieuses, elles ont été déchirées en mille pieces, &, dans
» quelques endroits, brûlées par
» la main du bourreau...... Des
» Officiers qui jouissent de la confiance intime du Général Washington, m'ont dit que ces propositions eussent été accueillies,
» si elles avoient été faites par un
» Chatham, ou par quelqu'autre
» Ministre digne de la confiance de
» l'Amérique; mais qu'elle ne se
» prêteroit jamais à rien de ce qui
» lui seroit proposé par les mêmes
» hommes qui avoient excité &
» fomenté cette malheureuse querelle ».

Cependant le retard des renforts,

1778. si vainement promis à l'Armée de Philadelphie, avoit forcé le Général Howe de hâter l'échange des prisonniers, dont l'élargissement respectif sembloit devoir grossir & fortifier les Troupes angloises & continentales : mais comme l'Armée de Burgoyne, toujours retenue en Amérique, ne fut pas comprise dans cet échange, les Royalistes en retirèrent peu d'avantage ; le Congrès n'y souscrivit de son côté, que pour soustraire les prisonniers américains à la rigueur d'un traitement barbare, & s'affranchir lui-même en cette circonstance, de la dure nécessité des représailles. Cette considération, dont l'humanité généreuse auroit touché le cœur d'un Sauvage, étoit méconnue de la plupart des Anglois. Ils affectoient d'y voir une basse timidité (1) & ne rougissoient pas d'en faire un objet d'injure ; tout prouvoit cependant en

Désintéressement du Congrès dans l'échange des prisonniers.

(1) Voyez, dans le Courier de l'Europe, la Lettre du Général Sullivan, au Général Pigot, *vol. 4. page 147.*

cette occasion, le noble désintéressement des Américains. Ils n'avoient rien à gagner à cet échange, & des Soldats atténués & languissans des suites d'une captivité longue & cruelle, étoient un bien foible renfort pour l'Armée de Washington; mais cette Armée se ressentit bientôt de l'enthousiasme général qu'avoit excité la nouvelle du traité avec la France. Plus de vingt mille hommes demandèrent à s'enrôler conformément à la dernière résolution du Congrès, qui ne mettoit aux engagemens d'autre terme que la fin de la guerre entre les Etats-Unis & la Grande-Bretagne : ces Troupes désormais soumises aux loix d'une sévere discipline, promettoient à la nouvelle République une Campagne brillante, dont les préparatifs annonçoient des entreprises décisives.

1778.

Préparatifs d'une expédition contre le Canada, tout-à-coup suspendus.

Tandis que l'Armée de Washington bloquoit dans Philadelphie celle du Général Howe, le menaçoit d'une attaque vigoureuse, & lui dictoit, pour ainsi dire, les conditions de sa retraite, s'il vouloit évacuer cette Place, l'Armée

1778. du Nord s'aſſembloit à Albany, ſous les ordres du Général Conway, pour une expédition contre le Canada; le Marquis de la Fayette devoit avoir part à cette entrepriſe, dont l'objet étoit de détruire les vaiſſeaux anglois ſur le lac Champlain, de porter la guerre juſqu'aux pieds des remparts de Québec, & d'exécuter dans cette Campagne, un projet échoué les années précédentes, malgré la bravoure d'Arnold, & les ſages meſures du Général Montgomery. Conway avoit déjà pris les devants avec ſept mille hommes des Troupes victorieuſes à Saratoga; ſix mille hommes de Milice, pleins de courage, venoient de s'enrôler pour cette périlleuſe expédition.

Tant d'ardeur étoit le fruit & le premier effet de l'alliance entre les François & les Américains. Ces préliminaires de la Campagne du Nord, paroiſſoient combinés avec le départ de la flotte du Comte d'Eſtaing, & déjà l'on regardoit le Canada comme perdu pour l'Angleterre. Le Congrès lui-même acceptoit cet augure avec d'autant

plus de confiance, qu'une lettre d'Albany, datée du premier Mars, venoit d'annoncer un ſoulèvement des Canadiens. En effet, ce peuple toujours plus mécontent du gouvernement arbitraire & tyrannique de la Métropole, avoit pris les armes contre les Troupes Royales, les avoit forcées à ſe retirer dans Québec, & les y tenoit inveſties, dans l'eſpérance que, le paſſage des lacs devenu praticable, l'Armée de Conway ſe hâteroit d'en venir former le ſiège. La nouvelle de cette révolte fit peu de ſenſation à Londres, où toutes les allarmes ſe portoient vers les côtes de la Grande-Bretagne; d'ailleurs on eut ſoin de répandre en même tems, que vingt vaiſſeaux armés à Ports-Mouth, venoient de mettre à la voile pour aller ſecourir la capitale du Canada, & que les nouvelles fortifications de cette Place, ſa garniſon & les diſpoſitions de ſes habitans, la rendoient imprenable. Quoi qu'il en ſoit des motifs de cette confiance au moins apparente du Miniſtère Britannique, les Généraux Américains reçurent ordre de ſuſ-

1778.

1778. pendre l'exécution de leurs projets dans le Nord, & les ſpéculateurs François virent dans la révolte même des Canadiens, une raiſon de différer la conquête déſormais indubitable de cette Province. Ils prêtoient leur politique au Congrès, & tournoient en conſéquence les forces de la Nouvelle-Angleterre contre la Nouvelle-Ecoſſe, dont il ſe promettoit, diſoient-ils, la réduction avant le mois de Juillet de cette même année.

Les Anglois ont quelques avantages ſur les Américains.

Toutes les nouvelles de l'Amérique avoient annoncé juſqu'ici des événemens plus ou moins faits pour tirer le Miniſtère de ſa profonde ſécurité; mais les dernières dépêches de William Howe ſemblèrent un moment la juſtifier. Dans ſa Lettre du 11 Mai, ce Général, après avoir fait part aux Miniſtres de l'arrivée de Sir Henri Clinton, qui venoit le remplacer, entra dans le détail de quelques avantages remportés ſur les Américains. Quoique exagéré dans ſa relation, cet expoſé donna lieu de craindre aux plus clair-voyans du parti républicain, que la fortune ne ſe ran-

geât enfin du côté des Royaliſtes. 1778.
Suivant cette relation, des Corps de Troupes ſortis de Philadelphie avoient parcouru la campagne dans l'étendue de pluſieurs milles, & juſques dans la Province de Jerſey, à l'effet d'ouvrir les communications néceſſaires à l'importation des vivres, de protéger les habitans paiſibles, & de ramaſſer des fourrages pour l'uſage de l'Armée; Tous ces détachemens avoient rempli leur miſſion au grand déſavantage de l'ennemi; le Colonel Mawhood s'étoit porté dans le voiſinage de Salem, avec trois Bataillons & un Corps de Provinciaux, avoit fait une deſcente ſur la côte, & après avoir diſperſé les forces raſſemblées dans ce canton, étoit rentré dans Philadelphie avec d'abondantes proviſions.

Menaces atroces du Colonel Mawhood.

Le Colonel Mawhood ſe permit dans cette expédition, des procédés atroces qui démentoient bien l'humanité au nom de laquelle il invita la Milice de Quinton-Bridge, à mettre bas les armes, lui promettant à cette condition de rembarquer ſes Troupes, & de ne faire

aucun autre dommage dans le pays.
1778. « Mais, continuoit-il, si la Milice
» abusée se refuse à cette invitation,
» le Colonel Mawhood armera les
» habitans affectionnés, appellés
» *Torys* ; il fondra sur ladite Mi-
» lice ; il brûlera, détruira ses mai-
» sons & tout ce qui lui appartient ;
» il réduira les Rebelles, leurs fem-
» mes & leurs enfans à la mendi-
» cité & à la détresse ; & pour leur
» prouver qu'il ne s'agit point ici
» de vaines menaces, il a annexé à
» cette note, les noms de ceux qui
» seront les premiers objets de sa
» vengeance ».

Le Colonel Hand, Commandant les Troupes des Etats-Unis dans la Province de Jersey, crut devoir une réponse à ces menaces. Nous la transcrirons ici comme un des monumens de cette Histoire, qui met le plus en évidence la politique aveugle des Anglois dans leurs procédés de guerre avec les Américains.

Belle réponse du Colonel Hand.

« J'ai reçu, Monsieur, la pro-
» position dont nous sommes, di-
» tes-vous, redevables au cri de
» votre humanité ; je desirerois ar-

» demment que ce cri eût pu se
» faire entendre & régler la con-
» duite de vos Troupes depuis 1778.
» qu'elles occupent *Salem*. Elles ne
» se sont pas contentées de refuser
» quartier, elles ont massacré ceux
» de nos gens qui s'étoient rendus
» prisonniers, lors de l'affaire de
» *Quinton-Bridge*: hier matin en-
» core, à *Hancock's-Bridge*, elles
» ont passé au fil de la bayonnette,
» de sang-froid & de la manière la
» plus cruelle, des hommes enle-
» vés par surprise, & dont quel-
» ques-uns n'étoient pas même gens
» d'armes. Ces traits sont odieux....
» Ah! Monsieur, les braves gens
» sont toujours humains! Après
» nous avoir fait l'étalage de votre
» humanité, vous nous faites une
» proposition qui nous attireroit
» sans doute votre juste mépris, si
» nous étions capables de l'accep-
» ter ; nous la rejetons tous una-
» nimement. Non, Monsieur, nous
» ne mettrons pas les armes bas!
» Nous les avons prises pour sou-
» tenir des droits qui nous sont plus
» chers que la vie, & nous ne les
» quitterons que lorsque la vic-

1778. » toire aura couronné notre cauſe, » ou lorſque, dignes du ſort de ces » illuſtres Anciens qui ſont tombés » en combattant pour la liberté, » une mort honorable les rendra » inutiles dans nos mains.... Quant » à la menace de brûler, de dé- » truire en pure perte nos poſſeſ- » ſions, de réduire nos femmes & » nos enfans à la *mendicité & à la* » *détreſſe*, en vérité, j'ai de la peine » à tranſcrire cet extrait de votre » note; l'humanité ſouffre en moi; » je ne puis croire que ces expreſ- » ſions & ces ſentimens coulent de » la plume d'un Officier brave, » généreux, qui a reçu en Europe » une éducation polie; je crois » lire un ordre barbare du farou- » che *Attila!* »

Autre échec des Américains.

Les talens & l'activité du Lieutenant-Colonel Albercromby, s'étoient ſignalés dans cette eſpèce de guerre, moins inhumainement que ceux du Colonel Mawhood. Avec quatre cens hommes d'Infanterie légère, trois cens Chaſſeurs & un parti de Dragons, il avoit ſurpris, attaqué & mis en déroute un Corps ennemi de neuf cens hommes, commandés

mandés par un Brigadier-Général, & postés à dix-sept milles de Philadelphie. Il ne perdit que neuf de ses gens ; & du côté des Américains, le nombre des morts, des blessés ou des prisonniers, fut de cent cinquante hommes, y compris les Officiers. La déroute eût été bien plus complète, si, pour effectuer cette surprise, il n'eût fallu faire une longue marche qui ne laissa point à l'infanterie royale la faculté de poursuivre vigoureusement les fuyards. 1778.

Expéditions plus importantes du Major Maitland.

De toutes ces opérations, la plus importante fut celle du Major Maitland, & du sieur Henry, Capitaine de Marine. Ils s'étoient embarqués la nuit du 7 Mai avec le second bataillon d'infanterie légère, sur des bateaux plats, escortés par trois galères & quelques bateaux armés. Leurs ordres portoient de remonter la Délawarre, & de détruire tous les vaisseaux qu'ils trouveroient sur la rivière, depuis Philadelphie jusqu'à Trenton. Le lendemain matin, environ sur les dix heures, le Capitaine Henry

1778. disposa sa flotille de manière à couvrir le débarquement des troupes, qui se fit sans opposition, à White-Hill. Pendant ce tems, les galères, les navires armés & les bateaux à canon, mirent le feu à deux frégates Américaines, le *Washington* & l'*Effingham*, qui furent consumées en un instant, ainsi qu'un brigantin & un sloop. Les Troupes ayant pris terre, le Major Maitland se porta vers Borden-Town, à la distance de deux milles. Il avoit les ennemis en front, & d'abord ils ne parurent pas vouloir le troubler dans sa marche; enfin pour lui couper le passage, ils firent usage d'une piece de campagne, contre une écluse qu'ils essayèrent de briser. Le bataillon fondit sur eux avec impétuosité, & ils ne purent effectuer leur projet. Cependant ils tinrent ferme pendant quelque temps, & le feu devint très-vif de part & d'autre; ils plièrent à la fin, & se virent forcés d'abandonner leur piece de campagne, & une batterie de cinq autres pieces disposées de

maniere à gêner les vaisseaux qui remontoient la Délawarre. Il y avoit à Borden-Town plusieurs magasins contenant des provisions de toute espece, des équipages de camp, & beaucoup de munitions à l'usage de l'artillerie; le Major Maitland brûla quatre de ces magasins, & força les Troupes Américaines à se répandre dans la campagne, où elles jetèrent l'allarme. Elles se rassemblèrent en force à Trenton, & Maitland fit route de ce côté, comme s'il eût eu dessein de les y poursuivre; mais il s'embarqua bientôt, & gagna le rivage de Pensylvanie, où il choisit un poste, d'où il pouvoit couvrir les forces navales. Le lendemain, il se rendit à la crique de Bisles Island, où la flottille Angloise brûla plusieurs vaisseaux ennemis. Sur les deux heures, le bataillon prit la route de Bristol, éloigné de treize milles, y arriva sur les cinq heures du soir, mit le feu à quelques navires Américains, & s'embarqua au coucher du soleil. Le Capitaine Henry & les gens de mer employés à ces expéditions,

1778.

1778. avoient secondé puissamment le Major Maitland. Ils brûlèrent à l'ennemi un grand nombre de bâtimens; on en porta l'état à quarante-quatre, dont trois frégates & neuf vaisseaux de la première force. Les Américains ne conservèrent pas une goëlette sur la Délawarre, & tous leurs magasins furent également ruinés. Mais quoique très-considérables, ces pertes devoient se réparer, & le Général Clinton qui venoit de prendre le commandement en chef des Troupes royales en Amérique, n'en sentit pas moins la nécessité d'évacuer Philadelphie.

Evacuation de Philadelphie.

Suivant quelques papiers Anglois, cette résolution fut prise dans l'unique vue d'écarter tout obstacle au succès des Commissaires, & de poursuivre plus aisément les négociations relatives aux Bills conciliatoires; mais le fait est que la position des deux armées rendoit cette évacuation indispensable. Les Commandans Anglois ne pouvoient se tenir plus long-tems exposés aux assauts de l'ennemi. Le

25 Mai, les Troupes royales commencèrent à s'embarquer pour Rhode-Island, Long-Island, & New-Yorck. Philadelphie étoit entièrement évacuée le 5 Juin, jour préfix du départ de Howe pour l'Angleterre. 1778.

Le Public se relâche de ses anciennes préventions contre Burgoyne.

La position des Anglois, tant en Europe qu'en Amérique, n'offroit aucune perspective consolante dans ces deux parties du monde, & tout sembloit leur faire une nécessité de la paix, quelles qu'en dûssent être les conditions. Mais si les armemens de la France leur donnoient lieu de tout craindre en Europe, les rapports souvent infidèles de leurs Gouverneurs en Amérique, les rassuroient de ce côté-là. La négligence des Ministres à faire passer des renforts au Général Howe, qui les avoit demandés, sans oser exposer son extrême détresse, partoit d'une aveugle sécurité, dont les vrais spéculateurs prévoyoient les conséquences; rien ne la supposoit comme la faveur accordée aux apologies de Burgoyne. Il n'y avoit pas deux mois qu'on accusoit

1778. ce Général d'avoir ruiné les affaires de la Grande-Bretagne. Tant qu'on avoit cru aux désastres dont on le disoit auteur, il n'avoit pu se faire entendre ni à la Cour de Saint-James, ni au Parlement, ni dans un Conseil de Guerre; son apparition subite en Angleterre, fut taxée de la même inconséquence que ses expéditions; on lui faisoit un crime de la permission qu'il avoit obtenue, à la priere de Washington, de venir se justifier en personne aux yeux de ses Concitoyens: « Cette faveur du Congrès, disoit-on alors, ne suppose-t-elle » pas des intelligences entre les » deux Généraux, ne rend-elle pas » au moins suspecte la fidélité de » Burgoyne? » L'indignation exaltée dans toutes les têtes angloises, se permettoit les soupçons les plus odieux contre cet Officier; & tout le monde s'accordoit à regarder comme illégales en cette circonstance, les voies ouvertes aux plus grands criminels qui demandent à justifier publiquement leur conduite. Pour interdire à Burgoyne tout

moyen de ſe diſculper, on alléguoit qu'il étoit cenſé priſonnier en Amérique, & que dans cet état, il ne pouvoit comparoître devant aucun Tribunal d'Angleterre. On ajoutoit que dans le cas très-vraiſemblable d'une condamnation, la ſentence ne pourroit être exécutée, puiſque l'accuſé n'appartenoit point à la Grande-Bretagne, mais aux Etats Unis. « Il eſt ſi bien, continuoit-on, ſous la ſauve-garde » du Congrès, qu'on voit encore » flotter à Ports-Mouth, en face » de notre Eſcadre, le pavillon » du vaiſſeau Américain, auquel » ce même Congrès a confié le Général Burgoyne ». Mais à la nouvelle de quelques avantages de l'Angleterre, le public ſe relâcha de ſes préventions contre ce Général, qui, toujours vu de mauvais œil par les Miniſtres & leurs partiſans, vint prendre ſéance à la Chambre des Communes; il reçut le meilleur accueil des Membres de l'oppoſition : il ſe crut au moment d'une enquête, & l'on s'attendoit à voir décider les queſtions ſuivantes. 1778.

1778.

Questions faites à ce Général.

« Pourquoi le Général Burgoyne » a-t-il refusé de tenir un Conseil » de Guerre, lorsque plusieurs jours » avant sa capitulation, il en fut » requis à diverses reprises par les » Officiers de son armée ? Pourquoi, lorsque ces Officiers, sans » en excepter un seul, ont représenté au Général Burgoyne qu'il » étoit impraticable de pousser plus » loin son expédition, a-t-il été » sourd à ces représentations ? Pourquoi a-t-il attendu pour tenir » Conseil, que les choses fussent » désespérées, & qu'il ne lui restât » plus de ressources que dans la » capitulation formelle de son armée ? Si le Général Burgoyne » avoit tenu Conseil lorsqu'il en étoit » encore tems, il eût pu conserver » son poste avec honneur, & attendre les avantages qui pouvoient » naître des circonstances ».

Au lieu de répondre, il demande satisfaction.

Burgoyne n'étoit pas venu de si loin pour rester muet à ces anciennes questions de Lord Germaine; mais avant que de faire aucune réponse détaillée, il déclara qu'il avoit suivi de point en point les

ordres de la Cour. « Il n'y a pas de » milieu, ajouta-t-il, ou le Miniſtre 1778. » qui a rédigé le plan, ou l'Officier » chargé de l'exécution, eſt reſpon» ſable de l'évènement, & c'eſt à » quoi je vous prie de répondre ».

Sans en dire davantage ſur cet article, il paſſa rapidement à divers points ſur leſquels il demanda ſatisfaction. Le plus grave étoit l'affront qu'on lui faiſoit, en lui fermant tout accès auprès du Souverain. Lord Germaine répondit qu'il n'y avoit point d'exemple d'un Officier qui dans la poſition du Général Burgoyne, eût paru devant ſon Maître, avant que d'être diſculpé. Mais comme il s'agiſſoit bien moins dans cette ſéance de diſcuter les torts du Général, que d'exagérer ceux du Miniſtre, & que l'avis de pluſieurs Membres étoit de remonter à l'origine d'une expédition, dont le déſaſtre avoit ſa cauſe dans un plan mal combiné, il déclara la Chambre inhabile à prononcer dans cette affaire étrangere à ſon Tribunal, & dont la connoiſſance appartenoit excluſivement à un Con-

1778. seil de Guerre. M. Temple ne se mit pas moins en devoir d'appuyer la motion tendante à cet examen; ce qu'il fit avec une chaleur qui l'emporta bientôt au-delà des bornes de la modération. Dans un parallele de Lord Germaine & du Général Burgoyne : « Ce dernier, » dit il, sans rien perdre de sa » réputation de brave Officier, a » été malheureux : le malheur est-» il donc un crime ? Il eut tort » sans doute de ne pas se con-» former strictement à ses ordres; » s'il avoit tourné le dos, aban-» donné ses drapeaux, & pourvu » à sa sûreté, on l'eût reçu à bras » ouverts, il fût parvenu aux gran-» des places, il eût vu pleuvoir » sur sa tête les graces & les di-» gnités ».

Scène indécente entre Lord Germaine & M. Temple.

Cette injure indirecte faite à Lord Germaine, en attira de personnelles à M. Temple, & peu s'en fallut que cette scène, non moins vive qu'indécente, n'eût les suites les plus scandaleuses. Elle se termina par des excuses que le Ministre fit à l'honorable Membre.

Burgoyne censé prisonnier du Congrès, n'obtient point d'enquête.

Cependant Burgoyne n'obtint point l'enquête qu'il sollicitoit, & le parti ministériel fit valoir la prétendue captivité du Général, qui, même au sein de Londres, étoit toujours réputé prisonnier au Congrès ; on en vint jusqu'à mettre en question, s'il avoit le droit d'occuper un siége dans la Chambre. Burgoyne & ses partisans repoussèrent cette objection, en rappellant les termes de la convention de Saratoga, convention avouée du Congrès, & qui déclaroit le Général libre de remplir toute sorte d'emploi militaire, pourvu que ce ne fût pas contre l'Amérique. « Je ne suis pas moins » libre, ajouta-t-il, que je l'étois » au moment où la convention a » été signée, & les doutes qui s'é- » levent sur un fait aussi simple, » prouvent de plus en plus la justice » & la nécessité de prolonger les » séances jusqu'à ce que ma con- » duite ait subi l'examen le plus » minutieux ».

1778.

Hostilités entre la France & l'Angleterre.

Le Parlement fut prorogé sans que Burgoyne eût la satisfaction de se faire entendre complétement ;

1778. mais ſi la majorité l'emporta dans cette occaſion comme dans beaucoup d'autres, ce Général n'en fut pas moins réhabilité dans l'opinion du grand nombre. Il dut en partie cet heureux retour de la faveur publique, à l'erreur du peuple Anglois, qui, ſur de faux rapports, croyoit les déſaſtres de Saratoga abſolument réparés, & ne vouloit plus voir, dans cet évènement, d'autres coupables que les Miniſtres. La pacification du Canada acheva de lui perſuader que l'Angleterre n'avoit plus de malheurs à craindre en Amérique ; & quant à ceux dont il ſe voyoit menacé dans ſes propres foyers, il ſongea à les écarter par la violence. Une politique inſenſée lui fit chercher des reſſources dans la guerre ; & l'Europe étonnée, apprit que rompant toutes les bornes de la prudence, les Anglois venoient enfin de ſe commettre avec la France, de ſe porter à des hoſtilités ouvertes qui ne laiſſoient plus d'excuſe à la témérité, & ſur l'agreſſion deſquelles il n'étoit pas poſſible de chicaner

avec quelque pudeur : un ſimple expoſé du combat de l'*Aréthuſe* & de *la Belle-Poule*, ſuffira pour mettre cette agreſſion en évidence. 1778.

Combat de la Belle Poule & de l'Aréthuſe.

Le 17 Juin, dans les eaux de Breſt près d'Oueſſant, M. de la Clocheterie, Lieutenant de Vaiſſeau, Commandant la frégate du Roi *la Belle-Poule*, de vingt-ſix canons de douze, eut connoiſſance, à dix heures & demie du matin, d'une Eſcadre Angloiſe, dont quatorze bâtimens lui parurent des vaiſſeaux de ligne ; l'Eſcadre étoit alors à quatre lieues de diſtance de la frégate françoiſe. Cet Officier s'apperçut bientôt qu'une frégate & un ſloop avoient de l'avantage ſur lui. Ce dernier bâtiment, armé de dix canons de ſix, joignit *la Belle-Poule*, & la *héla* en Anglois ; M. de la Clocheterie lui répondit de parler françois ; alors le ſloop fut rejoindre l'*Aréthuſe*, & ſur les dix heures & demie, cette frégate vint ſe mettre ſous le vent à portée du mouſquet de la hanche de *la Belle-Poule*. Le Capitaine François manœuvra pour

1778. éviter la poſition déſavantageuſe où il ſe trouvoit en préſentant la hanche. Sa manœuvre exécutée avec préciſion & célérité, mit bientôt les deux frégates par le travers l'une de l'autre & à portée du piſtolet. Dans cette poſition, l'*Aréthuſe* le *héla* en Anglois ; il répondit qu'il n'entendoit pas. Alors elle le *héla* en François, & lui dit qu'il falloit aller trouver ſon Amiral. M. de la Clocheterie répliqua que la miſſion dont il étoit chargée, ne lui permettoit pas de faire cette route. L'Aréthuſe inſiſta, & le Capitaine François lui répartit qu'il n'en feroit rien. Alors l'Aréthuſe lui envoya toute ſa bordée, & le combat s'engagea dans un moment où le vent étoit foible, & permettoit à peine de gouverner. L'action dura depuis ſix heures & demie du ſoir, juſqu'à onze heures & demie, toujours à la portée du piſtolet. La frégate Angloiſe étoit réduite ; elle profita du vent qui s'étoit élevé, arriva vent arriere, & ſe replia ſur ſon Eſcadre. Dans ſa fuite, elle eſſuya plus de cinquante coups de

canon, sans être en état de riposter par un seul. Il étoit impossible à M. de la Clocheterie de poursuivre l'Aréthuse ; cette route l'eût porté au milieu des vaisseaux Anglois. Il prit le parti de courir sur la terre, & à minuit & demi, il mouilla au milieu des roches près Plouascat, où sa frégate fut observée par deux vaisseaux ennemis, toute la journée du lendemain. 1778.

Ce combat avoit été des plus sanglans, & il y eut quarante hommes de tués sur la Belle-Poule ; de ce nombre fut le sieur Gréen de Saint-Marceau, Commandant en second. Parmi les blessés, qui se montoient à cinquante-sept hommes, on distingua le sieur de la Roche de Kerandraon, Enseigne ; il avoit eu le bras cassé, après deux heures de combat ; il fit mettre le premier appareil sur sa blessure, & vint reprendre son poste qu'il garda jusqu'à la fin de l'action. Un Officier auxiliaire nommé Bouvet, quoique blessé grièvement, ne voulut pas quitter le pont pour se faire panser ; & quant au brave Capitaine,

1778. il reçut deux fortes contusions, l'une à la cuisse & l'autre à la tête. La premiere ne fut pas la moins dangereuse; la commotion violente excitée dans la partie du bas-ventre avoit occasionné une enflure considérable qui donna de vives allarmes sur le sort de M. de la Clocheterie. L'action s'étoit soutenue avec une égale vivacité jusqu'au moment où la frégate Angloise abandonna le combat. Le Chevalier de Cappellis avoit commandé la batterie; il étoit secondé par les sieurs Damard & Sbirre, Officiers auxiliaires, & les sieurs de Basterot & de la Galernerie, Gardes de la Marine. Tout l'équipage animé & soutenu par l'exemple des Officiers, donna de grandes preuves de bravoure & de sang-froid. Si l'Aréthuse n'avoit été secourue par deux vaisseaux arrivés à tems pour la sauver, quoique supérieure à la Belle-Poule de plusieurs canons, elle auroit été forcée d'amener pavillon. Ses agrès étoient en si mauvais état, que les deux vaisseaux envoyés pour observer la frégate Françoise, ne

ſervirent qu'à remorquer la frégate Angloiſe. Dès qu'ils furent éloignés, M. de la Clocheterie regagna le port de Breſt, où il fut reçu avec les plus grandes acclamations. A la vue de la Belle-Poule, des tranſports de joie ſignalèrent l'enthouſiaſme patriotique de tous les habitans. Les Aubergiſtes ſe diſtinguèrent en cette occaſion; il n'y en eut pas un ſeul qui n'ambitionnât l'honneur de traiter gratuitement l'équipage victorieux. Lorſqu'on ſut quelles récompenſes flatteuſes le Roi venoit d'accorder à ces braves Marins, (1)

1778.

Réception faite à la Belle-Poule, lors de ſa rentrée dans le port de Breſt.

(1) M. de *Sartine*, Miniſtre & Secrétaire d'Etat au département de la Marine, ayant rendu compte au Roi, du combat de ſa frégate la *Belle-Poule*, Sa Majeſté accorda au ſieur *de la Clocheterie*, le brevet de Capitaine de Vaiſſeau; au ſieur *de la Roche-Kerandraon*, Enſeigne de vaiſſeau, la Croix de Saint-Louis & une penſion; au ſieur *Bouvet*, le brevet de Lieutenant de frégate en pied. Elle pourvut d'ailleurs au ſort des veuves & des enfans des Officiers, Mariniers & Matelots tués dans l'action. La Demoiſelle *Gréen de Saint-Marceau*, ſœur de l'Officier de ce nom, tué dans le combat, obtint une

1778. toutes les Eſcadres de Breſt montrèrent la plus grande ardeur pour le combat, & l'arrivée du Courier qui, à la nouvelle de cette action glorieuſe, fut dépêché de Verſailles avec des ordres pour faire appareiller la flotte, y cauſa des tranſports, dont l'augure favorable annonçoit la plus heureuſe campagne.

Ardeur de notre armée navale; Keppel n'oſe ſe meſurer avec elle.

Si le calme qui régnoit alors avoit permis à l'armée navale de mettre à la voile, rien n'eût pu la retenir dans le port, tant elle étoit impatiente de meſurer ſes forces avec celles de Keppel. Mais cet Amiral informé que l'infraction manifeſte des Anglois avoit hâté les ordres expédiés à Breſt d'appareiller au premier moment, ne crut pas devoir s'expoſer, dans cette circonſtance, au juſte reſſentiment d'un ennemi, d'ailleurs ſupérieur en nombre. L'Eſcadre Angloiſe n'étoit alors que de vingt trois vaiſſeaux de ligne, & l'on faiſoit monter à

penſion ſur les fonds des Invalides de la Marine.

trente-deux, celle que devoit commander M. d'Orvilliers. Keppel regagna donc la rade de Sainte-Hélene, le Samedi 27 Juin, & vint attendre un renfort de vaiſſeaux, & de nouveaux ordres pour reprendre ſa croiſiere avec des forces moins inférieures. Ce mouvement rétrograde déplut à la Nation. On ne s'en prit point à l'Amiral qui réuniſſoit tous les ſuffrages en ſa faveur; mais on demanda au Miniſtre ce qu'étoient devenues ſes promeſſes & cette ſupériorité annoncée avec tant de confiance. 1778.

Saiſie irréguliere des frégates la Licorne & la Pallas.

L'Amiral Keppel avoit conduit dans la rade de Sainte-Hélene deux frégates Françoiſes, la Licorne & la Pallas, dont la ſaiſie irréguliere faite à l'époque du combat de la Belle-Poule, ne laiſſoit aucune incertitude ſur les intentions & les procédés hoſtiles de l'Angleterre. Dans trois Lettres adreſſées à l'Amirauté, Keppel préſenta ces actes d'agreſſion & toute la violence qui les caractériſoit, comme la juſte peine d'une infraction aux loix de la mer. Quelles étoient ces loix

1778. ſuivant Keppel? d'amener pavillon à la premiere ſommation d'un Capitaine Anglois. Quelle fut l'infraction des frégates Françoiſes? d'avoir méconnu ces loix, d'avoir voulu s'y ſouſtraire, & d'avoir répondu par une décharge de leur mouſqueterie, à des ordres expédiés à coups de canon. Tel avoit été le procédé de la Licorne, & tel fut le motif du traitement fait à la Pallas. « J'ai cru, dit Keppel, dans ſa » troiſième Lettre, d'après la con» duite de la frégate Françoiſe la » Licorne, qu'il étoit de mon de» voir de retenir auſſi la Pallas. » J'ai chargé le Capitaine Hood de » prendre les Officiers à bord du » *Robuſt*, de diſtribuer l'équipage » ſur d'autres vaiſſeaux & de ſigni» fier aux Capitaine François, que » la conduite extraordinaire du Ca» pitaine de la Licorne, rendoit » cette meſure néceſſaire ».

De quelle part ont commencé les hoſtilités.

Pour décider de quelle part les hoſtilités avoient été commencées, il ſuffiſoit de lire les lettres de l'Amiral Keppel; cependant quoiqu'il fût prouvé, même en Angle-

terre, qu'avant le combat de la Belle-Poule, le Capitaine de l'Aréthuſe avoit envoyé ſa batterie à mitraille, au moment où l'on étoit encore en pour parler, les Anglois affectoient d'imputer à la France une infraction, dont le reproche mieux fondé de la part de cette Puiſſance, les réduiſoit à cette alternative, ou d'avouer leur déloyauté, ou d'afficher leur impudence. Pour établir contre la France la preuve d'agreſſion, il falloit d'abord ſuppoſer, que même en faiſant feu les premiers, on peut ne point être les agreſſeurs, & prétendre enſuite, qu'au lieu de toute ſa bordée, l'Aréthuſe n'avoit tiré qu'un coup de canon contre la Belle-Poule. Mais le principe impliquoit contradiction, méme dans les termes, & le rapport ſe trouvoit démenti par le témoignage même de pluſieurs Anglois. N'importe ; tenous nous en, pour un moment, à cette double ſuppoſition, & voyons comme la mauvaiſe-foi raiſonne dans ces Papiers intitulés : *Hoſtilités commencées par la France.* 1778.

« Lorſqu'une Puiſſance eſt en

1778. » guerre avec une autre, ſuivant » les loix des Nations, les Puiſſances » belligérantes ont droit d'interro- » ger tous les vaiſſeaux neutres » relativement à leur deſtination, » à leur chargement, &c. La raiſon » en eſt ſimple; les vaiſſeaux réputés » neutres peuvent ne l'être qu'au- » tant que leur Pavillon les annonce » comme tels; or, c'eſt un uſage » général, qu'un vaiſſeau ennemi » ſe fournit des Pavillons de toutes » les Nations, pour mieux déguiſer » ſes deſſeins. Il y a plus; ſi le » Capitaine du vaiſſeau qui arrête » un vaiſſeau neutre n'eſt pas ſatis- » fait du rapport que lui font le » Capitaine & l'Equipage du vaiſ- » ſeau arrêté, il a droit d'exiger » que le Capitaine neutre lui montre » ſes inſtructions, & cette précau- » tion a été priſe par pluſieurs Com- » mandans Anglois. C'eſt unique- » ment ſur ces détails, que l'Amiral » Keppel a demandé ſatisfaction au » Capitaine François; celui-ci n'a » pas voulu ſe rendre auprès de » l'Amiral pour répondre aux queſ- » tions qu'il avoit à lui faire, on a » donc tiré un coup de canon ſur

» son vaisseau pour le forcer à se
» mettre en panne; l'Officier Fran-
» çois a pris pour une insulte, ce
» qui étoit conforme à l'usage, &
» il a riposté au coup de canon
» par sa bordée entière; ce sont
» donc les François qui ont com-
» mencé la guerre, & l'Amiral
» Keppel a fait ce que la prudence
» & les loix des Nations lui per-
» mettoient de faire ».

1778.

Premiers effets des hostilités.

Nous laissons aux Lecteurs impartiaux le soin d'apprécier l'inculpation & l'apologie renfermées dans ce fragment du Pamphlet britannique, & nous nous contenterons d'indiquer les premiers effets de cette infraction, de quelque part qu'elle vienne. Un des plus sensibles en Angleterre, fut d'intimider une grande partie de la Nation, de faire baisser les fonds à la Bourse de Londres, & de jeter la consternation parmi les Négocians. Les hostilités produisirent en France des effets tout contraires. En justifiant des représailles jusqu'alors suspendues par la généreuse discrétion du Monarque, elles ouvrirent enfin une libre carrière à la

1778. valeur nationale. Comme on l'a déjà vu, la flotte de Breſt reçut ordre de mettre à la voile, & toute la Marine accueillit cette nouvelle comme le préſage infaillible d'un triomphe déciſif. Les Troupes de terre montroient la même ardeur & une égale confiance. Pluſieurs Régimens furent déſignés pour marcher aux premiers ordres du Maréchal de Broglie, qui ſe diſpoſoit à paſſer en Bretagne. Tout le Royaume ſe crut un moment à la veille de tenter une deſcente en Angleterre; & cette invaſion, l'objet des terreurs de la Grande-Bretagne, devint pour la France un motif d'encouragement & d'enthouſiaſme; il n'y avoit pas un Soldat qui n'ambitionnât l'honneur de participer à cette expédition.

Adhéſion de l'Eſpagne au Traité. Suite de l'infraction des Anglois.

Malgré les aſſertions prématurées de quelques Gazettes, l'Eſpagne n'avoit point encore adhéré publiquement au traité que la France venoit de conclure avec les Etats-Unis d'Amérique. Ses préparatifs de guerre & ſes formidables armemens pouvoient n'être qu'une précaution, un acte de prévoyance que juſtifioient

aſſez

assez le caractère ombrageux & le génie entreprenant de l'Angleterre. 1778.
Mais ces mesures supposoient dans le Conseil de Madrid, une disposition réfléchie à seconder la France de toutes ses forces, & l'on ne peut trop répéter que le pacte de famille garantissoit cette convention entre la France & l'Espagne. A la nouvelle du combat de la Belle-Poule, & de la saisie des frégates la Licorne & la Pallas, les deux Puissances comprirent la nécessité de faire cause commune, & une Lettre de Louis XVI acheva de décider Sa Majesté Catholique. L'adhésion de l'Espagne au traité de commerce & d'amitié entre la France & les treize Provinces confédérées, fut donc une suite nécessaire, & l'un des plus funestes effets des imprudentes hostilités de la Grande-Bretagne. La guerre fut désormais inévitable & forcée entre l'Angleterre & les trois Puissances alliées.

Les Ministres d'Angleterre assayent de calmer les inquiétudes du peuple.

Cependant le peuple de Londres commençoit à témoigner de l'inquiétude sur une *équipée* navale, dont il avoit reçu les premières

1778. nouvelles avec transport; il envisageoit, en frémissant, les suites de cette *incartade* ministérielle. Pour calmer ses alarmes, l'Administration fit répandre quelques papiers, où sans oser le rassurer tout-à-fait, elle affectoit le desir & l'espérance de voir ce différend se terminer à l'amiable. « Tout dépend, est-il dit, » dans ces nouveaux pamphlets, de » la teneur des commissions, dont » étoient pourvus les Capitaines de » la Licorne & de la Pallas; si elles » portoient de saisir nos vaisseaux » marchands, & de troubler notre » commerce, la guerre est indispensable; mais si elles ne contenoient point d'ordres de cette » espèce, il est aisé d'arranger les » choses; la France appréciera la » conduite de notre Amiral; elle » sentira que nous n'avions point » d'hostilités en vue, & que nous » songions uniquement à notre pro» pre défense ».

Les Anglois continuent leurs insultes.

Le ressentiment de la France étoit fondé sur des procédés manifestement injurieux; & de vaines paroles, de vagues discussions ne pouvoient pas en suspendre les

effets ; elle n'étoit plus disposée à perdre le tems en négociations ; d'ailleurs les Anglois continuoient leurs insultes. L'Amiral Keppel avoit laissé en chasse les deux vaisseaux de ligne le Vaillant & le Courageux ; & la frégate Françoise l'Iphigénie n'avoit échappé à leur poursuite, qu'à la faveur d'un calme. Trois autres vaisseaux, le Milford, la Proserpine & le Fox, étoient encore employés à cette guerre. Ce dernier venoit d'envoyer à Ports-Mouth deux brigantins François la Sainte-Marthe & l'Aimable Victoire. Pour justifier ces violences que l'Amiral Keppel n'avoit osé se permettre jusqu'alors contre les vaisseaux marchands, on fit insérer dans les papiers Anglois, que les deux navires alloient en Amérique, ou qu'ils en revenoient chargés pour le compte des rebelles ; qu'en un mot, ils étoient censés Gallo-Américains. La seule réponse qu'il y avoit à faire à de pareilles allégations, étoit de hâter le départ de la flotte ; elle mit enfin à la voile le 8 Juillet sur les quatre heures du matin. Si le vent eût permis

1778.

Départ de la flotte de Brest.

1778. d'appareiller quelques jours plutôt, selon toutes les apparences, on se seroit emparé des deux vaisseaux détachés à la poursuite de l'Iphigénie. Dans sa retraite, elle avoit rencontré la frégate la Lively, l'avoit attaquée, &, après un combat assez vif, avoit forcé le bâtiment Anglois d'amener son pavillon. Cette prise fut, pendant quelques jours, l'unique évènement remarquable dans ces parages.

Forces respectives des Flottes Angloise & Françoise.

Quoique forte de trente-un vaisseaux de ligne, de six frégates, d'un sloop, & de deux brulots, la flotte de Keppel n'avoit point cette supériorité marquée, sans laquelle il n'y a pas d'exemple d'un combat naval où les Anglois aient eu l'avantage sur les François. La conduite timide de l'Amiral fit bien voir, en cette conjoncture, qu'il partageoit la défiance de la Nation; elle fut d'abord portée jusqu'au découragement, du moins parmi le peuple de Londres. Durant plusieurs jours, une fausse alarme accrédita le bruit d'un combat général, où la flotte Angloise avoit été battue complétement. Les Gazetiers

affectoient d'appuyer cette nouvelle; mais l'Amiral Keppel n'étoit encore battu que par les vents, qui, la nuit du Jeudi 23 Juillet, emportèrent la vergue de misaine de son vaisseau la Victoire. Pour remédier à cet accident, il fallut dépouiller de sa grande vergue le Thunderer qui rentra dans un des Ports d'Angleterre. La retraite de ce bâtiment réduisit la flotte Angloise à trente vaisseaux de ligne. On portoit celle de France à trente-deux vaisseaux & dix frégates (1). Les deux Nations s'attendoient à quelque coup d'éclat; mais toutes les manœuvres de Keppel annonçoient déjà qu'il ne hasarderoit point une affaire générale. Cependant les deux Armées étoient en présence depuis cinq jours, à une distance l'une de l'autre d'environ 1778.

(1) Lors de l'action du 27 Juillet, plusieurs vaisseaux de ligne avoient été séparés de la flotte Françoise; comme ils ne se trouvèrent point au combat, & que ceux de l'Amiral Keppel étoient supérieurs en artillerie, la gloire de M. d'Orvilliers fut de combattre & de maltraiter l'Ennemi avec des forces inférieures.

1778. quatre milles. La flotte du Comte d'Orvilliers étoit au vent de l'Angloise, & dans cette position favorable, elle ne pouvoit que desirer le combat; mais la prudence des Chefs contint son ardeur jusqu'au 27 Juillet, que l'on attira l'Amiral Keppel dans un engagement où l'on eut tout l'avantage qu'il s'attribue dans cette relation infidèle.

Relation infidèle du combat d'Ouessant.

« La flotte Françoise étant toujours au vent, & gagnant le large, » j'employai tous les moyens possibles de la serrer de près, en » tenant rassemblés les vaisseaux du » Roi, autant que la nature d'une » poursuite le rendoit praticable. » La manœuvre timide des François, & le peu d'inclination qu'ils » montroient à se laisser approcher, » rendoient cette précaution nécessaire; il étoit clair qu'ils se refu» soient à un combat régulier. Cette » circonstance me fit saisir avec empressement, l'occasion qui se pré» senta dans la matinée du 27 Juillet. » Le vent permettoit à l'avant-garde » de la flotte que je commandois, » de gouverner de manière à serrer » de près le centre & l'arrière-garde

» de la flotte ennemie. Les Fran- 1778.
» çois commencèrent à faire feu sur
» le vaisseau de la division du Vice-
» Amiral *Sir Robert Harlant*, qui
» se trouvoit le plus en avant. Cette
» division ne tarda pas à rendre feu
» pour feu à mesure que les vaisseaux
» se trouvoient à portée. La chasse
» avoit étendu leur ligne ; mais ils
» se formèrent promptement en or-
» dre de bataille, & comme les deux
» flottes suivoient un cours différent,
» elles passèrent très-près l'une de
» l'autre. L'objet des François,
» étoit de désemparer les vaisseaux
» du Roi de leurs mâts & de leurs
» voiles, projet dans lequel ils
» réussirent au point de mettre plu-
» sieurs vaisseaux de ma flotte hors
» d'état de me suivre, lorsque je
» virai vent arrière à l'effet de por-
» ter vers la flotte Françoise. Je me
» vis donc obligé de virer encore
» pour joindre ces vaisseaux ; ce
» qui donna aux François, vers le
» déclin du jour, le tems de rallier
» leur flotte, & de la mettre en ligne
» de bataille sous le vent de la flotte
» du Roi ; je les laissai se former,

1778. » ſans faire feu ſur eux, penſant que » leur intention étoit de meſurer, » le lendemain matin, leurs forces » avec les nôtres; mais ils avoient » été ſi battus pendant le jour, qu'ils » profitèrent de la nuit pour ſe reti- » rer. Le vent leur étoit favorable, » j'avois pluſieurs de mes vaiſſeaux » déſemparés, & je ne ſongeai pas » même à pourſuivre la flotte Fran- » çoiſe ».

Oppoſons à cette relation peu vraiſemblable, le rapport du même fait, extrait du journal de notre Armée, & convenons que l'Hiſtoire, ſi féconde en contradictions, en offre peu d'auſſi frappantes que celles de ces deux expoſés. Celui qu'on va lire eût peu s'offrir ſous une forme plus élégante; mais on a craint d'en changer les termes, & qu'en leur ſubſtituant des expreſſions plus françoiſes, la relation ne perdît quelque choſe de ſa préciſion & de ſon exactitude. Comme preſque tous les Arts, la Marine a ſes termes techniques & ſes locutions particulières, dont l'emploi eſt indiſpenſable dans ces détails de

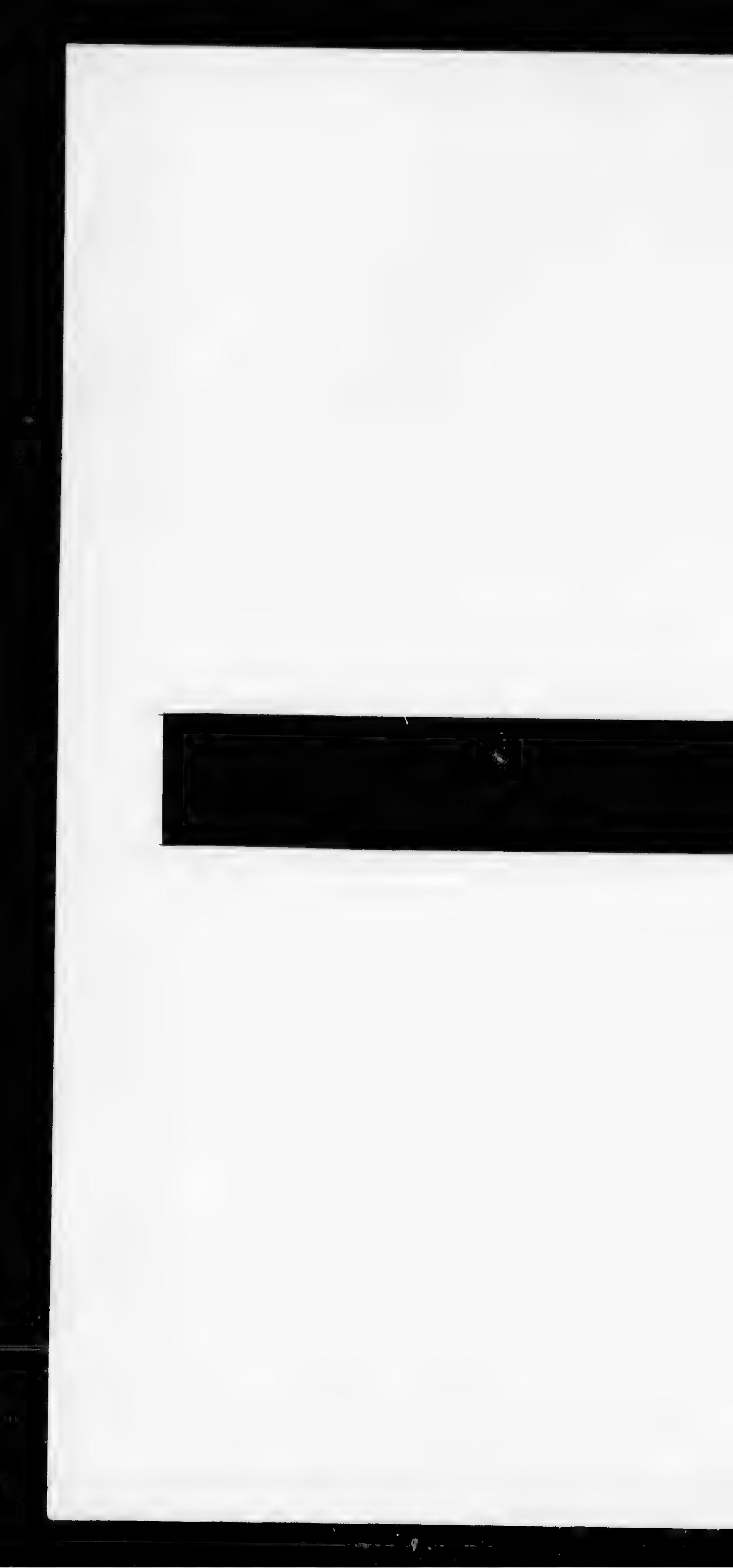
manœuvres, qui ne ſont jamais à la portée du commun des Lecteurs, & qui, pour être entendus des gens de l'Art, ont beſoin d'être préſentés, dans ce langage de convention qui leur eſt ſpécialement affecté. 1778.

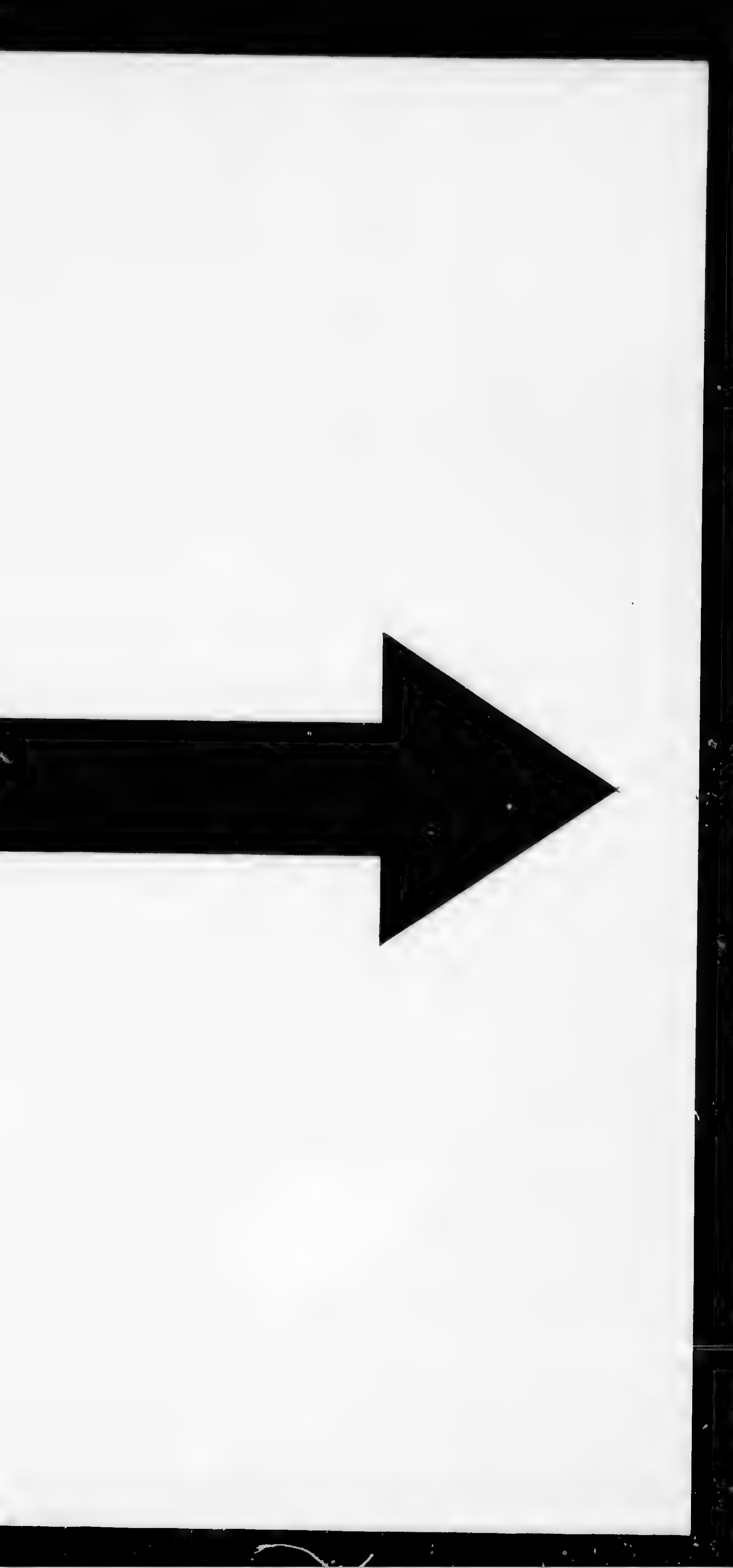
« Le 27, à quatre heures du » matin, les vents étoient paſſés » à l'Oueſt, & tout annonçoit un » tems favorable; l'Armée enne- » mie reſtoit à l'Eſt-Nord-Eſt, à » deux lieues & demie de diſtance » de l'Armée Françoiſe. Le Comte » d'Orvilliers fit le ſignal de ſe ral- » lier dans l'ordre de bataille natu- » rel. L'Armée de Keppel tenoit » toujours les amures à babord, » ainſi que l'Armée du Roi; mais » à neuf heures notre Général, » obſervant que l'Amiral Anglois » élevoit ſon arrière-garde au vent, » & voulant s'approcher de lui, » fit revirer lof pour lof par la » contre-marche. A peine l'ordre » de bataille étoit-il formé, que le » Comte d'Orvilliers reconnut aux » mouvemens de l'ennemi, que ſon » projet étoit de tomber ſur l'ar- » rière-garde de l'Armée Françoiſe, » & de prolonger ſa ligne au même

Extrait plus exact du journal de notre Armée navale.

1778. » bord. Pour le prévenir, il fit » revirer toute l'Armée enſemble, » & ordonna de ſe former ſur l'or- » dre de bataille renverſé, l'Eſca- » dre bleue faiſant l'avant-garde, » l'Eſcadre blanche au corps de » bataille, & l'Eſcadre blanche & » bleue à l'arrière-garde. Par cette » manœuvre hardie, il ſe mit à » portée de rompre le deſſein des » Anglois, de porter du ſecours à » l'Eſcadre bleue, & de prendre » ſur l'Armée ennemie la poſition » que ſon Amiral vouloit prendre » ſur l'Armée du Roi, qui ſe tint » en bon ordre ſur cette ligne, à » dix quarts largue. Lorſque la tête » de l'Armée Angloiſe ſe préſenta » pour combattre par derrière l'Eſ- » cadre bleue, elle la trouva à » l'autre bord en bataille, & com- » me en réſerve pour le moment; » les Eſcadres blanche & bleue » couroient à dix quarts largue, » & les vaiſſeaux ſe tenoient trop » ſerrés au bord oppoſé, pour » craindre que la ligne ennemie osât » tenter de les traverſer. L'Amiral » Anglois prit donc le parti forcé » de prolonger l'Armée Françoiſe,

» & de combattre à bord opposé. 1778.
» Le feu commença par l'Escadre
» bleue, qui formoit l'avant-garde,
» & continua successivement dans
» toute la ligne, de manière que
» chaque vaisseau François donna
» sa bordée à chaque vaisseau en-
» nemi, & reçut pareillement la
» sienne. Le feu se soutint vive-
» ment de part & d'autre pendant
» trois heures; mais il parut que
» celui de l'Armée du Roi étoit
» servi avec plus de vivacité que le
» feu de l'Armée Angloise, dont
» la position sous le vent, étoit plus
» avantageuse pour pointer les ca-
» nons, & servir la première batte-
» rie. Le Comte d'Orvilliers vou-
» lant lui enlever cet avantage, fit
» signal à l'Escadre bleue d'arriver
» par un mouvement successif, &
» ensuite à toute l'Armée de se
» ranger à l'ordre de bataille, l'amure
» à stribord. Ce mouvement, quoi-
» que bien exécuté dans la suite,
» fut trop retardé pour pouvoir
» suivre le serre-file, & prolon-
» ger sous le vent, de queue à
» tête, l'Armée Angloise, comme
» le Général se l'étoit proposé. Il





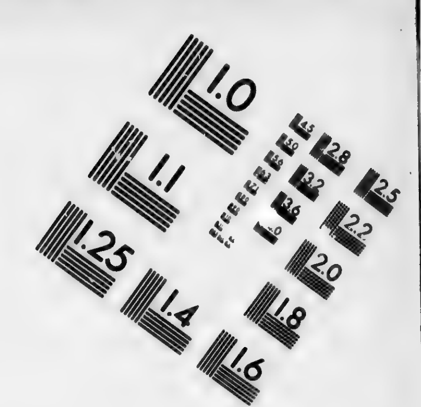
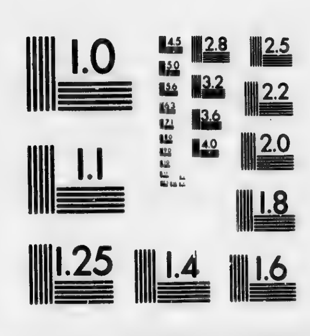
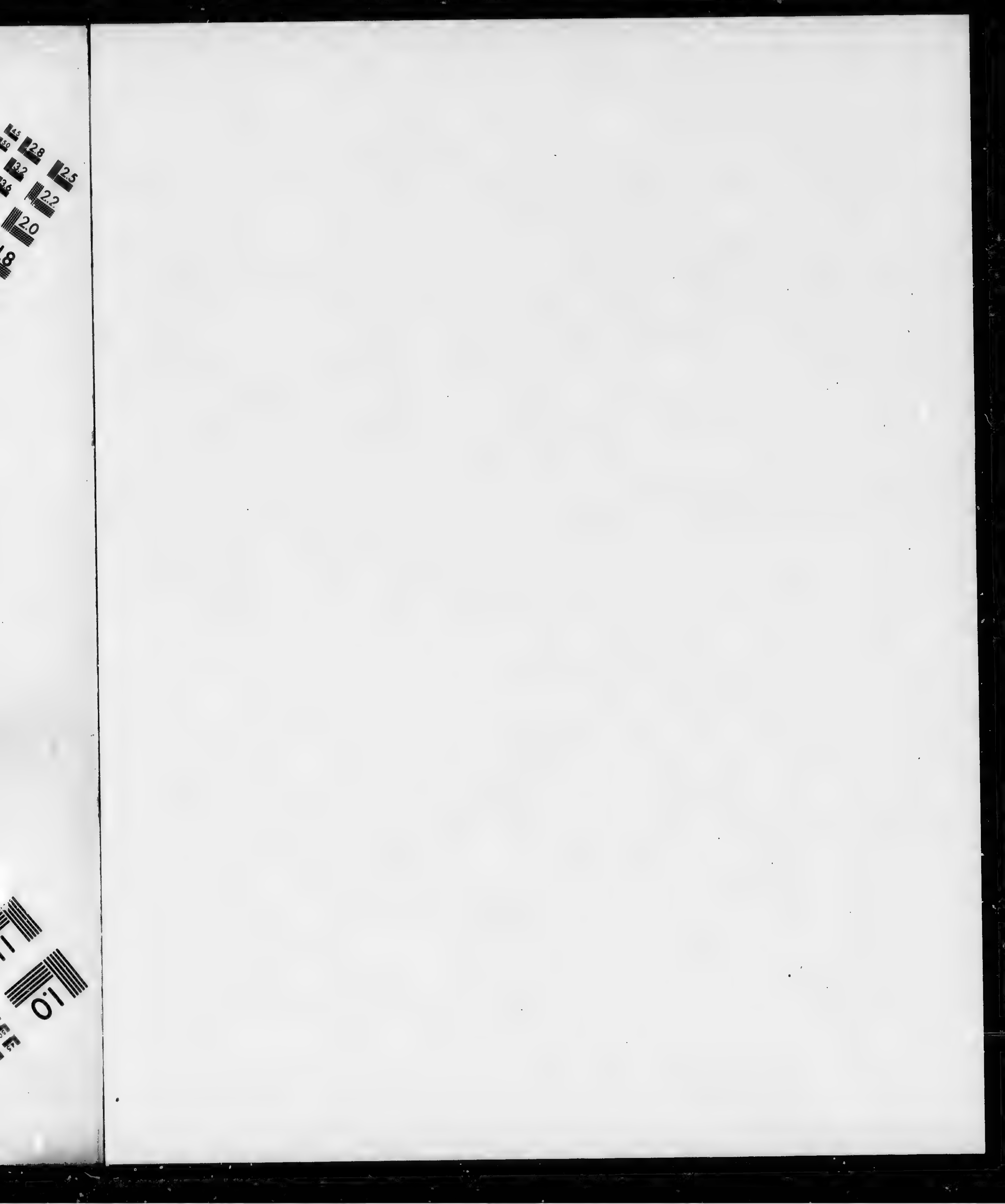


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



6"


2.8
2.5
3.2
2.2
2.0

» n'eſt pas étonnant qu'un mouve-
1778. » ment que l'occaſion fit naître,
» n'ait pas été parfaitement ſaiſi
» dans le premier inſtant ; mais le
» Duc de Chartres ayant paſſé à
» poupe du Général, pour lui de-
» mander ſon intention, le Comte
» d'Orvilliers lui répondit qu'elle
» étoit de continuer l'ordre de ba-
» taille de ſa poſition, ce qui fut
» promptement exécuté. Cette évo-
» lution arrêta l'Amiral Anglois,
» dont l'Armée avoit déjà reviré
» vent devant par la contre-mar-
» che, & ſe portoit ſur la queue
» de l'Armée Françoiſe, en cou-
» rant en ligne à dix quarts largue.
» L'Amiral Keppel ayant rencon-
» tré l'Armée du Roi en bataille,
» & oppoſée à ſa route, ſe vit forcé
» à un mouvement rétrograde, &
» profita de ſa poſition actuelle au
» vent de l'Armée Françoiſe, pour
» rallier la ſienne à l'ordre de ba-
» taille ſur ſtribord. L'Armée du
» Roi pourſuivit celle d'Angleterre,
» & lui préſenta le combat dans le
» meilleur ordre, ſous le vent,
» depuis deux heures après midi,
» juſqu'au lendemain ; mais l'Ami-

» ral Anglois ne crut pas ſans doute
» devoir l'accepter, & il profita de
» l'obſcurité de la nuit pour faire
» ſa retraite, en cachant ſoigneu-
» ſement ſes feux, tandis que les
» vaiſſeaux de l'armée françoiſe
» portoient les leurs, afin que ſa
» poſition pût être clairement ap-
» perçue de la flotte angloiſe. Le
» 28 au ſoir, l'armée du Roi s'en-
» tretenant par la latitude d'Oueſ-
» ſant, où elle avoit établi ſa croi-
» ſière, l'étonnement fut général
» lorſqu'on découvrit l'Iſle d'Oueſ-
» ſant même, dont le Comte d'Or-
» villiers s'eſtimoit diſtant de vingt-
» cinq à trente lieues. Se voyant à
» portée de Breſt, il ſe détermina
» à y faire entrer ſes Eſcadres, tant
» pour mettre à terre les bleſſés,
» que pour y prendre les rechanges,
» dont quelques vaiſſeaux pouvoient
» avoir beſoin pour continuer leur
» croiſière ». 1778.

Réflexions ſur ces deux expoſés.

Cet extrait, dont on a ſupprimé le commencement, préſente jour par jour, heure par heure, la ſuite des manœuvres que le Comte d'Orvilliers fit exécuter pour conſerver l'avantage du vent ſur un ennemi

1778. qui, de ſon côté, manœuvroit pour le lui enlever. On auroit deſiré que l'Amiral Keppel n'eût pas négligé de faire connoître ces manœuvres à l'Amirauté d'Angleterre ; mais il eſt étonnant qu'il en ait fait d'inutiles à la pourſuite d'une armée qui ne prenoit pas chaſſe, & dont aucun mouvement n'annonçoit qu'elle cherchât à éviter ſa rencontre. Sans doute, lorſqu'il dit que cette armée avoit gagné le large, il ne fit pas attention que le vent ſouffloit du large ; c'eſt aux Marins des deux Nations à décider ſi un vaiſſeau peut fuir du côté d'où vient le vent. Quoi qu'il en ſoit, les deux Commandans ſemblent s'être donné le mot, pour dire exactement la même choſe : *Je cherchois à engager le combat ; mais mon adverſaire a profité de l'obſcurité de la nuit pour s'échapper....* Tel eſt le réſumé de chaque relation en particulier. Que répondre à cela ? Féliciter les deux Nations de la bonne opinion qu'elles ont l'une & l'autre de leurs forces, de leur bravoure & de leur expérience. Ce qu'il y auroit à deſirer,

c'eſt que l'Angleterre ſe connût mieux en véritable gloire, & qu'elle ſe perſuadât, une fois pour toutes, que ce n'eſt pas en dépréciant la valeur de ſon ennemi, qu'on ajoute du luſtre à ſon propre courage. On voit avec peine que dans les récits de cette dernière action, elle a ſouvent donné lieu à ce reproche. Ses Feuilles publiques ſont remplies d'expreſſions peu meſurées, peu généreuſes. Eſt-ce qu'on ne peut dire en Anglois que l'ennemi s'eſt *retiré*, ſans employer le verbe *fuir?* D'ailleurs, n'y eut-il pas une forfanterie indécente dans l'éclat que les Anglois, mal informés, donnèrent à la première nouvelle du combat d'Oueſſant. On n'avoit aucuns détails ſur ce combat, & l'on en parloit comme d'une victoire complette; à la Ville, en Province, & dans les camps, on ſe livroit à une joie immodérée. Il ne s'agiſſoit de rien moins que de la défaite abſolue de la flotte françoiſe; déjà les bannières flottoient ſur les tours des Egliſes; l'air retentiſſoit du bruit des cloches, & peu s'en fallut que

1778.

Forfanterie des Anglois.

1778. le canon de la Tour de Londres ; n'annonçât ce grand évènement.

La consternation succède à l'ivresse.

Enfin le voile se déchire, & l'étonnement succède à l'ivresse ; la réflexion présente ce triomphe prématuré sous les traits les plus sombres ; on calcule, en un mot, que dans le cours de la dernière guerre, aucune flotte angloise n'a perdu autant de monde dans un jour de combat, que la flotte de Keppel vient d'en perdre en ce foible choc. De l'aveu même de l'Amiral, le nombre de ses morts & de ses blessés, fut d'environ cinq cents hommes, & l'on pouvoit le porter au double sans craindre d'exagérer. (1) A ces considérations se joignoit l'inquiétude que faisoit naître le mauvais état de la flotte, dont plusieurs vaisseaux désemparés forcèrent Keppel d'aller se radouber à Ports-Mouth. On se demandoit tout bas, si c'étoit des bassins de ce Port que la flotte angloise se

(1) Les Anglois avoient fait jeter à la mer un grand nombre de corps morts, dans l'espoir d'ensevelir le secret de leur perte dans les abîmes de l'Océan.

proposoit de bloquer celle de France ; on demandoit sur-tout en quoi consistoit ce grand avantage, si fièrement contesté par l'ennemi. Mais ces questions ne se faisoient que dans le secret des Comités particuliers ; & les Gazetiers n'osoient se les permettre dans leurs Papiers. L'Amiral Keppel étoit Whigt & l'un des plus braves de l'Angleterre ; dans cette circonstance le parti de l'opposition devoit donc se réunir aux Torys, & il étoit naturel que tout le monde parût chanter victoire. Il ne falloit point sur-tout attendre d'impartialité des Nouvellistes Anglois. Cependant un des Périodistes de Londres eut le courage d'insérer dans sa Gazette, la Lettre d'un Officier de la flotte Angloise, où, après avoir rendu compte des mouvemens respectifs des deux armées navales, l'Officier ajoute : « Le vent ayant » changé & cessant de nous être » contraire, l'ennemi, pour rendre » l'action inévitable, abandonna sa » position, & gardant toujours » l'avantage du vent, & toujours » formé en ligne régulière, passa

1778.

Aveux d'un Officier de la flotte de Keppel.

1778. » de notre avant-garde à l'arrière ; » enſuite faiſant rapidement notre » ligne, & entretenant un feu » continuel, il fit tant par cette » manœuvre, que chacun de nos » vaiſſeaux reçut la bordée de vingt » vaiſſeaux françois : après nous » avoir ainſi paſſé en revue, con- » ſervant toujours le même ordre, » il fit le tour de notre flotte & ſe » forma en ligne de bataille ſous » notre vent ; il ſe montra prêt à » nous recevoir, & garda cette » poſition le reſte du jour. Cepen- » dant ſa cannonade avoit ſi bien » réuſſi à nous enlever nos mâts, » nos vergues, &, en général, à » nous déſemparer nos vaiſſeaux, » que malgré la ſupériorité de nos » forces, il nous fut impoſſible de » renouveller le combat ; nous » employâmes le reſte du jour à » réparer nos agrès. La flotte fran- » çoiſe paroiſſoit avoir peu ſouf- » fert ; (1) & lorſque ſur les ſix ou

(1) On ne porta d'abord de notre côté le nombre des morts qu'à cent cinquante, & celui des bleſſés à quatre cents ; mais il ſe trouva dans la ſuite que les premiers ſe

» sept heures du soir, nous eûmes mis nos vaisseaux en état de service, » notre Amiral, sans doute pour » de bonnes raisons, ne crut pas » devoir revenir à la charge, quoique » nous eussions le vent pour nous. » Aux manœuvres de la flotte » françoise, il jugea qu'elle étoit » disposée à nous livrer combat le » lendemain matin ; mais il se » trompoit ; la nuit suivante elle » reprit la route de Brest. Cette » flotte n'étoit que de vingt-cinq » ou vingt-six vaisseaux de ligne, » dont plusieurs du dernier rang ; » elle n'avoit que trois vaisseaux à » trois ponts ; ensorte qu'à tous » égards, elle nous étoit inférieure » en forces ».

1778.

Eloge des Commandans & des Equipages de la flotte françoise.

On ne voit rien à rectifier dans ces aveux non suspects de l'Officier Anglois, que le détail concernant la rentrée du Comte d'Orvilliers. Je me contenterai d'ajouter, d'après des relations non moins impartiales, mais beaucoup plus détaillées,

---

montoient à cent soixante-trois, & les blessés à cinq cents dix-sept.

1778. que le Commandant en chef de l'armée françoise signala son habileté dans cette circonstance par des manœuvres approuvées de tous les gens de l'Art ; que M. le Duc de Chartres, commandant l'arrière-garde, soutint quelque tems, avec un courage froid & tranquille, l'attaque de plusieurs vaisseaux, acharnés contre le *Saint-Esprit* ; & que l'intelligence & la bravoure si connues du Comte Duchaffault, commandant l'avant-garde, méritèrent à cet excellent Officier, les suffrages & l'admiration de toute l'armée. Il fut dangereusement blessé dans le combat, (1) & vit tomber à

(1) Il avoit reçu un coup de mitraille si considérable, qu'on trembla long-tems pour sa vie. On parvint enfin à lui retirer de l'épaule un morceau de fer pesant environ cinq onces ; & depuis cette opération, sa blessure prit un caractère plus consolant. La Reine alarmée de la situation inquiétante de cet Officier, dit à ce sujet : *Le pauvre M. Duchaffault, que je le plains ! je voudrois être oiseau pour aller lui servir de garde.* Ces expressions admirables peignent à la fois la sensibilité de Louis XVI, & le mérite de l'Officier qui les inspira.

ſes côtés, & pour ainſi dire ſous le meme coup, un fils chéri, dont 1778.
la bleſſure & le danger alarmèrent ſa tendreſſe, & n'ébranlèrent point ſon courage. M. Duchaffault continua de donner les ordres avec le même ſang froid & la même intrépidité. Si quelques Officiers ſe montrèrent peu jaloux d'imiter les grands exemples de ſes illuſtres Chefs, on peut dire qu'en général l'armée françoiſe brûloit d'en venir à une affaire déciſive avec les Anglois; mais on a vu qu'ils refusèrent l'engagement avec une opiniâtre perſévérance. La nuit même du 28 Juillet, ils forcèrent de voiles, éteignirent leurs feux, & ſe retirèrent avec quatorze vaiſſeaux déſemparés. Toute la journée du lendemain la flotte françoiſe reſta ſur le champ de bataille, & l'intention du Comte d'Orvilliers étoit de reprendre ſa route ſur Oueſſant, & d'achever ſa croiſière à l'entrée de la Manche; mais pluſieurs vaiſſeaux lui ayant fait connoître que leurs mâtures étoient endommagées, il ſe détermina, le matin

1778. du 29, à aller mouiller dans la rade de Breſt.

Trait de gaîté françoiſe.

Rien ne prouve mieux, ce me ſemble, les diſpoſitions de nos braves Marins, que ce trait de gaîté françoiſe, exhalé même au fort de l'action : un vaiſſeau ennemi étoit venu par le travers du *Saint Eſprit*, en préſentant la proue. Dans cette poſition, il lâcha ſes deux bordées à la fois, de manière que l'une frappa l'air, & l'autre alla tomber ſur la flotte angloiſe. Des huées & de grands éclats de rire, partirent auſſi tôt de toutes les eſcadres, & l'Anglois ſe retira confus. On demande ſi une Nation qui conſerve dans l'horreur des combats, une valeur ſi froide & ſi gaie, ne ſemble pas avoir des droits impreſcriptibles à la victoire.

Nos eſcadres remettent ſucceſſivement à la voile.

Le Comte d'Orvilliers ne tint pas long-tems ſes eſcadres oiſives dans la rade de Breſt. Le lendemain de ſa rentrée, il fit ſortir ſix vaiſſeaux ſous le commandement du Chevalier de Monteil, hâta le ravitaillement des autres, & donna des ordres ſi bien exécutés, qu'en

peu de tems le dommage fut réparé. A quelques vaiſſeaux près, toute la flotte mit ſucceſſivement à la voile. 1778.

Accueil fait à M. le Duc de Chartres, tant à Paris qu'à Verſailles.

Cependant M. le Duc de Chartres étoit allé rendre compte au Roi de l'avantage remporté ſur l'Amiral Keppel. L'apparition de ce Prince dans la Capitale, porta la joie dans tous les cœurs françois ; elle ſe manifeſta durant trois jours par une illumination générale des jardins du Palais Royal. Il y reçut publiquement les témoignages les moins équivoques de l'affection des Pariſiens, & du prix qu'ils attachent à la conſervation des auguſtes rejetons de la Maiſon de France. Le Roi lui fit un accueil flatteur où ſe peignoit toute la ſatisfaction de Sa Majeſté ; elle éclata bientôt dans les graces & les récompenſes, dont la diſtribution fut confiée à M. le Duc de Chartres. Enfin, ce Prince reparut à Breſt, où l'on n'attendoit que lui pour juger en Conſeil de guerre, les Officiers dont la conduite avoit paru douteuſe. Deux Capitaines étoient accuſés d'avoir méconnu les ſignaux de leur Com-

mandant, & l'objet du Conſeil de guerre étoit de prononcer ſur cette déſobéiſſance ; mais comme on le verra plus en détail, il n'y eut point de Jugement, parce qu'il ne ſe trouva pas de coupables.

1778.

Les Anglois conteſtent l'importance du combat d'Oueſſant.

A ces divers expoſés, dont on prie le Lecteur d'excuſer les redites ſouvent inévitables dans l'inſtruction d'un pareil procès, on eût pu joindre d'autres pièces également victorieuſes, & dont la réunion formeroit un nouveau corps de preuves contre les prétentions de l'Angleterre, relativement au combat d'Oueſſant ; mais l'avantage des François dans cette première affaire générale, nous paroît ſuffiſamment conſtaté. On a vu par les aveux de quelques Anglois, qu'ils cédoient la victoire d'aſſez bonne grace ; d'autres la diſputèrent avec plus d'opiniâtreté que de bonne foi ; mais le grand nombre ſe voyant forcé d'y renoncer, prit le parti d'en conteſter l'importance. La plupart des Nouvelliſtes anglois, ſe perſuadèrent que pour ſauver l'honneur du Pavillon

villon britannique, il ſuffiſoit de parodier le combat du 27 Juillet. Le caractere national ſe retrouve parfaitement dans ces ſaillies angloiſes, dont on a recueilli le trait ſuivant. 1778.

Parodie de ce combat.

« Vendredi ſoir, à *Ludgate Hill*, » deux Cochers ſe dépouillèrent » juſqu'à la ceinture, pour décider » une querelle; ils ſe battirent pen- » dant plus de trois quarts d'heu- » re, au grand plaiſir d'un con- » cours immenſe de ſpectateurs; » enfin, l'un & l'autre étant aſſez » biens battus, l'un d'eux reçut un » dernier coup qui le jeta dans le » ruiſſeau de la rue: là, cherchant » à tirer parti de ſa ſituation, pour » recueillir ſes forces, il reſta tran- » quillement aſſis, juſqu'au moment » où quelqu'un de la foule cria à » ſon antagoniſte: *Mort de ma vie!* » *TOM, pourquoi ne roſſes-tu pas* » *ce Maraud? Pourquoi ne l'obliges-* » *tu pas à ſe lever, ou bien à recon-* » *noître qu'il eſt roſſé?* Tom, qui » en avoit aſſez lui-même, & qui » avoit auſſi beſoin de reprendre » haleine, répondit: *Non, qu'il ſe* » *leve & qu'il ſe batte* GALAM-

» *MENT*. Pendant ce tems, la
1778. » nuit déployoit ſes voiles; le jour
» s'obſcurcit de maniere qu'il ne
» fut plus poſſible de ſe battre;
» chacun ſe retira donc au cabaret
» qui lui étoit le plus familier, &
» là, fit à la compagnie la relation
» de ſa victoire. Après s'être rafraî-
» chis l'un & l'autre, & s'être
» bien promis de meſurer encore
» leurs forces, ſitôt qu'il ſeroient
» un peu remis de leurs meurtriſ-
» ſures, l'un gagna ſon logis par
» le chemin le plus court; l'autre
» s'égara, & ne ſut où il étoit,
» qu'au moment où il ſe trouva à
» ſa porte ».

Comment il fut avantageux aux Anglois.

Ces plaiſanteries n'ôtent rien à la gloire du Comte d'Orvilliers, & ne peuvent rien ajouter à celle de l'Amiral Keppel. Toute l'Europe avoue aujourd'hui que l'aſcendant de la France ſur la Grande-Bretagne, ſe manifeſta dès le combat d'Oueſſant : mais conſidéré ſous un autre point de vue que celui de la gloire, ce combat fut avantageux à l'Angleterre, en ce qu'il favoriſa la rentrée de ſa flotte des Indes Orientales. Ce

convoi composé de dix vaisseaux, dont la cargaison étoit évaluée à quinze cents mille livres sterling, fournit dans ses équipages une ressource précieuse à l'Amirauté, qui les employa sur le champ au service de la Marine Royale. Ce fut d'ailleurs un encouragement pour le Commerce, & dès le lendemain les Actions des Indes haussèrent de dix pour cent. Ces vaisseaux menacés de tomber entre les mains des François, qui croisoient à l'entrée de la Manche plusieurs jours avant l'affaire d'Ouessant, ne durent leur salut qu'à ce combat. Par l'évènement, l'Amiral Keppel rendit un service signalé à sa Nation, & les Commerçans d'Angleterre lui surent bon gré d'avoir donné, dans cette circonstance, de l'occupation aux Escadres Françoises.

1778.

Murmures de quelques Politiques François.

Cette nouvelle donna lieu en France aux murmures de quelques Politiques mal informés de la position de l'Armée Navale. Ils supposoient que M. d'Orvilliers auroit pu intercepter les dix vaisseaux Anglois, & le blâmoient d'avoir

1778. manqué, par sa retraite précipitée, l'occasion d'une si belle prise. Mais l'arrivée de la flotte des Indes, ne pouvoit se prévoir à telle époque donnée, & le mauvais état de quelques-uns des vaisseaux de l'Armée Françoise, les forçoit de suspendre leur croisiere. Cette interruption nécessitée par les circonstances, fut un point que la fortune des Anglois saisit avec précision pour donner quelque relâche à leurs désastres. La flotte Françoise remit promptement à la voile, & quoiqu'un peu moins nombreuse, elle parut tout aussi formidable qu'auparavant, à cela près que M. Duchaffault ne devoit point y commander; les suites de sa blessure ne lui permettoient pas encore de tenir la mer. Sa division passa à M. le Duc de Chartres, & M. de Guichen fut choisi pour commander celle du Prince.

On ne doutoit pas que les Escadres, remises en mer le 17 Août, ne cherchassent à combattre l'amiral Keppel. La disposition des équipages & la haute opinion qu'on avoit de leurs Commandans, sembloient présager un nouveau combat un-

plus décisif que le premier. Le nombre des vaisseaux Anglois porté à trente-deux, sans compter les frégates, n'effrayoient point les braves Marins François. Ils se rappelloient qu'à l'affaire d'Ouessant, la supériorité encore plus marquée des Anglois n'avoit pas empêché l'Armée d'en sortir victorieuse, & s'ils rendoient justice aux talens de l'Amiral Keppel, ils savoient par expérience, que la bravoure & l'activité de ses équipages l'avoient secondé foiblement dans cette occasion. C'étoit le sentiment général dans toute la France, & particulièrement à Paris. Les oisifs de cette Capitale offroient de parier trois contre un, que si les deux Armées venoient à se rencontrer, la flotte Angloise seroit battue; & il ne se trouvoit personne qui osât courir les risques d'une gageure aussi avantageuse. Cette maniere d'exprimer sa confiance à Paris, valoit bien les plaisanteries indécentes, dont on amusoit le peuple de Londres, soit qu'on y mît à l'encan la flotte de Brest, soit qu'on y affichât des hôtels à louer pour les Chefs de l'Armée

1778.

Confiance des François.

Fanfaronnades des Anglois.

1778. Françoise ; mais dans cette conjoncture, le sentiment de la valeur nationale, n'étoit pas l'unique fondement de notre sécurité.

Que l'intérêt de l'Espagne est de temporiser.

Le bruit s'étoit répandu que l'Armée Navale déjà redoutable par elle même, alloit recevoir un renfort de douze vaisseaux espagnols, détachés des armemens de Cadix. On raisonnoit sur cette nouvelle conformément à quelques articles du Pacte de famille, dont l'exécution étoit vivement sollicitée à la Cour de Madrid ; mais jusqu'à la rentrée de la flotte du Mexique, la politique de cette Cour étoit de temporiser. Si d'une part, le Marquis d'Almodavar, son nouvel Ambassadeur en Angleterre, avoit enfin présenté ses Lettres de créance à Sa Majesté Britannique ; si, dans l'opinion de quelques spéculateurs, il étoit chargé de concerter des moyens de pacification, & de ménager un raccommodement entre les Cours de Versailles & de Saint-James ; d'un autre côté, cet Ambassadeur négligeoit de mettre son hôtel en état de le recevoir, & le bruit de

Londres étoit que, sommé de s'expliquer sur cette négligence, il avoit allégué le Pacte de famille, & s'etoit attiré par cette réponse beaucoup de froideur de la part des Ministres de la Grande-Bretagne; qu'il se disposoit en conséquence, à partir de Londres sans prendre congé du Roi d'Angleterre, & que le Comte de Gratham alloit quitter Madrid sans plus de formalités. Ces dernieres suppositions acquéroient d'autant plus de faveur, que la flotte des galions qu'on a dit être retournée à la Havane, & dont le retard avoit causé de l'inquiétude aux commerçans de toute l'Europe, venoit enfin d'entrer dans la baie de Cadix, avec une cargaison d'environ vingt-trois millions de piastres fortes, & un chargement considérable des productions de l'Amérique méridionale. 1778.

Mystere dans ses opérations.

Par ces conjectures plus ou moins accréditées chez les différens Peuples de l'Europe, on croyoit interpréter les dispositions secrètes du Gouvernement espagnol; mais ses vues étoient encore impénétra-

1778. bles, malgré la continuité de ſes armemens, qui donnoient beaucoup à penſer aux Politiques. L'ordre expédié à l'Entrepreneur général des vivres de la Marine, concernant l'approviſionnement de trente vaiſſeaux de ligne, fournit encore plus de matiere aux ſpéculations. Cet ordre annonçoit un projet d'entrepriſe, dont l'exécution pouvoit être l'ouvrage de ſix mois; mais quel étoit ce projet, & quelle devoit-être cette expédition? C'étoit le ſecret des Cours de France & d'Eſpagne. Ce qu'il y a de certain, c'eſt que la flotte de Breſt reſta dans une eſpèce d'inaction, jusqu'au moment où l'Eſpagne parut vouloir mettre un terme à la ſienne; pendant tout ce tems, la ſeule Eſcadre de Toulon fit quelques tentatives heureuſes ſur l'Ennemi. A peine eut-elle appareillé, qu'elle s'empara de quatre bâtimens anglois, richement chargés en draperie, ſoierie, & bijouterie. Chacune de ces priſes fut eſtimée à cinquante mille livres ſterling; de ſorte que M. de Fabry & ſes équipages, eurent à partager près de

Riches priſes faites par M. de Fabry.

trois millions de livres. Ils furent des premiers à se ressentir du bienfait de l'Ordonnance par laquelle Sa Majesté abandonnoit aux vaisseaux preneurs, la valeur entiere des bâtimens de guerre, & les deux tiers du produit des navires marchands. Cette Ordonnance en faveur de la Marine Royale, fut bientôt suivie d'une Déclaration, qui donnoit le même encouragement aux Armateurs des différens Ports. Dès qu'elle fut enregistrée au Parlement, on vit paroître dans le public des copies de cette Lettre du Roi à l'Amiral de France.

1778.

Ordonnance & Déclaration en faveur de la Marine.

« Mon Cousin,

» L'insulte faite à mon Pavillon, » par une frégate du Roi d'Angle- » terre, envers ma frégate la *Belle-* » *Poule*; la saisie faite par une Es- » cadre Angloise, au mépris du » droit des gens, de mes frégates » la *Licorne* & la *Pallas*, & de » mon lougre le *Coureur*; la con- » fiscation des navires appartenans » à mes Sujets, faite contre la foi » des traités : le trouble continuel » & le dommage que la Puissance

Lettre du Roi à l'Amiral de France.

1778. » Angloise apporte au commerce
» maritime de mon Royaume & de
» mes Colonies d'Amérique, soit
» par ses bâtimens de guerre, soit
» par ses corsaires, dont elle auto-
» rise les déprédations ; tous ces
» procédés injurieux & principale-
» ment l'insulte faite à mon Pavillon,
» m'ont forcé de mettre un terme
» à la modération que je m'étois
» proposée, & ne me permettent
» pas de suspendre les effets de mon
» ressentiment. La dignité de ma
» Couronne & la protection que
» je dois à mes Sujets, exigent que
» j'use enfin de représailles, que
» j'agisse hostilement contre l'An-
» gleterre, & que mes vaisseaux
» attaquent, prennent ou détruisent
» les vaisseaux, frégates & autres
» bâtimens appartenans au Roi
» d'Angleterre ; qu'ils arrêtent &
» se saisissent pareillement de tous
» navires, marchands Anglois, dont
» ils pourront avoir occasion de
» s'emparer. Je vous fais donc cette
» Lettre pour vous dire, qu'ayant
» ordonné en conséquence aux
» Commandans de mes Escadres &
» de mes Ports, de prescrire aux

» Capitaines de mes vaiſſeaux de » courre ſus à ceux du Roi d'Angleterre, ainſi qu'aux navires appartenans à ſes Sujets ; mon intention eſt qu'en repréſailles des » priſes faites ſur mes Sujets par les » corſaires & armateurs Anglois, » vous faſſiez délivrer des Commiſſions en courſe à ceux de meſdits » Sujets qui propoſeront d'armer » des navires en guerre avec des » forces aſſez conſidérables pour » ne pas compromettre les équipages qui ſeront employés ſur » ces bâtimens, » &c. 1777.

Les Armateurs Anglois en retard à l'égard de la France.

Cette Lettre datée de Verſailles, le 10 Juillet, & la Déclaration concernant la courſe ſur les Ennemis de l'Etat, eurent des effets non moins prompts que déciſifs. Quoiqu'à la même époque, le Conſeil de Saint-James eût autoriſé les commiſſaires nommés aux fonctions de Lord Grand Amiral de la Grande-Bretagne, à délivrer aux Sujets de Sa Majeſté Britannique, des Lettres de marque & de repréſailles contre les navires François ; cependant les Armateurs Anglois ſe trouvèrent en retard de pluſieurs mois

1778. à l'égard de la France. Leurs Conſtructeurs avoient beau travailler nuit & jour, les François eurent d'abord trois cents Armateurs en mer, qu'ils n'en avoient pas cent cinquante. D'ailleurs, plus leur Marine Royale & Marchande, multiplioit ſes vaiſſeaux, plus la diſette de matelots ſe faiſoit ſentir. Rien n'égaloit l'impatience avec laquelle ils attendoient les bâtimens de long cours, dont on ſuppoſoit le retour prochain. De tous côtés, on faiſoit partir des pataches, avec ordre d'enlever les équipages de ces vaiſſeaux à meſure qu'ils approchoient des côtes britanniques. On étoit en de vives inquiétudes ſur les flottes des Indes occidentales, lorſqu'on reçut, par la voie de la Hollande, des Lettres de Saint-Euſtache qui annonçoient le départ de ces flottes, dont les cent voiles avoient mis en mer à l'arrivée de l'Amiral Barrington, qui lui-même s'étoit fait attendre pendant plus de deux mois. Enfin on apprit bientôt la rentrée de la plupart des vaiſſeaux, dont le retard avoit cauſé de ſi vives allarmes. La flotte de

Rentrée des flottes Angloiſes.

la Jamaïque & celle des Isles sous le Vent, arrivèrent presqu'en même-temps, l'une à Bristol & l'autre à Plimouth. Celles de Lisbonne, d'Oporto & du Détroit les suivirent d'assez près, & de tous les évènemens possibles dans les circonstances présentes, le retour des convois fut le plus heureux pour l'Angleterre. A cette même époque, parut la frégate le Montréal ; elle avoit à son bord Sir Guy Carleton & la famille de ce Général, dont le témoignage certifia les principaux faits esquissés dans le tableau des affaires présentes de l'Amérique. Depuis sept ou huit mois, on ne savoit que penser de la fidélité des Canadiens ; Carleton rassura la Métropole, & justifia, par son rapport, la sincérité des protestations énoncées dans cette adresse des notables de la ville de Québec à leur ancien Gouverneur.

1778.

Arrivée de Carleton.

« Nous, les fidèles & loyaux » Sujets Anglois de Sa Majesté, les » gens vivant noblement, Négo- » cians & Citoyens de la ville de Qué- » bec, justement & vivement péné- » trés de l'équité & de la douceur de

Adresse des Notables de Québec à ce Gouverneur.

1773. » votre Gouvernement, pendant
» la longue résidence que vous
» avez faite en cette Province,
» demandons qu'il nous soit permis
» de vous assurer, que ni le tems,
» ni les circonstances n'effaceront
» jamais en nous le souvenir des
» biens solides & essentiels, que
» nous avons éprouvés sous votre
» administration. Parmi tous les
» ravages des commotions civiles
» qui ont trop long-tems & trop
» malheureusement éclaté dans les
» Provinces voisines, nous avons
» le bonheur particulier de jouir
» de la tranquillité & de la paix,
» qui naissent toujours d'une ad-
» ministration bien réglée. C'est avec
» une satisfaction & une reconnois-
» sance également vives que nous
» devons toujours remonter à l'épo-
» que, où, grace à votre sagesse,
» à votre résolution & à votre per-
» sévérance, cette garnison, &
» par une suite nécessaire, la Pro-
» vince entière ont été heureuse-
» ment préservées, lorsqu'elles fu-
» rent envahies par les Sujets re-
» belles de Sa Majesté. Tandis que
» nous voyons votre départ avec

» un regret ſincère, nous goûtons » une ſatisfaction pure de ce que » notre gracieux Souverain vous a » donné pour ſucceſſeur (1) un » homme dont le caractère aimable » & les talens diſtingués, nous font » jouir par anticipation du bonheur » que nous devons en attendre. » Lorſque vous paroîtrez en pré- » ſence du Roi, nous nous flattons, » Monſieur, que vous voudrez bien » nous repréſenter à notre Souve- » rain comme étant des Sujets tou- » jours prêts à ſoutenir, au prix » de notre ſang & de nos fortunes, » ſa perſonne Royale, ſa famille & » ſon Gouvernement ».

1778.

Il confirme les nouvelles venues d'Amérique.

Carleton n'avoit que de fâcheuſes nouvelles à confirmer relativement aux diſpoſitions des autres Provinces de l'Amérique ſeptentrionale. Loin de ſe rendre aux offres toujours cenſées, illuſoires & inſidieuſes des Commiſſaires conciliateurs, dans pluſieurs Provinces, le peuple américain s'étoit ſoulevé contre les bills au point de les faire brûler

(1) Frédéric Haldimand.

1778. par la main du bourreau. Il eſt vrai que dans le diſtrict de Providence, cet outrage fait à la Majeſté Royale, avoit été provoqué par une Lettre impérieuſe où le Général Pigot s'énonçoit en vrai dictateur ; il y diſoit, en propres termes, que *les propoſitions faites aux rebelles, étoient infiniment plus gracieuſes, qu'ils n'avoient lieu de s'y attendre de la part de ſon maître tres-clément.* En général, les Anglois tranſplantés en Amérique ſe permettoient, contre les nouveaux Républicains, des expreſſions bien peu faites pour les ramener au giron de la Mère-Patrie. Ces indiſcrétions très-maladroites, à l'égard des Américains, devenoient une témérité puniſſable, lorſqu'elles s'adreſſoient à des François. Le Comte de Carliſle, l'un des Commiſſaires britanniques, manquant à ſon caractère de conciliateur, s'étoit oublié dans une Lettre, juſqu'à laiſſer échapper des termes injurieux à la France. Le Marquis de la Fayette crut devoir une vengeance éclatante à l'honneur de ſa Patrie outragée, & il envoya, dit-on, ce cartel au Miniſtre d'Angleterre.

1778.

Cartel du Marquis de la Fayette au Comte de Carliſle.

« J'avois cru juſqu'à ce jour,
» Milord, n'avoir jamais affaire
» qu'avec vos Généraux, & je n'eſ-
» pérois l'honneur de les voir qu'à
» la tête des troupes qui nous ſont
» reſpectivement confiées. Votre
» Lettre du 26 Août, au Congrès
» des Etats-Unis, & la phraſe in-
» ſultante pour ma Patrie, que
» vous y avez ſignées, pouvoient
» ſeules me donner quelque choſe
» à démêler avec vous. Je ne daigne
» pas réfuter cette phraſe, Milord,
» mais je deſire la punir. C'eſt vous,
» comme chef de la commiſſion,
» que je ſomme de m'en donner
» une réparation auſſi publique que
» l'a été l'offenſe, & que ſera le
» démenti qui la ſuit. Il n'auroit
» pas autant tardé, ſi la lettre me
» fût parvenue plutôt ; obligé de
» m'abſenter quelques jours, j'eſ-
» père trouver en revenant votre
» réponſe. M. *Gimot*, Officier Fran-
» çois, prendra pour moi les arran-
» gemens qui vous conviennent. Je
» ne doute pas que, pour l'honneur
» de ſon compatriote, M. le Gé-
» néral Clinton ne veuille bien
» s'y prêter. Quant à moi, Milord,

1778.

» tous me ſont bons, pourvu qu'à » l'avantage glorieux d'être François, je joigne celui de prouver, » à un homme de votre Nation, » qu'on n'attaque jamais impunément la mienne ».

(*Signé.*) LA FAYETTE.

Le Comte de Carliſle fit valoir, en cette occaſion, ſon titre d'homme public, & comme on le voit dans cette réponſe, il n'oublia pas pour cette fois, ſon caractère de pacificateur.

Réponſe du Comte de Carliſle.

« Monſieur, j'ai reçu votre let» tre qui m'a été tranſmiſe par M. » *Gimot*, & j'avoue qu'il me paroît » difficile de faire une réponſe sé» rieuſe à ſon contenu; la ſeule » qu'on peut attendre de moi, » comme Commiſſaire de Sa Ma» jeſté Britannique, & que vous » auriez dû prévoir, eſt que je me » regarde & me regarderai toujours » comme n'ayant à répondre à au» cun individu de ma conduite pu» blique, & de ma façon de m'ex» primer, mais ſeulement à mon » pays & à mon Roi. A l'égard des » expreſſions contenues dans les piè» ces publiées ſous l'autorité de la

» commiſſion, dont j'ai l'honneur 1778.
» d'être Membre, à moins qu'elles
» ne ſoient publiquement rétractées,
» vous pouvez être aſſuré, quelque
» changement qui ſurvienne dans
» ma ſituation, que je ne ſerai ja-
» mais diſpoſé à en rendre compte,
» encore moins à les déſavouer en
» particulier. Je dois vous rappeler
» que l'inſulte à laquelle vous faites
» alluſion, ſe trouvant dans la cor-
» reſpondance qui a eu lieu entre les
» Commiſſaires du Roi & le Con-
» grès, n'eſt pas d'une nature pri-
» vée : or, je penſe que toutes les
» diſputes nationales ſeront mieux
» décidées, lorſque l'Amiral *Byron*
» & le Comte d'*Eſtaing* ſe rencon-
» treront ».

(*Signé.*) CARLISLE.

Aux procédés injurieux des Anglois Royaliſtes, le Congrès oppoſoit une fermeté décente, & le refus toujours plus motivé de ſe relâcher de ſes prétentions à l'indépendance. Pour mieux convaincre les Commiſſaires de la ſincérité de cette réſolution, il avoit fait un arrêté contre les bills conciliatoires, où l'Amérique ſeptentrionale étoit re- Arrêtés du Congrès.

1778. présentée comme une Puissance affranchie sans retour de la domination britannique. Cependant, comme les Agens de l'Angleterre s'obstinoient à poursuivre leur négociation, l'assemblée de Philadelphie crut devoir signaler l'indépendance des Etats-Unis, par un acte de vigueur qui rompoit les derniers nœuds de la fraternité avec la Grande-Bretagne. Le Congrès informé de la signature des traités par lesquelles Sa Majesté Très-Chrétienne reconnoît la Souveraineté des treize Provinces, ordonna des prières publiques pour le Roi, la Reine & la Famille Royale de France, & renouvella les défenses déjà faites de prier pour le Roi d'Angleterre. La réception faite au sieur Gérard, par les Etats-Unis, manifesta sur-tout la satisfaction du Congrès à la nouvelle des traités. Un Comité de cette assemblée vint le recevoir aux portes de Philadelphie, & lui servit de cortège jusqu'à la maison qu'on lui avoit préparée. Il fut salué dans sa marche par toute l'artillerie de la ville qu'il traversa au milieu d'un grand concours de ses habitans. Des acclamations por-

Il fait défense de prier pour le Roi d'Angleterre

Réception faite à M. Gérard.

toient jusqu'aux cieux l'auguste nom de Louis XVI : *vive le Roi de France*, étoit le cri de joie de ce peuple enchanté. 1778.

Affaire de Monmouth. Faux exposé de Clinton.

Cet éclat, dans les transports de leur alégresse, n'étoit point de la part des Américains, une bravade ridicule, un vain triomphe démenti par les succès des Royalistes. Il est certain que Washington avoit eu l'avantage sur eux dans l'importante affaire de Monmouth, & qu'il fut résolu dans le Conseil suprême de l'Amérique, qu'on feroit des remercîmens à ce Général, sur l'activité avec laquelle il s'étoit porté du Camp de Valley-Forge à la poursuite de l'ennemi, sur les talens qu'il avoit développés dans son ordre de bataille, & sur les sages mesures qui lui méritèrent la victoire, lors de la retraite de Clinton à New-York. Dans sa relation, le Général Anglois s'étoit attribué l'honneur de cette journée. Suivant ce rapport infidèle en beaucoup d'endroits, Washington & Lée avoient passé la Délawarre dans l'unique intention d'escarmou-

cher avec les Troupes britanniques, 1778. & de s'emparer de leurs bagages ; mais des partis Américains s'étant préſentés à deſſein de reconnoître l'Armée Royale, les Chaſſeurs de la Reine fondirent ſur eux avec impétuoſité, & les diſpersèrent dans les bois. Le 28 Juin, ſur les dix heures du matin, l'arrière-garde de Clinton & quelques détachemens provinciaux ſe canonnèrent dans la plaine de Freehold, tandis que d'autres Troupes marchoient en forces contre les deux flancs de l'Armée Angloiſe ; par une manœuvre habile, Clinton s'étoit porté ſur les colonnes qui harceloient ſon arrière-garde, & il ſauva les bagages que Washington avoit uniquement en vue ; ce Général ne craignoit rien tant qu'une affaire déciſive. Il donna ordre au M[illegible] de la Fayette de s'approcher av[illegible] Cavalerie ; elle fut repouſſée vig[illegible]uſement par les Dragons de la Reine, & ſans attendre le choc, ſe replia en confuſion ſur l'Infanterie. Cependant Clinton eſpéra quelque tems, d'engager l'ennemi dans une bataille rangée ; il fit

en conséquence les dispositions nécessaires pour l'attaquer dans la plaine ; mais Washington changea la position de son Armée, & se saisit des hauteurs qui dominent Freehold-Court-House. La chaleur étoit excessive, & la situation de l'Armée Royale la forçoit au développement d'un effort vigoureux. Les Grenadiers Anglois, ayant leur gauche appuyée sur le Village, commencèrent l'attaque avec tant d'impétuosité, que la première ligne des Américains se vit forcée de lâcher pied à l'instant même. La seconde ligne avoit tenu bon quelque tems, elle finit également par une déroute complète ; ils essayèrent enfin d'une troisième position, dans laquelle ils avoient en front un marais qu'il étoit impossible de franchir. Les Anglois venoient d'obtenir l'avantage qu'ils desiroient, & cette affaire ne fut pas poussée plus loin. Ils avoient eu la gloire de forcer un corps d'environ douze mille hommes, & de les déloger successivement de deux postes avantageux, sans que l'extrême chaleur, dont ils étoient accablés, leur eût fait

1778.

perdre courage un seul instant. Du côté de l'Armée Royale, le nombre des morts fut d'environ cent trente-quatre hommes, dont soixante périrent de fatigue ; il y eut cent soixante-dix blessés, & environ soixante-quatre Soldats qui s'égarèrent. La perte de l'ennemi fut beaucoup plus considérable.

1778.

Le compte rendu par Washington au Président du Congrès, présente l'action du 28 sous un point de vue beaucoup moins favorable à l'Angleterre. L'extrait qu'on en va donner, rapproché de l'exposé de Clinton, mettra le Lecteur en état de prononcer entre les deux Généraux.

Compte rendu par Washington

Washington ayant su que l'ennemi dirigeoit sa marche par le Jersey, détacha divers corps de l'Armée continentale à la poursuite de Clinton qui suivoit la route de Monmouth-Court-House. Le Brigadier-Général Wayne & le Marquis de la Fayette qui les commandoient, avoient ordre de saisir la première occasion favorable qui se présenteroit d'attaquer l'arrière-garde ennemie ; & dans la soirée du 26 Juin,

le gros de l'Armée fit quelques mouvemens pour se mettre à portée de soutenir le Corps avancé. Elle arriva le lendemain matin à Cranberry, où elle fut arrêtée par un orage & par l'excès de la chaleur. Dans cette conjoncture, les Troupes mises en avant ne pouvant être protégées en cas d'attaque, le Marquis de la Fayette reçut ordre de filer sur sa gauche du côté d'English-Town; ce qu'il exécuta dans la matinée du 27. L'ennemi venoit de changer sa disposition, & de placer ses meilleures Troupes à l'arriere-garde; ce changement exigeoit que de maniere ou d'autre on renforçât le Corps avancé, & le Major-Général Lée fut détaché avec deux Brigades, pour aller commander le Corps entier; que ce renfort portoit à cinq mille hommes. Le gros de l'Armée se mit en marche le même jour à trois milles d'English-Town. La position des Ennemis étoit alors naturellement très-forte; mais Washington prévoyant, que, s'ils gagnoient une fois les hauteurs de Mille Town éloignées de quatre ou cinq lieues,

1778.

1778. il feroit impoffible de rien entreprendre contre eux avec quelque apparence de fuccès, il forma la réfolution d'attaquer l'arriere-garde de Clinton, au premier figne qu'il feroit de vouloir quitter fon pofte. Le 28 fur les cinq heures du matin, on apprit que le front de l'Armée Royale s'étoit mis en marche; Washington mit auffi-tôt la fienne en mouvement, & dépêcha un Aide-de-Camp au Major Lée, avec ordre de marcher en avant & d'attaquer l'Ennemi. Après avoir fait cinq milles, le Général Américain rencontra le Corps avancé qui formoit fa retraite, fans avoir oppofé la moindre réfiftance; on lui dit, que c'étoit par les ordres du Major Lée. Cependant les Anglois commençoient à preffer l'arrieregarde de ce Corps; Washington s'y porta avec célérité & donna ordre de ramener les Troupes qui fe retiroient. Grace à la bravoure & à l'excellente conduite des Officiers, elles ralentirent les progrès de Clinton & ménagèrent le tems néceffaire pour faire prendre à l'Armée Américaine une pofition

1778.

Suite de l'affaire de Monmouth.

avantageuse. Lord Sterling qui commandoit l'aîle gauche, fit usage de quelques batteries ; elles jouèrent sur l'ennemi avec beaucoup d'effet. Le Général Lée ayant été détaché avec le Corps avancé, le commandement de l'aîle droite fut donné en cette occasion, au Général Gréene, & pour faire échouer de ce côté-là, toutes les tentatives de l'Armée Royale, il eut ordre de gagner la route de Monmouth. Il marcha en avant & prit sur la droite une position favorable. Il avoit placé un Corps de Troupes & de l'artillerie sur une éminence, d'où non-seulement il fit échouer le dessein qu'avoit Clinton de forcer l'Armée Américaine, mais d'où il enfiloit le front de l'aîle gauche des Ennemis qu'il maltraita beaucoup. De son côté, le Général Wayne entretenoit un feu si vif & si bien dirigé, qu'ils se virent forcés de reculer & de regagner le derriere d'un défilé qu'ils avoient occupé au commencement de l'attaque. Dans cette position, les Anglois avoient leurs deux flancs couverts par des bois & des marais, & il sembloit

impossible de les y forcer. Was-
1778. hington osa le tenter, & le Général Poor eu ordre de tourner sur leur droite avec sa Brigade & celle de la Caroline, tandis que le Général Woodfort se porteroit sur leur gauche & que l'artillerie les batteroit en front; mais la nuit qui survint, força de renvoyer au lendemain l'exécution de ce projet: l'Armée américaine la passa sous les armes, afin d'être plutôt prête à soutenir les Corps avancés. Pendant ce tems, les Ennemis s'occupoient de leur retraite, qu'ils effectuèrent dans le plus grand silence; ils emportèrent tous leurs blessés, à l'exception de quatre Officiers & d'environ quarante Soldats. La fatigue des Troupes, l'excessive chaleur du jour & l'avance que prenoit l'Ennemi, dont la fuite avoit commencé à minuit, rendoient pour Washington toute poursuite inutile; d'ailleurs ce Général ne vouloit pas trop s'éloigner de North-River, & il se reposa sur quelques Troupes légères du soin de harceler Clinton dans sa retraite, de protéger ses déserteurs, & de troubler, autant

qu'il ſeroit poſſible, ſon embarquement à Sandy-Hook. Le premier Juillet, il mit ſes Troupes en mouvement, & dirigea leur marche vers North-River. 1778.

Suivant cette relation, le nombre des morts ne fut que de ſoixante-huit hommes du côté des Américains, & celui des bleſſés d'environ cent ſoixante-trois. Cent trente-deux hommes s'étoient d'abord égarés; mais la plûpart rejoignirent l'Armée, après s'être remis de leur extrême fatigue. Les morts que l'Ennemi laiſſa ſur le champ de bataille & que Washington fit inhumer, ſe montoient à deux cents quarante-neuf tant Officiers que Soldats. Ce Général termine ſa relation par un éloge de ſon Armée, dont il vante beaucoup le zèle & la bravoure; « mais, ajoute t-il, la ſituation particulière où ſe trouve dans ce moment-ci le Général Lée, me preſcrit le ſilence ſur ſa conduite. Il eſt actuellement aux arrêts; on fera paſſer au Congrès les chefs d'accuſation intentés contre lui, & la Sentence que prononcera le Conſeil de guerre ».

Lée jugé dans un Conſeil de guerre.

1778.

Il tâche d'affoiblir la victoire de Washington

Cet exposé n'étoit point favorable au Major-Général Lée; il s'en plaignit comme d'une atrocité, dans une Lettre adressée aux Gazetiers américains, où il déclare que c'est à sa priere qu'on va tenir une Cour martiale. Il avoit intérêt d'affoiblir la victoire de Washington, aussi dit-il dans son POST-SCRIPTUM; *appeller l'affaire du 28 une victoire complette, seroit* ***UNE GASCONNADE*** *deshonorante; cette action ne fut qu'un simple échec.* Mais comme il vouloit se concilier l'Armée, & se ménager des suffrages dans le Conseil de Guerre, il ajouta:

« Les Américains n'ont point » encore eu d'affaire qui ait aussi » bien prouvé ce qu'ils sont capa- » bles de soutenir & d'entreprendre. » Une manœuvre rétrograde dans » un espace d'environ quatre milles, » a été faite sans qu'on ait pu remar- » quer la moindre confusion, ex- » cepté celle qui naissoit & qui » naîtra toujours d'un abus mons- » trueux, fait pour perdre la Ré- » publique, si on le tolère; je parle » du droit que s'arrogent des par-

» ticuliers ſans autorité, de donner » leur avis & d'indiquer ce qu'il » faut faire. La conduite des Offi- » ciers & des Soldats a d'ailleurs été » ſi également louable, qu'il ſeroit » injuſte de faire des diſtinctions; » j'avouerai cependant qu'il eſt diffi- » cile de n'en pas accorder au » Corps de l'Artillerie..... Il n'eſt » pas aiſé de dire quel a été le » point ou le moment déciſif dans » cette affaire; c'étoit une bataille » en parcelles. A force de combattre » en des lieux différens, dans la » plaine & dans les bois, en avan- » çant & en reculant, on eſt enfin » venu à bout de repouſſer hono- » rablement l'Ennemi ». 1778.

Ce rapport du Général accuſé, ne lui fit pas ſans doute beaucoup d'amis dans le Conſeil; Lée ne réuſſit point à ſe juſtifier, & cependant il conſerva ſes titres, au grand étonnement des Américains, qui perſiſtent à croire que s'il eût exécuté les ordres de ſon Général, l'Armée de Clinton auroit eu dans ſa retraite le même ſort que l'Armée de Burgoyne.

Il conſerve ſes titres, au grand étonnement des Américains.

Quoi qu'il en ſoit, envisagée du

Dévaſtations

1778. côté de la gloire, l'affaire du 28 fut incomparablement supérieure aux dévastations du Major-Général Pigot ou plutôt du Lieutenant-Colonel Campbell, qui, profitant, à cette même époque, de l'absence des Américains, brûla dans la riviere Hickamuct cent vingt-cinq de leurs bateaux, une galere montant six pieces de douze qu'il encloua, deux sloops, dont un étoit chargé de munitions de guerre, un pont & un moulin construits sur la même riviere. Après cette opération, la Troupe de Campbell qui étoit de cinq cents hommes, se porta à Waren, où un Parti anglois avoit déjà fait quelque ravage; ils y brûlèrent l'Eglise, la Maison de Ville & quelques maisons particulieres. Ce détachement reprit son chemin par Bristol, où il fit les mêmes dégats qu'à Warren. Il les continua jusqu'à l'instant de son embarquement qu'un gros d'Américains, dépêchés à la hâte, auroit ensanglanté, s'ils avoient pu se rassembler assez tôt. Le nombre des morts & des blessés ne fut considérable d'aucun côté; mais les

& rodomontades du Général Pigot.

Anglois firent ſoixante-huit priſonniers, dont la plupart, quoi qu'en diſe la relation du Général Pigot, n'appartenoient point à la Milice américaine. Le ſurlendemain de cette expédition, le Major-Général détacha de la Garniſon de New-Port, cent hommes ſous le commandement du Major Eyre, pour aller brûler un moulin à ſcie, le ſeul qui exiſtât dans le voiſinage de Fall-River. Cette nouvelle expédition ne coûta que cinq ou ſix hommes au Major-Commandant; mais les deux réunies n'étoient pas d'une importance qui juſtifiât la forfanterie par laquelle il termine ſa Lettre à Sir Henri Clinton. « Je me flatte, » dit-il, que nos ſuccès convaincront » enfin les Rebelles qu'il eſt au pouvoir de la Garniſon de Rhode-Iſland, toutes les fois qu'elle le » jugera à propos, de ravager leur » pays, & de mettre en détreſſe » leurs poſſeſſions & leurs perſonnes ».

1778.

30 Mai.

Mais le Général Sullivan méditoit une entrepriſe, dont l'exécution, quoi qu'imparfaite, dût ſuſpendre les menaçantes rodomon-

tades du Général Pigot. Comme l'expédition de Rhode-Island fut en partie l'ouvrage du Comte d'Estaing, avant que d'en présenter l'esquisse, il nous paroît convenable de jeter un coup-d'œil sur l'Escadre du Vice-Amiral François.

1778.

Allarmes sur l'état de notre flotte, commandée par le Comte d'Estaing.

Depuis son départ de Toulon, on avoit absolument perdu de vue le Comte d'Estaing; & jusqu'à la fin de Juillet, on eut les plus vives allarmes sur la destinée de sa flotte, que de fausses nouvelles avoient fait arrêter à Boston, mais qui toujours démenties, laissoient la France & l'Amérique en d'éternelles inquiétudes. On craignoit pour ce Commandant, le sort de l'Amiral Byron, qui long-tems le jouet des tempêtes, avoit eu plusieurs de ses vaisseaux ou démâtés, ou privés de leur gouvernail, ou du moins fort maltraités dans leurs agrès. Des Lettres arrivées de Terre-Neuve, aggravoient & confirmoient ce désastre; elles portoient que l'Escadre angloise venoit d'être dispersée entièrement; que des onze vaisseaux qui la composoient, six avoient absolument disparu, & que

Mauvais états de l'Escadre de Byron.

le vaisseau Amiral étoit de ce nombre; tout faisoit craindre que M. d'Estaing n'eût essuyé les mêmes coups de vents. Le retard des nouvelles justifioit, à cet égard, les conjectures les plus allarmantes, lorsque le Capitaine Marchais, qui venoit d'entrer dans le port de la Rochelle, déposa que le 24 Juin, il avoit rencontré la flotte à trois cents lieues du continent de l'Amérique, & qu'à cette hauteur, elle étoit dans le meilleur état. Suivant d'autres rapports encore plus consolans, les quinze voiles du Vice-Amiral avoient jeté l'ancre le 8 Juillet à l'entrée de la Delaware, & le 11 du même mois, il se disposoit à l'attaque de Sandy-Hoock. L'Amiral Byron ne paroissoit point encore; mais on attendoit à New York l'Amiral Hyde-Parker, dont la division de six vaisseaux avoit été rencontrée à peu de distance de ce port; le Cornvall, le Raisonnable, & deux autres vaisseaux de cinquante canons venoient d'y rentrer & de fortifier l'Escadre de Lord Howe. Au moyen de ce renfort, il crut être

1778.

On est rassuré sur l'etat de notre flotte.

1778. en état de mettre à la voile & de donner chasse au Comte d'Estaing, dont la flotte avoit quitté Sandy-Hook le 22 Juillet, après avoir attiré dans ses eaux & forcé d'amener trente vaisseaux ennemis. Ces prises considérables par leur nombre, furent d'ailleurs très-préjudiciables aux Anglois; on y comptoit plusieurs transports chargés de munitions de guerre & d'environ seize cents hommes de recrue. La flotte prit d'abord sa route vers le Sud; mais le 27, elle changea de direction, & on la vit gouverner au Nord vers Boston ou Hallifax.

Desseins contre New-York, abandonnés.

Avant que de quitter sa dernière station, le Comte d'Estaing avoit mandé tous les pilotes à bord de l'Amiral, pour délibérer avec eux sur la possibilité de faire entrer ses vaisseaux dans le port de New-York; & comme ceux du premier rang tiroient au moins vingt-sept pieds d'eau, l'entreprise fut jugée impraticable pour le moment. Les apparences avoient annoncé jusqu'alors, une attaque générale de cette place; mais le départ de la flotte & les renforts envoyés au

Général Sullivan ne laissèrent plus d'incertitude en Amérique sur la destination de l'Escadre françoise, dont les forces combinées avec celles de terre, ne pouvoient avoir d'autre objet qu'une expédition à Rhode-Island. Cinq bataillons du Général Prescot & de nouveaux secours de la Marine, venoient de renforcer cette Isle, & les Anglois se rassuroient sur les fortifications ajoutées à sa défense, depuis qu'elle étoit en leur possession. On objectoit d'ailleurs contre la possibilité de cette entreprise, les mêmes difficultés qui avoient détourné le Vice-Amiral de ses premiers desseins sur New-York; on prétendoit que les vaisseaux françois tiroient beaucoup trop d'eau, pour qu'il fût possible de remonter la rivière de Rhode-Island & de couvrir les Troupes provinciales destinées à la traverser; mais le Comte d'Estaing avoit combiné ses projets sur cette Isle, & il étoit au moment de l'attaquer de concert avec neuf mille Américains, dont trois mille s'étoient signalés à Saratoga, & trois mille autres avoient pour chef le

1778.

Projets contre Rhode-Island. Etat de cette Isle.

1778. Marquis de la Fayette. Les troupes françoiſes, en y comprenant celles de la Marine, formoient un corps d'environ quatre mille hommes qui, réunis aux troupes continentales & ſecondés par l'eſcadre, devoient tenter le 10 Août une attaque générale contre New-Port dans Rhode-Iſland.

Blocus de New-Port.

Déjà le Comte d'Eſtaing s'étoit emparé des trois paſſages qui conduiſent dans ce port & y tenoit bloquées ſept frégates angloiſes, un grand navire des Indes & des bâtimens de tranſport, dont le nombre étoit porté à quatre-vingt. On faiſoit monter à cinq mille cinq cens hommes les troupes inveſties par Sullivan, tant dans la ville que dans les ouvrages extérieurs : tel fut du moins le rapport d'un navire américain nouvellement arrivé d'Annapolis à la baie de Chéſapéak.

Menaces du Comte d'Eſtaing aux Habitans de cette Ville.

Dans cette poſition allarmante, les Anglois déſeſpérèrent un moment de conſerver Rhode-Iſland. Le Comte d'Eſtaing craignant de leur part un coup de déſeſpoir, leur fit ſignifier que s'ils détruiſoient les fortifications de la Ville,

où qu'ils y missent le feu, il feroit passer les Habitans au fil de l'épée. Pendant qu'il formoit ce blocus, les troupes de terre qu'il avoit débarquées, se disposoient à l'attaque du Port, & déjà elles s'étoient emparées des ouvrages construits à l'extrémité septentrionale de l'Isle. Le canon de la flotte secondoit puissamment leur mousqueterie, & l'ennemi avoit évacué ces ouvrages sans oser les endommager. Cependant l'armée combinée se formoit en corps de bataille, & toujours protégée de l'escadre, marchoit sur trois lignes vers New-Port, lorsque Lord Howe, quoi qu'inférieur en forces, osa faire un mouvement vers les vaisseaux du Comte d'Estaing; la chasse commença, & les deux flottes en seroient venues à une action, si une tempête favorable à l'Amiral Anglois, n'avoit forcé les deux escadres séparées par un coup de vent, d'aller se réparer, l'une à Sandy-Hook, & l'autre à Boston. Quoique fort endommagé des suites de la tempête, quoique sans mât de beaupré & sans gouvernail, le

1778.

Les deux escadres du Comte d'Estaing & de l'Amiral Howe, séparées par un coup de vent.

1778. Languedoc se vit attaqué dans sa retraite par un vaisseau de cinquante canons, contre lequel il ne pouvoit faire usage que de sept ou huit des siens; après un combat de trois ou quatre heures, l'ennemi l'abandonna, sans ajouter d'autre dommage que de lui tuer un homme, & d'en blesser trois.

Le Général Sullivan poursuit l'entreprise.

Ce coup de vent fut un contre-tems fâcheux, mais qui ne ralentit point l'ardeur du Général Sullivan. Comme il comptoit sur le retour de M. d'Estaing, il précipita la marche de ses troupes vers New-Port, dans l'intention de tout disposer pour une expédition à laquelle la flotte devoit coopérer. Pendant quelques jours, il fit jouer ses batteries & parut le faire avec succès, parce que le feu des ouvrages extérieurs des ennemis s'affoiblissoit visiblement, & qu'ils finirent par retirer leurs canons de presque tous ces ouvrages. La ville de New-Port est défendue par deux lignes soutenues de plusieurs redoutes qui en font partie; elles sont d'ailleurs fortifiées de manière à rendre l'attaque de cette place ex-

trêmement périlleuse du côté de la terre, à moins que cette attaque ne soit protégée par des forces navales. Cependant, Sullivan auroit tenté d'emporter ces lignes, si la désertion d'un grand nombre de Volontaires n'avoit affoibli son armée au point de la rendre inférieure à celle des Anglois. Craignant d'ailleurs l'arrivée de leur flotte & de nouveaux renforts pour la Garnison de New-Port, il fit transporter sur le continent, tout ce dont l'armée pouvoit absolument se passer, & il en détacha un parti considérable pour aller réparer les ouvrages au Nord de Rhode-Island, y faire des additions, remettre sur pied les batteries de Tiverton & de Bristol, & se ménager une retraite sûre en cas d'évènement. Le 28, il fut décidé dans un Conseil de guerre, qu'on se retireroit à l'extrêmité septentrionale de l'Isle, & dans la soirée du même jour, le Général vint s'y retrancher ; bien résolu de tenir ferme, jusqu'à ce qu'il pût savoir si la flotte françoise reviendroit bientôt à son secours. Il avoit placé

1778.

1778. ſur les routes de l'Eſt & de l'Oueſt des corps avancés de troupes légères, aux ordres des Colonels Livingſton, Laurens, Fleury & du Major Talbot; derrière eux, étoit le piquet de l'armée commandé par le Colonel Wade. L'ennemi ayant eu connoiſſance de ce mouvement, ſe mit en marche le lendemain matin, avec la majeure partie de ſes forces, & s'avançant ſur deux colonnes, vint attaquer les troupes légères, qui, ſecondées du piquet, opposèrent une brave réſiſtance. Pour les ſoutenir, Sullivan détacha deux Régimens, avec ordre aux Colonels Livingſton & Laurens de ſe replier ſur l'armée, dans le meilleur ordre poſſible. En formant leur retraite, ils firent un feu très-vif ſur l'ennemi, qui s'étant approché de la gauche de Sullivan, fut repouſſé par le Général Glover, & contraint de ſe retirer ſur Quakers-Hill. De ce poſte, l'armée royale dominoit le front de la première ligne de l'armée combinée, & ſur les neuf heures du matin, les Anglois commencèrent une canonnade, qu'on leur rendit

avec beaucoup de vigueur. Les escarmouches, entre les partis avancés, continuèrent jusqu'à près de dix heures ; alors deux vaisseaux de guerre ennemis, & quelques petits vaisseaux armés, s'étant mis à portée du flanc droit des Américains, firent feu sur l'armée de Sullivan, & les troupes de terre, couvertes par le feu de ces vaisseaux, tâchèrent d'entamer sa droite, & de s'emparer de la redoute avancée de ce côté-là. Deux fois elles furent repoussées dans le plus grand désordre ; mais elles mirent plus de vigueur dans une troisième tentative, qui, sans doute, auroit été plus heureuse, si l'on eût porté à tems, du secours en cet endroit. L'ennemi fut encore mis en déroute ; il gagna la montagne & s'y retrancha. La ruine entière de l'armée angloise pouvoit s'en suivre ; les Américains furent d'abord tentés de l'attaquer dans ses lignes ; mais sa position avantageuse, & la nécessité de laisser reposer les troupes, firent abandonner ce dessein. L'armée combinée rentra dans son camp, & l'ennemi em- 1778.

ploya toute la nuit à fortifier le ſien.

1778.

Feinte de Sullivan. Sa retraite.

Cependant le Général Sullivan apprit dans la matinée du 30, que la flotte de Lord Howe avoit mis en mer, & que celle du Comte d'Eſtaing n'étoit point encore réparée. Comme il n'y avoit pas de ſuccès à eſpérer d'une tentative contre New-Port, ſans la coopération des forces navales, il fut réſolu qu'on évacueroit Rhode-Iſland juſqu'au retour de l'eſcadre françoiſe; mais effectuer une retraite & traverſer la rivière en préſence d'un ennemi ſupérieur en nombre, étoit une entrepriſe, dont le Général ne pouvoit ſe diſſimuler le danger. Il comprit la néceſſité de recourir à la feinte, & pour dérober la connoiſſance de ſon projet au Général Pigot, il ordonna de porter en avant toutes les tentes, & les fit dreſſer à la vue des Anglois. D'un autre côté, la majeure partie de l'armée étoit employée à fortifier le camp, & pendant ce tems on tranſportoit ſans bruit les gros bagages & les approviſionnemens

militaires. Lorſque la nuit ſurvint on plia les tentes, & avant minuit, toutes les troupes avoient traverſé la baie, à l'inſçu de l'ennemi.

1778.

Sur ces entrefaites, le Marquis de la Fayette revint de Boſton, où il s'étoit tranſporté, à la requiſition des Officiers Généraux, pour hâter le retour de la flotte françoiſe. Dans l'eſpérance d'arriver à tems & de partager le danger & la gloire de l'expédition de Rhode-Iſland, il avoit fait à cheval & en moins de ſix heures & demie, cette route d'environ ſoixante-dix milles. Il ſe mit à la tête des piquets & des autres partis deſtinés à couvrir la retraite qui s'exécuta dans le meilleur ordre, où l'on ne laiſſa pas un ſeul homme en arrière, & qui mérita de la part du Congrès, de juſtes éloges au Général Sullivan. Le Préſident lui écrivit en ces termes: « Permettez-moi, Monſieur, de » me féliciter avec vous, au ſujet » de l'affaire du 29 Août, & de » la retraite honorable que vous » avez effectuée ſi judicieuſement: » ces circonſtances feront toujours

Le Marquis de la Fayette arrive à tems pour aſſurer les ſuccès de cette belle retraite.

1778. » partie de votre gloire, elles seront » l'objet de la conversation, l'hiſ» toire les recueillera ».

Le même Préſident fut chargé d'informer au nom de l'Aſſemblée, le Marquis de la Fayette, du prix qu'elle mettoit au ſacrifice qu'il avoit fait de ſon inclination perſonnelle, en ſe tranſportant à Boſton pour le ſervice des Etats, dans un moment où il y avoit des lauriers à cueillir au champ de Mars; il exaltoit la bravoure de cet Officier Général, & l'intrépidité de ſa rentrée dans l'Iſle, tandis que l'armée ſe retiroit; il finit par l'aſſurer que ſa bonne conduite à la tête des piquets & des poſtes avancés, lui méritoit une approbation particulière du Congrès.

Affaire de Rhode-Iſland.

L'évènement prouva que Sullivan s'étoit retiré fort à propos; le lendemain de cette belle retraite, cent voiles ennemies entrèrent dans le port de Rhode-Iſland.

Le nombre des morts, des bleſſés & des priſonniers fut très-conſidérable du côté des Anglois. On dut en très-grande partie la gloire de cette retraite au détachement des troupes

réglées envoyées de l'armée du Général Washington. Leur jonction avoit été avant le commencement de l'opération, aussi prompte que l'éloignement le permettoit, puisque le Marquis de la Fayette les avoit conduites. L'arrivée de ces troupes continentales, & le rassemblement des milices avoient alors nécessairement empêché l'escadre françoise de forcer plutôt l'entrée de Rhode-Island. Plusieurs Officiers qui étoient attachés au Marquis de la Fayette, se signalèrent, & facilitèrent aussi cette retraite. Le Comte d'Estaing, dans le dessein de la rendre moins incertaine, étoit, lorsqu'on se retira, au moment de conduire à Rhode-Island sept cents Soldats des huit cents hommes qu'il avoit embarqués à Toulon. Cette infanterie cessoit alors d'être nécessaire aux vaisseaux mouillés à Nantasket; elle n'avoit point d'Officiers supérieurs; le chemin par terre étoit aussi court, qu'il étoit long & impossible par mer, & il falloit surtout éviter les difficultés qui auroient pu naître sur le commandement. L'offre faite par un Vice-Amiral, ancien Lieutenant-Général des ar-

1778.

1778. mées du Roi, d'aller combattre à la tête d'aussi peu de troupes, & de servir comme simple Commandant de corps, sous le Major Général Sullivan, qui avant la révolution, étoit un homme de loi, flatta l'état de Massachuset, & fut une des causes de l'union qui exista entre les François & le Gouvernement de Boston. Une telle démarche & une conduite soutenue rendirent inutiles les moyens que les Anglois employèrent pour troubler l'harmonie qui subsistoit entre les deux Nations; la fortifier & en assurer la durée, furent les plus grands avantages que l'on recueillit de toutes les opérations que les François firent sur le Continent, pendant le cours de cette année. Le résumé des faits rappellera peut-être un jour ce souvenir; il peut dans l'avenir être également utile aux deux Peuples.

Une frégate angloise avoit été obligée de s'échouer lorsque les François mouillèrent dans leur attérage, à l'embouchure de la Délaware; ils n'y parvinrent que peu de jours après que les Anglois, probablement instruits d'Europe du départ

&

& de la route de l'escadre, eurent totalement abandonné Philadelphie. 1778.
Le débarquement de M. Gerard, Ministre Plénipotentiaire auprès du Congrès, avoit été fait dans ce lieu; il remonta la rivière, escorté par une frégate qui séjourna près de lui. L'escadre se porta ensuite avec la plus grande promptitude devant Sandy-Hook, & elle y bloqua, quoique dans un mouillage très-dangereux, pendant quelque tems, New-Yorck & l'escadre de l'Amiral Howe, qui eut la douleur de voir prendre sous ses yeux tous les bâtimens qui voulurent entrer. Ce fut là que par des difficultés vaincues, on fit à Prewsbury un peu d'eau, & que l'on établit par cette difficile communication, une correspondance avec le Général Washington. Il fut alors offert par le Comte d'Estaing une gratification de cinquante mille écus aux Pilotes Américains, s'ils pouvoit indiquer un passage pour faire entrer les vaisseaux dans New-York, sans leur ôter leurs canons, & sans les alléger en les désarmant.

L'escadre françoise, d'après ce qui avoit été convenu, attendit

1778. ensuite à Rhode-Island, & à l'entrée d'un Port qu'elle devoit forcer, & qui se fortifioit sous ses yeux, qu'on eût opéré le rassemblement des troupes & des milices; elle obligea plusieurs frégates angloises & des transports à se brûler. Ce Port enfin fut forcé de la manière la plus brillante, par l'escadre qui en ressortit de même, en passant encore sous le feu des batteries de l'ennemi, & en profitant du premier instant heureux d'un vent rare dans cette saison; il donna la possibilité de quitter une position aussi dangereuse que celle où les François alloient se trouver, puisque tous les vaisseaux étoient au moment de se voir renfermés sous le feu de deux terres ennemies. La suite de cette sortie fut la retraite précipitée de l'Amiral Howe, qui joint par des vaisseaux de l'Amiral Byron, & averti à tems, apportoit de nouvelles troupes; il alloit les débarquer sur Rhode-Island & sur l'Isle de Connecticut, tandis qu'un seul de ces vaisseaux embossé auroit suffit pour fermer le canal, & pour retenir à jamais notre escadre; elle eut en partant l'attention de laisser

ſes trois frégates pour ſoutenir les Américains qui étoient ſur Rhode-Iſland, tandis que ces bâtimens légers paroiſſoient être le ſeul moyen de ne point perdre de vue l'eſcadre de l'Amiral Howe. Les Anglois, après une chaſſe de trente ſix heures, n'en furent pas moins forcés d'accepter le combat ; le ſignal en étoit déjà donné, lorſque le coup de vent qui ſépara les deux eſcadres, démâta chacun des deux bâtimens que montoient l'Amiral François & l'Amiral Anglois. Le vaiſſeau du Comte d'Eſtaing le fut de tout mât, il perdit ſon gouvernail. Ce fut dans cet état d'immobilité totale, que devint inutile l'énorme avantage que ſe trouvoit alors avoir ſur lui un vaiſſeau anglois qui n'avoit point ſouffert, & qui l'attaqua en l'enfilant dans toute ſa longueur. Dix vaiſſeaux François, dont un étoit démâté en partie, s'étant réuni à lui le lendemain de ce combat particulier, l'impoſſibilité de ſe réparer à la mer, d'une manière ſuffiſante, non-ſeulement pour manœuvrer & ſe défendre, mais même pour naviguer avec ſûreté, n'empêcha pas

1778.

les François de retourner devant Rhode Island.

1778. Il sembla plus convenable d'aller secourir les Américains, & d'exécuter un retour aussi hasardé, mais qui leur avoit été promis, que d'écouter en cherchant le premier Port, ce que la prudence, & ce que tous les avis sembloient absolument exiger. Le Général Sullivan instruit des évènemens, & l'arrivée de toute l'escadre de l'Amiral Byron étant connue, il auroit été imprudent de remettre les vaisseaux dans une position dont ils avoient eu le bonheur & le courage de sortir ; ils allèrent à Boston par la route moins longue, mais dangereuse de l'intérieur des bancs. La difficulté de cette navigation qui fit perdre peu de tems après aux Anglois, le vaisseau de ligne le Sommerset, n'arrêta point l'escadre françoise ; elle entra à Boston sans accident, quoiqu'elle vînt pour la première fois dans ces parages, qu'elle eût souffert autant dans ses agrêts, & que le plus gros de ses vaisseaux ne fût entièrement mâté qu'avec des mâts d'hunes, & qu'il n'eût pour tout gouvernail que

des affuts de canon. La promptitude avec laquelle les Isles de l'entrée de Boston furent fortifiées & défendues par l'artillerie dont on désarma en partie les vaisseaux, en imposa aux Anglois ; ils ne tentèrent point l'attaque. La même activité fut mise aussi heureusement en usage lorsque l'escadre étant réparée, & craignant d'être retenue par les glaces, elle voulut cacher son départ, & profiter d'un vent forcé pour passer au milieu de l'armée ennemie, sans hasarder un combat inégal. 1778.

Il parut que l'on avoit rempli pendant cette laborieuse campagne, les vues présumées du ministère de France ; leur sagesse pouvoit avoir exigé la grande infériorité des forces qu'on employa, parce qu'il falloit simplement soutenir l'Amérique, en l'obligeant d'agir & de se défendre elle-même ; il ne falloit que lui rendre ses propres efforts possibles. Si l'on eût adopté un autre parti, on auroit peut-être craint qu'elle eût pris celui de s'en trop reposer sur les moyens de ses nouveaux Alliés : elle auroit vraisemblablement commis la faute de trop compter

1778. ſur des ſecours incertains, mal interprétés & groſſis en apparence par l'intérêt des Anglois ; il auroit été poſſible que l'objet de ces ſecours eût été totalement dénaturé, & qu'ils euſſent, ſur-tout dans les commencemens, pu inſpirer quelqu'inquiétude à une liberté naiſſante, & ordinairement ſoupçonneuſe.

Ces grands réſultats, encore plus politiques que militaires, furent un évènement très-fâcheux pour l'Angleterre, & que les petits ſuccès du Major-Général Grey, à Bedford & à Sairhaven, n'étoient point capables de balancer. Après avoir brûlé quelques navires Américains ſur la rivière Accushuet, démantelé ſur la rive orientale un Fort montant onze pièces de canon, détruit quelques ſalines, & enlevé ſept mille bêtes à cornes, les Anglois ſe rembarquèrent, eſſuyèrent un coup de vent, & rentrèrent dans leurs Ports, ſans avoir reçu de dommages eſſentiels. Ce qu'on peut louer dans cette entrepriſe, c'eſt la célérité de l'expédition, & la promptitude avec laquelle ils firent leur débarquement, dont la milice de Betford & de Fair-

haven ne ſut avertie qu'au moment de l'exécution. 1778.

Lord Cornwallis & le Capitaine Ferguſon eurent auſſi quelques avantages aſſez importans, & qui méritent de figurer dans cette Hiſtoire.

Après l'expédition de Bedford, Clinton avoit formé le deſſein d'une poſition avancée, tant pour faciliter à ſes Troupes la communication des fourages, que pour favoriſer une entrepriſe contre Egg-Harbour, où l'ennemi tenoit raſſemblées diverſes priſes conſidérables, & poſſédoit quantité de ſalines. En conſéquence d'un plan bien concerté, Lord Cornwallis reçut ordre le 22 Septembre de ſe porter entre New-Bridge & la rivière d'Hudſon, ce qui fut exécuté ſi rapidement, qu'avec l'aſſiſtance des bateaux plats, on pouvoit aſſembler l'Armée de New-York en vingt-quatre heures, tandis que Washington, retranché ſur les montagnes, ne pouvoit réunir ſes Troupes en moins de dix jours. L'intention de ce Général n'étoit pas de tenter cette opéra-

1778. tion ; il avoit détaché dans le village de Trapan, un corps de Milice, & un Régiment de Dragons légers, dont l'unique emploi étoit de harceler les fourageurs ennemis. Le Major Général Grey fut chargé d'aller envelopper le village ; & il conduiſit ſa marche avec tant de ſecret, & fit de ſi bonnes diſpoſitions, qu'il ſurprit le Régiment, dont les ſoldats, la plupart endormis, furent preſque tous maſſacrés. Ce coup de main ne lui coûta qu'un ſeul homme.

En paſſant dans le Jerſey, le Général Clinton avoit ſur-tout en vue une entrepriſe ſur Egg-Harbour ; & le Capitaine Ferguſon eut le commandement des Troupes deſtinées pour cette expédition ; mais la gloire en fut particulièrement due au Capitaine Collins. Après une navigation difficile dans l'intérieue des terres, cet Officier pénétra avec quelques galères, & un petit détachement de ces Troupes, juſqu'à Cheſnut-Neck, où les Américains avoient élevé deux ouvrages, l'un à fleur d'eau avec des embraſu-

res pour ſix canons, placés de manière à balayer le canal; l'autre 1778.
ouvrage étoit ſur une éminence où l'on n'avoit pas eu le tems de mettre de l'artillerie. Pour gagner la rive, il falloit que les bateaux chargés de ſoldats paſſaſſent à la portée du fuſil; mais le Capitaine Collins s'étoit avancé avec les galères dans l'intention de couvrir le débarquement, & leur feu bien dirigé, éteignit en peu de tems celui de l'ennemi, qui s'enfonça dans les bois, dès que le détachement eut pris terre. Les gens de mer furent employés le ſoir même, & toute la matinée du lendemain, à détruire les navires qui ſe trouvoient à Cheſnut - Neck, tandis que les ſoldats brûloient ou démoliſſoient les magaſins qui compoſoient le village. L'intention des Capitaines Collins & Ferguſon étoit de pouſſer plus avant dans les terres; mais l'alarme s'étant répandue dans le pays, on y avoit fait paſſer de Philadelphie un détachement conſidérable, avec cinq pièces de campagne. Ils n'étoient point en état de

1778. faire tête à ce renfort, & ils dirigèrent leurs coups d'un autre côté. Ayant ſu que la Légion de Polaski s'étoit cantonné près d'un pont, dont il étoit aiſé de s'emparer, le Capitaine Collins embarqua deux cents cinquante hommes, qui, après avoir ramé l'eſpace de trois lieues, prirent terre le 15 Octobre, à un mille du défilé, dont ils ſe rendirent maîtres; ils y laiſsèrent cinquante des leurs pour le défendre, & pouſſant en avant vers l'Infanterie de cette Légion, ils la ſurprirent & lui tuèrent, dans une attaque nocturne, environ ſoixante hommes.

Maſſacre du troiſième bataillon de Virginie.

Mais de tous ces échecs, le plus fâcheux pour les Américains, fut le déſaſtre du Colonel Baylor, commandant du troiſième bataillon de Virginie, plus communément déſigné ſous le nom de Gardes de Washington. Ce corps de Cavalerie, le plus diſtingué de l'Armée continentale, fut rencontré près de Trapan, par trois Régimens de l'Infanterie Royale, qui, la bayonnette au bout du fuſil, firent un

horrible maſſacre de cette belle Troupe. Les Anglois furent accuſés d'avoir juſtifié dans toutes les circonſtances de cette affaire, le reproche qu'on leur a ſouvent fait, de ne ſavoir pas concilier les droits de la guerre & ceux de l'humanité. On rapporte que le Capitaine Stith, ſe voyant enveloppé dans un gros d'ennemis ſans eſpoir de leur échapper, avoit pris ſur lui de leur demander la vie ; mais que bien loin de la lui accorder, ils ſe mirent en devoir de lui répondre à coups de bayonnette ; ce procédé l'anime d'une indignation ſi courageuſe, que s'ouvrant un paſſage au milieu d'eux, il franchit une paliſſade, ſe précipite dans un marais, & trouve ainſi le moyen de ſe ſouſtraire à leur furie. Le Colonel Baylor fut mortellement bleſſé dans cette action, & ne ſurvécut que deux jours à la ruine du bataillon qu'il commandoit. 1778.

Encore une fois, ces expéditions n'étoient point faites pour rien changer à la poſition reſpective des Puiſſances belligérantes, & le Congrès ne s'en crut pas moins en état de Deſſeins ſur New-York.

1778. frapper quelques grands coups; tous les préparatifs annonçoient une entreprise décisive. Le Comte d'Estaing, après avoir réparé sa flotte, offroit d'aller en personne à Rhode-Island, & d'assurer la conquête de cette Isle, en se chargeant à la fois du commandement des Troupes de terre & de celles de la marine; mais ce n'étoit point de ce côté-là, que devoit tomber l'orage qui menaçoit les Royalistes, & toutes les dispositions préliminaires sembloient le diriger vers New-York. L'objet de cette entreprise étoit moins de chasser les Anglois de cette Ville, que de les y affoiblir; leur mauvaise fortune en avoit épargné les frais aux Américains. Un incendie terrible, dont on n'accusa que le sort, venoit de faire un ravage affreux dans New-York. Malgré les efforts réunis des habitans & de la garnison, plus de trois cents maisons y furent consumées par les flammes. Ce désastre porta la désolation dans plus de mille familles, dont il causa la ruine & le désespoir. L'expédition projetée dans le Conseil de Philadelphie, quel qu'en dût être le succès,

Incendie de cette Ville.

n'eût jamais produit ces ravages, & il étoit de la politique du Congrès, ſinon d'y renoncer, au moins d'en ſuſpendre l'exécution; mais un pareil évènement devoit, ce ſemble, affermir Clinton dans la réſolution d'évacuer cette place; on prétendoit même qu'il en avoit reçu l'ordre de ſa cour, & que l'intention du Gouvernement étoit de ne conſerver dans l'Amérique ſeptentrionale, d'autres places d'armes qu'Hallifax & Rhode-Iſland. 1778.

Foibleſſe de la Jamaïque, mécontentement de ſes habitans.

Ce projet étoit d'autant plus vraiſemblable, que les nouvelles des Indes occidentales ne laiſſoient plus de doute ſur la foibleſſe ou le mécontentement de quelques Iſles Angloiſes, & ſur la néceſſité de les fortifier, ſi l'on vouloit y prévenir les entrepriſes de l'ennemi, & même arrêter ſes progrès. Le commerce de la Jamaïque ſouffroit infiniment, ou plutôt ſe trouvoit anéanti par la guerre qu'elle avoit à ſoutenir contre les Américains affranchis de la domination britannique. Les Negres de cette Iſle, autrefois ſi fertile, pé-

1778. rissoient faute de subsistances, & la culture languissoit dans un climat où la nature pouvoit fournir, & sans beaucoup d'efforts, jusqu'à deux ou trois récoltes par année. Cette riche contrée désormais appauvrie, alloit manquer absolument des espèces, dont l'abondante circulation la rendoit autrefois si florissante. Les Armateurs Américains achevoient de l'épuiser, en lui prenant ses vaisseaux jusques dans ses Ports. Cependant les habitans de la Jamaïque formoient des vœux pour leurs frères du Continent, & s'ils n'osoient lever l'étendard de la révolte, plusieurs d'entr'eux osoient manifester publiquement leurs dispositions à cet égard. Quelques papiers ont fait mention d'une lettre datée de Kingston, où les habitans de cette Ville s'exprimoient en ces termes : « Dieu veuille » que les Américains triomphent de » leurs oppresseurs altérés de sang, » & mettent d'un seul coup un terme » à la guerre, par une victoire » semblable à celle qu'ils ont remportée sur Burgoyne, cet homme » plein de vaine gloire ».

1778.

Alarmes des Négocians de Londres au sujet de la prise de la Dominique.

Les Négocians de Londres étoient en de vives alarmes sur le sort de la Jamaïque & des autres Antilles, où ils avoient des possessions pour la valeur de cinq millions sterling. La prise de la Dominique, dont la nouvelle arriva bientôt en Europe, ne laissa plus de bornes à leur inquiétude ; ils vinrent trouver les Lords North, Germaine & Sandwich, & mirent sous les yeux du Ministère le tableau de leur ruine prochaine, si l'on ne se hâtoit d'assurer la protection des autres Isles. Lord Sandwich leur répondit, que le commerce ne cesseroit jamais d'être un des premiers objets de l'attention des Ministres ; mais que dans la circonstance présente, la défense de la Grande-Bretagne devoit surtout occuper l'Administration. Les Négocians se retirèrent peu satisfaits, & vinrent consulter entr'eux sur les moyens de prévenir, s'il étoit possible, les suites d'une conquête, dont la célérité faisoit présumer en Angleterre d'effrayans progrès de la part du Marquis de

1778. Bouillé. Au commencement de Septembre, ce brave Gouverneur de la Martinique avoit formé le projet de s'emparer de la Dominique, située entre cette première Isle & celle de la Guadeloupe. Il s'embarqua le 6 de ce mois avec seize cents hommes de Troupes réglées, & environ deux cents Flibustiers & Mulâtres libres. Dix-huit corsaires & autres bâtimens furent employés à ce transport, sous l'escorte des trois frégates la *Tourterelle*, la *Diligente*, l'*Amphitrite*, & de la corvette l'*Etourdie*, commandées par Messieurs de la Laurencie, du Chilleau, de Jassaud, & de Monthas. Pour réussir dans cette attaque, il falloit éviter le feu des batteries qui défendent la côte dans la partie où devoit se faire la descente, & celui des Forts de Cachacrou & de la ville du Roseau. Ces feux réunis formoient une défense trop considérable, pour espérer de les éteindre avec le feu des frégates. Afin de prendre l'ennemi au dépourvu, le Marquis de Bouillé s'étoit proposé de commencer son

expédition à la pointe du jour, & pour assurer le succès des attaques principales où toutes les Troupes devoient être employées contre les deux Forts, le sieur Fonteneau, Capitaine de Corsaire, fut chargé de surprendre celui de Cachacrou avec cinquante Flibustiers & quelques Canonniers. Il partit une heure avant la flotte, en même tems que la Diligente, dont la mission étoit de protéger cette surprise. 1778.

Suivant l'ordre donné pour le débarquement général, le Vicomte de Damas, Colonel du Régiment d'Auxerrois, devoit mettre à terre le premier avec ses Chasseurs, & s'emparer à la hâte de la batterie de Loubiere, qui pouvoit faire beaucoup de mal aux Troupes & aux bâtimens de transport. Le Marquis du Chilleau, Colonel du Régiment de Viennois, avoit ordre de faire débarquer ses Grenadiers après les Chasseurs; le plan du Marquis de Bouillé étoit de se joindre aux premiers, & de se faire suivre par tout le Régiment d'Auxerrois. La flotte mit à la voile sur les sept

Détails sur cette prise.

1778. heures du soir ; la Diligente & l'Amphitrite formoient l'avant-garde, & précédoient les bâtimens que montoient les Flibustiers chargés d'exécuter une fausse attaque au nord de la Ville, sous la conduite du Comte de Tilly. La Tourterelle, sur laquelle étoit le Général, avoit la tete du convoi formée par les bâtimens qui portoient le Vicomte de Damas avec deux cents Chasseurs. Ceux que montoit le Régiment d'Auxerrois, suivoient ces derniers, & la corvette l'Etourdie formoit l'arrière-garde. La flotte ayant été contrariée par les vents, n'arriva qu'au point du jour à la vue de la Dominique, & le débarquement ne put s'effectuer que le 7, à huit heures du matin. L'attaque du Fort Cachacrou avoit réussi ; une partie de la garnison fut tuée, & le reste fait prisonnier. La Diligente prit ou fit jeter à la côte sept bâtimens Anglois, dont la plupart étoient des Corsaires. Le Vicomte de Damas ayant débarqué avec ses Chasseurs, en détacha trente pour aller se

saisir de la batterie de Loubiere, qui faisoit un feu très-vif, ainsi que le Fort du Roseau, sur les frégates & sur le chemin étroit que les Troupes avoient suivi. Le sieur de la Chaise commandoit ce petit détachement; il se jeta dans les embrasures de la batterie avec sa Troupe, & malgré le feu de l'artillerie, l'enleva sans perdre un seul homme. Dans ce même tems, le Vicomte de Damas se portoit sur les hauteurs qui dominent le Fort du Roseau, & tandis qu'il s'en emparoit, le Marquis de Bouillé, secondé du Marquis du Chilleau, parvint au fauxbourg de la Ville, à trois cents pas du Fort, où il mit ses Grenadiers à couvert de l'artillerie, dont le feu se soutenoit avec beaucoup de vivacité, malgré celui de la frégate la Tourterelle. Le Général faisoit ses dispositions pour un assaut, lorsque l'ennemi frappé de la vigueur de l'attaquer arbora Pavillon blanc, & fit demander à capituler. Une plus longue défense n'eût pas sauvé la Dominique, & ses habitans avoient

1778.

1778. ſupplié le Gouverneur Stewart de ne pas expoſer plus long-tems leurs vies & leurs propriétés. Cet Officier cédant aux mouvemens d'humanité, aſſembla un Conſeil de guerre, où il n'y eut pas une voix contre la capitulation. Elle y fut ſignée à cinq heures du ſoir, & une heure après, les Troupes Angloiſes mirent bas les armes. Elles étoient au nombre de cinq cents hommes, y compris les Milices. Ces dernières furent licenciées, & tout le reſte fait priſonnier de guerre. Le Commandant de la Dominique ſe vit forcé de capituler pour les autres Forts & batteries de la dépendance de l'Iſle. On y trouva juſqu'à cent ſoixante-quatre pièces de canon, vingt-quatre mortiers de fonte, & une quantité conſidérable de munitions de guerre. Par cette Capitulation, les Loix, la Religion & les propriétés, furent conſervées aux habitans dans toute leur intégrité; il n'y eut ni déſordres, ni pillage. Le Marquis du Chilleau fut établi Gouverneur particulier de la Dominique. Cette

expédition fit beaucoup d'honneur au Marquis de Bouillé, & ne coûta pas un seul homme à la France; le succès en fut dû particulièrement à la justesse de ses mesures, & à la célérité des opérations dans l'exécution de ses ordres. L'Escadre de l'Amiral Barrington mouilloit alors à la Barbade; les trois vaisseaux de ligne & les douze frégates qui la composoient, auroient sans doute fait échouer l'entreprise du Marquis de Bouillé, pour peu qu'on eût mis de lenteur dans les préparatifs, & de mollesse dans l'action.

1778.

On suppose à Londres, que les autres Isles Angloises ont subi le sort de la Dominique.

Quoique les dernières réponses des Ministres fussent plus consolantes que les premières, qu'ils affectassent la plus grande confiance, & que pour rassurer les Négocians Anglois, ils fissent répandre de tous côtés, qu'une flotte considérable, détachée de New-York, voloit à la défense des Indes occidentales, avec cinq mille hommes; que le Commodore Hotham avoit conduit à l'Amiral Barrington un renfort de quatre vaisseaux, dont

1778. un appelé l'*Isis*, venoit de forcer le *César* de rentrer à Boston dans le plus mauvais état, avec cinquante blessés, du nombre desquels étoit le Capitaine Bougainville; (1) qu'on avoit expédié de nouveaux ordres de protéger les Isles, & pris de justes mesures pour les garantir du malheur de la Dominique; cependant on ne doutoit point à Londres de la prise d'Antigues, de Niéves & de Tabago. On supposoit que des croiseurs, nouvellement arrivés de ces parages, attestoient avoir vu sept vaisseaux François voler à la conquête de Saint-Christophe: enfin, plusieurs lettres affirmoient que le Comte d'Estaing s'étoit déjà rendu

(1) C'étoit M. de Broves, & non M. de Bougainville, qui commandoit le *César*. Ce vaisseau de ligne s'étoit emparé de l'*Isis*, lorsque deux vaisseaux ennemis, attirés par le bruit du canon, le forcèrent d'abandonner sa prise. Il est vrai que le Capitaine François eut le bras emporté dans le combat. Toutes les autres circonstances de cet évènement, se trouvent plus ou moins altérées dans les papiers Anglois.

maître de la Grenade. Cette nouvelle prématurée, n'étoit alors qu'un ſimple préſage; le Vice-Amiral françois, toujours à Boſton, attendoit de pied ferme la flotte & l'Armée Britannique, dont pluſieurs détachemens s'étoient mis en marche, pour aller attaquer cette Capitale de la Nouvelle-Angleterre; mais le Comte d'Eſtaing avoit tout diſpoſé pour bien recevoir l'ennemi par terre & par mer. Les ouvrages conſtruits dans les Iſles les plus voiſines du Port, en rendoient l'accès impoſſible aux forces réunies de Howe & de Byron, qui, ſuivant les mêmes bruits, n'attendoit qu'un vent favorable pour faire voile d'Hallifax. Il étoit entré dans ce Port la nuit du 26 Août, après une traverſée des plus malheureuſes, & dont le Journal mérite de trouver place dans l'Hiſtoire de la navigation : en voici le Précis.

1778.

Le Comte d'Eſtaing attend de pied-ferme l'Ennemi à Boſton.

En conſéquence des ordres expédiés le 5 Juin, cet Amiral avoit appareillé dans la matinée du 9, de la Sonde de Plymouth. Il ne lui arriva rien d'extraordinaire juſqu'au 3 Juillet, époque à laquelle un

Navigation malheureuſe de l'Amiral Byron.

1778. coup de vent du Nord extrêmement violent ſépara ſon Eſcadre. Le lendemain à huit heures du ſoir, la tempête s'étant calmée, on ne découvrit de l'Eſcadre que le Princeſſ-Royal, l'Invincible, le Culloden & le Guadeloupe. Le 6, ces deux derniers vaiſſeaux reçurent ordre d'aller à la découverte, l'un au Sud-Oueſt & l'autre au Nord-Eſt. Le Guadeloupe rejoignit dans l'après-midi, & fit voile de conſerve juſqu'au 21, qu'il ſe ſépara de nouveau avec l'Invincible, par un brouillard épais qui ſurprit l'Eſcadre ſur les bancs de Terre-Neuve. Le 5 Août, on retrouva le Culloden, perdu depuis un mois, & qui s'égara pour la ſeconde fois, dans la nuit du 11. Cependant le Princeſſ-Royal, demeuré ſeul, luttoit contre les vents pour gagner Sandy-Hook, lorſque le 18, ſur les cinq heures du matin, il apperçut ſous le vent douze vaiſſeaux à l'ancre, éloignés d'environ neuf ou dix milles. C'étoit l'Ecadre du Comte d'Eſtaing, qui détacha deux vaiſſeaux de ligne pour donner la chaſſe au Princeſſ-Royal;

Royal ; mais l'épaiſſeur des brouillards ne leur permit pas de l'atteindre, & ils reprirent le chemin de leur flotte. Cette rencontre fit changer de route à l'Amiral Byron ; comme l'Eſcadre ennemie lui coupoit celles de Rhode-Iſland & de Sandy-Hook, il dirigea ſa marche vers Hallifax, où le Culloden l'avoit devancé en fort mauvais état. Byron y fit réparer les deux vaiſſeaux, & s'étant remis en mer au commencement de Septembre, il ſe hâta d'exécuter ſa jonction avec l'Amiral Howe. 1778.

Cependant le Comte d'Eſtaing continuoit ſa ſtation à Boſton, où ſa préſence étoit d'autant plus néceſſaire, que la paix de cette Ville venoit d'être troublée par une eſpèce de révolte, dont la prudence du Vice-Amiral arrêta les progrès. Pluſieurs perſonnes avoient été bleſſées dans une émeute nocturne ; & comme on ignoroit les auteurs de ce déſordre qu'il falloit réprimer, le Conſeil de Maſſachuſet-Bay, enjoignit aux Officiers Civils de faire les recherches néceſſaires pour découvrir les coupables ; il

Tumulte à Bſtoon.

1778. promit une récompenſe de trois cents dollars à toute perſonne qui dénonceroit quelqu'un d'entr'eux. Cette proclamation du Conſeil, produiſit un heureux effet, & l'on apprit que le tumulte avoit commencé par les déſerteurs des équipages anglois, & par quelques ſoldats de l'Armée de Burgoyne. Dans la ſoirée du 13 Septembre, une troupe de bandits s'étoit jetée ſur les Boulangers françois, employés à l'approviſionnement de notre flotte, & en avoit tué pluſieurs à coups de maſſue. Des Officiers du Comte, avertis de ce qui ſe paſſoit, étoient accourus pour arrêter ce maſſacre; ils ne furent pas traités avec plus de ménagement que les autres. Le Comte d'Eſtaing, quoique très-offenſé de la violence exercée contre ſes gens, n'en mit pas moins de calme & de modération dans la pourſuite du délit; mais les Habitans de Boſton & les Officiers prépoſés au maintien de l'ordre dans cette Capitale, ſe montrèrent moins indulgens, & ſignalèrent en cette occaſion, par une ſévérité bien entendue, la reconnoiſſance qu'ils

devoient à leurs généreux protecteurs. Il n'est donc pas vrai, comme l'ont débité quelques Papiers infidèles, que ce tumulte eut son principe dans le mécontentement des Bostoniens, indignés contre le Vice-Amiral François, qui, en abandonnant Sullivan, avoit mis ce Général dans la nécessité de lever le siège de New-Port, & d'évacuer Rhode-Island. Les fêtes données à Boston, & l'accueil fait au Comte d'Estaing lors de sa rentrée dans le Port, démentent bien cette supposition extravagante. Les témoignages de la satisfaction publique avoient éclaté d'une manière si flatteuse pour le Général François, pendant son séjour dans cette Place, qu'avant d'appareiller une seconde fois, il crut devoir les reconnoître par une fête donnée à bord du *Languedoc*, où les Dames furent invitées, ainsi que tous les notables de la Ville. Rien de mieux entendu & de plus élégant que cette fête, dont le Général Washington eut les premiers honneurs. Le portrait de ce

1778.

Fête donnée à bord du Languedoc.

1778. brave défenſeur de l'Amérique, occupoit le centre de la chambre d'aſſemblée.

Priſe des Iſles Saint-Pierre & Miquelon.

L'Eſcadre françoiſe, alors complétement réparée, offroit dans la rade de Nantasket un ſpectacle auſſi noble qu'impoſant; elle attendoit le premier ſignal pour mettre à la voile, & le Comte d'Eſtaing ne tarda pas à le donner. L'intrépidité de ce Commandant ſouffroit d'autant plus de ſa longue inaction, qu'on venoit de lui annoncer la priſe des Iſles Saint-Pierre & Miquelon, & qu'il brûloit de venger ces pertes vraiment fâcheuſes, en ce qu'elles formoient l'entrée de tous les Bancs de Terre Neuve, & qu'elles mettoient les Anglois en poſſeſſion de la pêche excluſive de la morue. Une acquiſition ſi importante ne leur coûta pas un ſeul homme. Le Vice-Amiral Montagu avoit détaché, pour cette expédition, le Commodore Evans à bord du Romney; il avoit de plus ſous ſes ordres les frégates la Pallas, le Martin, la Surpriſe, & le ſloop le Bonaviſta, avec deux pièces de campagne, un parti d'ar-

tillerie, & deux cents hommes de Troupes de Marine, commandés par le Major Vemyſſ. Ces forces étoient plus que ſuffiſantes pour réduire les deux Iſles, où le Gouverneur, ſans défenſe, & ſans aucun avis de guerre, ſe repoſoit ſur la foi des traités, dont il ignoroit encore la rupture. A la première ſommation du Commodore, le Baron de l'Eſpérance ſe vit donc forcé, le 14 Septembre, d'accepter une Capitulation, dont les principaux articles furent que ſa petite garniſon ſortiroit avec tous les honneurs de la guerre; que les Officiers Civils & Militaires reſteroient dans leurs maiſons reſpectives, juſqu'à ce qu'il ſe préſentât une occaſion de les faire paſſer en France; qu'on emploieroit un nombre de tranſports ſuffiſant pour les tranquilliſer ſur le riſque de leur paſſage & de celui des autres Habitans; qu'en attendant on veilleroit à ce qu'ils n'éprouvaſſent aucun mauvais traitement, & à ce qu'ils fuſſent protégés dans leur Religion. En conſidération de ces articles favorables aux Colons, le Baron de

1778.

Capitulation.

1778. l'Espérance s'engageoit sur son honneur à donner un état fidèle du nombre de ces Habitans, qui se montoit à deux ou trois mille, & dont la moitié s'embarqua pour la France avant le départ du Commodore. Trois Otages considérables répondoient de l'exactitude de cet état, & de celui des pièces d'artillerie, des munitions & approvisionnemens militaires, des navires, barques & marchandises qui se trouvèrent dans ces Isles lors de la Capitulation.

Byron essuye un nouveau coup de vent.

Si, dans cette partie de l'Amérique, la fortune se montroit favorable au Vice-Amiral Montagu, elle ne se relâchoit point de ses rigueurs contre le malheureux Byron (1), qui, toujours le jouet des

(1) Il est peu d'Officiers de mer qui aient eu plus à souffrir des caprices de cet élément, que l'Amiral Byron. A peine entré dans la carrière, & dès son premier voyage à bord du *Wager*, vaisseau de vingt canons, faisant partie de l'Escadre de l'Amiral *Anson*, il fut jeté dans une Isle déserte, où il resta long-tems avec quelques hommes de son équipage; il eut à

tempêtes, venoit d'essuyer un nouveau coup de vent bien funeste aux trois vaisseaux de guerre le Somerset, le Cornwal & le Bedford; les deux premiers avoient fait naufrage, & le troisième perdit tous ses mâts. Byron s'étoit donc vu forcé de renoncer à la poursuite du Comte d'Estaing, dont l'Escadre venoit d'appareiller dans le meilleur état. Tandis qu'il voguoit à pleines voiles vers les Indes occidentales, où sa présence devoit hâter les progrès & les rendre plus décisifs, l'Amiral anglois rassembloit les débris de son Escadre à Rhode-Island, & employoit à la réparer un tems précieux, que le Vice-Amiral consacroit à des exploits non moins utiles qu'honorables. Il étoit parti de Boston avec des vivres pour quatre mois, & l'on présumoit qu'il devoit toucher à Saint-Domingue & à la Martinique, où l'on tenoit préparés les raffraîchissemens, dont

1778.

soutenir dans cette situation toutes les horreurs d'une disette absolue, & ne s'en tira que pour éprouver successivement de nouveaux périls & de nouveaux désastres.

1778. sa flotte pourroit avoir besoin. Ses dispositions ultérieures étoient encore un mystère ; on disoit vaguement qu'il avoit des vues sur les Indes occidentales, & les Anglois dirigeoient en conséquence leurs forces de ce côté-là. Le Commodore Hotham & le Général Grant firent voile de Sandy-Hook le 2 Novembre, dans l'intention de le devancer ; & pour ne point laisser prendre à l'Ennemi cet avantage, le Comte d'Estaing ne s'occupa point dans sa traversée de s'emparer du Culloden, vaisseau de ligne. Quatre-vingt voiles sorties de New-York, avoient pris, disoit-on, le chemin de ces parages, mais on varioit sur la destination des huit mille hommes à la tête desquels le Général Clinton devoit tenter une entreprise décisive. Dans les nouvelles spéculations, Boston n'étoit plus l'objet de cette expédition, projetée désormais contre les Indes occidentales. Elles parurent fixer, à cette époque, l'attention du Gouvernement Britannique, dans l'ancien & dans le nouveau continent ; toutes les mesures que peut suggérer la

Toutes les mesures de l'Angleterre semblent dirigées vers le Comte d'Estaing.

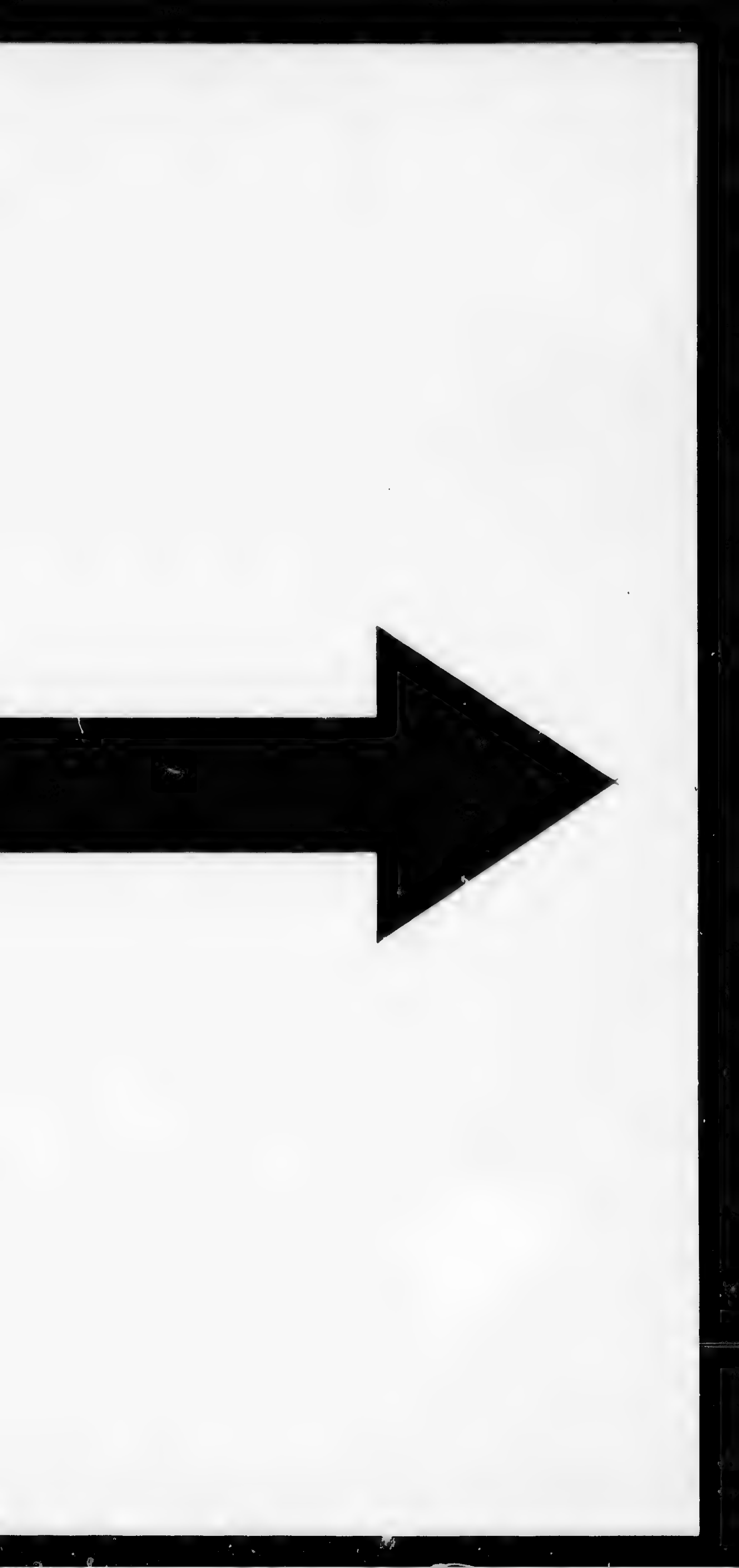
1778.

prudence ou la terreur, sembloient se diriger vers le redoutable Comte d'Estaing. Outre les forces déjà mises en mouvement contre lui en Amérique, on s'épuisoit en Europe pour lui susciter des obstacles invincibles. Le 9 Décembre, le Commodore Rowley reçut à Ports-Mouth l'ordre d'appareiller en toute diligence pour les mêmes Indes, avec huit vaisseaux de ligne, deux frégates, & plusieurs galiotes à bombes. Deux autres Escadres devoient mettre en mer incessamment, & réunies à celles du Commodore, protéger les trois cents navires marchands destinés pour les Isles. L'Amiral Shuldam alloit commander en chef ce formidable armement, où l'on comptoit jusqu'à dix-sept vaisseaux de ligne.

Constance des Américains. Inflexibilité déplacée des Anglois.

Ces efforts surnaturels & presque désespérés, supposoient que l'Angleterre ne se dissimuloit plus la difficulté de faire tête aux deux Puissances liguées contre sa domination en Amérique. En prenant part à cette guerre, la France avoit mis un poids énorme dans la ba-





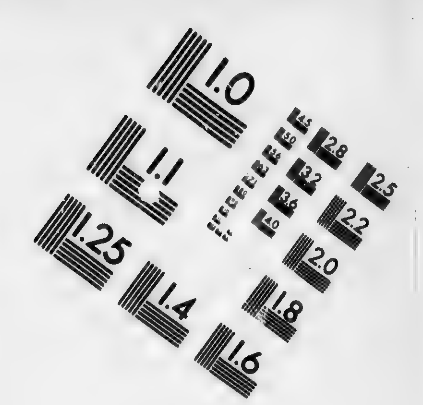
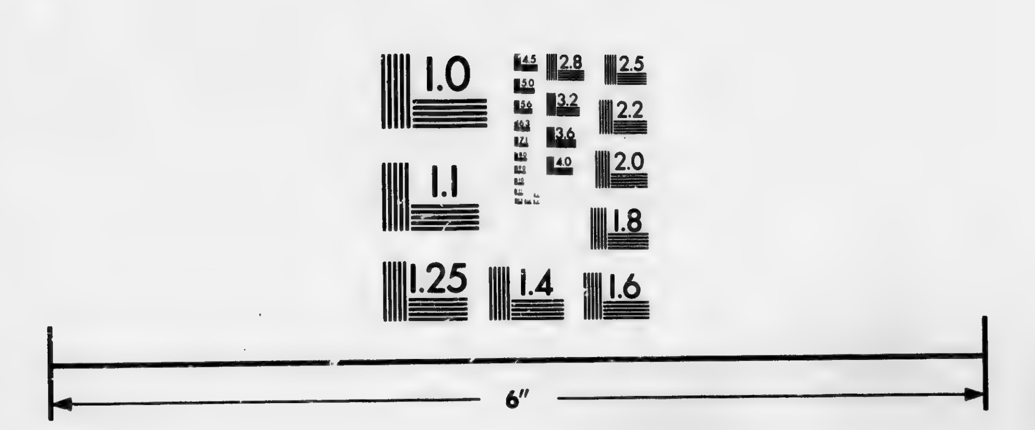
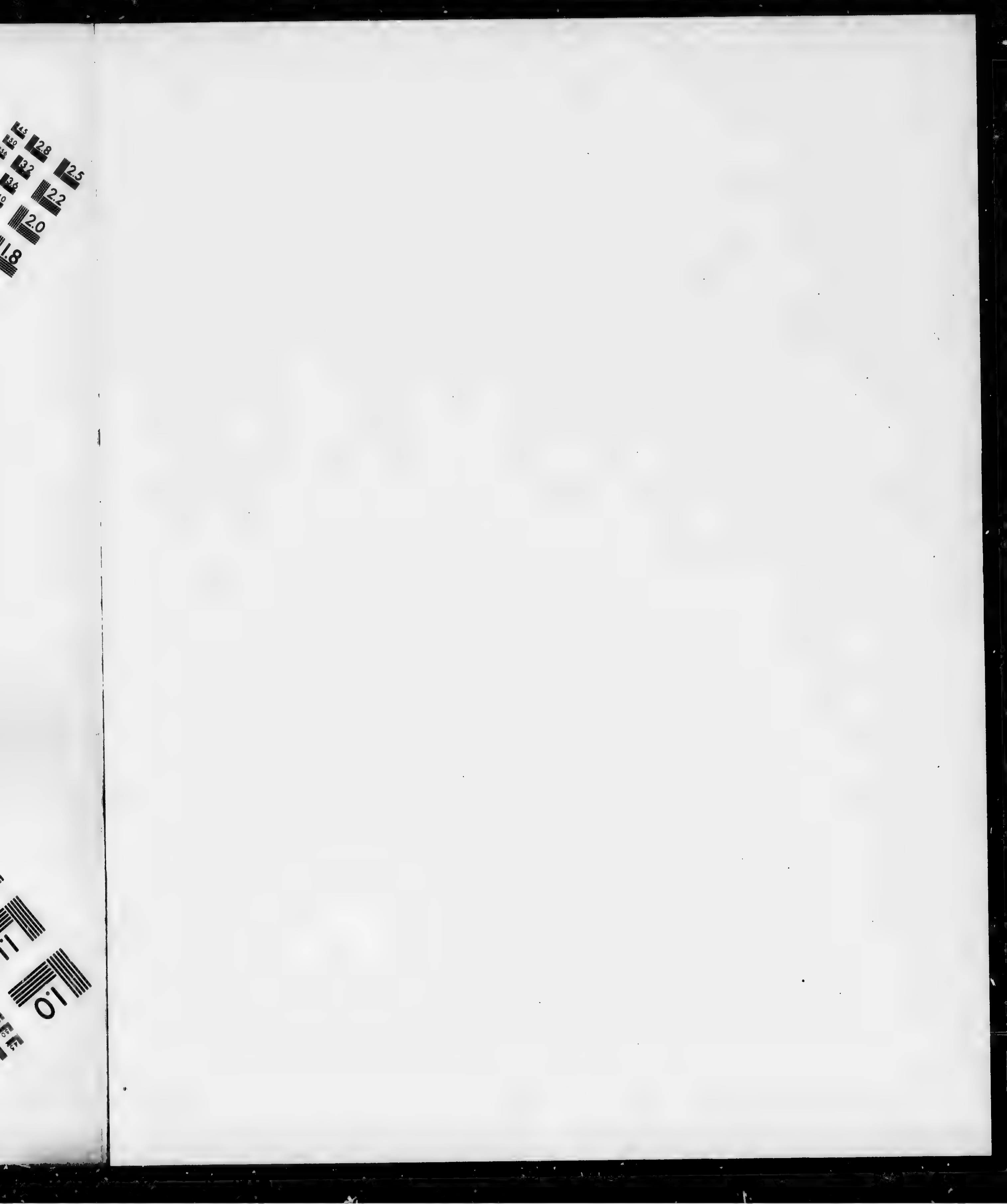


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)





1778. lance. Les Américains jouiſſoient de cette influence, en devenoient plus conſtans dans la réſolution de conſommer l'ouvrage de leur liberté; les Anglois ſe montroient plus fiers que jamais, plus courageux, plus grands peut-être; mais point auſſi modérés, auſſi prévoyans, auſſi flexibles que ſembloit l'exiger leur poſition critique. Sous prétexte que ç'eût été reconnoître la ſouveraineté des Etats-Unis, la Cour de Londres s'obſtinoit à ne point ratifier la convention de Saratoga, en des termes convenables aux Repréſentans de ces Etats; & le Congrès de ſon côté, exigeoit cette ſatisfaction comme un préalable, ſans lequel il ne pouvoit conſentir à l'affranchiſſement de l'Armée de Burgoyne; il rejetoit toute ratification propoſée en conſéquence de pouvoirs qui, par la manière de les interpréter, étoient de nature à ſoumettre les conventions faites ſur ce point à l'approbation ou à l'improbation du Parlement d'Angleterre. Le Général Clinton avoit ſollicité vingt fois, & toujours

infructueusement, le renvoi des Troupes prisonnières; il se plaignit enfin d'une prétendue contravention, en des termes peu mesurés, dont la hauteur contrastoit avec son caractère de suppliant. Dans une Lettre adressée au Président du Congrès, il reprocha impérieusement à cette Assemblée la négligence avec laquelle on avoit accueilli jusqu'alors les requisitions déjà faites à ce sujet; il osa s'oublier jusqu'à des menaces ridicules, à force d'être déplacées; il finissoit sa Lettre en disant: « Je remplis mon » devoir, non-seulement envers le » Roi aux ordres duquel j'obéis, » mais aussi envers le peuple mal» heureux, dont les affaires vous » sont confiées, & qui, je l'espère, » aura assez de droiture pour ne pas » m'imputer les conséquences qui » doivent résulter du nouveau sys» tême de guerre qu'il vous plaît » d'introduire ».

1778.

Les plaintes de Clinton dégénèrent en menaces.

Le Secrétaire, Charles Thomson, chargé de répondre au Général anglois, lui fit sentir en ces termes énergiques, qu'il convenoit d'écrire sur un autre ton aux Représentans

Réponse fière du Secrétaire Thomson.

1778. d'une République, dont la souveraineté n'étoit plus contestée que par l'Angleterre.

« Monsieur, votre Lettre du 19 » Septembre a été mise sous les » yeux de l'Assemblée, & je suis » chargé de vous informer que le » Congrès des Etats-Unis de l'Amé- » rique ne fait point de réponse à » des Lettres insolentes ».

La politique des Ministres anglois se montra encore plus mal-adroite & non moins inconséquente dans le manifeste injurieux & menaçant que leurs Commissaires en Amérique publièrent à la même époque. Comme cette proclamation, ainsi que la réponse des Etats-Unis seront des titres souvent allégués de part & d'autre, pour motiver & justifier la prolongation des hostilités, on croit devoir soumettre au jugement du Lecteur, ces pièces essentielles au procès, dont cette Histoire présente l'instruction. Tel fut en substance le manifeste des Commissaires.

Manifeste des Commissaires anglois en Amérique.

« Ayant amplement & à diver- » ses reprises informé le Congrès » & les Habitans de l'Amérique

» ſeptentrionale en général, des » ouvertures de la Grande-Bretagne, tendantes à ſe réconcilier » avec les Colonies, nous ne croyons » pas qu'il ſoit de la dignité de » notre caractère, de perſiſter à » renouveller des offres qui nous » ſembloient faites pour être ac- » ceptées avec ingratitude. En con- » ſéquence, à l'exception du Com- » mandant en chef, que des ſer- » vices militaires retiendront en » Amérique, nous nous ſommes » déterminés à repaſſer en Angle- » terre, peu de ſemaines après la » date de ce Manifeſte & de cette » Proclamation. Cependant, avant » de faire ce pas déciſif, une juſte » ſollicitude pour les grands objets » de notre miſſion, nous engage » à nous expliquer avec plus d'é- » tendue ſur quelques articles qui » pourroient n'avoir pas été ſuffi- » ſamment ſaiſis; à récapituler à » nos concitoyens le nombre & la » nature des biens qu'il eſt en notre » pouvoir de répandre ſur eux, à » mettre ſous leurs yeux la chaîne » des maux auxquels ils s'expoſent » aujourd'hui avec un aveuglement

1778.

» égal à leur obſtination, nous dé-
1778. » clarons donc, pour la dernière
» fois, aux Membres du Congrès,
» que nous ſommes prêts à con-
» courir dans tous les arrangemens
» juſtes & ſatisfaiſans, qui peuvent
» leur aſſurer, & à ceux qui les
» ont reſpectivement conſtitués, le
» rétabliſſement de la paix, une
» exemption de toute eſpèce de
» taxe de la part du Parlement de
» la Grande-Bretagne, & la jouiſ-
» ſance irrévocable de tous les pri-
» viléges compatibles avec l'union
» d'intérêts & de forces, dont dé-
» pendent notre proſpérité & notre
» sûreté mutuelles, notre Religion
» & notre liberté communes. Nous
» poſons encore en fait, que les
» Membres du Congrès n'étoient
» point autoriſés par leur conſtitu-
» tion à rejeter nos offres, avant
» que les diverſes aſſemblées &
» conventions du Peuple qui les
» conſtitue, les euſſent priſes en
» conſidération, & en euſſent ap-
» prouvé le refus; que de même,
» ils n'étoient point autoriſés à nous
» renvoyer à de prétendus traités
» faits avec l'étranger, qu'ils ſavent

» d'une part avoit été illusoirement » concertés, & de l'autre, n'avoir » pas été ratifiés par le Peuple de » ce Continent. Nous rappellons » encore une fois aux Membres » du Congrès qu'ils sont respon- » sables envers leurs Concitoyens, » envers le monde entier, envers » Dieu, de la continuation de cette » guerre & de toutes les calamités » qui en sont inséparables. 1778.

» Maintenant, c'est aux assemblées » générales, aux conventions des » diverses Colonies, Plantations & » Provinces ci-dessus mentionnées, » que nous faisons séparément les » offres par nous transmises au Con- » grès; nous les pressons, nous les » sommons par les présentes de s'as- » sembler aux fins de considérer si » tout ce qu'il y a de motifs poli- » tiques & moraux, ne leur fait » pas une loi de saisir l'occasion » de cimenter une réconciliation » libre & permanente, avec la » Grande-Bretagne. Notre inten- » tion n'a jamais été de remplir les » objets de notre Commission, en » fomentant les divisions populaires, » ou les cabales de partis; mais

» notre devoir eſt d'encourager tout
1778. » Particulier, ou tout Corps poli-
» tique à reconnoître l'autorité de
» notre Souverain, à rendre leur
» affection à nos Concitoyens. Nous
» nous adreſſons à tous les Habi-
» tans libres de cet Empire jadis
» fortuné. Ceux qui portent les
» armes dans cette guerre, doivent
» ſe ſouvenir que les griefs réels
» ou ſuppoſés qui les ont entraînés
» dans la rébellion, viennent d'être
» ſupprimés pour toujours; qu'on
» leur offre l'occaſion de rentrer
» dans la claſſe des Citoyens pai-
» ſibles, ou s'ils aſpirent aux hon-
» neurs militaires, celle d'acquérir
» de la gloire ſous les drapeaux
» de leur Souverain légitime, en
» combattant pour l'Empire Bri-
» tannique réuni contre l'Ennemi
» commun & naturel qui s'eſt ré-
» cemment armé contre nous. Ceux
» qui, par état, exercent les fonc-
» tions de la Religion, ne peu-
» vent ignorer que la Puiſſance
» étrangère avec laquelle le Con-
» grès s'efforce de les unir, fut
» toujours ennemie de la tolérance,
» toujours oppoſée aux intérêts &

» à la liberté des lieux consacrés
» au culte divin, dont ils sont les 1778.
» Ministres ; qu'au contraire, la
» Grande-Bretagne, par les prin-
» cipes de sa Constitution & du
» Protestantisme, doit être dans
» tous les tems la meilleure con-
» servatrice de la liberté religieuse,
» la Puissance la plus disposée à la
» protéger & à l'étendre. Quant à
» ceux qui savent apprécier les bé-
» nédictions de la paix & son in-
» fluence sur l'Agriculture, les Arts
» & le Commerce, qui sont animés
» d'une juste sollicitude pour l'édu-
» cation & l'établissement de leurs
» enfans, ou qui savent attacher
» une juste valeur à la sécurité do-
» mestique ; nous pensons qu'il suffit
» de leur observer que leurs Chefs
» continuent de les envelopper
» dans toutes les calamités de la
» guerre, sans avoir d'objet qui la
» justifie, sans qu'il subsiste un seul
» grief qui ne puisse être supprimé
» dans un instant. Au surplus, s'il
» existe quelques personnes qui,
» dépouillées de ressentimens mal
» fondés, & dégagées de l'influence

» de tout intérêt perſonnel, pen-
1778. » ſent effectivement qu'il eſt avan-
» tageux aux Colonies d'être ſépa-
» rées de la Grande-Bretagne,
» qu'après cette ſéparation elles
» jouiront d'une Conſtitution plus
» douce, plus libre, plus propre
» à aſſurer leur proſpérité, que celle
» dont elles jouiſſoient ci-devant;
» nous ne devons point entrer avec
» ces perſonnes dans la diſcuſſion
» d'une propoſition qui paroît être
» ſuffiſamment contredite par l'ex-
» périence qu'elles ont faite; mais
» nous croyons qu'il eſt bon de les
» prévenir que cette propoſition,
» ſoutenue avec opiniâtreté, doit
» *aggraver* la nature de cette guerre,
» & la manière de la conduire à
» l'avenir, ſur-tout lorſque la pré-
» tendue alliance contractée avec
» la Cour de France, eſt ajoutée à
» cette propoſition.

» La politique ainſi que la bien-
» veillance de la Grande-Bretagne
» l'ont empêchée juſqu'ici de porter
» la guerre à des extrémités qui
» euſſent réduit à la détreſſe un
» peuple que nous conſidérions tou-

» jours comme faisant partie de notre » Empire, & de désoler un pays qui 1778.
» pouvoit encore nous ouvrir une » source d'avantages mutuels; mais, » lorsque ce pays manifeste la réso- » lution ouvertement dénaturée, » non-seulement de se séparer de » nous, mais de se donner lui & ses » ressources, en forme d'hypothèque » à nos Ennemis, alors la contesta- » tion change absolument de nature, » & il ne s'agit plus pour la Grande- » Bretagne que de savoir jusqu'à » quel point, en employant tous » les moyens qui sont à son usage, » elle pourra détruire ou rendre » inutile une connexion formée » pour sa ruine, & pour l'agran- » dissement de la France. En de » pareilles circonstances, il est na- » turel que les loix de sa *préser- » vation* dirigent la conduite de la » Grande-Bretagne, & si les Co- » lonies britanniques doivent agran- » dir l'Empire de la France, ces » mêmes loix indiquent à l'Angle- » terre qu'elle doit rendre ces objets » d'agrandissement, les moins utiles » qu'il sera possible à son En- » nemi. Si malgré ces raisonne-

» mens, quelqu'un se persuade
1778. » qu'elle finira par reconnoître l'In-
» dépendance de l'Amérique, nous
» déclarons, sans réserve, que nous
» n'avons point & que nous n'at-
» tendons point de pouvoirs à cet
» effet; que si la Grande-Bretagne
» s'étoit abaissée à une pareille me-
» sure, nous ne serions point les
» organes d'une concession, qui
» nous paroîtroit funeste aux Colo-
» nies, & honteuse pour l'Angle-
» terre. C'est dans cet esprit &
» cette façon de penser que nous
» avons constamment dressé toutes
» nos dépêches.

» Il conviendroit maintenant que
» les Colonies se ressouvinssent de
» l'appel qu'elles firent à Dieu au
» commencement de la contesta-
» tion, en prenant le Ciel à té-
» moin, qu'elles n'avoient recours
» aux armes, que pour obtenir
» justice sur leurs plaintes & griefs;
» que leur vœu ainsi que leur in-
» térêt étoient de rester toujours
» unies avec la Grande-Bretagne.
» Nous persistons à soutenir que
» nos offres ne laissent rien à dési-
» rer à cet égard, soit d'une liberté

» immédiate, soit d'une sécurité
» permanente. Si l'on rejete actuellement ces offres, nous cessons d'exercer la Commission, dont nous fûmes honorés; la Grande-Bretagne n'est plus tenue à donner de pareilles marques de sa libéralité; la justice & la politique ne permettent plus de les attendre. 1778.

» Enfin, pour manifester plus amplement encore nos dispositions particulieres, & les vues gracieuses de la Commission, en vertu de laquelle nous agissons, nous accordons & proclamons pardon pour toutes & toutes espèces de trahisons, ou complicité de trahison, commises par quelques personnes que ce puisse être, habitant des Colonies, Plantations & Provinces de New-Hampshire, Massachusett's-Bay, Rhode-Island, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pensylvanie, les trois bas Comtés sur la *Délaware*, Marylande, Virginie, Caroline septentrionale, Caroline méridionale, & Géorgie, pourvu que lesdites person-

1778. » nes se conduisent à l'avenir comme » de bons & fidèles Sujets de Sa » Majesté. Nous croyons convenable de déclarer que rien de ce » qui est contenu dans les présentes, ne pourra signifier qu'on » doive mettre en liberté les personnes, actuellement emprisonnées » ou qui le seront pendant la durée » de cette rébellion.

» Nous offrons aux Colonies, » en général ou séparément, une » paix générale ou séparée; de » faire revivre leurs anciens gouvernemens, à l'abri de toute infraction, & pour jamais exempts » de toutes impositions de la part » de la Grande-Bretagne. A l'égard » des autres réglemens civils, militaires ou de commerce, qu'elles » desireroient de voir établir, nous » promettons d'y concourir, & d'y » donner toute l'assistance que nous » avons pouvoir & autorité de » donner en vertu de la Commission » de Sa Majesté.

» Nous déclarons que ce Manifeste & cette proclamation continueront & seront en force pendant quarante jours, c'est-à-dire,

» à dater du 3 Octobre jusqu'au 11 » Novembre, l'un & l'autre jours » y compris....... 1778.

» Nous exhortons instamment » toutes les personnes qui, en vertu » des présentes, reçoivent le pardon » du Roi, à tirer sagement parti » de la situation dans laquelle elles » se trouvent placées par l'effet de » ce Manifeste & de cette pro» clamation, & non-seulement » à se rappeller que leur persévé» rance dans la rébellion actuelle, » ou leur adhérence à la connexion » traîtresse qu'on tente de former » avec une Puissance étrangère, » après l'expiration du terme fixé » pour le pardon, seront regardées » comme des crimes de la plus » grave nature; mais encore, à faire » à l'envi les uns des autres, les ef» forts de l'empressement & de la » cordialité, pour assurer leur paix » personnelle, & contribuer à la » prospérité de leurs Concitoyens, » ainsi qu'au bien général de l'Em» pire.

» Conformément à l'esprit de la » Commission de Sa Majesté, nous » requérons par les présentes, tous

1778. » les Officiers civils & militaires » » ainſi que tous les autres Sujets » affectionnés de Sa Majeſté, quels » qu'ils ſoient, de nous aider & » aſſiſter dans l'exécution de ce » Manifeſte, & de tous les objets y » contenus ».

Donné à New-York le 3 Octobre 1778.

Signé, CARLISLE. H. CLINTON. W. EDEN.

Effets de cette proclamation.

Le premier effet de cette proclamation fut de conſolider les réſolutions du Congrès, & de fermer toutes les voies à la réconciliation. Pour arrêter ou prévenir les ſuites d'une invitation inſidieuſe, le Sénat Américain fit renouveller d'abord l'acte du 22 Avril, en vertu duquel tout Sujet de la nouvelle République, convaincu d'avoir traité ſéparément avec les Commiſſaires prétendus conciliateurs, étoit déclaré ennemi de la Patrie; & comme leur Manifeſte parut renfermer la menace de brûler & de ravager les Villes & Cités dépendantes des Etats-Unis, il fut recommandé aux Habitans de ces Etats, qui réſidoient en des lieux expoſés

exposés aux insultes de l'ennemi, de construire des cabanes à la distance de trente milles de leur domicile actuel, d'y faire passer leurs femmes, leurs enfans & les vieillards, hors d'état de porter les armes, & de s'y transporter eux-mêmes en cas de besoin, avec leurs meubles & leurs bestiaux. Il fut en outre déclaré, qu'au moment où l'ennemi mettroit le feu à une Ville & y porteroit la destruction, le bon peuple Américain seroit autorisé à ravager, incendier & détruire les possessions des Torys, ennemis de la liberté & de l'indépendance de l'Amérique, & de s'assurer de leur personne, sans toutefois exercer contr'eux ou contre leurs familles, aucun acte de cruauté inutile. Le Congrès jaloux de justifier aux yeux de l'Univers, la rigueur de ces résolutions provoquées par les menaces indiscrettes de la Commission Britannique, crut devoir opposer ce Manifeste à celui des Commissaires.

1778.

Manifeste du Congrès.

« Entraînés à des actes d'hostilité » par les mesures oppressives de la » Grande-Bretagne ; réduits à

1778. » la néceſſité de ſoumettre les » droits de l'homme à la déciſion » des armes ; forcés, en un mot, » de ſecouer le joug d'une domination tyrannique, les Etats-Unis ſe » ſont déclarés libres & indépendans. Pleins de confiance dans » la juſtice de leurs droits & dans » celui qui diſpoſe des évènemens » humains, ils ont, quoique foibles & dénués de reſſources, défié la puiſſance de leurs ennemis » & ſoutenu les évènemens divers » de trois campagnes meurtrieres, » ſans que la barbarie angloiſe ait » pu ni les intimider ni les ſoumettre. Les vertueux Citoyens » de ces Etats n'ont point murmuré de la privation de pluſieurs » choſes qui rendent la vie précieuſe ; leurs braves ſoldats ont » ſupporté patiemment & même » bravé les fatigues de leur ſituation périlleuſe. Le Congrès ſe » croyant dans l'obligation d'aimer » ſes ennemis, comme enfans de » cet Être qui eſt le Pere commun » de tous les hommes, & voulant » du moins alléger les calamités » d'une guerre qu'il ne pouvoit

» prévenir, s'est fait une étude de » ménager le sang des Anglois » armés contre lui, & de rendre » légeres les chaînes de leur cap- » tivité. A peu d'exceptions près, » la conduite de ceux qui servent » sous le Roi de la Grande-Bre- » tagne, a été diamétralement op- » posée; ils ont ravagé les campa- » gnes, brûlé les Villages sans dé- » fense, massacré les Citoyens de » l'Amérique; leurs prisons & leurs » vaisseaux ont été les boucheries » des soldats & des matelots du » Congrès; ils ont aggravé les » traitemens les plus barbares par » des insultes & des outrages. » Trompés dans l'attente vaine de » subjuguer l'esprit indomptable » de la liberté, ils ont lâchement » assailli les Représentans de la » République, en usant avec eux » de toutes les ruses de la corrup- » tion & de l'adulation servile; ils se » sont fait un jeu de l'humanité, en » détruisant des humains en pure » perte; ils se sont fait un jeu de la » Religion, en attestant le Dieu, » dont ils violoient les comman- » demens les plus sacrés; ils se sont

1778.

1778.
» fait un jeu de la raiſon même, en » s'efforçant de prouver que la li- » berté & le bonheur de l'Amé- » rique pouvoient être confiés sû- » rement à ceux qui, également » ſourds à la voix de l'honneur & » de la honte, ont vendu leur » bonheur & leur liberté ! Traités » par nous avec le mépris que mé- » ritoit une pareille conduite, ils » ſe ſont adreſſés aux particuliers ; » ils les ont ſollicités à briſer les » liens de l'allégeance, à ſouiller » leur ame des crimes les plus » atroces ; & craignant de ne pou- » voir trouver dans ces Etats-Unis » des hommes auſſi noirs que le » ſont leurs deſſeins, pour exercer » du moins ſur les eſprits foibles » l'influence de la terreur, ils ont » menacé de donner encore plus » d'étendue à la dévaſtation. Tant » qu'il eſt reſté une ombre d'eſpoir » que notre exemple apprendroit » à nos ennemis à reſpecter des » loix faites pour l'être de toutes » les Nations civiliſées, qu'ils ſe » rendroient à la voix de la reli- » gion qu'ils prétendent nous être » commune ; nous les avons laiſſés

» à l'influence de cette religion & » de cet exemple ; mais, puiſque » les ménagemens de la compaſſion » ne peuvent rien ſur leurs diſ- » poſitions incorrigibles, il eſt enfin » de notre devoir de recourir à » d'autres moyens pour venger les » droits de l'humanité. 1778.

» En conſéquence, nous, le Con- » grès des Etats-Unis de l'Améri- » que, déclarons ſolemnellement & » proclamons que : Si nos ennemis » oſent mettre leurs menaces à exé- » cution, ſi même ils perſiſtent dans » la carriere de cruauté qu'ils par- » courent actuellement, nous en » tirerons une vengeance ſi exem- » plaire, qu'elle effrayera quiconque » ſeroit tenté de les imiter. Nous » prenons à témoin de la droiture » de nos intentions, le Dieu qui » fouille dans le cœur des hommes, » & nous déclarons en ſa ſainte pré- » ſence, que n'étant point mus par » les ſuggeſtions précipitées de la » colere ou de la vengeance, quelque » révolution qui puiſſe ſurvenir dans » notre ſort, on nous verra conſ- » tamment adhérer à cette réſo- » lution ».

1778. Fait en Congrès, d'un consentement unanime, le 30 Octobre 1778.

(*Attesté*) CHARLES TOMPSON, Secrétaire.

Les Commissaires s'embarquent pour l'Angleterre.

Les dispositions du Congrès étoient énoncées trop clairement dans cette pièce, pour qu'il restât aux Commissaires Anglois le moindre espoir de réussir dans leurs négociations. Bien convaincus de l'inutilité des nouvelles tentatives pour rétablir la paix ou plutôt la domination de la Grande-Bretagne en Amérique, le Comte de Carlisle & William Eden, son collegue, se disposèrent à quitter New-York, & le 27 Novembre, ils s'embarquèrent sur le *Roebuck*, avec le Comte de Cornwallis, le Général Grey, & d'autres Officiers chargés de seconder, par la terreur des armes, les efforts des Négociateurs pacifiques.

Opinions contradictoires sur les affaires de l'Amérique.

Le retour des Commissaires à Londres, y donna lieu à des réflexions contradictoires suggérées par les fauteurs du Gouvernement & par ceux de l'opposition. Suivant les premiers, tout

annonçoit une révolution favorable & prochaine dans les Colonies révoltées ; si l'on en croyoit les autres, tout étoit désespéré, l'union du Congrès se resserroit de plus en plus, les Américains s'affermissoient chaque jour dans la résolution de consommer l'ouvrage de leur indépendance ; les armées provinciales, & particulièrement celle de Washington, étoient nombreuses, bien disciplinées, bien vêtues, pétillantes d'ardeur. Ces derniers rapports confirmoient ce qu'on savoit déjà ; & tout ce qu'on débita de nouveau, se réduisit à ce détail d'abord accrédité dans les deux partis, qu'il y avoit eu une révolte dans la Caroline méridionale, que les Troupes détachées sous les ordres du Colonel Campbell, pour aller seconder les mécontens de cette Province, s'étoient vues forcées par un coup de vent de relâcher à New-York, & que les vaisseaux Anglois avoient tellement souffert de la tempête, qu'il leur étoit impossible de continuer la traversée, & de poursuivre l'expédition. Les dernieres nouvelles 1778.

1778. n'étoient donc point faites pour arrêter les murmures du parti anti-ministériel, qui, depuis le 26 Novembre, époque de la rentrée des Chambres, ne cessoit d'invectiver contre les opérations du Gouvernement, tant en Europe qu'en Amérique. Le Manifeste des Commissaires conciliateurs avoit été dans la première séance de la Chambre des Pairs, le texte fécond de plusieurs débats où les mécontens n'avoient pas toujours respecté les loix de la modération & de la décence. Comme ces débats présentent des faits que l'Histoire ne doit pas négliger, il nous paroît convenable d'en extraire ici la substance.

Débats à la Chambre des Pairs, au sujet du manifeste des Commissaires.

Le Marquis de Rockingham fut le premier des Membres qui se chargea d'exprimer le déplaisir de la Chambre, au sujet de cette proclamation; il demanda que Sa Majesté fût suppliée dans une humble adresse, de vouloir bien désavouer publiquement la partie de ce Manifeste, qui contient une déclaration contraire aux droits de l'humanité, qui renverse les principes établis

Le Marquis de Rockingham improuve le Manifeste.

chez tous les Peuples chrétiens & civilisés, qui tend à l'avilissement des courages, & à l'anéantissement de la discipline; qui expose les Sujets fidèles de Sa Majesté, dans toute l'étendue de ses Etats, à des représailles cruelles & ruineuses. Pour imprimer à cette motion un caractère plus imposant, le Marquis de Rockingham crut devoir l'appuyer d'un long discours, où relevant quelques expressions attroces du Manifeste, il osa le comparer à l'ordre barbare & sanguinaire, de massacrer les innocens. Il prétendit que la raison spécieuse alléguée par les Commissaires, celle de la conversation personnelle, étoit moins fondée de leur part que de celle d'Hérode. Ce Prince étoit l'allié des Romains, il savoit que la puissance temporelle de ce Peuple, devoit cesser dans la Judée, au moment où le Messie paroîtroit; or, comme Hérode ne régnoit que sous la protection des Romains, comme il devoit cesser d'être Roi à l'instant où le Messie verroit le jour, il ordonna le massacre de

1778.

1778. tout enfant mâle existant dans l'étendue de ses Etats ; mais Hérode n'étoit pas Chrétien...... « J'ai » donc pour moi, ajouta l'Orateur, » la Religion & l'humanité ; que » n'aurois-je point à dire au nom » de la Politique !.... Si par cette » nouvelle méthode de faire la » guerre, on ne craint pas de se » couvrir d'attrocités & d'opprobres, d'être un objet d'exécration » pour l'univers entier, du moins » faudroit-il craindre les représailles. La partie septentrionale du » Royaume, l'Ecosse entière sans » défense, est à la merci de nos » ennemis ; l'Irlande est également » exposée. Le danger qui menace » nos possessions dans les Indes » occidentales est plus effrayant » encore ; c'est-là qu'on peut nous » porter des coups décisifs & irréparables. A l'exception de la Jamaïque, dont la ressource, en » cas d'attaque, seroit d'offrir à ses » Habitans une retraite dans les » défilés des montagnes bleues, » toutes nos autres Isles sont hors » d'état de faire tête aux premiers » assauts de l'ennemi, d'oppose

» une foible résistance à ses moin- 1778.
» dres tentatives. Et c'est en de
» pareilles circonstances qu'on ose
» publier un Manifeste, dont l'effet
» nécessaire est de précipiter l'ins-
» tant de notre ruine ! Manifeste
» infâme, insidieux, plein de fourbe,
» de perfidie, de cruauté, où l'on
» ne sait ce qui l'emporte de la
» foiblesse ou de la noirceur ! Ma-
» nifeste qui offre de la protection
» au moment où l'on retire toute
» protection ; qui invite à la sou-
» mission, sans donner la moindre
» sûreté à ceux qui se soumettent ;
» qui tend un piége aux Sujets
» fidèles, & qui détruit tout espoir
» de ramener les Sujets révoltés.
» Les moyens de conciliation nous
» sont désormais interdits, ceux de
» la force sont encore moins à
» notre usage, & pour s'en con-
» vaincre, il suffit de considérer
» la situation de notre armée en
» Amérique. Loin de la fortifier en
» faisant passer à Sir Henri Clinton
» les renforts considérables qu'il
» demandoit, on s'est vu dans la
» nécessité de l'affoiblir encore en
» lui retirant cinq mille hommes

1778.

» pour la défenſe de nos Iſles des
» Indes occidentales, deux mille
» pour Hallifax, & quatre mille
» pour l'expédition à laquelle les
» mécontens de la Caroline méri-
» dionale nous ont invités. Que
» peut entreprendre une armée
» réduite à ce dégré d'affoibliſſe-
» ment ? & que doit-on attendre
» d'un tel Manifeſte publié dans
» ces circonſtances d'épuiſement &
» d'abandon ? »

Le Comte de Suffolk le juſtifie.

Le Comte de Suffolk ſe mit en devoir d'interpréter & de juſtifier l'acte contre lequel le Marquis de Rockingham venoit d'exercer ſon éloquence. Le réſumé de ſon diſcours fut que l'objet de la proclamation dénoncée étoit de mettre ſous les yeux des Américains, les conſéquences naturelles d'une révolte opiniâtre, les fléaux inſéparables de la guerre, & toutes les violences qu'autoriſe en pareil cas le droit des gens, & qu'entraîne néceſſairement une rupture entre les Nations les mieux civiliſées. Il préſenta enſuite un tableau bien alarmant de la poſition de l'Angleterre, comparée à celle de la

France, & d'où il résultoit que le système politique de cette Monarchie, n'étoit plus le même, qu'elle ambitionnoit à son tour, la souveraineté des mers, que son alliance avec l'Amérique septentrionale pouvoit l'élever sur les ruines de la Grande-Bretagne, que cette circonstance, jointe à celle de la révolte des treize Provinces, formoit une époque nouvelle, dont ses annales ne fournissoient point d'exemple; que dans les principes de la saine Politique, dans ceux de la conservation personnelle, elle ne devoit rien négliger pour rendre l'influence de l'Amérique sur les évènemens de la guerre actuelle, aussi peu considérable que les loix établies pouvoient l'autoriser; que l'Angleterre combattoit pour la conservation de son existence, & qu'il n'y avoit pour elle, de salut & d'espoir que dans la vigueur & l'unanimité. Il conclut, en disant que la motion du noble Marquis devoit être rejettée, & les suffrages de la Chambre se réunir en faveur du nouveau plan de conduite dont la proclamation faisoit partie. 1778.

1778. L'Evêque de Peterborough s'éleva au nom de la Religion & de l'humanité, contre un Manifeste qui lui paroissoit encourager les *extrêmes de la guerre*, & mettre la *désolation* en systême ; il établit qu'un Chrétien ne peut supporter l'idée de la guerre qu'en l'envisageant comme un moyen d'obtenir la paix, & il démontra que le Manifeste étoit contraire à ce principe sacré pour toutes les Nations civilisées, puisque les massacres & les dévastations y étoient annoncés au moment où l'on renonçoit à l'espoir de vaincre. « On nous » dit, ajouta le Prélat, qu'il ne » faut pas jeter les yeux sur le passé ; » cependant pour juger sainement » des nouvelles mesures qu'on veut » adopter, il me paroît indispen- » sable de rappeler les évènemens » antérieurs. Pour avoir un pré- » texte de sévir contre les Amé- » ricains, devons-nous oublier les » pétitions multipliées & soumises » qu'il nous ont présentées ? Que » nous fûmes sourds à leurs suppli- » cations, que par un excès de » rigueur & d'injustice nous les

L'Evêque de Peterborough s'éleve contre le Manifeste.

1778.

» avons réduits aux extrêmités, » dont nous leur faisons un crime, » dont le Manifeste annonce que » nous voulons les punir sans dis- » tinction d'innocens & de coupa- » bles ? A-t-on pu se promettre, » dit-il en finissant, que le Dieu des » Armées seconderoit des efforts, » dont l'objet est de multiplier les » massacres en pure perte » ?

Suite des débats à la même Chambre.

Pour engager les autres Evêques à se déclarer en faveur de la motion, le Comte de Derby prit la parole, & dit que le Manifeste étoit un chef-d'œuvre d'irréligion, & que la question dont il s'agissoit, étoit particulièrement de leur compétence. Il se rabattit ensuite sur l'inconséquence des Ministres, qui, pour adopter un systéme de cruauté inouie, attendoient le moment où l'épuisement des finances, le déclin du crédit public & particulier, toutes les circonstances, en un mot, sembloient concourir à rendre la paix d'une nécessité absolue. Il fut puissamment secondé par le Comte d'Abingdon, qui, n'envisageant plus le Manifeste comme l'ouvrage des Commissaires, mais comme une

1778. émanation de la Puiſſance Royale, ſaiſit cette occaſion de repréſenter les Conſeillers de Sa Majeſté Britannique, comme des infâmes, dont la corruption perſonnelle avoit ſouillé le caractère national. Il obſerva que cette proclamation de maſſacres contre des citoyens fidèles imitateurs des anciens Héros de la liberté, avant que d'être promulguée en Amérique, l'avoit ſouvent été dans la Chambre des Pairs, où des voix s'étoient élevées pour juſtifier l'emploi du Tomahavok & du Scalpel; « proclamation révoltante, s'écria-t-il, à ce ſujet, & ſi révoltante pour mes oreilles, que j'ai rougi vingt fois d'être un des Pairs du Royaume. Telles ſont, continua-t-il, les taches imprimées ſur l'honneur, la dignité & la juſtice de cette aſſemblée jadis auguſte, par ces *marionettes* en place, que font mouvoir les fils de l'obéiſſance mis en jeu derrière le rideau : *marionnettes* auxquelles on a donné le ſignal du meurtre & de la dévaſtation, en leur diſant : *Nous avons paſſé le Rubicon; il faut que nous*

» *massacrions les Américains, ou les* » *Américains nous massacreront* ». 1778.

Après avoir exprimé toute l'exécration que lui inspiroient les principes avancés dans la Chambre, & la proclamation qui dérivoit de ces principes, le Comte d'Abingdon envisagea le Manifeste sous un point de vue moins défavorable. Il finit par en adopter quelques articles, & entr'autres celui-ci : « Nous posons en fait que les Membres du » Congrès n'étoient point autorisés » par leur constitution à rejeter nos » offres avant que les diverses as- » semblées & conventions du Peu- » ple qui les constitue, les eussent » prises en considération, & eussent » consenti à ce qu'elles fussent re- » jetées ». Mais il appliqua cette objection au Corps législatif de la Grande-Bretagne, dont il passa en revue les différentes usurpations. Il se mit en frais de prouver que la constitution de l'Angleterre étoit anéantie, si l'on ne changeoit le systême actuel du Gouvernement, si l'on ne rendoit au Corps collectif de la Nation, les pouvoirs, dont abusoit depuis si long-tems le Corps législatif.

1778.

Le Lord Préſident (Gower) réfuta ſommairement les diverſes objections du noble Comte, à-peu-près dans les mêmes termes & par les mêmes raiſons que le Comte de Suffolk. Il motiva ſon oppoſition à la motion du Marquis de Rockingham, en diſant qu'elle tendoit à cenſurer la conduite des Commiſſaires, qui, étant abſens, ne pouvoient ſe défendre; qu'elle attachoit aux expreſſions employées dans le Manifeſte, une ſignification qu'elles n'avoient pas; que l'objet de ce Manifeſte n'étoit point d'aggraver les horreurs de la guerre, d'encourager les actes de cruauté, & de ſéparer pour toujours l'Amérique de la Mère-Contrée; mais de procurer à l'une & à l'autre une paix honorable, de les réunir par des nœuds plus indiſſolubles, & de punir la France de ſa perfidie.

Diſcours du Duc de Richmond.

Dans un diſcours plein d'éloquence & de logique, le Duc de Richmond juſtifia l'interprétation donnée à quelques expreſſions du Manifeſte, par le ſyſtême de guerre adopté même avant la proclamation; & pour cet effet, il rappella les

incendies de Norfolk, de Charles-Town, d'Esopus & de plusieurs autres Villes; les Scalpels des Sauvages, leur barbare association, leur fraternité d'armes avec les Soldats Anglois, les brigandages des Hessois & des autres Allemands mercénaires, tous ces actes d'oppression & de barbarie, dont le Gazetier de Leyde n'avoit osé présenter le tableau, dans la crainte, disoit il, de souiller son papier. A cette conduite atroce qui ne laissoit pas un ami aux Anglois dans les Provinces où leurs Armées avoient séjourné, il opposa la modération & l'humanité de Washington, l'exacte discipline de ses Troupes toujours en garde contre la tentation du pillage, & jamais à charge aux habitans qu'elles défendoient sans les mettre à contribution. L'Orateur montra la cause de tous ces excès dans le caractère du Secrétaire d'Etat au Département de l'Amérique, & prit de là occasion de lui comparer M. Necker, dont il vanta le désintéressement, les talens & les lumières. Dans l'examen de ses opérations ministérielles, l'emprunt

1778.

Eloge de M. Necker.

1778.

de quatre millions de rentes viagères ne fut point oublié, & l'Orateur prouva que cette opération de finances n'étoit pas une *gafconnade* françoife, comme on le fuppofoit à Londres. Il tira fes meilleures preuves du caractère d'économie & d'intégrité de M. Necker, qualités indifpenfables dans un Miniftre, mais qu'il ofa contefter au premier Lord du tréfor d'Angleterre.

Déclamations de Lord Littelton contre l'alliance Gallo-Américaine, & en faveur du Manifefte.

Le difcours de Lord Lyttelton, l'un des oppofans à la motion, roula en grande partie fur la poffibilité de recouvrer l'Amérique; il fondoit fon efpoir à cet égard fur la prétendue monftruofité d'une alliance, dont il prédit la diffolution en ces termes: « Quoi! des Citoyens libres, armés par l'efprit républicain, s'alliant avec les Efclaves d'une monarchie abfolue! » Quoi! l'on verroit des Presbytériens unis avec des Papiftes!.... » Quel que foit l'aveuglement volontaire qui, pour le moment, » empêche les fauteurs de cette » union de fentir combien elle eft » contraire à la politique, à la » raifon, à la nature, il n'eft pas

» dans l'ordre des choses qu'elle
» puisse subsister ; les yeux peuvent 1778.
» être fascinés quelque tems, mais
» le prestige se dissipe enfin ; &
» la folie d'une pareille alliance ne
» peut tarder à se faire sentir dans
» tout le continent d'Amérique ».

A l'égard du Manifeste des Commissaires, Lord Lyttelton alla beaucoup plus loin que les autres Apologistes de la proclamation. Elle ne lui parut odieuse en aucun sens, dût-on admettre l'interprétation du Marquis de Rockingham ; & pour justifier les cruautés annoncées dans cette pièce, il répéta qu'on ne pouvoit sévir avec trop de rigueur contre la rébellion & l'ingratitude liguées avec la duplicité & la perfidie. Il se jeta ensuite sur les récriminations, & prétendit que la modération des Anglois s'étoit signalée dans le cours de cette guerre, & que les Américains avoient les premiers donné l'exemple des atrocités reprochées aux Royalistes. Quant aux représailles de la part de la France, l'avis du noble Membre, fut qu'il en falloit courir les risques. « La guerre, ajouta» t-il, n'est qu'un échange de repré-

1778. » ſailles; l'uſage reçu chez toutes » les Nations policées, eſt de faire » à ſon ennemi tout le mal qu'on » eſt en état de lui faire..... Dans » ce moment de criſe où la France » s'eſt unie à l'Amérique pour nous » anéantir, & que d'autres Puiſſan- » ces vont peut-être ſe liguer con- » tre nous, montrons à la France, » montrons à l'Amérique ce que » peut l'Angleterre abandonnée à » ſes propres forces; que l'Univers » ſache que nous ſommes encore » en état de punir la rébellion & » la perfidie ».

Interpellation du Duc de Grafton au Vicomte de Stormont.

Ces rodomontades terminèrent le diſcours de Lord Lyttelton. Le Duc de Grafton y répondit par des lieux communs contre les Miniſtres; mais il n'en fut pas moins un des plus intéreſſans interlocuteurs de la ſéance, par ſon interpellation au Vicomte de Stormont, qu'il ſomma de répondre s'il avoit eu connoiſſance des intentions de la Cour de Verſailles, avant que le Marquis de Noailles eût préſenté le reſcrit de cette Cour au Miniſtre d'Angleterre. Quoique tout Ambaſſadeur ait fait ſerment de

garder le silence sur les affaires relatives à sa mission, Lord Stormont ne vit pas d'inconvénient à satisfaire la Chambre sur un fait purement historique, & où il s'agissoit d'une affaire de notoriété. Il convint donc qu'il étoit instruit du traité entre les deux Puissances, avant qu'il fût notifié à la Cour de Londres; que le traité ostensible, dont le rescrit faisoit mention, étoit illusoire; qu'il en existoit un autre bien plus important, dont le commerce n'étoit pas l'unique objet, & qu'il en avoit informé l'Administration. Il ajouta qu'en s'unissant à l'Amérique, la France avoit surtout en vue la Grande-Bretagne, la conquête & le partage de ses possessions, & que pour s'en convaincre, il suffisoit de réfléchir un moment sur les ordres donnés au Comte d'Estaing & au sieur Gérard, & se rappeler la conduite du premier, lors de son arrivée à Philadelphie. Le Duc de Grafton saisit cette occasion de mieux faire connoître ce qu'on appelle dans le langage de l'opposition, l'*inconduite* des Ministres; il avoua dans sa 1778.

1778. réplique que Lord Stormont s'étoit suffisamment disculpé ; mais que sa justification ne faisoit qu'aggraver les torts du Ministre qui, solemnellement interrogé, avoit gardé le silence sur les rapports de l'Ambassadeur, & laissé la Chambre dans une ignorance préjudiciable au bien de l'Etat.

Excuse de Lord Weymouth.

Lord Weymouth allégua pour son excuse l'incertitude d'un fait, dont la conviction du Vicomte de Stormont ne prouvoit pas la réalité. « J'aurois commis, ajouta-t il, une » indiscrétion impardonnable en » répondant affirmativement à vos » questions sur un traité, dont » l'existence étoit douteuse, malgré » les craintes & les informations de » notre Ambassadeur ». Lord Shelburne dit qu'une pareille défense n'étoit admissible dans aucun Tribunal, & qu'il plaignoit sincérement le noble Lord, s'il n'avoit pas de meilleures raisons à faire valoir lors de l'enquête, dont il le menaça.

Fin de la séance du 7 Décembre.

Le Chancelier s'éleva contre la motion, & Lord Camden parla en sa faveur ; telle fut la substance de son

1778.

son discours : « On ne cesse de » nous dire, désolez l'Amérique, » afin d'ôter son assistance à la » France ; & moi, je dis, désolez » la France, afin d'ôter son assis- » tance à l'Amérique ; désolez-la » sur mer, vous ètes encore maîtres » de l'Océan. Blesser l'Amérique, » c'est blesser le bras droit de la » Grande-Bretagne ; blesser la » France, c'est ajouter aux forces de » l'Angleterre ».

Séance de la Chambre des Communes.

Ainsi fut terminée cette importante Séance de la Chambre des Pairs. Celles de la Chambre des Communes du vendredi 11 & du lundi 14 du même mois, ne furent pas moins intéressantes. Elle y prit en considération la fameuse querelle entre l'Amiral Keppel & son Vice-Amiral Sir Hugh Palliser. Comme nous devons indiquer ailleurs la naissance & les progrès de cette affaire, nous nous interdirons ici tout ce qui peut avoir trait à ce fameux procès. Dans les mêmes Assemblées, les Communes s'occupèrent d'un autre objet plus important encore & tel que le Sénat de Rome ou d'Athènes,

Importance de l'objet des débats.

n'eut jamais à diſcuter un plus grand intérêt d'Etat. Les déſaſtres de l'Angleterre en Amérique, & ceux dont elle étoit menacée en Europe, l'avoient enfin réduite à cette extrémité de ſupporter l'idée de l'affranchiſſement des Colonies. L'opinion de ſes plus ſages Politiques étoit, que pour retarder ou prévenir ſa chute, il ne lui reſtoit peut être qu'un ſeul moyen, celui de renoncer aux treize Provinces-Unies, de recueillir toutes ſes forces en elle-même, de s'oppoſer toute entière à la France, de rendre, en un mot, la liberté aux Américains, pour ne point haſarder & compromettre l'exiſtence des Anglois en Europe. Tel fut le projet tour-à-tour applaudi, combattu, admis & rejeté dans pluſieurs Séances de la Chambre des Communes.

1778.

Forces de l'Angleterre exagérées.

Quoique M. Buller eût voté pour la Campagne prochaine ſoixante-dix mille, tant Matelots que Soldats de Marine, & que cette motion n'eût point éprouvé de contradictions; quoique le nouveau Miniſtre Charles Jenkinſon à qui Lord Barrington venoit de réſigner ſa place

de Secrétaire au Département de la Guerre, eût préſenté l'état des forces de terre & de mer diſperſées dans la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Amérique & l'Afrique, & que le réſultat de ſes calculs en portât la totalité à près de trois cents mille hommes; quoiqu'il eût fait obſerver aux Communes que, ſi l'on excepte la période la plus brillante du règne de Louis XIV, aucun Empire dans les tems modernes, n'avoit élevé ſes forces militaires à ce degré de puiſſance; quoiqu'il vît, ou qu'il affectât de voir dans l'ardeur de ces Troupes, dans leur nombre & dans leur diſcipline, de quoi faire tête aux efforts réunis de la France, de l'Amérique & de l'Eſpagne; quoique Lord North, Lord Germaine, le Gouverneur Johnſtone & pluſieurs autres Membres appuyaſſent l'aſſertion du nouveau Miniſtre & fuſſent tous d'avis que l'Angleterre perſiſtât dans le deſſein d'affermir ſa domination ſur les mers, & de ne point ſe déſiſter de ſes prétentions au recouvrement de l'Amérique; les voix les plus éloquentes de la Chambre s'éle-

1778.

1778.

vèrent contre cette dernière réſolution. Le Général Burgoyne ſoutint qu'il n'y avoit point de ſuccès à eſpérer d'une guerre offenſive dans le nouveau Monde, tant que Lord Germaine ſeroit chargé de la conduite de cette guerre ; que Sir Henry Clinton avoit demandé ſon rappel, que le vœu de, tous les Officiers étoit de retourner en Europe, & qu'il falloit écarter les Miniſtres, ou s'attendre au découragement, au déſeſpoir, & peut-être à la déſertion générale de l'Armée.

Mécontentement des Officiers Anglois en Amérique.

Lord Germaine menace de ſe retirer ſi l'on fait la paix avec les Américains.

Lord Germaine étoit préſent. Il répondit qu'il ne croyoit pas déplaire à la majorité de la Chambre, & qu'il garderoit ſa place tant qu'il auroit cette confiance. « Mais il » eſt une hypothèſe, ajouta-t-il, où » ma démiſſion ſeroit un devoir ; & » je n'héſiterois pas à la donner, » ſi l'on prenoit le parti de renoncer » à la guerre d'Amérique ou de re- » connoître ſon indépendance ».

Selon M. Fox, retirer les troupes de l'Amérique n'eſt pas reconnoître l'indépendance.

M. Fox parla avec ſon éloquence ordinaire contre le projet de continuer cette guerre, qu'il compara à celle de Xercès contre la Grèce.

Il remarqua dans l'une & dans l'autre une fatalité ennemie, dont il montra 1778. l'origine dans le caractère des Miniſtres Anglois & Perſes. « *J'ai* » *promis*, fait-il dire à un de ces » derniers, *de conſtruire un pont* » *ſur l'Helleſpont, je l'ai conſtruit :* » *j'ai promis de faire paſſer vos vaiſ-* » *ſeaux ſur le mont Athos, je les ai* » *fait paſſer ſur le mont Athos ;* » *j'ai promis de fournir à votre armée* » *toutes les choſes néceſſaires, votre* » *armée n'a manqué de rien.* Cepen- » dant, ajouta M. Fox, cette armée » d'environ deux millions d'hommes » ſe conſuma; la Perſe ſe vit dé- » peuplée, les reſſources de cet Em- » pire furent épuiſées, & la Grèce » conſerva ſon indépendance ! En- » tretenir une armée en Amé- » rique, c'eſt de propos délibéré, » laiſſer ſubſiſter un poids énorme, » un poids accablant pour la Na- » tion. On ne parviendra jamais à » ſubjuguer un peuple enthouſiaſte » de ſon nouveau Gouvernement. » Ce n'eſt point en Amérique, mais » ſur le territoire de la France, que » nous pouvons réduire les Amé-

1778.

» ricains. Réunissons toutes nos » forces contre cette Ennemie na- » turelle de l'Angleterre. Ce moyen » de vaincre est le seul qui nous » reste ; & vaincre est pour nous » l'unique moyen de conserver la » liberté. Mais ne confondons pas » les objets ; retirer nos Troupes » de l'Amérique septentrionale, ce » n'est pas reconnoître l'indépen- » dance de l'Amérique ; au con- » traire, en les employant sur un » territoire étranger, on peut ren- » verser les appuis de cette indé- » pendance, dont les fondemen » sont désormais inébranlables dans » le nouveau Continent ».

Qu'il y a plus de subtilité que de justesse dans la distinction de Fox.

Il y avoit, il faut en convenir, plus de subtilité que de justesse dans cette distinction établie par Fox, entre l'évacuation de l'Amérique septentrionale & la reconnoissance de son indépendance absolue. Il est certain d'ailleurs que cette évacuation eût entraîné la perte de la Nouvelle-Ecosse, celle de Terre-Neuve, le pillage de la Floride & la défection du Canada. Dans ce cas, les possessions des Anglois dans les Indes

occidentales, leur ſeroient devenues 1778.
abſolument inutiles, puiſque les vaiſſeaux partis de ces Iſles ne pouvant éviter le Cap *Nichola Mole* (1) ſans paſſer le Golfe de la Floride, & n'étant protégés d'aucune manière dans ces parages, tomboient néceſſairement au pouvoir des Armateurs américains. Le Gouverneur Johnſtone vit ces inconvéniens, & les fit voir à la Chambre ; mais il eut tort d'en conclure qu'il falloit continuer la guerre d'Amérique, ſous prétexte que le Gouvernement du Congrès commençoit à chanceler, qu'il avoit aliéné les peuples par des uſurpations tyranniques, & que le nombre des Torys égaloit au moins celui des Whigts dans la Penſylvanie. Ces ſuppoſitions étoient fauſſes & démenties par les faits. L'unanimité des treize Provinces étoit frappante dans l'accord même de ſes Habitans conſidérés individuellement, & la réduction de l'Amérique enviſagée ſous

(1) Ce Cap eſt pour les François le Gibraltar des Indes occidentales.

1778.

Que la perte de l'Amérique fut pour les Anglois un mal sans remede, dès le commencement de la guerre.

ce rapport, devenoit chaque jour plus impraticable. Aux yeux des obſervateurs prévoyans, elle étoit perdue pour les Anglois dès la première année de cette guerre ; & depuis la malheureuſe expédition du Général Burgoyne, les moins clair-voyans n'oſoient ſe livrer à l'eſpérance. Encore une fois, la néceſſité impoſoit à l'Angleterrre la loi de ce ſacrifice pénible, mais indiſpenſable en bonne politique. La majorité des Membres n'étoit point de cet avis, & le Gouverneur Johnſtone conclut, ſelon leurs vues & leurs paſſions, qu'il falloit pourſuivre une guerre ruineuſe en Amérique, parce qu'on alloit avoir une guerre deſtructive à ſoutenir en Europe ; qu'il valoit mieux riſquer ſon exiſtence avec les François & leurs alliés, que de renoncer à ſes prétentions avec les Américains & leurs redoutables défenſeurs. Telles furent du moins les inductions qu'on pouvoit tirer de ſon diſcours, & que M. Burke rendit ſenſibles dans ſa réponſe au Gouverneur : « Rien ne m'étonne » plus, dit-il, que d'entendre diſ-

» cuter dans cette Chambre, si l'on » reconnoîtra l'Indépendance de » l'Amérique ; il semble que cette » question soit soumise à notre dé- » cision, que ce soit une affaire de » choix ; mais n'en doutons pas, » elle est de pure nécessité ; on ne » peut la voir autrement ; je la vois » ainsi ; & c'est ce qui me fait dire » qu'il n'y a rien de mieux à faire » pour la Grande-Bretagne que de » reconnoître immédiatement cette » Indépendance. Lorsque j'appris » pour la première fois, que les » Etats Américains y prétendoient, » mon cœur fut douloureusement » blessé ; je sentois que cette pré- » tention deviendroit funeste à » l'Angleterre. Voilà donc, conti- » nua t-il, une partie perdue ; mais » lorsqu'un joueur a perdu beaucoup » d'argent, pour peu qu'il ait de » prudence, il conserve ce qui lui » reste avec le plus grand soin. Telle » est notre position ; ce que nous » avons perdu est sans doute bien » précieux ; mais l'existence même » de notre Empire l'est encore » davantage ; & nous avons la folie » de le risquer » !

1778.

1778. Apologie de la France.

On ne s'attendoit pas que dans cette conjoncture, un Orateur de la Chambre des Communes se permît l'apologie de la France; c'est pourtant ce qu'osa faire M. Burke à la fin de son discours. Non-seulement il exalta la politique du Gouvernement françois; il justifia notre alliance avec les Américains. « On » parle beaucoup, s'écria-t-il, des » torts de la France à notre égard; » je ne sais si l'Histoire nous » trompe; mais il me semble que » dans tous les temps & chez » toutes les Nations on trouve » des exemples de cette prétendue » perfidie; sans les chercher dans » lés Annales des autres Peuples, » la Grande-Bretagne ne se ligua- » t-elle pas contre les François » pour empêcher les Pays-Bas de » passer sous leur domination, » & pour en assurer la souveraineté » à la Maison d'Autriche? Je ne » vois rien que de très-naturel » dans la conduite de la France; » on peut se permettre les repré- » sailles sans se montrer perfide. » D'ailleurs toutes nos vaines dé- » clamations contre cette Puissance,

1778.

» n'empêcheront pas que la perte
» des Colonies ne fût déjà pour
» nous un mal absolument sans
» remède, lorsqu'elle répondit enfin
» aux avances des Américains.
» Convenons, Messieurs, qu'à sa
» place, l'Angleterre ne se seroit
» pas refusée à leurs offres avanta-
» geuses. Mais quoique très-natu-
» relle, la conduite des François à
» notre égard, n'en est pas moins
» hostile, & nous devons les traiter
» comme ennemis. Opposons leur
» toutes les forces que notre état
» d'épuisement nous permet de re-
» cueillir; mais employons-les par-
» tout ailleurs qu'en Amérique ».

Mésintelligence des Américains gratuitement supposée.

Rappeller les Troupes des Colonies & reconnoître leur Indépendance étoient des mesures qui, aux yeux de Lord North, devoient entraîner la perte graduelle de toutes les possessions de la Grande-Bretagne en Amérique. Il répéta à ce sujet, des lieux communs, déjà réfutés par les Orateurs du parti de l'opposition; mais il mit beaucoup d'énergie dans le tableau de la prétendue mésintelligence des Américains, de l'épuisement supposé

1778. de leurs Armées & de leur dévouement imaginaire à l'Administration britannique. Ces assertions de Lord North donnèrent lieu à Sir William Mérodith, de présenter, sous un nouveau point de vue, les deux propositions rejetées par la majorité. « Si tout ce qu'on allègue est vrai, » dit ce Membre, si la division règne » effectivement en Amérique, si la » majeure partie des habitans est » disposée à renouer avec nous, » la violence est désormais inutile: » retirons nos troupes; par cette » démarche, nous forcerons le Con» grès à licencier ses Armées. S'il » différoit, les Peuples mécontens » lui représenteroient que ces Ar» mées devenues inutiles, achèvent » d'épuiser le trésor public; & s'il » osoit balancer encore, les esprits » déjà prévenus s'échaufferoient; le » Congrès seroit démasqué, le Peuple » tourneroit les yeux vers la Grande» Bretagne, & l'on verroit s'effec» tuer une réconciliation, que les » mesures hostiles doivent retarder, » si elles ne la rendent pas im» possible ».

Motifs d'en- Indépendamment de ces motifs

allégués pour ou contre le rappel des troupes d'Amérique, les deux partis avoient à faire valoir des raisons ou des prétextes tirés des évènemens d'Europe, tant en France qu'en Angleterre. Ce qui pouvoit encore soutenir le courage des Anglois, c'étoit d'une part, un relevé nouvellement fait de leurs Armateurs en croisière ou prêts à l'être, & dont le nombre montoit à plus de trois cents navires ; celui des équipages, à quatre-vingt hommes par vaisseau, offroit un corps de vingt-trois mille matelots ou Soldats employés à ce service. Les troupes de terre dispersées dans la Grande-Bretagne étoient au moins évaluées à quarante mille hommes, & la confiance des Ministres y voyoit un rempart inexpugnable contre toute espèce d'entreprise extérieure de la part de l'ennemi. D'ailleurs les forces de la Marine royale étoient encore portées dans l'état vérifié par la Chambre des Communes à plus de soixante vaisseaux de ligne. On venoit d'y voter soixante dix mille hommes de mer pour le service de

1778.

couragement pour les Anglois mal informés.

1778.

1779, & la motion faite à ce sujet, n'avoit pas trouvé la moindre opposition dans cette Chambre. Enfin Lord Sandwich osoit affirmer en présence de tous les Pairs du Royaume, qu'à dater du mois de Mars 1778, il porteroit en moins d'une année, la Marine angloise au même degré de puissance qu'en 1759, & l'on se rappelle qu'à cette époque, les escadres réunies de la Grande-Bretagne, pouvoient composer une armée de quatre-vingt dix-sept vaisseaux de ligne. A ces motifs d'encouragement se joignoit la liste des prises, où les avantages des Anglois étoient prodigieusement exagérés; mais rien ne motivoit la confiance apparente de ceux qui avoient intérêt d'en montrer, comme le bruit accrédité dans tous les Papiers de Londres, que l'Impératrice de Russie venoit de s'obliger par un traité, de fournir vingt mille hommes à l'Angleterre, & de lui prêter vingt vaisseaux pour escorter ses transports. On ajoutoit que le Roi de Prusse avoit aussi promis ses bons offices à la Grande-Bretagne, & qu'avec

Ils se flattent que l'Impératrice de Russie & le Roi de Prusse vont prendre parti pour eux.

l'assistance de ces deux puissans alliés, elle se verroit bientôt en état d'étouffer la rébellion en Amérique, & de châtier la perfidie de la France. Les Anglois convenoient qu'il falloit s'attendre dans ce cas, à voir l'Empire, la Suède & le Danemarck prendre parti contre eux dans cette guerre; mais l'avantage du nombre ne prouve rien, disoient-ils, & ils rappelloient à ce sujet, les batailles de Cressy, de Poitiers & d'Azincourt. D'ailleurs, si l'insulte faite au Pavillon danois par des Corsaires anglois, avoit d'abord indisposé le Danemarck contre le Ministère britannique, quoique lente & tardive, une satisfaction complète venoit de réparer ces griefs, & Sa Majesté danoise avoit manifesté depuis, son impartialité entre les Puissances belligérantes. Quant à la Hollande, on se croyoit en droit de l'outrager impunément; elle avoit intérêt de rester neutre, & l'on étoit bien loin de supposer à cette République commerçante la généreuse disposition de sacrifier, s'il le falloit, une dette énorme à

1778.

Raisons pour ne pas craindre une rupture avec la Hollande.

1778. la gloire de venger des inſultes. D'ailleurs la Cour de Londres redoutoit peu les inconvéniens d'une rupture avec les Hollandois & peut-être y voyoit-elle un dédommagement ſupérieur aux frais d'une nouvelle guerre. Quoi qu'il en ſoit, elle reçut d'abord avec beaucoup de tranquillité, les plaintes & les menaces de Leurs Hautes-Puiſſances les Etats-Généraux.

Les Miniſtres affectent de croire à la neutralité de l'Eſpagne.

Ses inquiétudes du côté de l'Eſpagne étoient moins faciles à diſſimuler. Cependant les Miniſtres & ceux de leur parti affectoient de croire à la neutralité de cette Puiſſance, & fondoient leur eſpoir ſur une indéciſion apparente qui, dans le génie de cette Nation, étoit la ſuite naturelle des combinaiſons & de la prévoyance. Ils attribuoient les lenteurs de l'Eſpagne à ſon découragement, & débitoient avec oſtentation, que les fortereſſes imprenables de Gilbraltar & de Minorque avoient un moment éveillé l'ambition des Eſpagnols ; mais qu'un inſtant de réflexion feroit évanouir leurs projets chimériques,

& que l'embarras de se désister sans honte, étoit l'unique raison qui les empêchoit de désarmer. Ils se reposoient d'ailleurs sur les douze Régimens, dont la valeur éprouvée secondoit les forces de la nature dans la défense de ces Places. Enfin, ils prétendoient avoir pleinement satisfait la Cour de Madrid, en accordant aux réclamations de son Ambassadeur, la restitution d'un vaisseau, dont la cargaison étoit estimée quatre millions. 1778.

Opinion différente du parti de l'opposition.

Le parti de l'opposition & tous ceux qui n'avoient point intérêt de s'aveugler, voyoient dans les lignes de Saint-Roch, & dans les autres préparatifs de l'Espagne, des mesures assez bien prises contre Gibraltar, pour faire trembler les quatre mille tant Anglois qu'Hanovriens qui défendoient cette forteresse. Ils ne pouvoient d'ailleurs se persuader que cette tentative fût l'unique objet des formidables escadres, dont la réunion formoit une armée navale de trente-deux vaisseaux & de treize frégates, prêts à mettre à la voile. On ignoroit toujours la destination parti-

Forces de l'Espagne.

1778. culière de cette flotte ; mais elle ſuppoſoit de grands projets de guerre, & de tels apprêts ne devoient menacer que l'Angleterre. L'eſcadre du Ferrol, aux ordres de Don Antoine de Arce, ſembloit être au moment d'appareiller ; on la croyoit deſtinée pour les mers de l'Amérique, & l'opinion générale étoit qu'elle devoit toucher à la Floride, & peut-être à la Nouvelle-Angleterre. L'approviſionnement conſidérable des quatorze vaiſſeaux, des quatre frégates & des ſix paquebots qui la compoſoient, favoriſoit cette conjecture. Enfin on travailloit dans tous les Ports du Royaume, avec une activité qui ſembloit promettre à l'Eſpagne, la Marine Royale la plus reſpectable de l'Europe. Vers la fin du mois d'Octobre, elle étoit déjà forte de ſoixante vaiſſeaux de ligne, & d'environ cent autres bâtimens armés, qui réunis, montoient ſept mille trois canons de différens calibres. Encore une fois ces redoutables apprêts annonçoient à qui vouloit ouvrir les yeux, que l'Eſpagne alloit figurer à ſon tour,

sur les deux théâtres de la guerre. Ses dispositions n'étoient déjà plus équivoques en Amérique, & les Gouverneurs Espagnols des Indes occidentales avoient fait signifier au Commaudant de l'escadre angloise aux Isles sous le vent, que jusqu'à nouvel ordre, ils ne recevroient dans leurs Ports aucun vaisseau de la Grande-Bretagne. Cette nouvelle, d'abord négligée comme peu vraisemblable, venoit de se confirmer, & s'il est permis de s'exprimer ainsi, d'éclairer enfin par sa notoriété, les dernières ténèbres où la confiance ministérielle cherchoit à s'envelopper. 1778.

Requêtes des Négocians Hollandois à Leurs Hautes Puissances.

Lors de la rentrée du Parlement, George III avoit insinué dans son discours d'ouverture, que la France n'étoit pas la seule Puissance de l'Europe, dont les armemens fussent dirigés vers la Grande-Bretagne; & cette observation désignoit en même temps l'Espagne & la Hollande, qui, lasse enfin des insultes faites à son Commerce, & de la fierté dédaigneuse & tyrannique des Anglois, venoit de prendre la résolution vigoureuse d'en repousser

1778. les outrages. Les Négocians d'Amſterdam, de Dorth & de Roterdam, s'étoient vus forcés de repréſenter à Leurs Hautes Puiſſances les Etats-Généraux, la néceſſité des meſures les plus promptes, s'ils vouloient ſauver d'une ruine totale le commerce & la navigation de la République. La requête de ceux d'Amſterdam offre un expoſé des violences exercées contre pluſieurs vaiſſeaux Hollandois chargés pour la France, qui d'abord arrêtés dans leur marche ſous de vains prétextes, s'étoient bientôt vus moleſtés par des vaiſſeaux de la Marine Royale d'Angleterre, puis emmenés & détenus dans ſes Ports, malgré les réclamations du Comte de Welderen, envoyé des Etats à cette Cour. Ces procédés contraires au droit des gens, étoient d'ailleurs préſentés dans la requête comme une infraction au traité de la Marine, conclu le 11 Décembre 1674, entre la Cour de Londres & cette République. Ce traité porte qu'il ne ſera fait aucun empêchement dans aucune branche de commerce, à l'occaſion ou

ſous prétexte de guerre, & que cette liberté s'étendra ſur toute eſpèce de marchandiſes, à la ſeule exception des objets compris ſous la dénomination de contrebande. Après avoir montré l'injuſtice de la priſe & de la détention des bâtimens Hollandois, les Supplians demandoient à Leurs Hautes Puiſſances d'interpoſer leur méditation, & d'inſiſter ſur une réparation complète des violences, injures & dommages faits & à faire aux Négocians des Provinces-Unies. Ils expoſoient les ſuites fâcheuſes qui devoient réſulter de pareilles entrepriſes : la ſaiſie des vaiſſeaux, ſoit qu'elle entraînât la confiſcation ou la ſimple détérioration des marchandiſes, étoit ſujette aux plus grands inconvéniens pour l'Etat en général, en ce qu'elle pouvoit anéantir toute communication avec la France, & rebuter les Nations qui commerçoient avec elle par la voie de la Hollande. Déſormais oſeront-elles employer ſes vaiſſeaux, & braver de pareils accidens ? Les Négocians d'Amſterdam rappellèrent à cette occaſion, l'article pre-

1778.

1778. mier du Réglement en date du 26 Juillet, par lequel Sa Majesté Très-Chrétienne fait défense à tous ses Armateurs de saisir les navires des Puissances neutres, quoique chargés de marchandises exportées de chez l'ennemi, ou destinées pour ses Ports; mais comme Sa Majesté s'étoit réservée le droit de révoquer la défense, dans le cas où les Puissances ennemies refuseroient de se conformer à ce Réglement, les Négocians observèrent que s'il plaisoit à Louis XVI de limiter, à cet égard, la franchise des vaisseaux Hollandois, ç'en étoit fait du commerce de la République avec la France & l'Angleterre; que sans prendre aucune part directe à cette guerre, elle pouvoit en supporter les suites les plus fâcheuses, & voir passer à d'autres Nations ce même négoce qui, jusqu'alors, avoit fait la richesse & la splendeur des Provinces-Unies. « Mille exemples,
» ajoutèrent-ils, nous apprennent
» qu'une branche de commerce
» une fois déplacée, ne reprend
» jamais son ancien cours; qu'il
» plaise donc à Vos Hautes Puissances

1778.

» de prévenir un malheur qui ſans » doute entraîneroit la ruine abſo- » lue de la République, ſoit en » mettant ſous les yeux de l'An- » gleterre l'injuſtice & le déſordre » d'une infraction aux traités les » plus ſolemnels, ſoit en proté- » geant le commerce & la naviga- » tion de ce pays, au moyen des » vaiſſeaux de guerre, qui dans la » conſtitution de cet état, ſont par- » ticulièrement deſtinés à la défenſe » du commerce ».

Repréſentations infructueuſes du Comte de Welderen.

Le Corps des Négocians de Roterdam & celui de la ville de Dorth, avoient réïtéré les mêmes inſtances auprès des Etats-Généraux, pour obtenir ſatisfaction ſur la ſaiſie de leurs vaiſſeaux, dont les Anglois continuoient de s'emparer. Leurs Hautes Puiſſances accordèrent aux réclamans des lettres pour le Comte de Welderen, qui fit au nom des Etats, de ſérieuſes repréſentations aux Miniſtres de Sa Majeſté Britannique; mais toutes les plaintes de l'Envoyé de Hollande ne produiſirent d'autre effet qu'une injonction à l'Amirauté d'Angleterre, de relâcher les bâti-

1778. mens qui ne feroient chargés ni d'agrès, ni de bois de conftruction; & fans accorder le moindre dédommagement aux propriétaires du petit nombre des vaiffeaux mis en liberté, on continua d'en confifquer plufieurs autres, & de retenir dans les Ports de la Grande-Bretagne tous ceux dont la cargaifon étoit en mâts, planches, chanvres & autres effets fuppofés néceffaires, & deftinés à la conftruction des vaiffeaux François.

Les Anglois ingrats envers la Hollande.

La continuité de ces vexations donna lieu à de nouvelles adreffes, où la Ville d'Amfterdam implora de rechef la protection fouveraine de Leurs Hautes Puiffances, leur peignit la conduite de l'Angleterre comme un attentat contre l'indépendance de la Hollande, & mit en évidence l'ingratitude des Anglois, qui devant à l'affiftance de la République, la fûreté & la confervation de leur liberté civile & religieufe, ofoient, contre tous les principes d'équité naturelle, contre les règles du droit adopté chez tous les peuples civilifés, contre la foi des traités les plus faints, porter atteinte

atteinte au commerce, à la navigation, à la souveraineté d'une ancienne alliée leur bienfaitrice. Cette requête des Négocians d'Amsterdam étoit accompagnée d'un long discours adressé à Son Altesse Sérénissime le Prince Stathouder. Les griefs de la Hollande y sont présentés avec autant de netteté que de précision, & l'extrait de ce discours est le meilleur exposé qu'on en puisse offrir au Lecteur. 1778.

Monseigneur,

Discours des Négocians d'Amsterdam au Stathouder.

« Les Députés du Corps des » Négocians de la ville d'Amsterdam & des principales Villes commerçantes de la Hollande, se » voient encore obligés de recourir à Votre Altesse Sérénissime, » & de recommander, d'une manière plus spéciale, leurs intérêts » à sa bienveillance. Ils sont pénétrés de la plus vive douleur, lorsqu'ils songent à la conduite du Ministère Anglois, & particulièrement à la réponse qu'il vient de » faire aux justes représentations du » Comte de *Welderen*, envoyé extraordinaire de Leurs Hautes

1778. » Puiſſances. Ils prennent la liberté » d'obſerver que cette réponſe eſt » contraire aux droits ſtipulés dans » les traités conclus anciennement » entre la République & la Grande- » Bretagne, & que les Anglois » oppoſent à ces traités un prétendu » droit de convenance, qui, pu- » rement arbitraire, feroit dépen- » dre notre bien-être des idées » inconſtantes d'un voiſin capri- » cieux. A quels déſaſtres les con- » ſéquences de ce prétendu droit » n'expoſeroient-elles pas notre » commerce, ſi l'on pouvoit impu- » nément violer des traités qui ſont » la baſe ſur laquelle les autres » Nations fondent leur confiance, » en abandonnant leurs marchan- » diſes à la liberté de notre Pavil- » lon ? Si cette baſe étoit ébranlée, » ſi cette confiance venoit à ſe per- » dre, notre commerce ne tom- » beroit-il pas en décadence, no- » tre navigation tarderoit-elle à » s'anéantir ? Nous avons d'autant » plus lieu de redouter ces conſé- » quences, que les Miniſtres An- » glois uſent de plus d'égards & » de condeſcendance pour d'autres

1778.

» Nations qui nont pas, il eſt vrai, » des traités auſſi formels à leur » objecter ; mais qui ſavent, d'une » manière efficace, faire valoir con- » tr'eux le droit de la Nature & » des Gens. Et nous, Hollandois, » avec plus de droit, craindrions- » nous de faire entendre un lan- » gage auſſi ferme ? Non, ſans » doute, & nous pouvons nous » flatter, qu'en réïtérant nos repré- » ſentations avec plus de vigueur, » nous obtiendrons des Anglois » ſans délai frivole, & ſans excep- » tions arbitraires, la reſtitution de » nos bâtimens enlevés, celle de » leurs chargemens, & la répara- » tion des dommages qui ont pu ré- » ſulter de ces injuſtes ſaiſies. Ainſi » la liberté du Pavillon Hollandois » ſera reconnue & aſſurée, con- » formément au ſens & à la lettre » des traités.

» Nous conjurons Votre Alteſſe » Séréniſſime de vouloir concourir » aux meſures que Leurs Hautes » Puiſſances voudront bien prendre, » afin de prévenir la ruine de » notre navigation, & de hâter » l'extrême lenteur des Anglois à

1778. » nous indemniſer des pertes que
» notre commerce a eſſuyées ....
» Combien de vaiſſeaux, chargés
» d'immenſes richeſſes, ont été en-
» levés aux ſujets de cette Répu-
» blique, qui les croyoient en ſû-
» reté ſous notre Pavillon ! Les
» Ports de l'Angleterre ſont rem-
» plis de ces navires ; mais quand
» bien même elle conſentiroit à les
» reſtituer, la prudence n'exige pas
» moins qu'on ſe précautionne con-
» tre des inſultes ultérieures. Il
» nous faut pour cela des vaiſſeaux
» de guerre, il nous faut des eſca-
» dres. Déjà une partie de ces vaiſ-
» ſeaux commis à la diſpoſition de
» Votre Alteſſe Séréniſſime, comme
» Amiral-Général, ſont entière-
» ment équipés. Ils n'attendent que
» des inſtructions fermes & adaptées
» aux circonſtances, pour faire reſ-
» pecter dans peu de jours le Pa-
» villon de notre République.

» Nous ſupplions donc Votre
» Alteſſe Séréniſſime, que les con-
» vois accordés ne ſoient plus re-
» tardés ..... Verrions-nous d'un
» œil ſec & tranquille nos vaiſſeaux
» attaqués & ſaiſis de la manière la

1778.

» plus inique ? Non, Monſeigneur,
» non, & Votre Alteſſe Séréniſſime
» ne trouvera pas mauvais que nous
» attendions d'elle, que nous exi-
» gions même la défenſe de nos
» droits & de nos privilèges atta-
» qués & léſés. Encore une fois,
» nous ſupplions Votre Alteſſe Sé-
» réniſſime de ſe laiſſer émouvoir,
» par le danger auquel eſt expoſée
» la liberté de notre navigation.
» Elle ſait auſſi bien que nous que
» cette liberté eſt le nerf de l'Etat
» & la ſource principale de ſa prof-
» périté. Nous ne diſſimulons pas
» que c'eſt notre intérêt actuel qui
» nous fait prendre la liberté de
» nous adreſſer à Votre Alteſſe Sé-
» réniſſime : nous pouvons néan-
» moins aſſurer qu'à notre intérêt
» ſe trouve lié celui de notre poſ-
» térité. En parlant pour elle, nous
» rempliſſons un devoir bien cher
» à notre cœur. Si nous euſſions
» gardé le ſilence, lorſque le be-
» ſoin, le tems, les circonſtances
» exigeoient que nous fiſſions en-
» tendre notre voix, nos deſcen-
» dans n'auroient-ils pas droit
» d'accuſer notre mémoire ? Les re-

1778. » proches, hélas! trop tardifs qu'ils » nous adresseroient sans fruit, fa- » tigueroient inutilement les oreilles » des augustes rejetons de votre » illustre famille. Voici justement » l'époque où nous devons nous » précautionner pour toujours con- » tre les procédés impérieux & ar- » bitraires de la Nation angloise, » & rétablir sur une base inébran- » lable la liberté de notre Com- » merce.

» Puissions-nous rendre graces » un jour à Votre Altesse Sérénis- » sime, d'un bienfait si grand & si » glorieux ».

Ce discours annonce les mesures qu'on verra prendre à la Hollande pour venger l'honneur de son Pavillon. Il indique aussi le sujet des Mémoires présentés à Sa Majesté Britannique au nom des Etats-Généraux, & nous dispense d'en extraire ici la substance. Ces diverses représentations du Comte de Welderen exigeoient quelque attention de la part du Ministère anglois, & le Comte de Suffolk y fit cette réponse.

« Monsieur, j'ai eu l'honneur de » mettre sous les yeux du Roi le » Mémoire adressé à Sa Majesté » par ordre de leurs Hautes Puis- » sances, & je suis chargé de vous » informer, de sa part, que les » Etats-Généraux des Provinces- » Unies ont envisagé sous leur vrai » point de vue, les ordres qu'elle » a donnés pour l'élargissement des » vaisseaux spécifiés dans votre » Mémoire. Le Roi a ordonné que » tous ces vaisseaux, *non chargés* » *en contravention*, puissent être » mis en liberté, & que ses Offi- » ciers aient à ne causer aucun » obstacle & aucune interruption au » commerce *légitime* de Leurs » Hautes Puissances. Sa Majesté dé- » sireroit qu'il fût en son pouvoir » d'écarter jusqu'au plus léger » sujet de plainte de la part des » Etats-Généraux; mais ils con- » noissent trop bien les incidens » inévitables de la guerre*, pour » croire qu'il lui soit possible d'en » prévenir tous les inconvéniens, » quel que soit le desir qui anime » Sa Majesté & dont Leurs Hautes

1778. Réponse du Comte de Suffolk aux représentations du Comte de Welderen.

1778. » Puiſſances ont reçu des preuves » ſignalées.

» Par une chaîne de procédés » inſidieux de la part de la France, » Sa Majeſté ſe trouve engagée » en des hoſtilités contre le Roi » Très-Chrétien, qui malgré les » aſſurances formelles & ſouvent » répétées de la plus parfaite amitié, » a violé la foi publique & les droits » des Souverains, en déclarant » Etats indépendans, les Sujets » rebelles d'une autre Puiſſance, & » cela, parce qu'ils ont jugé à » propos de ſe dire indépendans, » & d'inviter les Puiſſances mal-in- » tentionnées à entrer dans leur » confédération.

» Cet acte d'agreſſion injuſte, » repréſenté par la Cour de France » comme une démarche naturelle » & avantageuſe à ſon commerce, » a été ſuivi d'actes hoſtiles encore » plus violens; elle a envoyé une » flotte en Amérique pour y ſou- » tenir les Sujets rebelles de Sa » Majeſté, avant que le Roi de la » Grande-Bretagne ſe fût permis » d'autres démarches, que celle de » rappeller de Verſailles ſon Am-

» bassadeur ; mais le Roi animé par » des principes tous différens, & » voulant donner des preuves de » sa modération, de la droiture de » ses sentimens & de ses intentions » pacifiques à l'égard de L. H. Puissances, m'a ordonné de déclarer » en son nom, que dans le temps » même où les principes de la défense personnelle veulent qu'il » s'oppose à ce qu'il soit transporté » aucune espèce d'approvisionnemens militaires dans les ports de » France, il aura néanmoins tous » les égards possibles pour les droits » de Leurs Hautes Puissances, & » adhérera de la maniere la plus » forte, autant qu'il sera praticable, » aux stipulations & à l'esprit des » traités qui subsistent entre lui & » les Etats-Généraux. 1778.

» Il me reste à exécuter les ordres » du Roi, en vous informant, Monsieur, que Sa Majesté Britannique » *est disposée & prête à acheter*, » *suivant l'estimation qui en sera* » *honnêtement faite, les approvisionnemens relatifs au service de la* » *Marine, qui peuvent avoir été pris* » *& qui sont effectivement dans les*

1778. » *différens ports de la Grande-*
» *Bretagne à bord des vaisseaux*
» *appartenans aux Sujets de la*
» *République ; qu'elle consent à*
» *payer le fret des cargaisons, &*
» *veut bien indemniser les Proprié-*
» *taires de tous les frais & dom-*
» *mages occasionnés par la déten-*
» *tion de leurs navires.* Sa Majesté
» donnera à son Ambassadeur des
» instructions, pour qu'il entre en
» négociation avec les Ministres de
» la République, & qu'à l'avenir les
» choses puissent être réglées, d'a-
» près les principes d'équité & de
» bienveillance qui conviennent à
» de bons & anciens alliés.

» Sa Majesté se repose toujours
» sur les assurances d'attachement
» qu'elle a reçues, en tant d'occa-
» sions, de la part de L. H. Puis-
» sances, & ne peut se dispenser de
» leur rappeller les engagemens ré-
» ciproques contractés pendant le
» cours d'un siècle, entre la Grande-
» Bretagne & la République. Les
» articles en sont positifs, clairs
» & précis, & quoique la modéra-
» tion de Sa Majesté l'ait empêchée,
» jusqu'au moment actuel, de de-

» mander que ces engagemens » fussent remplis, elle ne les croit » pas moins obligatoires aujour» d'hui, qu'ils l'étoient ancien» nement, & n'admettra aucune » diminution dans l'intérêt res» pectif qui a uni les deux Nations » pendant une si longue période de » temps. 1778.

» Comme Sa Majesté n'a eu » connoissance d'aucunes plaintes » portées contre la conduite des » Commandans de ses vaisseaux, » dans les territoires de Leurs » Hautes-Puissances en Amérique, » antérieurement à la date du Mé» moire que j'ai eu l'honneur de » mettre sous ses yeux, elle m'a » ordonné de lui procurer les in» formations les plus exactes rela» tivement à ce qui est allégué dans » ledit Mémoire, & de vous assurer » qu'elle ne manquera pas de punir » les coupables d'une maniere exem» plaire ».

(*Signé*) SUFFOLK.

Saint-James, 19 *Octobre* 1778.

Le ton de cette Lettre n'étoit point celui de l'égalité, de la défé-rence & des égards que la circons-

1778. tance sembloit prescrire à la Grande-Bretagne ; elle se refusoit indirectement à la satisfaction si vivement sollicitée par les Etats-Généraux, & quoiqu'en termes couverts, faisoit assez entendre qu'elle se croyoit toujours en état de faire la loi à Leurs Hautes-Puissances. Les Hollandois sentoient leurs forces ou plutôt la foiblesse de l'Angleterre ; & la réponse du Comte de Suffolk leur parut ajouter aux insultes, dont ils songeoient sérieusement à poursuivre la réparation. En conséquence de cette résolution adoptée dans tous les Comités de commerce, les Etats - Généraux répondirent, à-peu-près en ces termes, aux propositions énoncées dans la lettre du Ministre.

Réponse des Etats - Généraux.

« Leurs Hautes - Puissances ont » résolu de n'entrer dans aucune » espèce de négociation avec l'Ambassadeur d'Angleterre relativement aux points contestés ; mais » elles continueront de mettre en » usage tous les moyens qui sont à » leur disposition, pour obtenir une » satisfaction exemplaire & proportionnée aux insultes faites à leurs

» Sujets contre l'esprit des traités » subsistans ; elles prendront aussi » toutes les mesures convenables, » pour arrêter les progrès des mêmes » violences, & prévenir de nou» veaux actes *vexatoires* de la part » de la Marine Angloise ». 1778.

Contributions offertes par les villes de Hollande.

Cette résolution des Etats-Généraux fut approuvée, comme on l'a déja vu, par les Comités de toutes les Villes. Il y eut en conséquence une députation générale, dont l'objet fut de remercier Leurs Hautes-Puissances, & de leur offrir, au nom de tous les Commerçans de la République, les contributions nécessaires pour élever la Marine Hollandoise à un degré de puissance qui fît respecter son Pavillon. Les Etats-Généraux répondirent conformément au vœu des Députés & du Corps respectable, dont ils étoient les Représentans, qu'on avoit pris de justes mesures pour assurer la protection du commerce; qu'indépendamment des vingt vaisseaux de ligne, dont l'armement étoit arrêté depuis quelques mois, on alloit ordonner l'équipement de douze autres vaisseaux & de vingt

1778. frégates; & qu'en attendant un plan de contribution répartie avec égalité pour la levée des deniers qu'exigeoit ce surcroît de dépense, le Trésorier des Etats venoit d'ouvrir un emprunt de quatre millions de florins, pour lequel on avoit souscrit plus que le double de la somme.

Négociations de M. Franklin auprès des Etats Généraux.

Il falloit sans doute des griefs bien forts pour mettre les Hollandois, cette Nation pacifique, dans un état de fermentation aussi violent; mais la tyrannie des Anglois n'étoit pas l'unique motif de ces résolutions vigoureuses; les Négociateurs de M. Franklin agissoient efficacement auprès de Leurs Hautes-Puissances, & ses propositions relatives à certaines branches du commerce d'Amérique, avoient été favorablement accueillies. Dès le mois de Juillet de cette année, un armement de vingt-cinq vaisseaux de ligne, annonça les dispositions des Etats-Généraux; & le comble de l'aveuglement, de la part des Ministres Britanniques, fut d'ignorer le terme où la neutralité devoit cesser d'être un avantage même pour la Hollande.

Ils comblèrent la meſure des outrages, dans une conjecture où tout rappelloit à cette République, que c'étoit le moment de les repouſſer. 1778.

Commencement des hoſtilités dans les Indes Orientales.

On ne craint pas de répéter que les circonſtances faiſoient à la Grande-Bretagne une loi de la modération. Les Provinces de l'Amérique, dont les Anglois pourſuivoient inutilement la conquête, ne leur offroient dans l'avenir que la vaine gloire d'avoir perſiſté dans une entrepriſe chimérique. La France qu'ils avoient provoquée, déployoit contre eux des forces ſuffiſantes pour inquiéter leur politique, quand bien même ils n'auroient point eu d'autres ennemis ſur les bras. L'Eſpagne, que ſon devoir d'alliée & ſes griefs perſonnels devoient engager dans cette guerre, étoit au moment d'effectuer des menaces effrayantes. Les Hollandois troublés dans leur commerce & forcés de le ſuſpendre pour mieux l'aſſurer, ſe diſpoſoient à réparer des pertes en vengeant des injures; les Indes Orientales, ce Pérou de l'Angleterre, offroient à ſes enne-

mis une flatteuse perspective de
1778. lauriers & de richesses. Le fameux Ayder-Ally-Kent, ce nouveau Conquérant suscité pour le malheur des Anglois, ambitionnoit d'unir ses drapeaux à ceux de la France; fier d'une association si glorieuse, il devoit la seconder puissamment dans ces contrées lointaines, & favoriser des représailles légitimes contre un peuple agresseur & jaloux de l'être dans toutes les parties du monde. Dès le mois d'Avril de cette année, les hostilités avoient commencé sur ce nouveau théatre, & M. de Tronjolly, commandant le Brillant, de soixante-quatorze canons, s'étoit vu attaqué par deux vaisseaux de guerre Anglois, qu'il repoussa de manière à ne plus craindre leurs insultes. La nouvelle de ce combat hâta l'armement de huit vaisseaux François destinés pour l'Inde. Cette division aux ordres du Chevalier de Ternay, fortifiée du Brillant, devoit opposer dans ces mers une puissance respectable & même supérieure à celle de l'ennemi.

Prises marchandes sur

L'extrême détresse de l'Angleterre se faisoit particulièrement sentir en

Europe. On écrivoit de Ports-Mouth, le 8 Novembre, qu'une Eſcadre Françoiſe bloquoit la Manche dans la vue d'intercepter les vaiſſeaux Anglois deſtinés pour les Indes Occidentales; ceux de l'Amiral Keppel qu'on attendoit pour donner la chaſſe, étoient dans le plus mauvais état, & demandoient beaucoup de temps encore pour ſe réparer; on déſeſpéroit même d'en completter les équipages conſidérablement affoiblis par la maladie. Pendant ce tems, les frégates en croiſière faiſoient des priſes plus ou moins importantes; la Belle-Poule continuoit à ſe ſignaler dans cette eſpèce de guerre; & venoit de rentrer dans la rade de Breſt, après avoir enlevé ſept navires à l'ennemi. Mais quoique très-préjudiciables au commerce de l'Angleterre, ces priſes marchandes n'étoient rien pour la gloire de la Marine Françoiſe, en comparaiſon des combats, dont on va préſenter une eſquiſſe rapide.

1778. — les Anglois en Europe.

Le 20 Octobre, le Triton, vaiſſeaux de ſoixante-quatre canons, eut à ſoutenir, dans le voiſinage

Combat du Triton & du Jupiter.

de la Corogne, une action bien glorieuſe contre le vaiſſeau de ligne le Jupiter & la frégate la Médée. Le Comte de Ligondès, Capitaine du Triton, quoique dangereuſement bleſſé dès le commencement du combat, dirigea, pendant près de deux heures, le feu de ſes batteries, avec une préſence d'eſprit, un ſang-froid, une intrépidité, dont les terribles effets mirent bientôt la frégate hors d'état de manœuvrer; elle ſut obligée de ſe retirer, & le Capitaine François qui avoit eu le pouce de la main droite emporté & le bras gauche caſſé en deux endroits, ſe vit contraint, par la violence de la douleur, de confier le commandement à M. de Rocard, ſon ſecond. Cet Officier ſoutint le combat avec tant d'avantage, qu'il força le Jupiter à prendre chaſſe vers les ſept heures du ſoir. Il le pourſuivit à coups de canons, juſqu'à neuf heures; & le vaiſſeau Anglois n'échappa qu'à la faveur de la nuit, & parce qu'il eut la précaution d'éteindre tous ſes feux.

1778.

Combat de

Le 11 Septembre, la frégate

1778.

la Judon & du Fox.

la Junon avoit ſignalé plus heureuſement encore, l'honneur du Pavillon François. Ce bâtiment de vingt-ſix canons de douze, commandé par le Vicomte de Beaumont, étoit ſorti de Breſt avec le *Réfléchi*, pour aller joindre l'armée navale dans ſa derniere croiſière; mais ayant été ſéparée par le vent & la brume, la Junon rencontra dans le Sud-Sud-Oueſt d'Oueſſant, à la diſtance d'environ quarante lieues de cette iſle, la frégate Angloiſe le Fox, montée de vingt-huit canons du même calibre, & commandée par le Capitaine Windſor, qui avoit reçu ordre de l'Amiral Keppel, d'aller à la découve. te de la flotte Françoiſe. Après quelques manœuvres, dont l'objet étoit de ſe procurer réciproquement une poſition avantageuſe, les deux frégates s'envoyèrent leurs bordées en courant à bord oppoſé, & preſque au même inſtant, le Vicomte de Beaumont força de voiles pour gagner le travers de la frégate Angloiſe & ſaiſir l'avantage du vent. N'ayant pu y réuſſir, il prit le parti d'arriver pour ſe mettre ſous le vent,

1778. & ordonna dans la batterie de tout disposer pour envoyer la bordée, lorsque la Junon seroit par la hanche du Fox. Le Capitaine Windsor craignant l'effet de cette manœuvre, arriva lui-même, & mit son perroquet de fougue à culer ; les deux frégates se trouvoient alors par le travers l'une de l'autre, à la portée du mousquet. Quoique très-vif des deux côtés, le feu de la Junon auroit pu l'être davantage ; mais le Vicomte avoit recommandé à ses Canonniers d'employer le tems nécessaire pour bien ajuster leurs coups. Graces à cet ordre fidèlement exécuté, il n'y eut pas un coup qui ne portât. La grande vergue du Fox fut coupée après une heure & demie de combat, & l'on vit tomber presqu'aussitôt son grand mât de hune ; la chûte du petit mât suivit de près celle du grand. Cependant le feu de cette frégate se soutenoit encore; pour démonter les canons du Fox, le Capitaine François ordonna de tirer en plein bois. Les volées ainsi dirigées produisirent beaucoup d'effet, & le feu de l'ennemi se ralentit sensiblement. Une dernière décharge

de la Junon abattit le grand mât & le mât d'artimon de la frégate Angloise. 1778. La chûte de ce dernier mât avoit entraîné le Pavillon, & le Capitaine Windsor fit signe avec son chapeau qu'il étoit rendu. Le feu de la frégate cessa au même instant, & tous les soins du Vicomte de Beaumont se portèrent vers l'ennemi, qui, privé de ses mâts, & réduit à la plus affreuse détresse, n'avoit d'espoir & de ressource, que dans la générosité du vainqueur. Dès le commencement de cette action, qui dura trois heures & demie, le Capitaine Windsor avoit eu l'os de l'avant-bras tellement fracassé, qu'on ne vit d'abord d'autre remede à sa blessure que l'amputation. Des cent quatre-vingt dix hommes qui composoient l'équipage du Fox, il y en eut onze de tués & trente-huit de blessés. La frégate Françoise fut beaucoup plus heureuse : le nombre de ses blessés se montoit tout au plus à quinze hommes ; elle n'en perdit que cinq, & M. d'Islet de la Mothe, Capitaine en second, fut malheureusement un de ces derniers. Si MM. de Beaumont & Windsor signalèrent également, dans cette action, leur bravoure &

1778. leur intrépidité, on ne doit pas dissimuler que l'Officier François y déploya de plus grands talens, & qu'il dût à cette supériorité l'honneur d'un combat, qui, placé à la même époque, auroit eu, sans doute, le même éclat que celui de la Belle-Poule; mais Louis XVI, juste appréciateur du mérite de ses Officiers, crut devoir accorder la même récompense au vainqueur du Fox & à celui de l'Aréthuse. Le Vicomte de Beaumont reçut, avec les témoignages de la satisfaction de Sa Majesté, l'assurance de commander incessamment un vaisseau de ligne.

M. le Vicomte de Beaumont est fait Capitaine de Vaisseau.

On se rappelle de quelle manière flatteuse l'auguste Monarque avoit annoncé la même grace au défenseur de la Belle-Poule. Ce brave Commandant faisoit une partie de piquet chez le Comte de Maurepas; le Roi entra, & ne voulut point qu'on se dérangeât. Alors quelqu'un des assistans ayant dit que M. de la Clocheterie avoit beau jeu, Sa Majesté prit la parole, & ajouta : *M. de la Clocheterie a beau jeu par-tout.* Un moment après, le Roi s'adressant à cet Officier, lui dit : J'ai des reproches à vous faire, M. de la Clocheterie,

De quelle manière flatteuse le Roi avoit accordé la même grace à M. de la Clocheterie.

je ne vous croyois pas ſi inconſtant ! — Comment, Sire, ai-je pu mériter ! — Oui, oui, je ſais que vous êtes infidèle à la *Belle-Poule*. — Moi, Sire . . . . . — Ne cherchez pas à vous défendre, il eſt ſûr que vous la quittez pour un vaiſſeau de ſoixante quatre canons. A ces mots, M. de la Clocheterie ſe jette aux pieds du Roi, qui le releve avec bonté.

1778.

Accueil fait aux Commandans de la flotte de Breſt.

D'autres Officiers ou Commandans de la flotte de Breſt, étoient venus jouir un moment à Paris, des témoignages de la ſatisfaction publique. L'accueil gracieux que leur fit Sa Majeſté, interprétoit à la fois, & d'une manière bien flatteuſe pour le Comte d'Orvilliers, les ſentimens du Monarque & ceux de la Nation. L'expoſé précis & ſatisfaiſant des opérations dans le combat d'Oueſſant, mérita à ce Général les applaudiſſemens de toute la cour ; il reprit le chemin de Breſt comblé des bontés de Leurs Majeſtés. Les autres Commandans ſe diſposèrent à le ſuivre, & de tous ſes chefs, l'armée navale n'eut à regretter dans cette

1778.

M. le Duc de Chartres quitte le service de la Marine.

circonstance, que M. le Duc de Chartres, en faveur duquel Sa Majesté venoit de créer la place de Colonel-Général des Hussards, place imcompatible avec le service de la Marine, dont elle fut la récompense.

MM. de Rochechouart & de Trémigon disculpés dans un Conseil de Guerre.

Toute la France attendoit alors l'issue du Conseil de Guerre ordonné sur la demande de MM. de Rochechouart & de Trémigon, commandans des vaisseaux séparés, qui ne s'étoient point trouvés à l'affaire du 27 Juillet. La tenue de ce conseil n'avoit point souffert de retard, par l'absence du Comte d'Orvilliers, qui devoit y présider, M. de la Prévalaye remplit cette fonction à la place du Général; & d'après l'instruction faite par M. Hector, Major de la Marine & du Port de Brest, il parut démontré que M. de Rochechouart n'avoit pu voir les signaux de revirement de bord, & qu'il n'étoit nullement coupable d'avoir perdu l'Armée pendant la nuit. M. de Trémigon fut averti de se tenir désormais à une distance moins considérable du vaisseau qui le précé-

2 Novembre.

deroit

deroit dans une ligne, & de se mettre ainsi plus à portée de voir les signaux; cette attention de sa part eût prévenu l'erreur où M. de Rochechouart étoit tombé. 1778.

Le Capitaine Bréreton cassé pour s'être enivré.

Tandis que les deux Officiers François éprouvoient l'indulgence d'un Gouvernement juste & modéré, le Parlement d'Angleterre confirmoit la sentence rigoureuse d'un conseil de Guerre tenu sur mer, qui avoit cassé le Capitaine Bréreton, Commandant le *Duke*, vaisseau de quatre-vingt-dix canons. Cet Officier accusé de s'être enivré la nuit qui précéda le combat d'Ouessant, s'étoit comporté dans l'action avec autant d'intelligence que de bravoure; il n'en fut pas moins condamné, & l'Amiral Keppel, à qui il fit demander la permission de servir sur la flotte en qualité de volontaire, crut devoir au bon ordre & au maintien de la discipline, de lui refuser cette grace; peut-être aussi que dans la circonstance présente, il s'imposa cette loi de rigueur par ménagemens pour Sir Robert Harland Président du Conseil de Guerre

1778. & pour les treize Capitaines qui avoient prononcé la Sentence.

Commencement du Procès de Keppel & de Pallifer.

Quoi qu'il en ſoit, l'Amiral parut un moment avoir beſoin lui-même qu'on ſe relâchât à ſon égard de la ſévérité, dont on avoit uſé ſi durement envers le Capitaine Bréreton. Il s'étoit gliſſé dans un Papier-Nouvelle, un paragraphe injurieux à Sir Hugh Palliſer, Commandant en ſecond ſur la flotte de Keppel. Ce paragraphe portoit, que le Vice-Amiral, par ſa déſobéiſſance aux ſignaux du Commandant en chef, avoit empêché de renouveller le combat à la journée d'Oueſſant. Sir Hugh, vivement piqué d'un tel reproche, publia dans un autre Papier une Lettre qu'il ſigna, & où il ſe diſculpoit en recriminant : il accuſoit l'Amiral d'avoir manqué, par ſa négligence, l'occaſion de battre la flotte françoiſe. Keppel indigné de voir le nom de Palliſer ſon ancien ami, au bas d'une Lettre qui portoit à ſon honneur une cruelle atteinte, confirma hautement, dans la Chambre des Communes, la déſobéiſſance du Vice-Amiral de l'eſcadre bleue. Cette déclaration pouſſa Sir Hugh

Pallifer à dénoncer juridiquement le Commandant en chef; & fur le vu de la plainte, l'Amirauté ordonna une enquête & la tenue d'un Confeil de Guerre, malgré les réclamations de plufieurs Membres; en conféquence, on plaça des gardes à la porte de l'Amiral. L'ufage & même la loi exigeoient que le Confeil fe tînt à bord d'un vaiffeau, & déjà le *Victory* étoit défigné, lorfque l'Amiral Pigot repréfenta à la Chambre, que la fanté, dès long-tems affoiblie, de l'Amiral Keppel, demandoit que fur ce point, on dérogeât en fa faveur, à l'ufage ordinaire. Cet acte d'indulgence fut accordé après quelques débats, où Lord Shelburne improuva publiquement la conduite de l'Amirauté, & particulièrement celle du premier Lord qu'il tâcha d'effrayer, en lui mettant fous les yeux les conféquences de cette étrange affaire, dont il le déclara refponfable. Il le prévint que fa conduite étoit furveillée de près & toutes fes démarches obfervées, depuis qu'on avoit connoiffance des noires manœuvres de l'accufation intentée contre l'Amiral. Il prit de-là occafion d'im-

1778.

Le 15 Décembre.

1778.

Observations de Lord Shelburne.

puter au Miniſtre le deſſein formé d'amuſer & de diſtraire la Nation par le ſpectacle de ces Conſeils de Guerre. « Le noble Lord, ajouta-„ t-il, nous annonce d'autres accu-„ ſations : nous allons voir la répu-„ tation de l'élite de nos Officiers „ attaquée ſucceſſivement. Quelle „ ſera la première victime de la „ vengeance miniſtérielle ? Sera-ce „ le brave Lord Howe ? Ce grand „ Amiral ſera-t-il accuſé d'avoir „ ſauvé l'armée en paroiſſant devant „ Rhode-Iſland ? Donnera-t-on le „ pas à l'Amiral Barrington, parce „ qu'il a paſſé ſes ordres en ſauvant „ *Antigues* & les Indes occiden-„ tales? L'unique vue du Miniſtère „ eſt de diſtraire l'attention du „ Public, tandis que la France „ profitera de nos diviſions, tandis „ que nous recevrons des affronts „ dans toutes les parties du Globe. „ C'eſt ainſi qu'on prétend dérober „ aux yeux la puſillanimité, l'irré-„ ſolution, l'inſtabilité du ſyſtême „ de nos Miniſtres. Qu'ils ſe tiennent „ ſur leurs gardes ; très-certaine-„ ment l'affaire du 27 Juillet de-„ mande une enquête, mais cette „ enquête doit être générale ».

1778.

Déclamations violentes de Wilkes.

Quelque violente que fût cette obſervation de Lord Shelburne, les déclamations incendiaires de M. Wilkes le furent encore davantage. Il avoit oſé dire en préſence de tous les Membres des Communes, que le diſcours de Sa Majeſté Britannique à la rentrée du Parlement, offroit à peine deux ou trois phraſes dignes de l'approbation de la Chambre ; & quant aux Miniſtres dont la conduite demandoit l'enquête la plus ſtricte, il ne craignit pas de prononcer, comme on l'a dit ailleurs, que leurs têtes ſeroient un foible dédommagement des affreux déſaſtres où ils précipitoient l'Angleterre.

Lord Gordon pouſſa l'irrévérence encore plus loin, en s'oppoſant à la motion du Duc de Chandos, qui demandoit à la Chambre de préſenter au Roi une humble Adreſſe de remerciemens, relative au gracieux Diſcours de Sa Majeſté.

Diſcours incendiaire de Lord Gordon.

« Les amis de la liberté, s'écria-
„ t il, ne doivent point de com-
„ pliment à ce même Roi, ſous le
„ gouvernement duquel la Cour de
„ la Grande-Bretagne a été rendue

1778. „ méprisable aux yeux de la „ France. . . . . La détresse du „ Peuple au dedans, ses possessions „ négligées au-dehors, ne permet- „ tent à ses représentans ni de com- „ plimenter Sa Majesté, ni d'ap- „ prouver sa conduite. Ce seroit „ donner à l'univers un exemple „ trop avilissant de la *servilité* des „ Communes. Cette Chambre féli- „ citera-t-elle George III sur son „ combat naval, sur ses combats „ de terre, sur la troisième année „ de l'indépendance de l'Amérique? „ Le remerciera-t-elle des honneurs „ & des émolumens accumulés „ sur ses favoris, & particulière- „ ment sur le noble Lord au cordon „ bleu, (Lord North) qui préside „ au démembrement de l'Empire? „ Se réjouira-t-elle en apprenant que „ les gracieuses intentions de Sa Ma- „ jesté sont de continuer la guerre „ d'Amérique? Ses Membres décla- „ reront-ils qu'ils consentent d'im- „ poser un surcroît de taxes sur le „ Peuple qui les constitue? Enfin, „ répondront-ils que ce même Peu- „ ple payera les nouveaux impôts, „ sans qu'il s'élève une révolte dans „ nos propres foyers? Toutes les

„ calamités se sont assemblées sur 1778.
„ les trois Royaumes depuis l'avé-
„ nement du Roi actuel, & tout
„ nous dit que ce n'est pas le
„ moment d'applaudir à la sagesse
„ de son gouvernement, & d'ac-
„ corder de l'appui à ceux qui le
„ conseillent. On a beaucoup parlé
„ des Conseillers de Sa Majesté.....
„ J'ai de leurs talens publics une
„ aussi mauvaise opinion qu'aucun
„ Membre de cette Chambre; mais
„ ce sont des hommes selon le cœur
„ du Roi; c'est conformément à ses
„ desirs qu'ils ont fait la guerre à
„ nos Colonies; & l'Amérique est
„ à-peu-près perdue pour la Grande-
„ Bretagne; leur malheureuse con-
„ duite les a rendus méprisables
„ aux yeux de leurs Concitoyens....
„ Et je ne vois pas de changement
„ à espérer; car Sa Majesté ne
„ paroît point disposée à se montrer
„ ingrate envers ses fidèles servi-
„ teurs; & je n'entends pas dire
„ que le peuple songe à se choisir
„ un Congrès, ni à proclamer un
„ Protecteur „.

Réflexions à ce sujet.

Si quelque chose pouvoit justifier la violence de ces diatribes Parlementaires, c'étoit l'obstination des



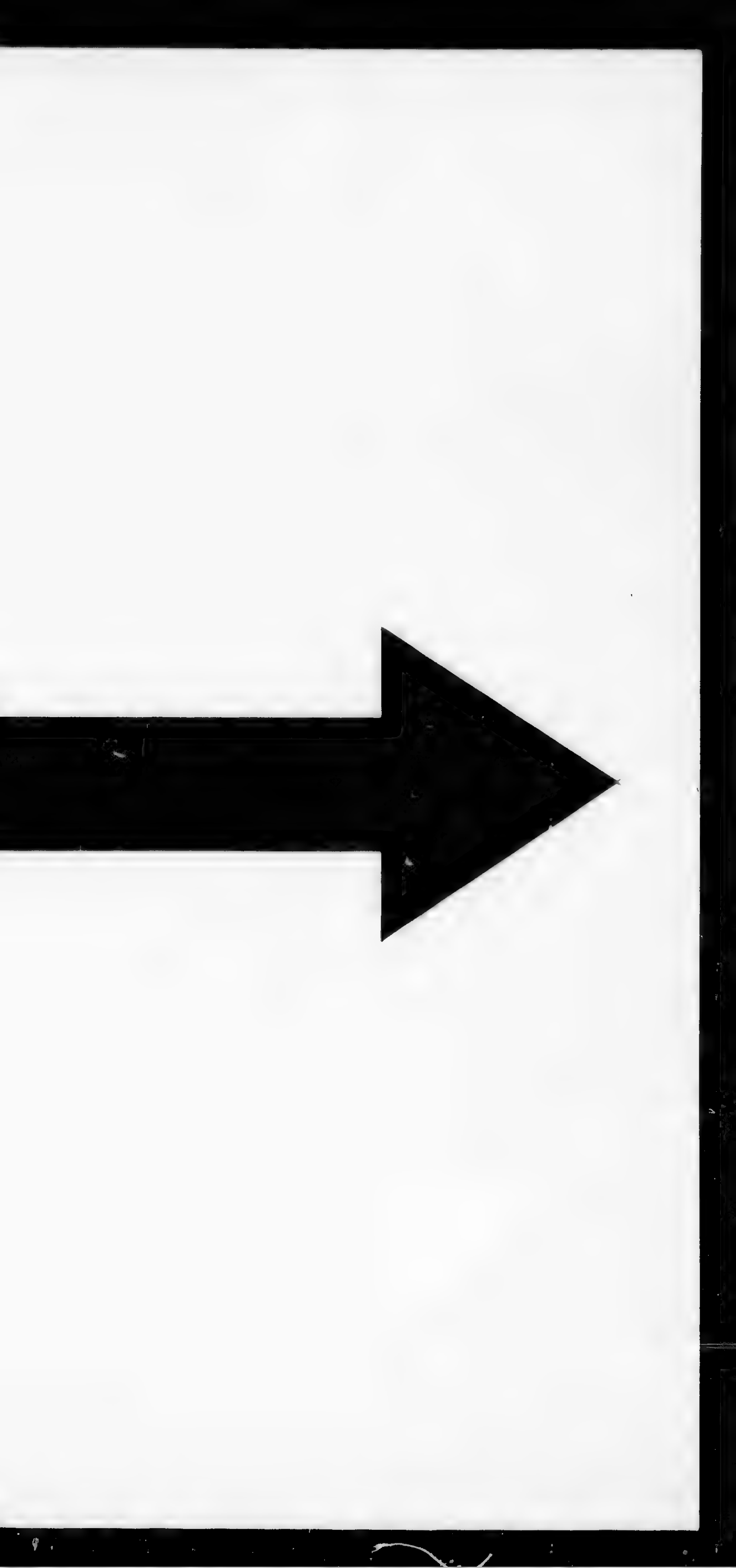
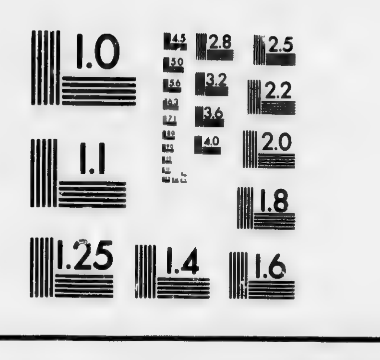


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



6"



1778. Miniſtres à pourſuivre la guerre d'Amérique. Une chaîne de diſgraces ſoutenues pendant quatre années conſécutives, auroit dû les convaincre de leur impuiſſance à réduire les Colonies; mais ils perſiſtoient dans ce projet chimérique, contre le vœu de la plus ſaine partie de la nation, & s'il falloit en croire l'opinion générale, contre leurs propres lumières, & dans l'unique vue de ſe rendre néceſſaires, cette opiniâtre perſévérance, & les motifs qu'on leur ſuppoſoit, aigriſſoient les eſprits dans les deux Chambres du Parlement; & ſans reſpect pour la Majeſté Royale, leurs Orateurs s'emportoient ſouvent dans leurs déclamations contre les Miniſtres, juſqu'à l'oubli des égards dus au Monarque. Encore une fois, ſi de pareils excès pouvoient ſe tolérer, on en trouveroit l'excuſe dans la malheureuſe poſition de la Grande-Bretagne & dans le déſeſpoir de ſes meilleurs Citoyens.

MM. de Guichen & de Graſſe ſont au moment d'appareiller.

Les moins éclairés ne pouvoient ſe diſſimuler que deux Puiſſances redoutables, l'Eſpagne & la Hollande, alloient embraſſer la cauſe de l'Amérique, & les ſeuls arme-

mens de la France, leur offroient dans la Campagne prochaine une perspective effrayante d'humiliations & de désastres. On faisoit dans les Ports les dispositions les mieux combinées pour réaliser ces présages. Déjà MM. de Guichen & de Grasse étoient au moment d'appareiller. Ce dernier venoit de reprendre le commandement du *Robuste*, & de trois autres vaisseaux armés pour les Indes occidentales. Il emmenoit avec lui deux bataillons destinés à remplacer la garnison de la Dominique, & le neveu de M. de Bouillé, qui, ayant apporté en France la nouvelle de cette prise, se rembarquoit pour l'Amérique avec le brevet de Colonel. Cette Escadre devoit se fortifier dans les Colonies, & tenter une expédition importante, dont l'objet ignoré des spéculateurs, étoit, comme les autres projets du Ministère, un secret entre le Commandant & le Cabinet de Versailles. M. de la Touche-Tréville avoit quitté la rade de Brest, avec une division de six vaisseaux de ligne, & de plusieurs autres bâtimens armés. Après une croisière longue & pé- 1778.

1778. nible dans le Nord de l'Angleterre, où les flots, les vents & la foudre sembloient s'être ligués contre M. de la Motte-Piquet, cet excellent Officier venoit enfin de rentrer dans le Port, accompagné ou suivi de onze bâtimens partis de New-York ou d'Hallifax, & dont on évaluoit la prise à douze cents prisonniers. Quoique la saison fût très-défavorable aux croisières des gros vaisseaux, il pressoit la réparation & l'approvisionnement de son Escadre, & hâtoit le moment de braver de nouveaux périls, de voler à de nouveaux triomphes. On armoit dans le Port de Toulon onze vaisseaux de ligne destinés à faire face à l'Amiral Rodney qui, disoit on, étoit chargé de soutenir, contre le Chevalier de Fabry, l'honneur du Pavillon anglois dans la Méditerranée.

Le Prince de Nassau leve une Légion de douze cens hommes.

Quoique les Troupes de la Marine, bien aguerries & bien disciplinées, fussent portées à un nombre suffisant, pour effectuer les vastes projets de la Campagne de 1779, Sa Majesté venoit de permettre au Prince de Nassau de lever en son nom une légion de douze cents

hommes, destinés à monter six bâtimens armés en course. Tous les grands du Royaume brûloient du même zèle que ce Prince, & il n'y avoit pas un Gentilhomme françois qui n'ambitionnât le sort des illustres Marins de la Nation. Ceux que le devoir enchaînoit dans une carrière non moins glorieuse, mais où le moment présent n'offroit pas les mêmes occasions de signaler leur valeur, regardoient comme une fatalité malheureuse, la nécessité qui les affranchissoit des périls de la guerre actuelle. Tous les ordres de l'Etat s'empressoient de concourir, à leur manière, au succès de la Campagne prochaine, & l'émulation de plusieurs Corps se signala par des actes d'une générosité patriotique, dont les Etats d'Artois donnèrent le premier exemple. Cette Province fit construire & armer en course une frégate de trente six canons, qui, par son échantillon & par leur calibre, étoit de force à soutenir l'attaque d'un vaisseau de ligne du troisième rang. On choisit pour la commander un Capitaine Artésien, dont le privilége fut

1778.

Toute la Noblesse de France ambitionne le sort de nos illustres Marins.

Les Etats d'Artois arment à leurs frais une frégate de trente-six canon

1778. d'entrer aux Etats de la Province, & d'y prendre séance comme l'un de ses représentans, pourvu toutefois qu'il justifiât le choix qu'on avoit fait de lui, par quelqu'action glorieuse.

Les nouveaux efforts de l'Angleterre déjà à moitié épuisée & constamment désunie, opposés aux ressources de la France, au courage, à l'unanimité, au patriotisme de ses habitans, pouvoient bien prolonger la guerre, mais ne devoient manifester la persévérance, ou pour mieux dire l'opiniâtreté des Anglois, qu'aux dépens de leur existence politique. La suite des évènemens fera voir qu'indépendamment des autres Puissances, le concours des François dans cette guerre, suffisoit pour décider en faveur de l'Amérique la fameuse querelle qui vient enfin de se terminer par l'affranchissement irrévocable des Colonies angloises.

Fin du Tome premier.

m

vince,
e l'un
toute-
qu'on
action

l'An-
ſée &
s aux
cou-
otiſme
bien
e de-
ance,
âtreté
e leur
e des
lépen-
es, le
cette
er en
meuſe
e ter-
rrévo-

